

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION FORESTIÈRE EN FRANCE

Un peuple sans forêts est un peuple qui meurt.

A. THEURIET.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le mercredi 25 mai 1910, à 2 heures

PAR

Louis MOREL

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1910

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. ✱, I. ✱, doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ✱, professeur honoraire.

THALLER, ✱, I. ✱, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ✱, professeur honoraire.

FLURER, I. ✱, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. ✱, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ✱, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. ✱, I. ✱, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ✱, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ✱, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ✱, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ✱, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. ✱, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. ✱, professeur de Droit civil, assesseur du doyen.

BROUILHET, I. ✱, professeur d'Économie politique.

HUVELIN, A. ✱, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. ✱, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. ✱, professeur d'Histoire des Doctrines Economiques et d'Économie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ✱, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. ✱, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

Président : M. GONNARD, *professeur*.

Assesseurs : MM. BOUVIER, *professeur*.

LAMEIRE, —

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION FORESTIÈRE

EN FRANCE

Un peuple sans forêts est un peuple qui meurt.

A. THEURIET.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le mercredi 25 mai 1910, à 2 heures

PAR

Louis MOREL



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

A chaque instant et de plus en plus fréquemment, des catastrophes dues à l'action torrentielle des eaux viennent semer la ruine et provoquer une douloureuse émotion. Après la Garonne en 1907, après la Loire en 1908, la Seine vient de semer la dévastation et la ruine tout le long de son cours. Dans les Alpes, les Pyrénées, il ne se passe pas d'années sans que le torrent ou l'avalanche entraînent quelques villages.

Que fait-on pour remédier à cela ? Les subventions de l'État et la charité privée atténuent les conséquences immédiates du désastre, mais rien d'efficace et de méthodique n'est entrepris pour empêcher le retour de ces catastrophes. Et pourtant on en connaît bien la cause et le remède. La cause c'est le déboisement inconsidéré de la montagne. Le remède c'est le reboisement, c'est la consolidation par l'herbe ou par l'arbre des pentes dénudées qui retiennent la pluie.

Depuis nombre d'années la France se déboise, et aujourd'hui la déforestation constitue un véritable péril national. D'une part, les exploitations inconsidérées des bois appartenant aux particuliers, les besoins de la consommation toujours croissants nous menacent, dans un avenir rapproché, d'une disette de bois de construction ; d'autre part les déboisements, les abus de pâturage sur

les versants des montagnes sont la cause d'inondations.

Cette malheureuse situation a provoqué de généreuses initiatives. Après Surell, plusieurs de nos contemporains ont jeté le cri d'alarme, se sont mis à l'œuvre, et les questions forestières ont commencé à préoccuper l'opinion publique.

Il nous a paru intéressant de retracer l'histoire de la déforestation de la France, et d'étudier les différents remèdes proposés pour remédier à cette situation.

Nous étudierons successivement :

1° Les ruines accumulées par le déboisement, l'importance et l'utilité des forêts ;

2° La richesse forestière de la France et du monde ;

3° L'histoire de la législation forestière et du déboisement ;

4° Les cause du déboisement à notre époque ;

5° La législation forestière et son insuffisance ;

6° Les remèdes proposés pour arrêter le déboisement ;

7° Les amis des arbres.

Cette étude nous a été singulièrement facilitée par l'abondance des documents qu'ont mis à notre disposition MM. Gonnard, professeur à la Faculté de droit de Lyon ; Guyot, directeur de l'École forestière de Nancy, Descombes, président de l'Association centrale pour l'Aménagement des montagnes ; Audebrand et Offner, de l'Association Dauphinoise pour l'Aménagement des montagnes ; de Nussac, secrétaire du Groupe d'Études Limousines ; Schwob, de la Loire navigable ; Maréchal et Vigroux, instituteurs. En les remerciant ici de l'obligeance avec laquelle ils ont bien voulu faciliter nos recherches, nous les prions d'agréer l'hommage de notre reconnaissance.

CHAPITRE PREMIER

I

Le déboisement, une cause de la décadence des peuples anciens : Perse, Assyrie, Palestine, Arabie, la Grèce et l'empire Romain. — La disparition des forêts, cause de dépopulation chez les peuples modernes : l'Espagne. — La dépopulation des régions montagneuses de la France : Pyrénées, Plateau central, Alpes.

II

Importance et utilité des forêts. — Action de la forêt sur le sol. — Action des forêts sur le climat : température, humidité de l'air, pluies, grêle, vents. — Action des forêts sur les sources. — Utilité spéciale des forêts de montagne : érosions, avalanches, fonte des neiges. — Action de l'arbre sur la navigabilité des cours d'eau. — Solidarité de la forêt et du pâturage. — Rôle de la forêt dans la fixation des dunes. — La forêt et l'hygiène : assainissement de certaines régions par des plantations d'arbres : Landes et Sologne. — Autres avantages de la forêt.

I

« Les forêts précèdent les peuples, les déserts les suivent », a dit Chateaubriand.

Lorsque l'on considère l'histoire des peuples, on voit que les empires les plus fameux de Grèce, d'Asie, de Phénicie et de Perse se sont promptement écroulés et anéantis. Quelle est la cause de tant de ruines ? La guerre et les plus grandes catastrophes n'ont pu y suffire.

De grandes nations sont mortes pour n'avoir point

respecté les forêts. Quand le pays est déboisé, les pluies tombent torrentielles, s'écoulent rapidement sur le sol dénudé, et la montagne n'a bientôt plus d'eau à donner à la vallée ; car en une fois, elle l'a toute laissé s'écouler. Maintenant c'est la sécheresse et la famine. Quand l'eau disparaît « quand les moissons ne poussent plus, les hommes s'en vont ; les déserts remplacent les champs, et la nation meurt d'elle-même ». (Regnault) (1).

L'Asie occidentale, berceau des premières civilisations, n'est plus qu'un désert de sable, où errent çà et là quelques pauvres tribus nomades ; et rien n'étonne plus le voyageur que de rencontrer dans ces régions sans eau ni végétation les ruines de cités qui furent grandes et riches.

Le plateau d'Iran, où naquirent les empires Mèdes et Perses, patrie par excellence des arbres fruitiers, pommiers, poiriers, cerisiers, pêcheurs ; et aussi des fleurs, surtout des roses, possède aujourd'hui un climat excessif, passant de 65° en été à — 15° en hiver. De nombreux marécages y rendent la vie difficile.

Plus bas, dans la plaine, la Mésopotamie, avec ses deux grands fleuves, le Tigre et l'Euphrate, n'est plus qu'une vaste solitude. On ne rencontre que quelques misérables bourgades, là où se dressèrent jadis Ninive et Babylone. Au sud, c'est l'antique Chaldée. On ne dirait guère, à la voir désolée et abandonnée aux roseaux et à la boue, qu'elle fut un centre d'activité prodigieuse. Au nord, c'est l'Assyrie, pays de plateaux et de vallées, jadis couverte d'épaisses forêts où Thoutmès III chassait l'éléphant en 1700 avant Jésus-Christ (2), aujourd'hui terre aride de sable et de rochers.

(1) Regnault. *Déboisement et décadence*.

(2) Regnault. *Déboisement et décadence*.

Qu'est devenue également la verte Palestine, la terre promise des Hébreux ?

Moïse disait d'elle : « c'est un pays de sources, de ruisseaux et de lacs, un pays d'orge, de froment, de vignes, de figues, où l'homme n'a que faire d'entasser des provisions pour se mettre à l'abri du besoin. »

Les cèdres fameux du mont Liban ont disparu, la riche vallée du Jourdain n'est plus que ruines et solitude. Le grand désert commence où furent Tyr, Sidon et la Terre promise.

Passons en Arabie, elle s'appelait jadis heureuse ; il fut un temps où elle vit aussi la prospérité ; l'assyriologie nous parle de royaumes florissants. Assurbanibal conquît des cités opulentes dans le Nedjd et l'Hedjaz. Dans le Yemen on trouve les ruines gigantesques de Mariab et Sabata. Tout cela a fait place au désert, où règnent à présent la hyène et le chacal, que parcourent quelques arabes nomades allant d'une oasis à l'autre.

Partout on rencontre de semblables exemples de dépopulation, conséquence de la dénudation imprévoyante du sol, en Asie-Mineure, dans le Turkestan, au Pérou. Dans l'Afrique centrale, la zone désertique tend de plus en plus en plus à s'accroître. Le cap Vert stérile aujourd'hui était au dix-huitième siècle, d'après le botaniste Adanson, couvert d'une vaste forêt, d'où son nom.

Enfin les deux peuples les plus célèbres de l'antiquité, la Grèce et Rome, nous offrent de remarquables exemples de dépopulation, et il est certain que le peu de cas que l'on fit des forêts, en fut une des causes principales.

La Grèce avait autrefois des fleuves et des forêts. Les montagnes étaient couvertes de bois où se tenaient les oracles. Nombre de villes tirent leurs noms d'arbres : Pla-

tanos, Carya, Valanidia..... La population était surabondante, ce qui lui permit de coloniser non seulement les îles qui l'entourent, et les côtes de l'Asie Mineure, mais la Sicile et l'Italie, depuis les côtes de l'Espagne jusqu'à celles de la mer Caspienne.

Aujourd'hui la Grèce est un des États les plus faibles de l'Europe, sa population n'atteint pas deux millions et demi d'habitants. Ses fleuves sont à sec, ses forêts réduites à quelques bouquets d'arbres. Seules les îles Ionniennes ont conservé leur verdure.

L'Italie a souffert du même mal. Riche lors de la fondation de Rome, elle se dépeupla. Tite-Live dit : « On me demandera où les Volsques ont pu trouver assez de soldats pour faire la guerre, après avoir été si souvent vaincus. Il fallait qu'il y eut un peuple infini dans ces contrées, qui aujourd'hui ne seraient qu'un désert sans quelques soldats et quelques esclaves romains. »

De nos jours encore la campagne romaine est dépeuplée et malsaine ; la Sardaigne est stérile, les Apennins sont dénudés et manquent d'eau.

L'Afrique du Nord (1), Algérie et Tunisie, montre aussi l'œuvre de mort accomplie par la négligence de l'homme et des peuples pasteurs. Véritable paradis terrestre aux temps préhistoriques, si l'on en croit la fable, elle fut après la ruine de Carthage, un des greniers de Rome.

Aujourd'hui, il ne reste plus rien, si ce n'est au bord de la mer et sur le flanc de quelques montagnes ; en arrière c'est la steppe, le Sahara brûlant et désolé.

Plus près de nous la décadence rapide de l'Espagne est un sujet d'étonnement.

(1) Schwob. *Le siècle de l'eau* (Toulouse, 1903).

Au seizième siècle, elle est la nation la plus florissante de l'Europe et du monde avec Charles-Quint et Philippe II ; puis sa puissance s'efface rapidement au dix-septième siècle. De nos jours, elle a été reléguée bien loin au deuxième rang.

A quoi attribuer cette chute si rapide ? Les arbres ont disparu, et l'Espagne manque d'eau. Son taux de boisement n'atteint en effet que 13 pour 100.

L'Espagne centrale est un véritable désert. Alors que sur les côtes il tombe en moyenne 750 millimètres d'eau par an, grâce au voisinage des mers, dans le centre il n'en tombe que 600, voire même 300 dans l'Almeira (1).

Suivant un proverbe, le plateau de Castille est dans un tel état de nudité que l'alouette qui le traverse doit emporter son grain. En Aragon, l'eau est si rare que pour faire le mortier on mélange le vin au sable, plutôt que d'employer l'eau des fontaines (2).

De nos jours, la décadence menace les peuples qui déboisent. Considérons la France qui nous intéresse spécialement. Son aire forestière n'a cessé de diminuer, et comme conséquence ses régions montagneuses sont en voie de dépopulation rapide ; le paysan fuit ses vallées dénudées et deviennent arides (3).

Dans la période comprise entre les deux derniers recen-

(1) Marvaud. La question agricole en Espagne. *Revue économique internationale* ; 1907, 2 ; p. 569.

(2) Elisée Reclus. *Histoire d'un ruisseau*, p. 244.

(3) Les chiffres relatifs au mouvement de la population sont tirés des statistiques publiées par l'*Économiste français* et des ouvrages suivants : Fabre. *L'exode du montagnard et la transhumance du mouton* (Paris, 1909). — Fabre. *L'exode montagnoux en France* (Paris, 1909). — Descombes. *L'aménagement des montagnes dans la chaîne des Pyrénées* (Bordeaux, 1905).

sements (1901-1906), vingt-six départements méridionaux montagneux sur trente et un ont perdu 107,000 habitants. Pour les cinq autres, la dépopulation est masquée par l'accroissement des grands centres. C'est le cas des Alpes-Maritimes, où Nice s'est accru de 27,000 habitants. Ceci fait, bon an mal an, une perte de 22,000 habitants, soit 1,03 pour 100 de la population.

C'est dans le Sud-Ouest que la diminution est le plus sensible.

Les quatre départements du bassin garonnais : Ariège, Haute-Garonne, Basses et Hautes-Pyrénées, ont perdu, de 1851 à 1906, 163,000 habitants, soit 12 pour 100 de leur population et 2,964 habitants par an. Le seul département de l'Ariège est tombé de 267,435 habitants à 205,684, soit une perte de 30 pour 100.

Le Gers, dont la population s'élevait en 1846 à 314,885 habitants, ne compte plus que 231,088 habitants, perdant 1,400 habitants par an, et encore cette dépopulation est atténuée par l'accroissement de certains centres thermaux, religieux ou militaires.

Si l'on ne considère que les régions montagneuses, la dépopulation est encore bien plus rapide.

Dans les quatre départements cités plus haut, les régions montagneuses perdent en moyenne 24 pour 100, et les régions de plaines seulement 13 pour 100. Dans les Pyrénées-Orientales, la différence est encore plus sensible. Alors que le canton montagneux de Prades perd, de 1846 à 1901, 8,071 habitants, soit 15 pour 100, le reste du département gagne dans la même période 39,398 habitants. La seule ville de Perpignan accuse un gain de 16,000 habitants.

Dans tous ces départements, la population s'était accrue

durant la première moitié du dix-neuvième siècle. C'est depuis 1850 qu'elle a commencé à diminuer, et la chute depuis est allée en augmentant sans cesse.

Certaines communes placées en pleine région montagnieuse ont vu leur population décroître dans des proportions plus considérables encore.

Le canton de Bagnères-de-Bigorre a perdu, pendant deux périodes décennales (1881 1901), 2,500 habitants. Celui de la Barthe-de-Neste (Hautes-Pyrénées), 2,244. L'arrondissement d'Argelès ne compte plus que vingt-sept habitants par kilomètre carré ; la moyenne en France est de soixante-douze. La commune d'Aston (Ariège) a perdu depuis 1851 la moitié de sa population. Melles (Haute-Garonne) a vu la sienne passer de 1,809 habitants en 1861 à 804 en 1901. Luz ne compte plus en 1901 que douze habitants par kilomètre carré, au lieu de dix-sept en 1826. Campan (Hautes-Pyrénées), vingt-huit au lieu de quarante-cinq.

Les mêmes exemples de dépopulation se présentent dans le plateau central et la chaîne des Cévennes. Sept départements : Ardèche, Aveyron, Cantal, Hérault, Puy-de-Dôme, Tarn-et-Garonne, perdent, de 1901 à 1906, 37,963 habitants, soit 15 pour 100. Depuis 1851, l'Ardèche a diminué de 38,695 habitants, et le Puy-de-Dôme de 61,456.

Dans cette région, on rencontre un véritable désert, les causses (1), vaste plateau d'une superficie d'environ 500,000 hectares, glacé l'hiver et aride l'été ; il n'y pousse qu'une pelouse rare et courte, dont l'uniformité est rompue çà et là par des touffes de buis et de genévrier. La

(1) Paul Buffault. *Le reboisement dans l'Aveyron*. 1^{er} congrès de l'A. G. A. M. (1903) ; compte rendu, 230.

population y atteint à peine dix habitants par kilomètre carré.

Pourtant il n'en a pas toujours été ainsi : les traces de nombreuses voies romaines et les ruines médiévales qu'on y rencontre démontrent que la population y était jadis beaucoup plus dense. Le causse Méjean, qui ne compte aujourd'hui qu'un millier d'habitants, possédait aux douzième et treizième siècles quatorze châtellenies.

Le causse noir doit son nom à une sombre forêt de pins, dont il ne subsiste que quelques bouquets rabougris.

« Partout, dit M. de Malafosse, on rencontre des fermes, des maisons isolées, dont les habitants vivaient de la culture des terres voisines. Des hameaux mêmes sont déserts. On a retiré des habitations les poutres et les ardoises des toits, choses qui dans ces régions ont toujours de la valeur ; et les murs s'écroulant peu à peu restent pour attester que naguère il y avait là des habitants (1). »

La dépopulation sévit de même dans les départements alpins.

Les départements savoyards ont perdu, depuis 1851, 70,000 habitants ; ils renferment pourtant de nombreux centres d'attraction dont la population s'est accrue considérablement : Aix, Évian, Thonon. Dans l'intervalle des deux derniers recensements, ils accusent une diminution de 4,670 habitants. L'Isère a perdu en cinquante ans 41,182 habitants.

Mais les départements les plus dépeuplés sont les Basses et Hautes-Alpes ; il faut dire que ce sont les plus dénudés de la chaîne des Alpes. Exclusivement montagneux, leur

(1) De Malafosse. *Dépopulation et stérilisation des causses*.

taux de boisement n'est que de 12 pour 100, alors que, dans les Alpes savoisiennes, il est encore de 22 pour 100, et dans les régions les plus déboisées des Pyrénées, de 18 pour 100. Aussi les paysans fuient-ils en masse cette région ravagée.

Le département des Hautes-Alpes a décréu depuis 1851 de 36,544 habitants, soit 34 pour 100. Celui des Basses-Alpes a passé de 153,873 habitants en 1871 à 113,126 en 1906, soit une perte de 1,160 habitants par an. La densité de la population dans ces deux départements n'est que de dix-sept habitants par kilomètre carré.

Certaines parties ont été spécialement éprouvées. En cinquante ans la seule vallée de Barcelonnette a perdu 28 pour 100 de sa population ; elle n'a que douze habitants par kilomètre carré. Des communes ont diminué d'un tiers ou de la moitié. Blégiers a vu depuis 1871 sa population passer de 450 à 296 habitants. Prads de 478 à 329. Saint-Dalmas en Servage a perdu 250 habitants sur 500. Saorge accuse un déficit de 60 pour 100.

Bien plus, certains villages ont été abandonnés de leurs habitants, rayés du nombre des communes françaises. Les malheureux montagnards ont dû quitter leurs terres parvenues à un état d'infertilité telle, qu'elles ne pouvaient plus fournir les ressources nécessaires à leur existence.

Le 28 octobre 1888, les habitants de la commune de Chaudun (1) adressent une pétition au ministre de l'Agriculture demandant l'expropriation de tous les terrains de la commune. L'acquisition fut consentie au prix de 100 francs l'hectare. Peu après Châtillon-le-Désert (Hautes-

(1) Fabre. *Le mouvement sylvo-pastoral*. II^e congrès de l'A. C. A. M. (1906), p. 49.

Alpes) construit sur les ruines de l'Abbaye de Notre-Dame de la Misère, non prédestiné, sollicitait et obtenait la même faveur.

Plus tard, en juin 1903, le conseil municipal de Mariaud (Basses-Alpes) offrait à l'État la cession amiable de tout le territoire de la commune et demandait des terres au gouverneur de l'Algérie. L'État craignant de favoriser la dépopulation a hésité à acquiescer à ce désir. Puis ce furent dans ce même département des Basses-Alpes Brandes et Bedejun qu'abandonnèrent leurs populations, pour aller chercher de l'autre côté de la Méditerranée un ciel plus clément.

Que deviennent ces malheureux arrachés ainsi de leurs montagnes par la misère et la famine? Un certain nombre va vers l'Algérie y recommencer une nouvelle vie, d'autres vont vers la grande ville, et beaucoup y périssent; mais le plus grand nombre va vers l'Amérique s'y expatriant pour toujours. Le nombre des émigrants s'est élevé de huit à treize mille dans la période de 1865 à 1900; depuis il a été en moyenne de quinze mille par an. Ce sont des jeunes gens en pleine puissance d'énergie et d'initiative.

Et pourtant la France n'a pas besoin de telles saignées, car tandis que de 1857 à 1907 sa population s'est élevée péniblement de 35 à 39 millions, sa puissante voisine, l'Allemagne, malgré une émigration intense (plus de 210,000 mille individus par an), a vu la sienne passer de 35 millions à 62.

Au contraire les régions qui ont su conserver leurs forêts ont vu leur population s'accroître, ou tout au moins rester stationnaire.

Le département des Landes, où les forêts couvrent 50 pour 100 du territoire, comptait, en 1856, 309,633 habitants,

il en a encore 293,397 ; même, au dernier recensement la population accuse un gain de 1,811, la natalité a augmenté et la mortalité diminué.

Le même phénomène s'est produit en Sologne, depuis le reboisement. La population des départements de la Meurthe-et-Moselle et des Vosges subissent un accroissement constant. Pour ce dernier il a été de 24,105 depuis 1851.

On le voit donc, la forêt a une influence considérable sur la prospérité d'une nation ; nous allons dire rapidement comment.

II

La forêt est un des dons les plus précieux de la nature : outre qu'elle nous fournit une matière première indispensable, elle a une influence bienfaisante sur la température, le régime des sources et des pluies, la salubrité publique. Son rôle est particulièrement bienfaisant dans les régions montagneuses, où elle empêche l'érosion et régularise le cours des rivières ; dans les pays marécageux qu'elle assainit ; et sur les dunes qu'elle fixe. Nous allons voir de quelle manière l'arbre s'acquitte de ses différentes fonctions.

LA FORÊT ET LE SOL (1).

La forêt, par la formation de l'humus, assure la constitution d'une terre végétale riche en éléments assimilables.

(1) Fron. *Forêts, pâturages et prés-bois* (Paris, 1909). — Huffel. *Economie forestière* (Paris, 1904). — Audebrand. *La houille blanche*

Chaque année l'arbre perd ses feuilles, celles-ci s'accumulent en même temps que les brindilles et le bois mort. Il se forme sur le sol une couverture morte. Ces déchets se fractionnent, se pourrissent, se transforment sous l'influence des bactéries et des ferments en une matière pulvérulente, très hygroscopique, grise ou brune, dégageant une odeur très caractéristique de moisissure ; c'est le terreau forestier ou humus.

L'humus est une substance de composition très complexe ; on y trouve de l'eau, de l'hydrogène, de l'oxygène, du carbone, des matières azotées, et des éléments minéraux divers. Cette couverture morte a également, comme l'a établi M. Henry, professeur à l'école forestière de Nancy, la propriété, soit seule, soit mélangée avec la terre, de fixer l'azote de l'air.

L'humus est le seul engrais que reçoit la forêt et il est suffisant ; il restitue au sol la plus grande partie de ce que l'arbre lui a pris. Ceci est si vrai que lorsque la couverture morte est enlevée, on constate une dépression dans l'accroissement du bois. D'après M. Schwappach cette dépression serait de 40 pour 100 lorsque l'enlèvement est annuel.

La forêt accroît ainsi la couche de terre végétale en dessus, elle l'augmente également en dessous ; les racines pénètrent dans les roches, les rompent, les attaquent par certains acides qu'elles sécrètent, y font pénétrer l'air et l'eau, qui hâteront leur ameublissement. Puis l'arbre étant coupé, elles se décomposent, laissant à leur place un réseau de canaux et de poches remplies d'une matière meuble.

Il y a donc, là où est la forêt, augmentation de la couche

et le problème sylvo-pastoral (Grenoble, 1907). — Articles de M. Henry. *Revue des Eaux et Forêts*, 1902 et 1904.

du sol par ses deux faces, l'une extérieure, l'autre intérieure. Ceci est si vrai, qu'à la suite d'un défrichement les sols les plus mauvais sont susceptibles de donner sans engrais pendant quelques années des récoltes superbes.

LA FORÊT ET LE CLIMAT (1).

La forêt a une action certaine sur le climat ; elle adoucit la température. Cette action soupçonnée depuis longtemps, n'est bien connue que depuis quelques années, grâce aux nombreuses expériences faites, tant à l'école forestière de Nancy qu'à l'étranger.

La température au sein de la forêt est beaucoup moins variable qu'à l'air libre. L'écart est moins grand entre les températures extrêmes. Inférieures, elles sont moins basses ; supérieures, elles sont moins hautes. Cet écart est surtout sensible au moment des fortes chaleurs ; il est en moyenne de 1° 11 '' à 1° 14 '' (Nancy forêt de la Haye) en juillet, et seulement de 0° 10 '' en hiver ; il peut même être plus important et on l'a vu dépasser 3° par de fortes chaleurs.

Cette influence se manifeste d'une manière sensible sur l'amplitude des variations diurnes du thermomètre. Cette amplitude est réduite sous bois d'une quantité variant de 3° à 5° par abaissement du maximum et relèvement du minimum. De là, une conséquence : les gelées tardives sont moins fréquentes et moins rigoureuses dans le voisi-

(1) Huffel. *Économie forestière*. — Fron. *Forêts, pâturages et prés-bois*. — De Kirwan. Rôle des forêts sur les sources et sur les pluies (*Cosmos*, 11 janvier 1908). — Clerget. Le problème de l'eau et le reboisement. *Revue économique internationale*, 1908. — Defert et Elisée Reclus. Articles de la *Revue du Touring-Club*.

nage de la forêt qu'en rase campagne. M. Muttich, professeur à l'école forestière d'Eberswald a fait à ce sujet des expériences concluantes.

Cette action des forêts sur la température se fait-elle sentir autour d'elle et a-t-elle une influence sur le climat général de la région ? On peut l'affirmer. M. Wœikoff établit qu'à une même altitude et sur le même degré parallèle, la température moyenne en juillet est de 22° à 23° dans les plaines lombardes et hongroises sans forêts, de 23° à 24° dans les steppes russes, alors qu'elle n'est que de 21° 40 '' en Croatie et de 20° en Transylvanie (1).

Il faut attribuer ce phénomène à ce fait que l'écran du feuillage et celui des feuilles mortes empêchent le sol d'absorber la chaleur solaire et de la communiquer à l'air ambiant.

L'humidité relative de l'air est plus grande sous le massif de la forêt qu'en plaine, phénomène qui tient à ce que cet air, avec la même richesse en vapeur est à une température plus basse et par suite plus voisin de son point de saturation. De là cette impression de fraîcheur, que l'on ressent dans la saison chaude en entrant sous bois ; de là aussi des rosées beaucoup plus fréquentes qui conservent la fraîcheur aux pelouses voisines.

On a constaté également qu'il pleut davantage en forêt qu'en plein champ. Ceci a été établi d'une manière indiscutable grâce aux observations recueillies par M. le professeur Mathieu de 1867 à 1899 dans la forêt de la Haye (7,000 hectares) près de Nancy.

Il plaça trois pluviomètres, l'un en pleine forêt, l'autre en lisière, le troisième dans une région purement agricole. Il

(1) Huffel. *Économie forestière*.

constata alors que la moyenne annuelle d'eau tombée était de $650 \text{ m}^3/\text{m}^6$ en plaine, alors qu'elle s'élevait à $796 \text{ m}^3/\text{m}^8$ en lisière et à $848 \text{ m}^3/\text{m}^7$ en forêt.

Lorsqu'il tombe sous bois un mètre cube d'eau, il n'en tombe que 0,760 en plein champ. Des observations plus récentes faites en Prusse, où l'on établit cent ving-deux stations de pluviomètres, en Suisse, en Russie près d'Ekaterinaslow ont donné lieu aux mêmes conclusions. Il pleut plus en forêt qu'en terrain découvert, et la différence est d'autant plus grande que l'année est plus pluvieuse et que le massif forestier est plus élevé (1).

On a constaté également que la pluviosité s'accroît à mesure que l'on reboise. Dans la région de Lunembourg (Hanovre), le taux de boisement était en 1877 de 3 pour 100 ; il tombait $64 \text{ m}^3/\text{m}^5$ de pluie pour 100 en prenant pour base de comparaison les résultats obtenus à l'observatoire de Brême ; en 1890 le taux de boisement s'étant élevé de 80 pour 100, il tombe alors $101 \text{ m}^3/\text{m}^6$ pour 100 d'eau.

En outre les arbres régularisent le régime des pluies ; les chutes d'eau sont plus fréquentes, moins abondantes et plus régulières.

On a même attribué aux forêts le pouvoir d'empêcher la grêle ; le fait est que dans certaines régions, où ce fléau était inconnu, on a vu parfois les récoltes ravagées après le déboisement des régions supérieures. M. Rincker conclut de certaines observations faites en Suisse que jamais un orage ayant passé sur une montagne couverte de sapins ne produit de grêle. Des constatations analogues ont été faites à Nancy, mais des observations entièrement probantes manquent encore.

(1) Huffel. *Economie forestière*.

La forêt exerce une influence bienfaisante sur les régions qui l'avoisinent, en modérant l'action des vents violents, ainsi que celle des vents persistants, secs, ou fortement desséchants.

D'après les constatations de M. Murat, directeur de l'Institut météorologique de Roumanie faites dans une région très ventée, une forêt de 70 hectares modère la violence du vent jusqu'à 100 mètres (1).

LA FORÊT ET LES SOURCES (2).

L'eau condensée dans les nuages tombe sur le sol ; là une partie, lorsqu'il y a une pente, s'écoule immédiatement par ruissellement, une autre va nourrir les plantes, le reste s'infiltre dans le sol pour former les nappes souterraines qui donnent naissance aux sources et forment les rivières.

La situation est différente en montagne et en plaine ; dans le premier cas le ruissellement est capital ; en plaine au contraire l'eau reste stationnaire, et l'infiltration ne dépend que de la plus ou moins grande perméabilité du sol.

Aussi pour définir l'action des forêts sur l'alimentation des sources et cours d'eau convient-il de faire une distinction.

En montagne et sur les terrains en pente le ruissellement joue un rôle tellement prépondérant que partout où

(1) *La Nature*, 14 septembre 1907.

(2) Huffel. *Économie forestière*. — De Kirwan. Rôle des forêts sur les sources et sur les pluies (*Cosmos*, 11 janvier 1908). — Articles de M. Henry dans la *Revue des Eaux et Forêts*. — *Revue du Touring-Club*.

il est favorisé par la nature du sol et les allures de la pluie, les sources sont mal alimentées, et les cours d'eau prennent un caractère torrentiel. L'action de la forêt sur le ruissellement est énorme ; elle arrive à le supprimer à peu près complètement.

Cette action s'exerce par les cimes des arbres qui brisent la vitesse de la pluie ; par les mousses et la couverture morte qui absorbent une grande quantité d'eau, avant de la laisser s'écouler : l'humus peut absorber jusqu'à 538 pour 100 de son poids desséché (M. Henry) (1) ; par les racines qui forment des obstacles multiples à la circulation rapide des eaux.

Ces racines facilitent également la pénétration à de grandes profondeurs, et lorsqu'elles viennent à disparaître par la pourriture, elles laissent des trous où l'eau pénètre facilement de l'extérieur.

En plaine où l'alimentation de la nappe souterraine dépend uniquement de la perméabilité, la forêt favorise l'infiltration par son sol essentiellement meuble et par les racines des arbres. Pourtant les auteurs ne sont pas d'accord sur le rôle de la forêt en terrain plat. D'après certains elle nuirait à l'alimentation de la nappe souterraine ; ils se basent sur ce fait que le niveau de l'eau est toujours plus bas sous un massif qu'en terrain découvert. Les faits également sont contradictoires : on a vu des sources taries par suite du déboisement et d'autres séchées par le reboisement.

En résumé, l'influence de la forêt sur les sources en plaine est mal connue, mais celles-ci sont peu nombreuses

(1) Henry. Faculté d'imbibition de la couverture morte. *Revue des Eaux et Forêts*, 1904.

et de faible débit ; en montagne où elles sont nombreuses et importantes l'état boisé leur est favorable.

D'après M. Henry, pour qu'il y ait source, il faut : pente suffisante, pluviosité, surface d'alimentation ; ces deux derniers facteurs dépendent de la forêt.

Le sol forestier constitue un filtre qui assainit les sources. M. Maréchal, professeur à l'Université de Besançon, après avoir analysé de nombreuses eaux de provenances diverses a établi que tandis que les sources dont le bassin d'alimentation est jalonné d'entonnoirs cultivés renferment le bacille de la fièvre typhoïde à l'état virulent, celles dont le bassin est boisé, dépourvu d'habitation et non cultivé ne renferment que des bacilles ayant perdu leurs qualités pathogènes.

LA FORÊT ET LA MONTAGNE (1).

La forêt joue un rôle capital dans les régions montagneuses.

Les arbres empêchent l'érosion des pentes ; par leur couvert, ils protègent la terre de l'action mécanique des gouttes d'eau ou de la grêle ; par leurs racines, ils retiennent le sol et l'empêchent de descendre dans la vallée.

Qu'au contraire l'orage s'abatte sur un terrain incliné et dénudé, sous le choc répété des gouttes d'eau, la terre se dissout et est entraînée, les pierres auxquelles cette terre servait d'appui se détachent et roulent dans la vallée. Il se creuse sur le flanc des montagnes, des ravins que chaque

(1) *Bulletin de la Société forestière de Franche-Comté et Belfort*, 1903.

pluie approfondira, en arrachant sans cesse de nouvelles quantités de matériaux par l'affouillement des berges. Les masses d'eau que rien n'arrête, chargées de matériaux de toutes sortes, affluent des deux versants dans les vallons, et ne tardent pas à devenir d'impétueux torrents renversant tout sur leur passage (1).

Les mêmes phénomènes se reproduisent avec les mêmes conséquences funestes à la fonte des neiges là où la forêt a été détruite. Sous l'influence d'un vent chaud et du soleil, la fonte peut atteindre jusqu'à 0,50 à 0,70 par jour, ce qui représente une tranche d'eau de 0,33 précipitée dans la vallée ; en outre cette neige que rien ne retient forme parfois de véritables avalanches qui détruisent des villages entiers.

Il en est tout autrement, s'il existe une forêt, les tiges des arbres fixent la neige, l'empêchent de glisser ; les aiguilles persistantes des conifères la protègent contre les pluies chaudes et les vents du Midi et en ralentissent la fonte. Les arbres forment en même temps un rempart puissant contre les avalanches venant d'au-dessus et protègent les lieux habités.

On peut donc dire qu'en montagne la forêt a un rôle capital ; outre son influence sur le ruissellement, elle empêche la formation et le départ des avalanches, met

(1) Huffel. *Économie forestière*. — Briot. *Nouvelles études d'économie alpestre* (Paris, 1907). — De Kirwan. *Du rôle des forêts en montagnes et en plaines* (*Cosmos*, 1907). — Descombes. *Étude sur l'aménagement des montagnes*. — Cavaillès. Le reboisement dans les Pyrénées, *Revue de Paris*, 15 novembre 1903. — Audebrand. *La houille blanche et la question sylvo-pastorale*. — Demontzey. *Travaux de reboisement des montagnes* (Paris, 1878). — Fabre. Elaboration des sources par la montagne et la forêt. *La Nature*, 18 août 1905.

obstacle au détachement et à la chute des pierres roulantes, réduit dans une certaine mesure les causes de ravine-ments, de glissements et d'éboulements des terrains. En résumé « le sol dénudé lutte contre l'eau, le sol armé lutte pour l'eau ».

Malheureusement, grande est la dénudation de nos chaînes montagneuses et, pour en comprendre les funestes effets, il suffit d'étudier les masses de matériaux solides expulsés aux estuaires de nos grandes rivières torrentielles.

Ce n'est pas moins de 72 millions de mètres cubes de vases, sables, limon, que la Garonne, le Rhône, la Loire, l'Adour, l'Hérault (1) expulsent chaque année à la mer. Les troubles de la Garonne à Toulouse peuvent contenir 25 grammes de matière solide par litre, et cela persiste cent quatre-vingt jours par an. L'Aude se charge annuellement de 1,700,000 mètres cubes de limon (2).

« J'ai calculé, dit M. Bouquet de la Grye, qu'il s'est déposé en soixante ans 40 millions de mètres cubes de vases entre Nantes et la mer. Un chiffre supérieur à celui qui a été enlevé pour le canal de Suez (3). »

La Gironde expulse annuellement 25 millions de mètres cubes de vases (4), les drainages entraînent une dépense annuelle de plus de 3 millions, et malgré cela, Bordeaux et même Pauillac sont menacés.

Encore ce ne sont là que les matériaux les plus légers,

(1) Fabre. *L'exode montagnoux en France*

(2) Jacquot. La forêt et son rôle dans la nature et la société. *Bulletin de la Société forestière de Franche-Comté et Belfort*, 1908.

(3) Guénot. *Le fléau du déboisement*. C. C. J., février 1906.

(4) Clerget. Le problème de l'eau et le reboisement. *Revue économique internationale*, 1908.

les autres s'entassent dans les hautes vallées ou dans le lit des rivières et torrents qu'ils exhaussent. Alors les eaux, dont l'écoulement est entravé, divaguent et vont déposer pierres et terres dans les cultures, sur les routes ou les voies ferrées, semant partout la dévastation et la ruine. Ou bien le torrent se rue sur un village, détruisant les maisons, noyant les habitants. Les catastrophes de ce genre ne se comptent plus, c'est le village des Fourneaux détruit par le Charmeix (26 juillet 1906), c'est Bozel en 1904 envahi par le Bon-Rieux. Mêmes désastres dans les Pyrénées, à Barrèges, à Salies, à Auzous où le torrent entraîne huit maisons et leurs habitants (1).

On a observé que la torrentialité et le ravinement coïncident avec le déboisement et la dénudation. En France, 315,000 hectares environ, dont 205,000 pour les Alpes, 36,000 pour les Pyrénées et 74,000 pour le massif central et les Cévennes sont soumis aux dégâts immédiats des torrents ; et sur 1,462 torrents on en attribue 1,138 à la chaîne des Alpes. C'est la région dénudée des Hautes-et Basses-Alpes qui est la plus éprouvée. Un quart seulement de ces départements est aujourd'hui cultivable et chaque année le torrent en emporte un lambeau.

Le boisement plus ou moins considérable des montagnes a une influence considérable sur la navigabilité des cours d'eau. Celle-ci dépend en effet de la régularité de leur débit et de la quantité de matériaux charriés par les eaux. On vient de voir que le charriage est en raison inverse du boisement. La forêt retient la plus grande partie des eaux qu'elle reçoit pour les restituer ensuite avec mesure et modération aux rivières. Elle atténue ainsi

(1) *Revue du Touring-Club*, août 1906, janvier et février 1907.

beaucoup les inondations et régularise le débit des rivières.

Cette action de la forêt a été, maintes fois, constaté. Dans le bassin de la Garonne se trouvent deux petites rivières, la Picque et l'Onne ; le bassin supérieur de la première compte 50 pour 100 de forêts, aussi la crue horaire ne dépasse jamais 0^m30 ; alors que pour l'Onne elle est de 0^m60 à 1^m20 : le bassin supérieur de cette rivière n'a en effet qu'un faible taux de boisement, 50 pour 100 (1).

De nos quatre grands fleuves, trois ont un débit très irrégulier ; le Rhône en temps de crue roule huit fois son débit moyen ; la Garonne douze fois ; la Loire vingt fois ; c'est presque annuellement que se produisent des inondations entraînant des dégâts importants. Les populations de la Gascogne n'ont pas oublié l'effroyable désastre de 1875 qui fit six cents victimes et couta cent millions d'indemnité.

En 1856 la Loire détruisit pour 176 millions de routes, de ponts et de digues. Seule la Seine est généralement plus sage. Pourquoi ? La perméabilité de son bassin et son climat moins humide y sont pour beaucoup, mais les sylves du Morvan où elle prend sa source, et les nombreuses forêts sises çà et là autour d'elle et de ses affluents y sont aussi pour quelque chose. Et, si, à l'exemple de ses tumultueux voisins, elle vient de commettre d'importants dégâts à Paris et dans sa banlieue, ne doit-on pas l'attribuer aux coupes abusives qui depuis quelques années se multiplient dans son bassin ?

(1) Cavaillès. Le déboisement dans les Pyrénées. *Revue de Paris*, 15 novembre 1903.

La navigabilité de nombreux cours d'eau s'en est allée avec les arbres.

Au dix-septième siècle c'est par eau que l'on transportait à Bordeaux les marbres de Sarrancolin et de Campan que Louis XIV prodiguait au Louvre et à Trianon.

Au dix-huitième siècle, l'Adour, la Neste, la Haute-Garonne portaient des radeaux lourdement chargés. La Loire était une voie navigable de premier ordre. Au Moyen-Age, le Rhône et la Durance comptaient d'importantes corporations de bateliers.

Pourtant jamais la régularité de nos cours d'eau n'a été plus désirable qu'aujourd'hui, pour assurer un emploi constant de leur puissance dynamique. Les chutes fournissent à bon marché les forces nécessaires au transport de l'énergie électrique, à l'éclairage des villes, à l'électrochimie et à l'électro-métallurgie. C'est la houille blanche.

Celle-ci semble appelée à un grand avenir; déjà en France, les forces hydrauliques exploitées correspondent à 800,000 chevaux, et M. de la Brosse, ingénieur des ponts et chaussées, estime à 9 ou 10 millions de chevaux la richesse hydraulique de notre territoire (1).

Notre pays jouit d'une situation privilégiée grâce à ses nombreuses montagnes. M. Schwob (2) a dit que le vingtième siècle serait le siècle de la houille blanche succédant à celui de la houille noire.

Mais la forêt ne remplit pas seule ce rôle de régulateur des cours d'eau; le pâturage remplit les mêmes fonctions, quoique dans des proportions plus faibles.

(1) Audiffred. *Rapport sur la proposition de loi tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées*. — Sénat, *Documents parlementaires*, n° 185.

(2) Schwob. *Le siècle de l'eau*.

Il existe entre l'arbre et le pré une étroite solidarité (1). L'un et l'autre sont également utile à la vie de la montagne et du montagnard. La pelouse fournit au paysan l'herbe qui lui permet de faire vivre ses bestiaux, sans lesquels l'existence lui serait impossible; mais son action est moindre que celle des bois.

L'herbe protège le sol contre l'action mécanique des pluies et des grêles, elle absorbe une certaine quantité d'eau et favorise ainsi l'infiltration; mais, saturé, le sol in-herbé ne met plus obstacle au ruissellement, il peut même, si le pré se trouve sur une pente trop inclinée, donner lieu à des glissements. La pelouse n'a aucune influence sur les neiges, elle n'oppose aucun obstacle aux avalanches ni à la fonte rapide.

On voit par là, que dans nos montagnes la pelouse et la forêt ont chacune leur place bien déterminée. Au dessus de 2,400 mètres, limite suprême de la végétation forestière, il n'y a évidemment place que pour l'herbe. Mais au-dessous il faudra choisir d'après les circonstances locales. Si on se trouve en présence d'un sol où les effets du ruissellement ne sont pas à craindre, une pelouse bien entretenue suffira, si au contraire il faut prévenir des inondations, retenir le terrain sur des pentes abruptes, le véritable remède sera la forêt.

Le meilleur est encore le pré-bois, pelouse parsemée de bouquets d'arbres, ou des prés protégés par des rideaux forestiers. En effet, l'arbre a une influence bienfaisante sur le pâturage; par son ombrage, par les dépôts de rosée qu'il provoque, par l'humidité qu'il répand autour de lui,

(1) Cardot. *L'aménagement pastoral*. II^e congrès de l'A. C. A. M. (1905).

par l'obstacle qu'il oppose aux vents desséchants, il conserve la fraîcheur du gazon. Il consolide le sol et protège le pâturage contre les dégâts de l'avalanche et du ruissellement. Il abrite bêtes et bergers contre les ardeurs du soleil et contre les tempêtes. Enfin par ses décompositions foliacées il enrichit le sol et lui restitue les matières minérales puisées dans les couches profondes.

LES FORÊTS ET LES DUNES (1).

Les dunes sont des masses de sable rejetées sur les rivages par la mer, elles forment des amas sans cohésion qui sous l'influence du vent se comportent comme une masse fluide dans les mêmes conditions. Les particules constitutives s'amassent en une série de rides, qui progressent vers l'intérieur sous l'action des vents qui les poussent. Leur vitesse d'avancement était estimée au dix-huitième siècle à 0,20-0,25 par an. Dans le Médoc l'église de Lège, bâtie en 1480, dut être rebâtie à trois kilomètres en arrière en 1650. On a même exhumé près de Soulac-Bains toute une petite cité jadis enfouie sous les sables.

La plus grande partie des dunes se trouvent au sud de l'embouchure de la Garonne. Les deux départements des Landes et de la Gironde en comptent 102,000 hectares sur 130,380 que renferme la totalité des côtes françaises.

(1) Huffel. *Économie forestière*. — *Statistique forestière* publiée par le Ministère de l'Agriculture (1878). — David. Rapport sur le budget général de l'exercice 1907. Ministère de l'Agriculture. *Journal officiel*, 1906, S. O., p. 1618. — Noat. Le pin maritime. *Le mois pittoresque et littéraire*, juillet 1906.

Diverses tentatives furent faites au dix-huitième siècle pour fixer les dunes, notamment par les habitants de Tasse et par le capitaine de Buch (1736). Mais c'est à Bremondier, ingénieur de la généralité de Bordeaux que revient l'honneur d'avoir définitivement arrêté l'invasion des sables, en fixant les dunes au moyen de semis de pins maritimes.

En 1817, 4,734 hectares étaient déjà boisés. Les travaux de fixation furent exécutés tout d'abord par le service des ponts et chaussées. Depuis 1862 ils sont du ressort de l'administration des eaux et forêts.

Aujourd'hui les dunes sont presque en totalité reboisées ou enherbées.

LA FORÊT ET L'HYGIÈNE (1).

Il est universellement reconnu que le voisinage des massifs forestiers est un bien pour la santé de l'homme. En effet, les feuilles des arbres forment un écran qui filtre l'air et retiennent les poussières. De plus les arbres ont la propriété d'absorber en grande quantité pendant le jour au moins l'acide carbonique, gaz éminemment toxique, et de restituer à l'atmosphère de grandes quantités d'oxygène, indispensable à la vie animale. Ils favorisent donc ainsi la respiration des individus.

Les forêts exhalent des effluves aromatiques, dont l'aspiration peut être utile à la guérison de certaines maladies. Aussi voit-on les médecins ordonner contre certaines

(1) Huetel. *Economie forestière*. — Doin. *Du reboisement et du gouvernement* (Paris, 1899).

affections de poitrine le séjour au milieu des forêts d'essences résineuses.

La forêt peut dans certains cas assainir et rendre la fertilité à toute une région. La France en a deux exemples remarquables : les Landes et la Sologne.

Les Landes (1) forment un vaste plateau de 204,600 hectares entre l'Océan, la Garonne et l'Adour. C'était au début du dix-neuvième siècle un vaste désert de marais et de sables.

Une population dépeuplée par les fièvres était probablement du produit de quelques maigres troupeaux, que l'on conduisait puer, sur de brèves distances, à la recherche d'une maigre pâture.

En 1837, Chambrelent conçut le projet d'assainir la région par des fossés et des reboisements. Il planta à ses frais 300 hectares de pins maritimes. Les succès de son entreprise fut tel qu'en 1855 on comptait déjà 20,000 hectares de bois. Ces travaux furent encore favorisés par une loi de 1837 qui prescrivait l'assainissement des landes communales et la création de tout un réseau de routes aux frais de l'État. Aujourd'hui les pins couvrent 705,000 hectares. Le terrain qui valait jadis 25 francs l'hectare se vend maintenant 800 à 1,200 francs.

En même temps la population a acquis le bien-être et la santé. La résine et les bois rentrent pour une bonne partie dans le commerce du port de Bordeaux.

Dans le département des Landes la moyenne de la vie a passé de trente-quatre ans en 1837 à trente-huit ans onze mois. Alors que dans la période de 1837 à 1849 on comptait cent cinquante-sept accidents mortels par mille,

(1) Huffel. *Économie forestière*. — Noat. *Le pin maritime*.

il est un département où l'on en trouve le moins aujourd'hui.

La rénovation de la Sologne n'est pas moins remarquable. Vaste plateau de 180,000 hectares situé au cœur de la France entre le Cher et la Loire, son terrain horizontal et imperméable se prête mal à l'écoulement des eaux.

La Sologne connut jadis la prospérité, elle était alors couverte de forêts. Des abus et des déboisements successifs causèrent sa ruine ; elle ne fut bientôt plus qu'une solitude malsaine couverte d'eaux stagnantes et de marécages stériles.

C'est vers le milieu du dix-neuvième siècle que l'on entreprit de remédier à cette situation. Le Comité central agricole de la Sologne fut créé. Sous sa direction on creusa des fossés d'assainissement, on draina les terrains humides et on reconstitua les bois.

Aujourd'hui la forêt couvre la moitié du sol, elle est formée en majorité de pins silvestres, le pin maritime n'ayant pas résisté au rigoureux hiver de 1879-80.

Conséquences : le pays a été entièrement transformé, il est devenu laborieux et productif. Les fièvres paludéennes ne sont plus qu'un souvenir. En 1901 la population s'élevait à 129,000 habitants, elle s'est augmentée depuis 1860 de 22 pour 100.

AUTRES AVANTAGES DES FORÊTS.

L'arbre embellit les paysages. N'est-ce pas à lui que nous devons de maintenir le charme de nos montagnes et de nos vallons ? Il suffit de regarder les merveilleux horizons de nos grandes chaînes pour être séduit et char-

mé par le contraste entre les sommets étincelants de la blancheur des neiges et les pentes boisées par les sombres sapins éternellement verts s'éclairant plus bas des feuillages des hêtres et des chênes, où les arbres fruitiers viennent jeter leur note gaie au printemps.

Si l'on remonte dans l'histoire par les légendes, par les faits certains des traditions et des historiens, l'arbre apparaît intimement lié à l'histoire de la terre et à celle de l'homme. Les poètes ont constamment dans leurs chants célébré les arbres. Sous leur voûte les druides accomplissaient les rites de leur culte, et vingt siècles plus tard, c'est par la plantation des arbres de la liberté que nos pères ont marqué le progrès de l'esprit humain vers la liberté complète.

« Poésie, religion, légende, histoire, dans toutes ces grandes et belles formes des manifestations de l'esprit humain, nous retrouvons l'arbre et la forêt » (DeRoquette Buisson) (1).

Aujourd'hui encore le prestige de l'arbre semble revivre dans les fêtes de l'arbre, chaque année plus nombreuses.

Au point de vue économique, de beaux sites, de belles forêts sont également fort utiles. Ils font la richesse du pays en y attirant les touristes. La prospérité de la Suisse vient uniquement de ce qu'elle a su sauvegarder ses beautés naturelles.

(1) Grégoire. *Histoire des arbres de la liberté* (Paris, Havard, 1833). — Huffel. *Économie forestière*. — Paul Buffault. *Le culte des arbres*. 1^{er} congrès international de l'A. C. A. M. (1907). — Onésime Reclus. *Le salut des sites par la protection des forêts*. T. C. F., juin 1905. — De Roquette-Buisson. *Les arbres et l'arboriculture fruitière dans les Pyrénées*. 1^{er} congrès de l'A. C. A. M. (1905).

Au point de vue social (1), les massifs forestiers ont leur importance. En mettant à la disposition des classes populaires de belles futaies, en les y attirant le dimanche, on les éloigne des cabarets et on développe chez elles le sentiment de l'art et le goût des plaisirs sains.

Aussi presque dans tous les pays on a aménagé près des agglomérations urbaines des promenades boisées. Paris a une magnifique ceinture de bois. Vienne projette de s'entourer de forêts et de prairies ; le projet englobe 4,400 hectares et prévoit une dépense de 55 millions. Berlin a son Grunnenwald.

Enfin les forêts facilitent la défense nationale (2) ; en cas d'invasion elles opposent un obstacle à l'ennemi, ralentissent sa marche et permettent de rassembler des forces. En cas d'échec elles sont un solide point d'appui.

On voit par ce rapide aperçu quel rôle multiple et bien-faisant remplissent les forêts. Elles sont un élément de prospérité et de progrès. Leur destruction exagérée rompt l'harmonie de la création et rend les régions inhospitalières à l'homme.

(1) Beauquier. Proposition de loi tendant à créer des réserves nationales boisées en vue de l'hygiène et de la conservation des sites. *Journal officiel* ; 1908, S. O., n° 1899, p. 647.

(2) De Kirwan. Les forêts protectrices de nos frontières. *Cosmos*, 30 mai 1908.

CHAPITRE II

I

La richesse forestière de la France. — Étendue des forêts françaises.
— Leur situation. — Principales essences forestières. — Divers
modes de culture. — Taillis et futaies.

II

La production des forêts françaises. — Son insuffisance. — Importa-
tions et exportations.

III

La production mondiale du bois. — Europe. — Pays importateurs et
pays exportateurs. — Les pays exportateurs de l'Amérique du Nord.
— Amérique du Sud. — Afrique. — Asie.

I

Les forêts françaises occupent 9,623,522 hectares, elles
sont réparties entre l'État, les communes et les particuliers
dans la proportion suivante :

Bois appartenant à l'État	4.169.820	(1)
Bois appartenant aux communes et établissements publics :		
1 ^o Soumis au régime forestier	4.938.760	(1)
2 ^o Non soumis	297.852	(2)
Bois appartenant à des particuliers .	6.217.090	(2)
	9.623.522	

(1) *Annuaire des Eaux et Forêts*, 1904.

(2) *Statistique agricole de 1892*.

La superficie de la France étant de 53,640,000 hectares, le taux de boisement atteint 18 pour 100. C'est peu ; et encore beaucoup de parcelles comptées comme forêts ne le sont que de nom.

Les massifs forestiers sont très inégalement répartis. Plus de la moitié de nos départements, quarante cinq sur quatre-vingt-six, ont un taux de boisement inférieur à la moyenne.

C'est dans les sols médiocres des régions de plaines, que les forêts sont les plus nombreuses : 56 pour 100 sont en terrain calcaire et seulement 5 pour 100 en terrain d'alluvion. Pour l'altitude elles se répartissent ainsi : 60 pour 100 sont à moins de 400 mètres, 19 pour 100 entre 400 et 800 mètres, et 21 pour 100 à une altitude supérieure à 800 mètres.

La région du Nord est pauvre en forêts (1), les trois départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme n'ont pas un taux de boisement supérieur à 7 pour 100.

La Normandie est également peu boisée ; de même la région du Maine et de l'Anjou, sauf toutefois le département de la Sarthe où l'on rencontre le célèbre massif de Bercé.

Paris est entouré de toute une ceinture de vieilles forêts, Fontainebleau, Rambouillet, Marly, Chantilly, Compiègne, pour la plupart propriété de l'État. On trouve également de belles futaies dans les vallées de l'Oise et de l'Aisne, entre la Loire et la Seine : forêt de Blois, forêt d'Orléans.

Les douze départements de la région de l'Est : bassin

(1) Pour la description forestière : Huffel. *Économie forestière*. — Briot. *Nouvelles études d'économie alpestre*. — Lair. Les forêts françaises. *Revue économique internationale*, juillet 1908.

de la Moselle, Franche-Comté, Bourgogne et Nivernais renferment 1,900,000 hectares de forêts, le cinquième du domaine forestier de la France. C'est un pays très riche en forêts de toutes sortes.

On rencontre des taillis très courts dans les Ardennes. La chaîne des Vosges est couverte de 80,000 hectares de résineux, en grande partie propriété des communes. Le Jura possède nos plus belles sapinières : les forêts de Joux et de Levier. La Haute-Saône a des chênaies remarquables ; dans ce département cinq cent soixante-dix communes sur cinq cent quatre-vingt-trois sont propriétaires de bois. La Bresse possède de nombreux taillis. Les hêtres du Morvan approvisionnent de bois Paris. Le bassin de la Saône compte des sylves jadis renommées : forêt de Cîteaux.

Dans le centre le Bourbonnais possède 20,000 hectares de hêtres et de chênes. La forêt la plus connue est celle du Tronçais, dont le bois est très recherché pour fabriquer les fûts de cognac.

Le Massif Central et les Cévennes sont énormément dénudés ; on y rencontre d'immenses étendues de bruyères et de genets qui ont succédées à d'antiques forêts et que broutent aujourd'hui les chèvres et les moutons.

L'Auvergne ne compte plus que 26,000 hectares de bois et son taux de boisement n'est que de 13 pour 100.

Le Nord-Ouest, c'est-à-dire la Bretagne et tous les pays depuis l'Océan jusqu'à l'Auvergne forment la région la plus pauvre en forêts. Dix-sept départements renferment 818,000 hectares de bois, maigres taillis pour la plupart.

Le Sud-Ouest est mieux favorisé c'est là que l'on rencontre la fameuse pineraie landaise, la plus grande forêt française, 800,000 hectares de pins d'un seul tènement,

recouvrent les départements des Landes : 42 pour 100, de la Gironde : 33 pour 100 et du Lot et Garonne. Plus au sud on rencontre de vastes étendues de chênes lièges. Les Pyrénées, *malgré la vieille date*, ne renferment que des massifs d'un faible rendement et offrant de nombreux vides.

La région Méditerranéenne est assez riche en bois de toutes sortes : chênes verts (300,000 hectares) ; chênes lièges et pins maritimes dans la plaine des Maures et de l'Estérel.

Enfin les Alpes sont boisées d'une façon très inégale. Nos sept départements alpins ne renferment que 200,000 hectares, ce qui correspond au faible coefficient de boisement de 44 pour 100. Ce coefficient s'accroît à mesure que l'on descend du Nord au Sud.

Dans les Alpes-Maritimes, les forêts sont ruinées par des incendies fréquents. Dans les Basses-Alpes l'état de délabrement est pire encore. Ce n'est que dans les Alpes Dauphinoises et surtout dans les Alpes Savoisiennes que l'on trouve de beaux massifs.

Toutes ces forêts sont peuplées d'arbres d'essences très diverses, que l'on peut ranger en deux catégories, les feuillus et les résineux.

En nous basant sur les chiffres fournis pour les forêts domaniales, les seules sur lesquelles on a des données exactes, on voit que les arbres feuillus sont de beaucoup les plus nombreux. Ils atteignent pour 83 pour 100 dans la constitution de nos bois.

Les feuillus les plus répandus sont : le chêne (rouvre) qui représente un peu plus de 20 pour 100 de nos forêts, le hêtre (19 pour 100), le châtaignier (16 pour 100), le bouleau, le charme, le frêne, le noyer, le peuplier, le tremble. Trois ou quatre représentent les bois d'œuvre de premier

ordre. Ils croissent dans toutes les régions de la France, mais seuls le chêne, le hêtre et le charme forment des massifs homogènes.

Certaines essences ne poussent que dans les régions chaudes du Midi : le chêne yeuse ou chêne vert, extrêmement dur et difficile à travailler, le chêne tauzin, le chêne liège qui ne croit que sur le littoral de la Méditerranée et du Golfe de Gascogne.

Les essences résineuses les plus communes sont : le sapin (7 pour 100), le plus beau des conifères, essence purement montagnaise ; le pin sylvestre (4,5 pour 100) très répandu, sauf dans la partie montagnaise du Jura où il manque totalement (c'est une bonne espèce de boisement, on l'a planté avec succès en Sologne), le pin noir d'Autriche, qui pousse dans les sols les plus secs, surtout calcaires. Le pin maritime très répandu artificiellement préfère les bords de la mer et craint les températures trop basses. L'épicéa et le mélèze sont les essences des hautes altitudes. Le premier croît jusqu'à 2,400 mètres, on rencontre des massifs du second jusqu'à 2,900 mètres et jamais au-dessous de 300 mètres (1).

Les forêts françaises renferment encore en moins grande quantité : le pin d'Alep, arbre des terrains méditerranéens ; le pin Laricio, originaire de la Corse ; le pin de Montagne ; le pin Weymouth et le pin Cembro.

Depuis quelques années on s'efforce d'acclimater en France certains arbres exotiques et plusieurs semblent vouloir donner de bons résultats, nous citerons : parmi les feuillus le chêne cerris, le chêne rouge, le noyer noir d'Amérique ; parmi les résineux le douglas et le cèdre du Liban.

(1) Statistique forestière publiée par le Ministère de l'Agriculture

Nos forêts ne se distinguent pas entre elles uniquement par les essences qui y croissent mais aussi par la méthode de culture qui leur est appliquée (1). Elles peuvent être soumises à différents régimes. On peut considérer le régime de la futaie, le régime du taillis et un régime mixte dit taillis sous futaie.

Dans le régime de la futaie la forêt est constituée par semis ou par plantation. On laisse les arbres atteindre un âge avancé et on obtient ainsi des bois de grandes dimensions. C'est la futaie qui produit les gros bois destinés à la charpente, à la fabrication des tonneaux. Toutes les forêts résineuses et un certain nombre de forêts feuillues sont traitées en futaies.

Ce qui caractérise le taillis c'est son exploitation à courte révolution, au maximum quarante ans. Il ne donne donc que des bois de faible dimension qui n'ont pas d'aussi nombreux débouchés que les gros arbres : bois de feu, fagots, piquets, charbon de bois, etc...

Le taillis sous futaie comprend un taillis à faible révolution et au-dessus un élément futaie recruté par sélection dans l'élément taillis.

En France les forêts se répartissent ainsi (2) : on compte à peu près 3,630,000 hectares de taillis et 3,430,000 hectares de taillis sous futaie ; pour seulement 2,370,000 hectares de futaies pleines.

(1879). — Lair. *Les forêts françaises*. — Fron. *Forêts, pâturages et prés-bois*. — De Bélinay. *Le reboisement dans la Corrèze* II^e congrès de l'A. C. A. M. (1906).

(1) Fron. *Forêts, pâturages et prés-bois*.

(2) Lair. *Les forêts françaises*.

II

Nous venons de voir quelle est l'étendue du domaine forestier en France, reste à savoir s'il est suffisant pour produire le bois nécessaire à la consommation.

La production annuelle française est difficile à établir (1), du moins pour les forêts particulières qui ne sont soumises à aucun contrôle.

D'après la statistique agricole, les forêts domaniales produisent annuellement 2,800,000 mètres cubes de bois d'une valeur de 26 millions de francs, soit à l'hectare 3^{me} 05.

Les forêts communales donnent 4,793 000 mètres cubes et 2^{me} 3 à l'hectare. Mais les bois de feu forment la majeure partie de la production : 64 pour 100 dans les forêts de l'État, 76 pour 100 dans les bois communaux.

Les bois des particuliers fournissent actuellement, d'après M. Huffel, 800,000 mètres cubes de bois d'œuvre, 3,500,000 mètres cubes de perches et étais de mines, et 14,000,000 de mètres cubes de bois de feu.

On arrive ainsi à une production totale de 26 millions de mètres cubes dans laquelle le bois d'œuvre entre seulement dans la proportion de 26 pour 100. Le produit argent de ces bois ne ressort certainement pas à un chiffre supérieur de 200 à 250 millions de francs.

C'est un rendement bien faible, aussi est-il absolument insuffisant. La France ne produit pas assez de bois pour

(1) Huffel. *Economie forestière*. — Lair. *Les forêts françaises*. — Audiffred. *Rapport sur la proposition de loi tendant à favoriser le reboisement*. Sénat, 1909, n° 485.

assurer ses besoins, elle doit en acheter à l'étranger et cela depuis fort longtemps (1).

Nous produisons en quantité, bois à brûler, perches et étais de mines ; il y a même surproduction pour ces bois de faible valeur. De 1903 à 1907 nous avons eu pour les perches un excédent annuel d'exportation de soixante-cinq mille tonnes.

Mais en revanche nous manquons de gros bois, et nous devons chaque année en acheter à l'étranger. De 1904 à 1908 la France a importé annuellement 1,124,665 tonnes de bois à construire contre 36,228 tonnes exportées. On importe également de plus en plus des merrains nécessaires à la fabrication des tonneaux.

Si nous considérons en bloc la valeur des bois importés et exportés nous voyons que les importations en 1907, 1908 et 1909, ont été respectivement de 178, 190, 192 millions de francs et les exportations de 69, 64 et 61 millions. Ce qui fait un tribut annuel de 115 millions payé à l'étranger du fait du bois. Et ceci n'est pas particulier à ces dernières années. Depuis 1850 l'excédent des importations n'a jamais été inférieur à 100 millions.

Un produit du bois a vu son chiffre d'importations s'accroître dans des proportions énormes, nous voulons parler de la pâte de cellulose ou pâte à papier. En 1897 nous en importions 113,000 tonnes valant 20 millions ; en 1904, 211,000 tonnes valant 37 millions. Enfin en 1908 le chiffre des rentrées a été de 314,000 tonnes d'une valeur de 55 millions. Quant aux exportations elles sont insignifiantes.

(1) Les chiffres des importations et exportations sont ceux donnés par les statistiques de l'*Economiste français*.

III

Où la France prend-elle le bois qui lui manque ? Nos voisins ont-ils mieux su conserver leurs richesses forestières ? Malheureusement non ; tous les pays civilisés de l'Europe et de l'Amérique, sauf sept, ne peuvent pas fournir le bois nécessaire à leur consommation. Et encore sur ces sept l'Autriche - Hongrie, la Russie et la Suède sont les seules nations qui ne dépassent pas leur possibilité forestière, c'est-à-dire qui ne prélèvent chaque année sur leurs forêts qu'un volume de bois sensiblement égal à celui dont les forêts se sont accrues par la végétation. Les autres : Norvège, Finlande, États-Unis et Canada gachent leurs réserves forestières.

Aussi a-t-on envisagé comme possible, le manque de bois, le moment où les dernières réserves viendraient à être épuisé, il en résulterait une crise dont souffriraient particulièrement l'industrie du livre et le journalisme. Déjà certains symptômes se manifestent, notamment l'élévation constante des prix du bois.

Nous allons voir rapidement quelles sont les ressources forestières dont dispose notre globe. Le domaine forestier de l'Europe (1) est d'environ 274 millions d'hectares soit 29 pour 100 de sa superficie. Les pays gros producteurs du Nord : Russie et Scandinavie en possèdent à eux seuls 207 millions d'hectares.

La Russie (2) (150,000,000 d'hectares ; 36 pour 100),

(1) Lair. *Les forêts françaises*. — Huffel. *Economie forestière*. — *Revue des Eaux et Forêts*. — *Economiste français*.

(2) Clergèt. *Les forêts de Russie*. *La Géographie*, 15 février 1908.

avec le Caucase (7,828,000 hectares ; 16 pour 100), possèdent de vastes ressources forestières encore mal exploitées par suite du manque de voies de communication, pourtant elle garde jalousement cet immense domaine et reboise même certaines régions des steppes. Le chiffre des exportations de la Russie s'accroît rapidement 277 millions en 1906 contre 205 en 1904.

De l'empire russe dépend la Finlande (1) (20,000,000 d'hectares ; 63 pour 100) cette contrée la plus boisée de l'Europe exploite sans ménagement ses bois. Elle a exporté, en 1906, 37,400 tonnes de bois et 13,300 de cellulose ; en 1907 par suite de la fabrication sur place de la pâte à papier, 26,000 tonnes de bois et 30,300 de cellulose.

Les États Scandinaves, Suède (18,200,000 hectares ; 40 pour 100) et Norvège (6,820,000 hectares ; 21 pour 100), apportent annuellement sur le marché 8 millions de mètres cubes de bois et pour 50 millions de francs de pâte de bois. Mais, tandis que la Suède exploite avec méthode, la Norvège le fait sans ménagement (2). Les gros arbres s'y font rares et certaines régions sont déjà entièrement déboisées.

Dans le centre et le Midi, la monarchie austro-hongroise : Autriche (9,710,000 hectares ; 32 pour 100) ; Hongrie (9,050,000 hectares ; 28 pour 100) ; Bosnie-Herzégovine (2,500,000 hectares ; 50 pour 100) est le seul État important dont la production suffise à la consommation. Les exportations l'emportent sur les importations de 6 millions de mètres cubes ; elle doit cela à une réglementation sévère et intelligente. A côté d'elle, la petite Roumanie, avec ses 2 millions d'hectares de bois (15 pour 100) accuse

(1) *Journal scientifique*, 15 août 1908.

(2) Fournier. Les forêts norvégiennes. *Cosmos*, 24 août 1907.

aussi un excédent d'exportation de 90,000 mètres cubes.

Toutes les autres nations doivent avoir recours à l'importation pour satisfaire leurs besoins. L'Angleterre a acheté en 1907-1908 pour 642 millions de bois, l'Allemagne pour 375 millions (1), non compris la pâte à papier.

La Belgique (2) (534,917 hectares ; 18 pour 100), la Hollande (248,000 hectares ; 5 pour 100) importent plus qu'elles n'exportent. En Suisse (847,284 hectares ; 20,50 pour 100) les importations sont six fois supérieures aux exportations.

Il en est de même pour tous les États du Sud : Espagne (6,500,000 hectares ; 13 pour 100), Portugal (472,000 hectares ; 5 pour 100), Italie (4,093,000 hectares ; 14 pour 100), Grèce (830,000 hectares ; 13 pour 100), Turquie et États balkaniques. Aucun ne produit une quantité suffisante de bois pour satisfaire ses besoins.

En considérant l'ensemble de l'Europe, on constate, comme l'a établi M. Mélard dans son ouvrage : *Insuffisance de la production des bois d'œuvre dans le monde*, qu'il y a actuellement un déficit annuel de bois, représentant une valeur de 475 millions de francs (3).

D'où l'Europe tire-t-elle donc le bois qui lui manque ? C'est l'Amérique septentrionale qui est presque l'unique fournisseur.

Le Canada, avec ses 337 millions d'hectares (38 pour 100) de forêts, et les États-Unis (280 millions d'hectares ; 25 pour 100), sont les plus gros producteurs de bois du

(1) *Journal scientifique*, 15 septembre 1908.

(2) *La Géographie*, 15 juin 1908.

(3) Mélard. *Insuffisance de la production du bois dans le monde* (Paris, 1900).

monde. Mais là on coupe le bois sans compter, et il est certain que ces magnifiques réserves s'épuiseront rapidement.

Aux États-Unis surtout, la consommation et la production du bois augmentent avec une énorme rapidité. En vingt ans, de 1880 à 1900, la consommation du bois s'est accrue de 94 pour 100. La production a passé de 510 millions de mètres cubes en 1880 à 990 en 1900. Aujourd'hui elle dépasse le milliard. En 1905, on estimait à 5 milliards et demi la valeur des arbres abattus. Ce rendement est trois fois supérieur à celui que donnerait une exploitation rationnelle.

Le commerce du bois augmente avec la même rapidité. D'après les statistiques américaines, l'exportation des produits forestiers a passé de 367 millions de francs en 1903 à 464 millions en 1906, et l'importation de 386 à 518 millions ; il faut dire que dans ces derniers chiffres le caoutchouc rentre pour 45 pour 100. Néanmoins les États-Unis commencent à manquer de bois et ils doivent de plus en plus avoir recours à leur voisin le Canada, surtout pour la pâte de papier.

On avait compté sur les régions nouvellement exploitées pour combler le déficit, mais il faut bien en rabattre. L'Amérique du Sud et l'Amérique centrale n'ont que quelques forêts sur les contreforts des Andes en Argentine. Les forêts vierges du Brésil, riches en lianes et arbres exotiques manquent de bois d'industrie (1).

En Afrique, les vastes forêts de la zone équatoriale, no-

(1) Obolski. Les forêts du Nord-Amérique. *Journal scientifique*, 16 juin 1906. — Clerget. Les forêts des États-Unis. *La Géographie*, 15 avril 1908. — *Revue des Eaux et Forêts*, 1907.

tamment celles du Soudan français, pourront fournir de beaux bois à condition d'être exploitées rationnellement. L'Afrique septentrionale et l'Afrique australe n'ont qu'une faible quantité de bois.

L'Asie est un pays usé, pauvre en forêts. La Chine est particulièrement déboisée ; c'est une conséquence de la forte densité de la population, aussi y constate-t-on un énorme accroissement dans l'importation du bois (1).

On ne rencontre des massifs forestiers importants que dans le Nord. Le Caucase est très boisé, mais ses bois disparaissent rapidement sous la hache. La Sibérie renferme 125 millions d'hectares de forêts, mais ses produits ne peuvent être transportés en Europe qu'à grands frais, par suite du manque de voies de communications. Le Japon (2) possède un beau domaine forestier de 16,200,000 hectares, soit 45 pour 100, protégé par une législation rigoureuse ; néanmoins il demande annuellement à l'importation 3 millions de mètres cubes de bois.

Les Iles Océaniques ne sont guère plus boisées. Dans l'Australie (3), les massifs des côtes ont été détruits et l'intérieur n'est qu'un désert. Elle ne possède plus que 11 millions et demi d'hectares de forêts.

On voit combien minimes sont les ressources forestières de notre globe. Nous sommes menacés, et la France en particulier, d'une disette de bois. Il serait imprudent de croire que nous pourrions toujours nous procurer le bois

(1) Clerget. Le commerce de la Chine. *La Géographie*, 15 septembre 1908.

(2) Gonnard. La production agricole au Japon. *Revue économique internationale*, avril 1907.

(3) Richesses forestières de l'Australie. *Revue des Eaux et Forêts*, 1907.

d'œuvre nécessaire à notre consommation. Il viendra un moment, si l'on n'avise, où même à prix d'or nous ne pourrions en acheter. Il importe donc de parer à cette crise menaçante en prenant résolument dès à présent les mesures propres à mettre en pleine valeur nos forêts existantes et à transformer en forêt une partie des 6 millions d'hectares de terres incultes que notre pays renferme encore (1).

(1) Pour la richesse forestière de l'Amérique, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Océanie : Melard. *Insuffisance de la production du bois dans le monde*. — Cazal. *Insuffisance de la production du bois*. *Bulletin de la Société géographique de l'Est*.

CHAPITRE III

HISTOIRE FORESTIÈRE DE LA FRANCE

I

Des Gaulois aux Carlovingiens.

Les forêts de la Gaule avant la conquête romaine. — Les premiers défrichements. — Situation juridique de la propriété forestière. — Les forêts *Res nullius*. — Période d'anarchie du troisième siècle à l'avènement des Carlovingiens. — Les forêts perdent leur caractère de *Res nullius*.

II

Des Carlovingiens aux premières ordonnances forestières (huitième siècle à 1518.)

Le domaine forestier de la France au début du huitième siècle. — Les moines défricheurs du Moyen-Age. — État lamentable du royaume jusqu'au treizième siècle. — Période de défrichements de 1200 à 1348. — Absence de législation forestière. — La propriété forestière sous le régime féodal. — Communalisation des forêts au treizième siècle. — Arrêt des défrichements pendant la guerre de Cent Ans. — Réaction nobiliaire. — Période de grands défrichements à partir de 1430. — Ordonnances sur l'administration des forêts royales.

III

Les premières ordonnances forestières (1518-1669).

La situation forestière au début du seizième siècle. — Les premières interventions du pouvoir royal. — Institution du quart de réserve. — Efforts des prédécesseurs de Louis XIV pour enrayer la déforestation.

IV

L'ordonnance de 1669 (1669-1789).

L'ordonnance de Colbert. — Causes qui déterminèrent sa création.—

Son application de 1669 à 1790. — Les grands défrichements de la fin du règne de Louis XVI.

V

Période révolutionnaire (1789-1799).

Dévastation des forêts pendant la période révolutionnaire. — Leurs causes. — Mesures qui la favorisent. — Efforts impuissants faits pour les protéger.

VI

Du Consulat au code forestier (1799-1827).

Renaissance de l'idée forestière. — Lois protectrices du Consulat et du Directoire. — Premières atteintes au principe de l'inaliénabilité des forêts domaniales en 1814 et en 1817.

I

Des Gaulois aux Carolingiens (1).

La France n'a pas toujours été le pays déboisé que nous connaissons, le défrichement a été l'œuvre de longs siècles. Depuis longtemps également on a reconnu un rôle utile aux bois et le pouvoir central s'est efforcé de les protéger. Nous allons parcourir les principales étapes du déboisement et de la législation forestière.

A l'aube de l'histoire chez les premiers peuples nomades, la forêt fournit à l'homme tout ce dont il a besoin : des temples pour ses dieux, des fruits et du gibier pour sa nourriture, des glands et des pâturages pour ses troupeaux, du bois pour construire sa demeure, fabriquer des

(1) Huffel. *Economie forestière*. — Dalloz. *Répertoire de législation de doctrine et de jurisprudence* (Paris, 1849). — Maury. *Les forêts de la Gaule* (Paris, Lactrange, 1867). — Madre. *De la mise en rapport des forêts de l'État* (Paris, 1898). — Teissier. *L'idée forestière dans l'histoire*. 1^{er} congrès de l'A. C. A. M. (1905).

armes, se chauffer. Répandue avec profusion la forêt forme avec l'air, la lumière, l'eau des fleuves et des mers le patrimoine commun de l'humanité naissante.

A l'époque de la conquête romaine, la Gaule ne comptait guère que 6 millions d'habitants, aussi était-elle couverte de forêts.

C'est la région du Nord-Ouest qui était la plus boisée. L'immense forêt Charbonnière, et celle des Ardennes couvraient tout le Nord. Entre la Seine et la Loire se trouvaient aussi d'épais massifs : la forêt des Carnutes recouvrait la Beauce, l'Orléanais, le Gâtinais, le Perche et le Blaisois. Dans le centre et le Midi la culture des céréales faisait de rapides progrès. Les Gaulois avaient le culte des grands chênes ; les druides cultivaient à l'intérieur des sombres massifs le gui sacré qui devait avoir poussé sur un robur (chêne rouvre).

Les Romains après la conquête font abattre dans un but stratégique certaines étendues de forêts pour pouvoir mieux surveiller les turbulentes tribus gauloises. Ces défrichements amènent des protestations de la part des populations et Tacite prête ces paroles à Galgacus excitant ses compatriotes contre Rome (1) : « Ils vous frappent et vous insultent en vous forçant à détruire vos vastes forêts. » En même temps la culture des céréales s'étend ; surtout sous l'influence civilisatrice du conquérant, l'arbre doit céder la place au froment.

Les lois romaines ne contiennent aucune disposition relative à la conservation des bois. En Gaule comme ailleurs, personne n'attribue aucune valeur à ces immenses étendues boisées dont les produits continuent à être regardés

(1) Tacite. *Annales*.

comme *Res nullius*. Elles deviennent propriété soit du fisc, soit des gros propriétaires; d'autres situées à proximité d'agglomérations d'habitants forment de véritables forêts communales. Mais cette propriété est purement nominale, partout colons et habitants des villages continuent à prendre sans contrôle tout le bois dont ils ont besoin.

Durant toute la période de la paix romaine le défrichage fut rapide. La Gaule est à cette époque une des provinces les plus prospères de l'Empire. Mais à partir du troisième siècle, accablés d'impôts, voyant leurs maisons sans cesse dévastées par la guerre, beaucoup de paysans quittent leurs champs malgré les sévères mesures prises pour les retenir et la forêt reprend son empire.

« En Gaule, dit Lactance (1), pendant le déclin de l'empire romain si nombreux étaient ceux qui recevaient en comparaison de ceux qui payaient, si lourd était le fardeau, que le laboureur succomba sous la tâche, les champs furent abandonnés et des forêts s'élevèrent là où la charrue avait passé. » Ce sombre tableau est certainement exagéré, pourtant il est certain que les ravages répétés de certaines hordes barbares : Huns, Vandales, les guerres civiles continuelles, accumulèrent beaucoup de ruines. On rapporte que la ville Magdunum (Meung) fut rasée par les Vandales et qu'une forêt s'éleva à sa place.

Durant cette période de luttes incessantes qui va du troisième siècle à l'avènement des Carlovingiens, la situation juridique des forêts ne change guère. Les forêts du fisc passent aux mains des souverains Francs.

Pourtant à cette époque elles perdent leur caractère de *Res nullius*. Certains textes permettent de croire que dans

(1) Bolland. Act. S. S. III jun., p. 300.

les royaumes barbares qui s'organisèrent sur les débris de l'empire d'Occident, le principe exclusif du droit du propriétaire sur son domaine s'étendait aux forêts, mais ces idées nouvelles n'étaient pas encore acceptées généralement. Les populations continuèrent à considérer les forêts comme communes, quant à leurs produits inférieurs.

Dans la loi salique et dans la loi Gombette se trouvent les premiers textes relatifs aux forêts ; ces lois punissent d'amendes assez fortes le fait d'avoir coupé ou brûlé dans les bois d'autrui des arbres propres aux constructions et au chauffage.

II

Du huitième siècle aux premières ordonnances forestières (1).

A l'avènement des Carlovingiens, la France est encore très boisée. Tous les anciens massifs subsistent : forêt charbonnière et forêt des Ardennes au Nord ; les Vosges, la Champagne, toutes les régions montagneuses sont couvertes d'arbres. La région la moins boisée est la Bretagne.

Pourtant les forêts n'ont plus la cohésion de l'époque de la conquête, elles sont coupées de routes et de nombreuses

(1) Dalloz. *Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence*. — Pardessus. *Les ordonnances des rois de la troisième race*. — Maury. *Les forêts de la Gaule*. — Huffel. *Economie forestière*. — d'Avenel. *Histoire économique de la propriété, des salaires et des prix en général de 1200 à 1800* (Paris, 1894). — Teissier. *L'idée forestière dans l'histoire*. — Madre. *De la mise en rapport des forêts de l'État*.

parcelles ont été défrichées pour subvenir aux besoins de la population. Pourtant le taux de boisement est excessif, il en résulte de nombreuses famines. La faute en est au roi et aux seigneurs qui conservent jalousement leurs forêts dans un but de chasse (1). Heureusement à cette époque les abbayes vinrent agir en sens inverse et provoquer les défrichements. Les moines obtenaient une concession du roi ou du seigneur, s'établissaient en plein bois et défrichaient autour d'eux, groupant les populations près des monastères.

L'institution monastique commence à se développer dès le sixième siècle avec Columban, qui fonde les premiers monastères aux pieds des Vosges (Anegray, Luxeuil, Fontaines). Puis ce sont les Bénédictins, les grands défricheurs du Moyen-Age ; on leur doit dans le département du Rhône le déboisement du côteau de Sainte-Foy, et de la forêt de Salles.

Ce mouvement se continue dans les siècles suivants. Au onzième siècle Robert d'Arbrissel s'établit au centre de la forêt de Craon et la défriche ; ses disciples créent des monastères dans l'Anjou et la Bretagne. L'ordre de Cîteaux, fondé vers la même époque par saint Robert, bâtit aussi des monastères dans les massifs forestiers : Abbaye de Sauvelade (*sylva lata*) fondée en Béarn en 1150 ; Abbaye de Sauvebénite (*sylva benedicta*) en Velay. Chartreux, trappistes agissent de même.

Aussi peut-on dire que c'est au clergé régulier que la France du Moyen-Age doit de n'être pas morte de faim faute de champs à cultiver.

(1) Pecquet. *Lois forestières de France*, commentaire historique et raisonné (Paris, 1753).

Après le règne prospère de Charlemagne, le royaume fut plongé pendant de longues années dans la ruine et la misère. Les incursions des Normands, les guerres incessantes qui arment les seigneurs féodaux les uns contre les autres, dépeuplent les campagnes. Les paysans pillés, rançonnés, voyant leurs récoltes continuellement dévastées par les gens de guerre ou les barbares, abandonnent leur charrue et leur chaumière et se réfugient derrière les remparts des villes ou des châteaux forts.

A la guerre s'ajoutent d'autres calamités, la peste et la famine. Au onzième siècle sur une période de soixante-treize ans, on compte quarante-huit années de famine. Aussi, durant ces quatre siècles, la forêt s'accroît et la population diminue.

Cet état de choses disparaît peu à peu à partir du treizième siècle. Les guerres privées deviennent moins nombreuses, grâce à l'accroissement du pouvoir royal et aux croisades, grâce surtout à l'Église. Elle s'efforce de supprimer les luttes intestines entre seigneurs et d'en atténuer les effets déplorables ; elle parvient à limiter la guerre aux nobles, à leurs soldats et à leurs châteaux et à empêcher la destruction des récoltes.

Aussi la France recouvre-t-elle sa prospérité. L'agriculture renaît partout et les défrichements se multiplient. Les États généraux convoqués en 1356, à l'occasion de la captivité du roi Jean, font entendre les premières doléances sur le défrichement de la France, mais elles furent sans écho. La guerre étrangère, la désorganisation du royaume absorbent l'attention des pouvoirs publics.

Durant toute cette période, on ne trouve aucun règlement général relatif aux forêts. Certains auteurs ont voulu voir dans les capitulaires de 800 et de 819 dus à Charlemagne

et à son successeur Louis, des mesures générales prises pour favoriser le défrichement et empêcher des plantations nouvelles de bois. Il semble plutôt que ces capitulaires concernaient uniquement l'administration des bois du domaine royal.

L'implantation du régime féodal ne modifie pas profondément les rapports de l'homme et de la forêt. Le paysan a les mêmes droits d'usage et, pour se dédommager des taxes nouvelles qui l'accablent, il puise davantage dans la forêt et la saccage. Souvent même trop pressé il fuit le domaine du maître.

On voit alors les seigneurs pour retenir les cultivateurs et en attirer d'autres, concéder les droits d'usage les plus étendus. Ces concessions se multiplient encore lorsqu'ils quittent leurs donjons pour de lointaines croisades. Aussi les droits d'usage sont si nombreux qu'ils ruinent les forêts.

Lorsqu'au treizième siècle le mouvement communal fit reculer la puissance féodale, beaucoup de forêts passèrent aux mains des municipalités. Certaines sont communalisées par les chartres, d'autres sont l'objet de cantonnements ; le plus souvent les communalisations se produisent par des évolutions, précipitées par les embarras financiers des seigneurs.

Les rois Capétiens publièrent de nombreuses ordonnances forestières, mais toutes concernent uniquement l'administration des forêts royales et n'ont guère d'autre intérêt que de nous révéler l'existence de grands maîtres des eaux et forêts.

La peste de 1348 fut le signal d'un mouvement de dépopulation qui ne fit que s'accroître surtout à partir de 1400. La première moitié du quinzième siècle n'est qu'une

longue série d'année de famine: on voit le blé s'élever au prix de 50 francs l'hectolitre. En même temps la guerre civile et la guerre étrangère sévissent; des bandes d'aventuriers mettent à sac les provinces. Aussi les campagnes se vident et les villes regorgent d'habitants. Ce fut l'ère la plus triste de notre histoire.

Les nobles profitent de ce désarroi pour reconstituer leurs seigneuries et mettre la main sur les forêts. Prétendant que les paysans ont usurpé les droits d'usage sur les domaines seigneuriaux, ils imposent aux usagers des cantonnements qui ne laissent à ces derniers que le tiers ou le quart de la surface; réelle usurpation dans beaucoup de cas, car presque tous ces usages étaient nés d'un véritable contrat bilatéral.

La concentration de la propriété n'empêche pas à la paix les défrichements de reprendre dans des proportions jusqu'alors inconnues, surtout à partir du règne de Louis XII. Le paysan s'attaque parfois aux forêts sans utiliser les terres en friches: « Le défrichement alla plus vite que le peuplement » dit M. G. d'Avenel.

Les droits d'usage, malgré les efforts faits pour les restreindre, sont innombrables. Gros et petits usagers puisent dans la forêt tout le bois dont ils ont besoin pour se chauffer, bâtir, clore leurs terres. Ils absorbent souvent la moitié du rendement. En même temps l'introduction de grandes quantités de bestiaux empêche le repeuplement.

Néanmoins le pouvoir royal ne fit rien pour protéger nos massifs forestiers, il se contenta de réglementer l'exploitation des bois du domaine royal: (Ordonnances de 1346, de 1376 et de 1402). Les rois protègent leurs bois surtout pour le gibier; dans toutes les ordonnances c'est le droit de chasse qui a la place principale.

III

Les premières ordonnances forestières (1318-1669) (1).

Lorsque François I^{er} monta sur le trône en 1515, il trouva la France en pleine prospérité, grâce à la paix intérieure des règnes précédents. De toute part les forêts cèdent la place aux terres arables ; celle qui restent sont dévastées par des droits d'usage excessifs et par l'abus du pâturage.

C'est dans le centre et le nord-est que le déboisement est le plus avancé. Rabelais dans *Gargantua* parle de la Beauce « où à présent il n'y a plus de bois ». Certaines forêts ont diminué d'étendue, celle d'Orléans ne compte plus que 40,000 hectares au lieu de 60,000 ; d'autres ont complètement disparu comme la forêt de Faye en Saintonge. Ce qui prouve la continuité de la déforestation c'est que la forêt est la seule espèce de sol dont la valeur ait sans cesse augmenté depuis le Moyen-Age.

La cause première de ces défrichements fut la nécessité de nourrir une population sans cesse grandissante, mais on alla au delà du but ; la production des céréales dépassa la consommation et il en résulta un grand avilissement des prix au début du seizième siècle.

De plus le bois étant à cette époque le seul combustible, la seule matière employée à la construction des navires, l'industrie et le commerce naissant en font une consommation croissante.

(1) Dalloz. *Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence*. — D'Avenel. *Histoire économique*. — Teissier. *L'idée forestière dans l'histoire*. — Madre. *De la mise en rapport des forêts de l'État*.

Par contre le roi et les seigneurs protègent les forêts pour se livrer aux plaisirs de la chasse, considérée comme l'un des privilèges de la noblesse. C'est à cette passion que les anciennes forêts de la capitainerie de Senlis, Chantilly, Halatte et Ermenonville, doivent d'avoir conservé leur intégrité depuis le Moyen-Age (1).

En outre la possession d'antiques futaies est un signe de noblesse ; les tribunaux peuvent infliger comme peine aux gentilshommes le rasement, on disait alors la dégradation de leurs bois. Aussi les grands seigneurs conservent-ils avec un soin jaloux leurs forêts.

Au début du quinzième siècle la déforestation rapide de la France émut le gouvernement et François I^{er} intervint en faveur de la conservation des forêts.

En 1518 il autorise les seigneurs et les ecclésiastiques à appliquer à la police de leurs bois les ordonnances en vigueur dans les siens et il ajoute : « admonestons les dits princes, prélats, etc , de donner tel ordre et provision à l'entretènement de leurs bois et forêts, en ayant égard à nos ordonnances, que par leur faute et négligence n'en advienne inconvénient à la chose publique ».

Cette admonestation resta sans effet, mais elle est la première proclamation de ce principe que la forêt est une propriété d'un genre spécial, à laquelle toute autorité soucieuse de l'intérêt public doit veiller. C'est par application de ce principe que le roi, par l'ordonnance de 1537, fit défense aux évêques et aux abbés de faire des coupes extraordinaires dans leurs bois de haute futaie sans nécessité urgente ni autorisation.

Puis un édit de 1543 vint soumettre les bois des parti-

(1) Guillemot. *Les forêts de Senlis* (Paris, 1904).

culiers à la juridiction et à la surveillance des maîtres des eaux et forêts. Ce contrôle qui reconnaît comme étant d'utilité publique la conservation des forêts ne disparaîtra plus de notre législation que momentanément pendant la tourmente révolutionnaire.

Les successeurs de François I^{er} persistèrent dans la même voie. Henri II en 1558 interdit aux églises et à tous les gens de mainmorte de couper leurs hautes futaies.

Après lui les guerres de religion vinrent encore semer la désolation dans les campagnes et arrêter pour un temps les démolisseurs de forêts. Mais déjà on ne défriche plus uniquement pour cultiver, les navires et les constructions demandent de plus en plus de bois, par suite les gros bois prennent de la valeur et l'abattage des futaies se fait dans un but de spéculation.

Certains esprits éclairés déplorent cet état de choses. Bernard Palissy dit à ce propos : « Il semble qu'aujourd'hui les hommes ne s'estudient qu'à rompre, couper et déchirer les belles forêts que leurs prédécesseurs avaient si précieusement gardées. » En 1606 les États de Provence font entendre des doléances sur le déboisement.

La crainte de manquer de gros bois provoque l'institution du quart de réserve : Charles IX, par une ordonnance de 1561, prescrit de laisser croître en futaie le tiers des taillis appartenant au roi et aux gens de mainmorte. Une seconde ordonnance de 1573 réduit cette réserve au quart.

En même temps d'autres mesures sont prises pour protéger les massifs forestiers. Un édit de 1563 défend aux particuliers de couper leurs taillis de moins de dix ans sous peine de confiscation et d'amende et les oblige à réserver un certain nombre de baliveaux dans les taillis de plus de dix ans lors de leur exploitation.

Puis l'ordonnance de Moulins proclame l'inaliénabilité du domaine royal et des forêts. Mais, pressé par le besoin d'argent, Henri III rapporte l'ordonnance, et fait de nombreuses aliénations.

En même temps les forêts continuent à être dévastées ; les coupes extraordinaires se succèdent, les droits d'usage se multiplient, les usagers mésusent des forêts au mépris des règles fixées, et les officiers royaux sont les premiers à commettre des exactions.

Henri IV essaie de réagir contre cet état de choses ; dans les ordonnances de Folembray 1596 et de Rouen 1597 il interdit toute coupe extraordinaire, révoque tous les droits d'usage concédés à titre gratuit depuis François I^{er}, ordonne la révision de ceux concédés à titre onéreux et diminue le nombre des officiers des eaux et forêts par la suppression de toutes les charges créées depuis Charles IX.

Mais ces ordonnances ne furent qu'incomplètement appliquées et les abus persistèrent. Les officiers dont les charges avaient été supprimées n'étant pas remboursés continuèrent d'administrer les forêts dans leur propre intérêt. Il fallut toute l'habileté et la ténacité de Colbert pour créer une législation vraiment efficace.

IV

De l'ordonnance de 1669 à la Révolution (1669-1789 (1)).

Le dix-septième siècle, comme les précédents, fut un siècle de déboisements et de défrichements. On puise sans

(1) Dalloz. *Répertoire de législation, de doctrine et de jurispru-*

ménagement dans les futaies de la plaine et dans les sapinières pour les constructions maritimes. L'industrie naissante demande à la forêt tout le combustible dont elle a besoin, les forges, dont le nombre ira sans cesse grandissant, surtout dans le siècle suivant, consomment une énorme quantité de bois ; elles s'établissent à proximité des massifs forestiers et les saccagent. En 1775, les seules forêts du Nivernais entretiennent le feu de deux cent cinquante forges (2).

Le prestige des hautes futaies ne les protège plus ; les seigneurs, qui ont besoin d'argent pour briller à Versailles, les vendent sans ménagement. C'est à cette époque que les forêts, jusque là propriété exclusive du roi, des seigneurs et des gens de mainmorte, commencent à passer aux mains de simples particuliers (3).

Le déboisement commence à faire sentir ses funestes effets ; les rivières s'ensablent. Les ingénieurs de Vauban réclament le reboisement des versants Alps pour empêcher l'envasement du Rhône, leur appel reste sans écho. On méconnaît l'utilité des forêts, mais on les protège néanmoins pour en tirer le bois nécessaire à la marine. Louis XIV ambitionnait l'empire des mers et la crainte de voir la France manquer un jour de bois pour construire ses flottes amena Colbert à prendre des mesures rigoureuses pour arrêter la dévastation des forêts.

Ce fut l'ordonnance de 1669, véritable code forestier.

dence. — Tessier. *L'idée forestière dans l'histoire.* — D'Avenel. *Histoire économique.* — *Commentaire de l'ordonnance de 1669* (Lyon, Barret, 1782). — Rougier de la Bergerie. *Les forêts de France* (Paris, Bertrand, 1817).

(1) Cornu. *Les forêts du Nivernais* (Paris, 1905).

(2) Huffel. *Economie forestière.*

Elle resta en vigueur jusqu'à la Révolution et beaucoup de ses dispositions ont été reproduites en 1827.

L'ordonnance de Colbert fixe définitivement : les attributions des officiers et des juridictions créées sous les règnes précédents, grands maîtres, maîtres particuliers, tables de marbres (titre 1 à 14) ; les mesures destinées à l'exploitation rationnelle des forêts de la couronne : adjudication des coupes, balivage... (titres 15 à 18.)

Les droits d'usage donnaient lieu à de grands abus. L'ordonnance défend formellement le pâturage dans les bois non défendables (titre 19, art. 1^{er}) ou incendiés (arrêt du 29 juin 1728). Elle interdit à tous usagers « ayant droit de passage dans nos forêts et bois ou en ceux des ecclésiastiques, communautés et particuliers d'y mener ou envoyer bêtes à laine, chèvres, brebis et moutons », (chap. 19, art. 13.)

Tous les droits d'usage sont sévèrement réglementés dans les forêts royales. Les chauffages et autres usages de bois « tant à bâtir qu'à réparer », sont supprimés, et il est interdit d'en concéder de nouveaux (titre 20).

Les bois des communautés et gens de mainmorte sont soumis au régime forestier d'alors (titre 24) ; réserve du quart (art. 2) ; défense de couper les taillis de moins de dix ans et obligation, lors des coupes, de réserver seize baliveaux par arpent (art. 3) ; interdiction de couper aucun arbre de futaie ou baliveau sur taillis, ni de toucher au quart sans autorisation ; interdiction de défricher (art. 4) ; vente des coupes par adjudication.

Les mêmes règles s'appliquent aux bois, prés, etc., appartenant aux communautés et habitants des paroisses (titre 25).

L'ordonnance s'occupe également des bois des particu-

liers. Les taillis ne peuvent être exploités qu'à dix ans et on y doit réserver seize baliveaux par arpent. Les propriétaires sont également tenus de réserver dix baliveaux dans les exploitations de futaies. Ils ne peuvent disposer de ces réserves que lorsqu'elles ont atteint l'âge de quarante ans pour les taillis et de cent vingt pour les futaies (titre 17, art. 1^{er}).

Enfin ceux qui possèdent des bois de haute futaie, à dix lieues de la mer et à deux lieues des rivières navigables « ne peuvent les vendre ou les faire exploiter qu'après en avoir donné avis au contrôleur des finances et au grand-maitre, à peine d'amende et de confiscation » (art. 4). Cette mesure fut dans la suite étendue à tous les bois du royaume (règlement du 1^{er} mars 1757).

Enfin dans le but de fournir du bois à la marine, l'ordonnance de Colbert apporte une grave dérogation aux droits des propriétaires. Le grand maître ne peut retenir dans les adjudications le bois nécessaire pour les maisons royales et les bâtiments de mer ; et si ceci est insuffisant « le grand-maitre en pourra marquer et faire abattre dans nos forêts es lieux moins dommageables ; et s'il ne s'y en trouvait pas, les fera choisir et prendre dans les bois de nos sujets tant ecclésiastiques qu'autres » (titre 21, art. 2).

L'ordonnance de 1669 resta en vigueur jusqu'à la Révolution sans modifications importantes. Nous signalerons seulement un certain nombre d'arrêtés du Conseil, interdisant le défrichement sans autorisation pour tous les bois (arrêtés des 12 mai 1822, 16 mai 1724).

Ces mesures sévères ralentirent la deforestation à la fin du dix-septième siècle. Pourtant la construction des flottes de guerre détruisait beaucoup de beaux arbres : ce sont

les sapinières des Pyrénées (1) et les futaies de la vallée de la Saône qui en souffrirent le plus.

Le dix-huitième siècle est une époque de grands déboisements. Dès 1709 la crainte de la famine amène le gouvernement à autoriser les défrichements. Peu nombreux d'abord, ils se multiplient à partir de 1762. Pour parer aux mauvaises récoltes qui se succèdent, on rase les forêts afin d'augmenter les terres arables. Le gouvernement de Louis XVI encourage les cultivateurs dans cette voie. Une déclaration d'août 1766 exempte pour quinze ans de tailles, de dîmes, de vingtièmes, de droits d'enregistrement et de francs-fiefs, tous ceux qui ont été défrichés depuis 1762.

Aussi pendant les trente années qui précèdent la Révolution, les défrichements se multiplient. Les physiocrates ont mis l'agriculture à la mode et on considère les forêts comme une forme surannée de l'utilisation du sol. En même temps la consommation croissante du bois favorise ces destructions : la seule ville de Paris, qui brûlait en 1730 366,000 mètres cubes de bois, en consomme 749,000 en 1784 (2).

Necker (3) dans son ouvrage, *Compte rendu des Finances*, estime que de 1766 à 1780 les autorisations de défricher portèrent sur 950,000 arpents (475,000 hectares).

Les forêts les moins maltraitées furent celles des communautés religieuses. Les moines, après avoir été les grands défricheurs du Moyen-Age, conservèrent jusqu'à la

(1) Rabot. Déboisement de la vallée d'Aspe et son influence sur le régime des eaux. *La Géographie*, 15 mars 1905.

(2) Rougier de la Bergerie. *Les forêts de France*.

(3) Necker. *Compte rendu des finances*, 1781.

Révolution les belles futaies dépendant de leurs monastères.

Les économistes de cette époque ne sont pas d'accord sur l'étendue des forêts françaises, à la veille de la Révolution (1). Mirabeau père, en 1750, les estime à 12,669,000 hectares, Arthur Young d'après la carte de Cassini à 9,713,000 hectares ; Varenne-Fenille (1791), à 7,409,900 hectares ; M. d'Avenel, dans son *Histoire économique des prix*, adopte le chiffre de 12,500,000 hectares (2).

Ce chiffre nous semble être celui qui se rapproche le plus de la vérité. La France devait posséder 10 à 12 millions d'hectares de forêts, lorsqu'éclata la tempête révolutionnaire.

V

Époque révolutionnaire (1789-1799) (3).

La Révolution accumula les ruines dans les forêts françaises. Sitôt après la nuit du 4 août, où s'effondrent les privilèges de la noblesse, les paysans qui souffrent depuis longtemps de la surcharge d'impôts, aigris par plusieurs années de famine, se ruent sur les forêts. Ils les considèrent, comme le symbole de leur dépendance, la cause de

(1) Paul Leroy-Beaulieu. *Traité de la Science des Finances* (Paris, 1906).

(2) Varenne-Fenille. *Mémoire sur l'Administration forestière* (1791).

(3) Dalloz. *Répertoire de Législation, de Doctrine et de Jurisprudence*. — Madre. *De la mise en rapport des forêts de l'État*. — Tessier. *L'idée forestière dans l'histoire*. — Becquet et Laferrière. *Répertoire de droit administratif, au mot « forêt »* (Paris, Dupont, 1900).

leur misère ; ils les accusent de tenir indûment la place des terres arables. Ils les saccagent, les défrichent, les incendient, car la cognée leur semble trop lente pour leur œuvre de destruction.

Michelet, dans son histoire (1), décrit ainsi la situation :

« A la Révolution toute barrière tomba, la population pauvre commença d'ensemble cette œuvre de destruction. Ils escaladèrent, le feu et la bêche à la main, jusqu'aux nids d'aigles, cultivèrent l'abîme pendus à des cordes. Les arbres furent sacrifiés aux moindres usages, on abattait deux pins pour faire une paire de sabots. En même temps, le petit bétail se multipliant sans nombre, s'établît dans la forêt, blessant les arbres, les arbrisseaux, les jeunes pousses, dévorant l'espérance. La chèvre surtout, la bête de ceux qui ne possèdent rien, bête aventureuse qui vit sur le commun, fut l'instrument de cette invasion démagogique, la terreur du désert. »

On s'attaque à tous les bois, quels qu'en soient les propriétaires. Les forêts communales et nationales ne sont pas plus respectées que celles des particuliers. « Il n'y a plus de propriété publique, dit Taine (2). Chaque commune ou particulier s'en approprie ce qui lui convient, produit ou sol. Les déprédateurs vont jusqu'à dire que puisque le gouvernement ne les réprime plus, il les autorise. Tel village, près de Fontainebleau, s'est partagé et a défriché un morceau entier de la futaie. A Rambouillet, du 10 août à la fin d'octobre, la perte est de 100,000 écus et les agitateurs demandent avec menace le partage de la forêt entre

(1) Michelet. *Histoire de France*, tome II, p. 53.

(2) Taine. *Les Origines de la France contemporaine*, tome II.

les habitants. Partout les dévastations sont énormes, prolongées pendant des mois entiers et telles, dit le ministre, que cette source de revenus publics est pour longtemps tarie. »

Les officiers forestiers ayant vu leurs charges supprimées restent impuissants. Une proclamation du 3 novembre 1789 place les forêts sous la protection des municipalités ; celles-ci se croient investies du droit d'administrer les forêts à leur guise et en abusent.

Divers décrets autorisent la mise en vente des biens nationaux, mais en exceptent heureusement les forêts (21 décembre 1789, 25 juillet 1790, 3 août 1790), sauf les boqueteaux de moins de 100 arpents et éloignés des massifs de plus de 100 toises.

La Constituante essaie d'enrayer ce mouvement dévastateur : décret du 11 décembre 1789 sur la répression des délits forestiers ; décret du 26 mars 1790 pour empêcher les abus dans les forêts domaniales et ecclésiastiques.

Deux lois tentent une réorganisation de l'administration forestière : loi du 19-25 décembre 1790 et loi du 15-29 septembre 1791. La première supprime la juridiction d'exception de l'ancien régime et donne la connaissance des délits forestiers aux tribunaux de districts. La seconde organise une nouvelle administration composée de conservateurs, d'inspecteurs, d'arpenteurs et de gardes ; elle soumet au régime forestier les bois du domaine et des communes, mais elle commet l'énorme faute de laisser aux particuliers la liberté absolue pour l'administration de leurs bois. Le résultat fut la destruction complète, durant les douze années qui suivirent, de 383,000 hectares.

La tourmente révolutionnaire ne permit pas d'organiser la nouvelle administration ; l'anarchie la plus complète ne

cessa de régner, aggravée encore par certaines dispositions prises par l'Assemblée législative : loi du 31 juillet 1792, qui décide la mise en vente du quart des réserves des forêts ecclésiastiques ; décret du 28 août 1792 autorisant la réintégration des communes dans les biens et droits d'usage perdus pendant les siècles précédents.

La Convention qui succède à la Législative ne s'occupe guère des forêts que pour y ordonner des coupes, afin d'approvisionner les arsenaux. Un décret du 13 pluviôse an II ordonne une coupe par anticipation dans tous les bois de la France ; l'administration est autorisée à la pratiquer dans les bois des particuliers, au cas où ceux-ci négligeraient de le faire.

En 1793, un décret ordonne le partage des biens communaux, mais excepte les forêts dans un but de défense nationale. Un décret du 10 juin 1793 attribue le soin de juger toutes les réclamations relatives aux droits d'usage à des arbitres ; ceux-ci de parti-pris donnent toujours raison aux communes, aussi les forêts du domaine national sont-elles mises en coupes réglées.

La dévastation fait rage, les arbres des grandes routes et des places publiques ne sont pas épargnés. De toute part, les administrateurs des départements se plaignent des défrichements. Celui de l'Isère attribue au défrichement la pénurie des récoltes. Celui de la Moselle signale la conduite des habitants d'Autherne et de Sarembéry, qui, en masse, ont défriché plus de 150 arpents de forêts, ont tout brûlé sur place et ont vendu la cendre (1). Aussi, dès la chute de Robespierre, voit-on se dessiner un mouvement de renaissance forestière. Il s'accroît davantage

(1) Rougier de la Bergerie, *Les Forêts de France*.

encore dans les années suivantes : l'arbitrage est supprimé en matière d'usages forestiers ; un décret du 16 brumaire an III ordonne la revision de toutes les sentences arbitrales favorables aux communes ; les coupes extraordinaires doivent être autorisées ; on met en vigueur bon nombre de mesures prohibitives de l'ordonnance de 1669.

VI

Du Consulat au code forestier (1799-1827) (1).

Les premières années du dix-neuvième siècle furent employées à réparer tous les écarts des dix années de révolution. En matière forestière, toute une série de lois vint réprimer les abus et sauvegarder ce qui restait de nos massifs. Un projet de code forestier fut même présenté au conseil des Cinq-Cents, mais il resta dans les cartons.

Une nouvelle administration forestière est organisée (loi du 16 nivôse an IX). Les forêts domaniales sont exemptées d'impôts (loi du 19 ventôse an IX). On rétablit le droit de martelage pour la marine dans les forêts particulières. Les usurpations des communes sont réprimées. On remet partiellement en vigueur l'ordonnance de Colbert. Les bois des communes sont soumis au même régime que les forêts du domaine (loi du 17 ventôse an X). Enfin une loi du 9 floréal an XI, oblige les propriétaires particuliers à faire une déclaration préalable, lorsqu'ils veulent

(1) Dalloz. *Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence*. — Becquet et Laferrière. *Répertoire de droit administratif*. — Tessier. *L'idée forestière dans l'histoire*.

défricher leurs bois ; cette loi n'était faite que pour une durée de vingt-cinq ans.

Cette législation décousue et incomplète dura jusqu'en 1827. Sous l'Empire, les guerres détournèrent ailleurs l'attention du gouvernement, aussi pendant cette période ne trouve-t-on aucune mesure importante concernant la propriété forestière.

Les événements de 1814 et 1815 furent désastreux pour les forêts. On fit des coupes extraordinaires pour la défense des places fortes. Le service militaire éloigna les gardes forestiers de leur poste, aussi les deux invasions furent-elles accompagnées d'une « épouvantable dévastation » (1).

On vit même à cette époque se manifester un recul de l'idée forestière. La Restauration viola le principe de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité des grandes masses forestières proclamé et respecté par la Révolution.

Une loi du 23 septembre 1814, ordonna qu'il serait vendu jusqu'à concurrence de 300,000 hectares de bois pour être affectés au payement et à l'amortissement des obligations du trésor royal. Puis la loi de 1817 affecta les bois de l'État à la caisse des amortissements et autorisa l'aliénation de 150,000 hectares. Sous l'empire de ces deux lois 145,000 hectares furent aliénés de 1814 à 1827 pour la somme de 114 millions de francs.

En même temps une ordonnance des 17-22 mai 1817, voulut par mesure d'économie, supprimer l'administration forestière et la rattacher à l'enregistrement et au domaine ; le résultat fut déplorable. Aussi dès 1820 l'ancienne administration fut-elle rétablie, puis réorganisée en 1824.

(1) Baudrillart. *Dictionnaire des Eaux et Forêts*, p. 79.

L'idée forestière reparait alors victorieuse. L'école de Nancy est créée en 1824, et un code forestier est définitivement voté en 1827.

CHAPITRE IV

LE DÉBOISEMENT DE LA FRANCE AU 19^e SIÈCLE ET SES CAUSES

—

I

Le déboisement de la France au dix-neuvième siècle.

La France se déboise. — Défrichements. — Exploitations abusives. — Sociétés d'exploitation. — La déforestation prouvée par l'exportation. — Déplantation des routes.

II

Causes du déboisement au dix-neuvième siècle.

Causes naturelles : ouragans, avalanches, incendies. — Les distractions du régime forestier. — Aliénations de forêts domaniales. — Les forêts communales distraites du régime forestier. — La propriété forestière et la propriété privée. — Incompatibilité de la petite propriété et de la forêt. — Mauvaise exploitation des forêts particulières. — Cause qui incitent les particuliers à déboiser. — Surcharge d'impôts. — Manque de routes. — Droits d'usage. — Servitudes occultes. — Hostilité du montagnard contre la forêt. — Importance du bétail dans la vie du campagnard. — Extension des pâturages. — Causes de la dégradation des montagnes. — Imprévoyance des habitants. — Mauvaises méthodes pastorales. — Pâturage en forêt. — Surcharge des pâturages. — Bestiaux des régions montagneuses : espèce bovine, espèce caprine, espèce ovine ; la transhumance. — Absence de culture pastorale. — Nécessité d'un prompt remède à cette situation. — L'industrie destructive des forêts. — Besoin croissant de bois. — Divers emplois du bois. — Bois de feu, charpente, ébénisterie et menuiserie. — Étais de mines. — Traverses de chemin de fer. — Poteaux. — Pavage. —

Distillation du bois : acide gallique. — Les emplois du bois sous forme de pâte de cellulose : le papier. — Conséquence : la hausse du prix des bois.

I

Nous avons vu que pendant les diverses périodes de son histoire, la France a été sans cesse se déboisant de plus en plus sous l'influence de causes diverses. Ce mouvement s'est-il arrêté durant la période contemporaine ? Malheureusement, non.

Sous la Restauration on estimait le domaine forestier de la France à environ 9 millions d'hectares ; la statistique forestière de 1892 l'évalue à 9,521,568 hectares, soit une augmentation d'un demi million d'hectares. Mais dans cet intervalle on a reboisé, dans les Landes 705,000 hectares, en Sologne 200,000 hectares, dans la Champagne 80,000 hectares, environ 125,000 hectares de dunes ont été plantés de pins. Les travaux de reboisement en montagne de 1860 à 1892 ont porté sur 125,000 hectares. Notre domaine forestier devrait donc être d'au moins 10,210,000 hectares. S'il est inférieur c'est à la déforestation qu'il faut l'attribuer.

Si l'on compare les chiffres des statistiques décennales de 1882 et 1892, on voit qu'à la fin de 1892, l'aire forestière de la France était en voie de « régression manifeste ». On compte en effet pendant ces dix dernières années 179,047 hectares dénudés pour 115,106 reboisés (1).

Depuis l'année 1827, les demandes de défrichement sur lesquelles l'administration a émis un avis favorable ont portées sur 485,000 hectares.

(1) Fabre. *L'exode montagnoux en France* (Paris, 1909).

Aujourd'hui le déboisement se fait d'une manière méthodique et scientifique. Comme les lois entravent le défrichement, on tourne la difficulté en soumettant la forêt à une exploitation abusive qui ne laisse que quelques baliveaux sans valeur. La coupe rase remplace le défrichement. La forêt n'est pas détruite, mais sa production restera nulle pendant de nombreuses années ; il faudra attendre au moins trente ans pour que le massif se reconstitue et puisse fournir du petit bois d'œuvre, et ce n'est pas avant un siècle qu'on pourra retrouver des grands arbres, à supposer qu'on les laisse croître.

Il semble que depuis quelques années, à mesure que des efforts sont faits en vue d'une restauration forestière, les coupeurs de bois redoublent d'activité et d'audace, mettent la main partout où ils peuvent sur nos beaux massifs.

Dans la Haute-Harne, les forêts particulières ont diminué de 10,000 hectares durant ces dernières années. En Auvergne, les pentes se dénudent de leurs bois pour laisser place à la vigne, comme s'il n'y en avait pas déjà assez (1). La société Ader met à sac les massifs de l'Aude ; les forêts de Counozols, de Tabanet pour ne citer que les principales sont coupées à blanc (2).

En Corse (3) la destruction des châtaigniers qui font la richesse du pays est « effroyable et désastreuse » (Saint-Saens).

En novembre 1908, on estimait à 60,000 hectares les

(1) Defert. Commission des pelouses et forêts, *Revue du T.-G. F.*, octobre 1906.

(2) *Revue du T.-G. F.*, novembre 1907.

(3) Saint-Saens. *Le déboisement de la Corse*. 1^{er} congrès de l'A. C. A. M. (1905).

forêts particulières soumises à des coupes à outrance (1). Partout sur le Plateau Central, dans les Alpes, dans les Pyrénées, dans le Jura même, en montagne comme en plaine, partout où subsistent quelques forêts, des spéculateurs en quête de bois coupent à tort et à travers, tout ce que particuliers et communes leur abandonnent, sans même respecter les réserves imposées.

Nos plus beaux massifs ne sont pas épargnés ; en 1907 la forêt de Marchenoir est vendue 7 millions et 3,500 hectares d'arbres séculaires sont abattus. Celle d'Amboise, ancien domaine de la couronne, n'échappe à la hache que grâce à une amie des arbres M^{me} Hirsch qui la rachète (2). Si la forêt d'Eu, propriété du duc d'Orléans, est encore debout c'est qu'elle est formée de hêtres, bois moins recherché (3).

De toute part se constituent des sociétés, dites forestières, dont l'objet est l'exploitation en grand de nos forêts (4). L'une, dont le siège est à Nancy, accapare 4,000 hectares de bois qu'elle livre à la hache.

Les affiches parisiennes du 31 décembre 1907 publiaient les statuts d'une société d'exploitation forestière au capital de 1,600,000 francs pour réalisation et exploitation de forêts en France et à l'étranger. Cette société, dit l'annonce, possède un outillage perfectionné : scies à ruban, verticales, circulaires et à lames multiples, chemin de fer Decauville, trucs, etc. ; tout un arsenal de destruction.

(1) David. Rapport sur les projets de loi, n° 1526, 1551 et 343. Ayant pour but d'empêcher le déboisement de la France : *Documents parlementaires*, Chambre, 1908, n° 1993, p. 27.

(2) De Kirwan. La déforestation. *Le Correspondant*, 10 octobre 1908.

(3) Rapport David, 1908, n° 1993, p. 4.

(4) De Kirwan. La déforestation. *T.-C. F.*, janvier 1908.

Enfin les Allemands, de plus en plus franchissent la frontière pour mettre en coupes réglées nos massifs de l'Est.

Ce qui prouve la dévastation de nos forêts, c'est le chiffre de nos exportations de chênes en grumes et de sciages de chênes (1). Alors que de 1898 à 1902 l'exportation moyenne était de 26 millions de francs et l'importation de 65 millions 5, en 1905-1906 l'exportation a passé à 57 millions 2 et l'importation à 44 millions 8. Comme en même temps la consommation s'est accrue, la diminution des entrées et l'augmentation des sorties ne peut s'expliquer que par une surproduction momentanée due à des exploitation abusives dans les forêts particulières. On extrait de celles-ci par an en ce moment au moins 200,000 mètres cubes de gros chêne de plus qu'il y a dix ans, c'est-à-dire que l'on détruit annuellement 12 à 15,000 hectares.

Malheureusement les particuliers ne sont pas les seuls à déboiser ; les pouvoirs publics se mettent souvent de la partie et donnent le mauvais exemple. Sans parler des funestes aliénations de forêts domaniales d'avant 1870 ; on a vu souvent, pendant ces dernières années, des Conseils généraux et des Conseils municipaux décider l'abattage des arbres qui font l'ornement de nos routes. En 1906 les Conseils généraux de la Seine-Inférieure et de la Seine-et-Marne demandent la destruction de peupliers bordant les routes, sous prétexte qu'ils gênent les riverains (2). Dans l'Ain on remplace de belles avenues

(1) Huffel. Les forêts particulières en France. *Economiste français*, 1908

(2) *Revue du Touring-Club*, septembre 1906.

d'arbres par des chemins de fer départementaux qui gênent la circulation.

On le voit donc l'aire forestière de la France n'a pas cessé de diminuer durant tout le dix-neuvième siècle. La fièvre du déboisement continue à faire rage. Sur le chiffre de 9 millions et demi d'hectares de forêts attribuées à notre pays bon nombre ne le sont plus que de nom et, d'après M. Paul Leroy-Beaulieu (1), nous ne posséderions guère à l'heure actuelle que 8 millions d'hectares de bois. Cette diminution est due à une foule de causes, dont la plupart demandent un prompt remède.

II

Causes de déboisement au dix-neuvième siècle.

CAUSES NATURELLES.

Souvent les forces de la nature s'attaquent aux forêts ; il ne se passe pas d'année sans que l'incendie, l'ouragan ou l'avalanche ravage quelques cantons forestiers.

Souvent de grands vents, véritables cyclones, renversent en quelques instants des quartiers entiers de forêts. Les forêts résineuses, aux arbres de grande dimension y sont spécialement exposées.

En 1896 de terribles ouragans ravagèrent les sapinières du Jura. Dans la forêt communale de la section de Vaux (Ain), plus de 11,000 arbres furent jetés à terre en une seule nuit.

(1) Paul Leroy-Beaulieu. *Traité de la science des finances* (Paris, 1906).

Un autre fléau de la forêt de montagne dans les Alpes et les Pyrénées est l'avalanche. On a constaté que dans certaines régions : Haute Maurienne et Haute Tarentaise, l'avalanche fait sans cesse reculer la forêt (1) ; elle a des couloirs bien déterminés (dévaloirs dans les Alpes, rillières dans les Pyrénées). Chaque printemps ces couloirs s'élargissent, la neige entraîne quelques sapins et aucune replantation ne peut arrêter ce mode de dégradation. A la longue la forêt est réduite à l'état d'arbres isolés qui périssent.

Cet état avancé est déjà réalisé dans certaines régions des Alpes : dans la vallée de Bonneval, désignée jadis du nom de Vallée noire, la forêt a complètement disparu ; en Tarentaise le bassin du val d'Isère est fortement compromis.

L'incendie est aussi un grand destructeur de forêts ; chaque année quelques milliers d'hectares deviennent la proie des flammes. C'est la région des Maures et de l'Estérel et après elle les Landes qui sont le plus souvent éprouvées par ce fléau. Toute une législation a été faite pour protéger ces massifs ; malgré cela les incendies sont fréquents. De 1899 à 1907 la région des Landes a perdu 80,000 hectares de pins maritimes par le feu. L'été exceptionnellement sec de 1906 peut être marqué d'un signe noir dans les annales forestières ; à part les départements de l'Est, toutes nos régions forestières payèrent leur tribut au feu ; on estime à 60 millions la valeur des bois détruit cette année-là par l'incendie (2).

(1) Girardin. Phénomènes actuels et modifications du modelé de la Haute Maurienne. *La Géographie*, 15 juillet 1903.

(2) Defert. Communion de pelouses et forêts. *T.-C. F.*, janvier 1907.

DISTRACTION DU RÉGIME FORESTIER.

Les forêts françaises se divisent en deux catégories : les forêts soumises au régime forestier gérées et surveillées par l'administration et les forêts non soumises, laissées au bon plaisir de leur propriétaire, sauf quelques restrictions.

Seules les forêts non soumises sont exposées à être défrichées ou exploitées abusivement. Par conséquent toute mesure qui tend à transformer une forêt soumise à une forêt non soumise nuit à la conservation de notre domaine forestier. Malheureusement de semblables mesures n'ont pas été rares au cours de ce dernier siècle.

L'État, pour se procurer de l'argent, n'a souvent pas hésité à vendre des forêts domaniales et, comme le dit M. P. Baudin (1), « si l'État avait gardé toutes les forêts qui lui ont un instant appartenu, nous n'aurions pas aujourd'hui à craindre la lèpre du sol ». Mais l'État a une double personnalité, conservateur des forêts lorsqu'il prend la figure du ministre de l'Agriculture, il devient marchand de bois par l'organe du ministre des Finances.

Nous avons vu comment le gouvernement de la Restauration, aliéna 145,000 hectares. La monarchie de Juillet continua dans cette voie (2). Sur la proposition de Lafitte, on vote le 31 mars 1831 l'aliénation de grandes forêts devant produire 4 millions de rentes. La vente de 116,780 hectares au prix moyen de 980 francs l'hectare produisit 114 millions.

(1) Baudin. L'État et son domaine forestier. *Le Journal*, 11 juillet 1904.

(2) Leroy-Beaulieu. *Traité de la science des finances*.

Après 1848 et sous l'Empire des ventes de moindre importance furent décidées, notamment par la loi du 28 juillet 1860 sur la restauration des montagne et par les lois du 18 mai 1863 et du 2 août 1868 sur la construction des routes forestières. On aliéna de 1848 à 1870 : 71,865 hectares pour la somme de 67,336,000 francs.

Toutes ces aliénations successives ont diminué le domaine forestier de l'État de 352,645 hectares.

Depuis 1870 aucune aliénation importante de forêts n'a été faite. Le gouvernement a enfin compris qu'il faisait fausse route, que le rôle de l'État étant essentiellement de veiller à ce que les conditions générales de la nation ne se détériorent pas, il se devait de conserver aux générations futures des forêts, dont l'influence est si bienfaisante.

Ces aliénations étaient d'ailleurs une mauvaise opération financière. L'État sacrifiait pour des besoins présents un capital susceptible de donner de beaux revenus.

Pourtant si l'État n'aliène plus de grandes masse forestières, on le voit encore de temps en temps, mettre en vente de petites parcelles sous prétexte qu'elles sont sans valeur. C'est ainsi qu'en juillet 1905 (1) le parlement, à la demande du gouvernement, autorisait l'aliénation de diverses parcelles boisées d'une superficie de 250 hectares. De semblables mesures sont fort regrettables ; c'est un mauvais exemple donné par les pouvoirs publics aux propriétaires particuliers.

L'État a contribué également à diminuer l'aire forestière de la France en réduisant l'étendue des forêts communales soumises. On compte actuellement sur 2,215,382 hec-

(1) *Journal officiel*. Débats parlementaires, 1905, S. O, p. 2664.

tares de forêts communales 297,752 hectares qui ne sont pas régis par l'administration forestière. Ces dernières sont en général dans l'état le plus lamentable (1), et fondent sous la dent du bétail. Les habitants y puisent sans contrôle tout ce dont ils ont besoin et elles finissent par ressembler, bien plus à des landes qu'à des forêts, alors que celles gérées par le service des eaux et forêts sont maintenues en bon rapport.

On aurait dû soumettre au régime forestier tous les bois communaux ; mais loin de le faire, on a au contraire distrait de ce régime de nombreux bois pour les livrer à des municipalités imprévoyantes ; surtout sous le second empire. C'est ainsi que dans la vallée d'Aspe (2) sur 13,784 hectares de forêts communales, 5,819 ont été distraits de 1851 à 1855.

LES FORÊTS ET LA PROPRIÉTÉ PARTICULIÈRE.

Les deux tiers de notre domaine forestier sont aux mains des particuliers et ceux-ci, sauf qu'il leur est interdit de défricher sans autorisation, ont toute latitude pour jouir de leurs bois, comme bon leur semble : *jus utendi et abutendi*, droit de jouir et abuser.

Ces forêts privées sont les plus exposées à la destruction. Le propriétaire voit trop son intérêt personnel et immédiat et pas assez et souvent pas du tout les intérêts collectifs et éloignés.

Qu'il vienne à avoir besoin d'argent il n'hésite pas pour

(1) Descombres. *Une expérience d'aménagement pastoral et forestier* (Toulouse, 1906).

(2) Chambres. *La vallée d'Aspe*. II^e congrès de l'A. C. A. M. (1906).

s'en procurer à livrer toutes les réserves accumulées dans sa forêt au spéculateur qui lui offre un bon prix. Ce danger de réalisation du capital forestier devient chaque jour de plus en plus grand à mesure que les offres tentatrices deviennent plus nombreuses.

Autrefois la consommation indigène réglait la demande de bois, mais aujourd'hui la facilité et la rapidité des transports, la raréfaction du bois et ses emplois de plus en plus nombreux le font rechercher partout.

La disparition des grands domaines, le morcellement de plus en plus grand de la propriété, contribuent puissamment à la disparition des arbres. Les intérêts de la petite propriété ne sont pas favorables à la culture forestière.

Le cultivateur, propriétaire de quelques lopins de terre, vivant du produit de ses récoltes, préfère un mode de culture lui rapportant annuellement des revenus. S'il possède quelques hectares de bois, ceux-ci ne lui donnent sa vie durant que deux ou trois coupes, le reste du temps il paiera l'impôt et ne touchera rien. Aussi sera-t-il tenté de défricher et de remplacer le bois par des céréales, des vignes ou des pâturages, dont les produits lui procureront chaque année de l'argent.

Aussi voyons-nous les petits propriétaires faire souvent des défrichements, et rarement, pour ne pas dire jamais, des plantations, malgré les encouragements que donne l'État : dégrèvements et subventions. Il faut trop longtemps attendre les revenus et les frais qu'entraîne tout reboisement sont des dépenses trop importantes pour eux.

Les gros propriétaires en général conservent mieux leurs forêts et défrichent moins. Leurs bois en coupes réglées leur donnent à peu près le même revenu que leur donneraient ces terrains défrichés. Mais s'ils ne défrichent

guère, ils reboisent également peu. On doit attribuer ceci à la négligence, à l'égoïsme et à l'absentéisme ; le propriétaire hésite à se priver pendant quelques années d'une partie de ses revenus.

Les changements, fréquents de propriétaires nuisent aussi au bon état des forêts. Tantôt les héritiers ou les acquéreurs saccagent les futaies qui tombent en leur possession pour retirer les sommes qu'ils ont dû verser, soit au fisc, soit au vendeur. Tantôt une vente les fait passer aux mains d'un marchand de bois qui s'empresse de couper les arbres et revend ensuite à bas prix le sol dénudé.

En outre les forêts particulières sont souvent fort mal administrées (1). Le propriétaire ne s'en occupe pas, il les laisse croître sans aucun soin. Lorsqu'il veut faire une coupe, il s'adresse à des gens qui n'y connaissent rien, alors qu'il serait si simple de demander le concours d'un agent forestier ; la coupe est faite au petit bonheur, bien beau encore si la possibilité de la forêt n'est pas dépassée.

Si par elle-même la propriété particulière n'est pas favorable au maintien des forêts, certaines causes viennent encore aggraver cette situation et inciter les propriétaires à pratiquer des coupes désastreuses pour l'intérêt général.

C'est en premier lieu l'impôt qui, mal réparti, grève inégalement et exagérément la propriété forestière.

Celle-ci arrive à payer, tant en impôts fonciers qu'en centimes additionnels, parfois plus que le revenu.

Certaines forêts domaniales des Ardennes et de la

(1) *Bulletin de la Société forestière de Franche-Comté et Belfort*, 1903.

Marne arrivent à payer rien qu'en centimes additionnels départementaux et communaux 59,2 pour 100 de leur revenu. Si elles appartenait à des particuliers elles payeraient 102 pour 100. Dans la forêt de Saint-Basle (Marne) les coupes sont insuffisantes pour payer les impositions (1).

Dans la Nièvre, un propriétaire de forêts paie 45 pour 100 du produit brut de ses coupes normales ; un autre sur un revenu net par hectare et par an de 7,95 voit le fisc lui en a demander 5,25.

Un autre encore possesseur d'une forêt de 210 hectares représentant un capital d'acquisition de 150,000 francs paye, sur un revenu brut de 2,079 francs, 1,330 francs d'impositions ; en tenant compte des frais qu'entraîne la gestion, sa propriété arrive à lui rendre 0,22 pour 100 du capital engagé.

Enfin, on cite l'exemple d'un particulier qui tire annuellement de sa forêt un revenu de 8,500 francs et est imposé de 9,121 francs (2).

Le ministre des Finances (3) lui-même a reconnu cette exagération de l'impôt :

« Il n'est pas contestable, dit-il, qu'il y a des particuliers et des communes qui payent aujourd'hui à l'État, du chef de l'impôt forestier, une taxe supérieure au revenu véritable du bois. » « La propriété forestière est littéralement écrasée sous l'impôt... Il atteint le taux prodigieux de 30 à 50 pour 100, parfois de 100 pour 100 (4). »

Quelle est la conséquence de cette surcharge d'impôts ?

(1) Arnould. Exagération des impôts frappant la propriété forestière. *S. F. B.*, 1903.

(2) *Revue du Touring-Club de France*, mars 1908.

(3) Séance du 16 mars 1908.

(4) Séance du 3 mars 1910.

Beaucoup de propriétaires fléchissent et vendent ces terrains dont les impositions absorbent le quart, la moitié, voire même la totalité du revenu. Certaines circonstances viennent encore les encourager dans cette voie ; d'une part l'augmentation du prix du bois, et de l'autre la menace de plus en plus grande de projets financiers de nature à effrayer la propriété foncière.

A quoi attribuer d'aussi lourds impôts ? La propriété forestière est atteinte, comme toutes les autres catégories de propriétés, par l'augmentation continuelle des charges. Départements et municipalités, se conformant à l'impulsion donnée par l'État, ont consacré, principalement aux dépenses de la voirie et de l'instruction publique, de lourds emprunts (1).

Pour les rembourser on a dû créer des centimes additionnels. Ceux-ci augmentent dans des proportions énormes. Les impositions des forêts domaniales qui ne comprennent que les centimes départementaux et communaux se sont élevés de 1,947,000 francs en 1903, à 2,360,000 francs en 1909, et le budget prévoit pour 1910 une somme de 2,450,000 francs (2).

Cette tendance à la surcharge des contributions foncières a encore été favorisée par la loi du 7 février 1903. Celle-ci accorde aux communes la faculté de remplacer les prestations pour l'entretien des chemins vicinaux par des centimes additionnels aux quatre contributions, sans fixation de maximum. C'est à la propriété forestière que cette décision a été le plus préjudiciable, car c'est pour

(1) De Sailly. *La déforestation de la France*. S. F. B., juin 1908.

(2) Noulens. *Rapport sur le budget pour l'exercice 1910*. Agriculture, 1909, n° 2764, p. 279.

cette classe de propriété que l'impôt est le plus élevé; il est de 5,26 pour 100 du revenu imposable, alors qu'il n'est que de 4,49 pour 100 pour la moyenne des propriétés non bâties (1).

En outre, la méthode employée pour le calcul du revenu imposable de la forêt, donne des chiffres manifestement exagérés. Cette méthode est celle du recueil méthodique de 1811, on peut la résumer ainsi :

Pour les bois en coupes réglées, l'évaluation se fait d'après le prix moyen des coupes annuelles, déduction faite des frais d'entretien, de garde et de repeuplement. Soit par exemple un bois divisé en quinze coupes annuelles on calcule le produit de ces quinze coupes et le quinzième de ce produit total forme le produit moyen qui sert de base à l'impôt.

Pour les bois en coupes non réglées, l'évaluation se fait par comparaison avec les autres bois de la commune ou du canton.

Tous les bois quels qu'ils soient sont évalués comme s'ils étaient taillis (2). La plus value que les bois de haute futaie acquèrent sur les bois taillis, étant accidentelle et pouvant cesser après la coupe, n'est pas susceptible d'un allivrement cadastral et immuable, aussi pour eux le revenu imposable s'évalue au taux des taillis simples.

Les bois de pins, sapins, mûriers, châtaigniers doivent être évalués d'après leur produit réel et ne sont pas compris sous le nom de futaies.

(1) Vieillard. Discours prononcé au congrès de la Société forestière de Franche-Comté. S. F. B., 1903.

(2) Fuzier-Hermann. *Répertoire alphabétique de droit français ; à « contributions directes »*.

Ce procédé d'évaluation ne tient pas compte des deux caractères essentiels du revenu forestier (1).

1° Les revenus des forêts sont essentiellement périodiques et non annuels ; ils ne peuvent, par conséquent, être évalués de la même manière que pour les immeubles à revenu annuel. Autre chose est un revenu de 10,000 francs perçu tous les dix ans et un revenu annuel de 1,000 francs.

2° Le rendement d'une forêt comprend les revenus du sol et les revenus du capital-bois engagé dans l'exploitation. L'impôt foncier ne devrait équitablement atteindre que les revenus du sol.

C'est à cette méthode erronée, employée pour l'estimation des revenus forestiers, que l'on doit attribuer la surcharge d'impôts qui ruine les forêts. Il importe que celles-ci soient traitées sur le même pied que les autres modes de culture. Il est urgent de faire disparaître les charges écrasantes qui accablent la propriété forestière, si l'on ne veut pas voir la France perdre complètement son manteau de verdure et avec lui sa prospérité.

A la surcharge d'impôts s'ajoute en montagne le manque de chemins qui met souvent les propriétaires dans l'impossibilité d'exploiter normalement leurs bois.

En plaine ou dans les régions de coteaux, les routes nationales, départementales ou communales abondent ; le propriétaire peut à peu de frais créer des chemins d'exploitation et relier ses bois à ces grands artères. Entre 800 et 1,000 mètres, dans les Alpes et les Pyrénées, la

(1) Arnould. L'impôt sur le revenu et les forêts. *Revue des Eaux et Forêts*, 1^{er} juin 1908. — Deroye. *Le revenu imposable des forêts*. S. F. B., 1908.

situation est toute autre ; là, les routes sont rares, la forêt, placée sur des pentes rapides, domine des ravins à pic, et l'enlèvement du bois ne peut se faire qu'à grands frais ; ceux-ci sont tels qu'ils absorbent la majorité des revenus. Les bois sur pied se vendent en montagne beaucoup moins cher que dans la plaine. La différence atteint souvent 50 à 75 pour 100.

Le propriétaire ne peut souvent exploiter sa forêt faute de chemins, il lui faut néanmoins payer les impôts et les frais de garde. Pour se faire quelque argent il loue les vacants aux communes voisines, dont les troupeaux dégradent la forêt. Puis un marchand disposant de gros capitaux vient lui offrir l'acquisition de tout ce qui couvre le sol. Le propriétaire qui depuis de nombreuses années n'a retiré aucun bénéfice de sa propriété accepte avec empressement. Le marchand, auquel des traités passés auparavant, assurent de beaux bénéfices, fait la route, mais rase la forêt : à la forêt sans chemin d'exploitation, succède le chemin sans forêt à exploiter.

D'après M. Soullier (1), le manque de chemins forestiers serait neuf fois sur dix la cause de la déforestation en montagne. Il y a donc urgence à créer un réseau de routes dans les hautes régions Alpestres et Pyrénéennes, d'autant plus qu'il n'est pas rare d'y rencontrer des villages que ne dessert aucune voie de communication (notamment dans les Pyrénées-Orientales).

Enfin, il nous faut citer comme étant souvent un obstacle à la bonne administration des forêts, les droits d'usage.

(1) Soullier. *Sur l'utilité des chemins forestiers*. I^{er} congrès international de l'A. C. A. M. (1907).

Les principaux sont : les usages au bois, bois de chauffage ou bois d'œuvre et les usages à la nourriture des bestiaux qui permettent, soit d'introduire des bestiaux en forêt, soit d'y ramasser leur nourriture.

Ces usages forestiers sont une gêne ; ils absorbent une partie des produits de la forêt et en diminuent les revenus déjà si entamés par les impôts. Ils entravent la liberté du propriétaire ; celui-ci ne peut aménager la forêt comme il l'entend.

Si les droits d'usage gênent les forêts existantes, les servitudes occultes entravent les reboisements. Dès qu'un Conseil municipal ou un particulier veut entreprendre des travaux de plantation sur son domaine, il voit surgir une multitude de prétentions à des droits de dépaissance, de passage, etc., et donc les titulaires se refusent généralement à produire les titres sans procès, mais dont la seule évocation décourage toute tentative de progrès. La plupart remontent à une époque préhistorique et il est impossible de les connaître, aussi la crainte de voir surgir ces servitudes ignorées est-elle de nature à écarter les capitaux en quête de terrains à reboiser.

On voit à quels dangers sont exposés nos 6 millions d'hectares de forêts particulières. L'imprévoyance et la mauvaise gestion des propriétaires les appauvrissent et les ruinent. La surcharge d'impôts, parfois aussi le manque de chemins, faisant du bois un mode de culture peu productif, poussent à réaliser le capital forestier. Aussi si l'on n'y prend garde, finiront-elles par disparaître.

HOSTILITÉ DES MONTAGNARDS CONTRE LA FORÊT.

Nous avons vu que c'est en montagne que l'arbre a son maximum d'utilité et pourtant nos grandes chaînes sont effroyablement déboisées. C'est que là, la forêt a un ennemi irréductible ; depuis des siècles le montagnard et ses troupeaux s'efforcent de restreindre son domaine.

Il existe une incompatibilité absolue entre l'intérêt actuel des montagnards et la forêt ; elle résulte de la situation économique de la montagne (1). (Il ne s'agit ici que des régions montagneuses méridionales ; Alpes, Pyrénées et Massif Central).

Les habitants de ces hautes régions, séquestrés du reste du monde par la difficulté des communications, ont dû aménager leur pays en vue de leurs besoins. Confinés dans leur coin de terre, ils devaient, avant tout, obtenir sur place les céréales nécessaires à leur alimentation, de là l'établissement de champs cultivés, partout où c'était possible, souvent même dans des endroits franchement défavorables par leur pente ou leur altitude.

Dans de telles conditions le bétail est indispensable au montagnard, il constitue son unique richesse ; il lui fournit l'engrais nécessaire à la culture des champs ; il lui procure du lait, de la viande dont il se nourrit, des peaux, de la laine qu'il utilise lui-même ou qu'il vend.

L'été ce bétail se nourrit facilement sur les immenses

(1) Bauby. *Le reboisement et les conditions économiques en montagne*. 1^{er} congrès de l'A. C. A. J. M., (1906), p. 242. — Pierre Buf-fault. *L'obstacle au reboisement*. II^e congrès de l'A. C. A. M. (1906), p. 182.

étendues impropres à la culture et a en outre de l'inappréciable avantage de se transporter lui-même dans ces pays où les routes sont rares.

La forêt fournit au montagnard le bois pour se chauffer et construire sa demeure, mais les gros arbres sont difficilement exploitables pour le commerce. Leur ombre empêche la croissance de l'herbe si utile aux troupeaux, aussi le montagnard a-t-il une tendance à reculer sa limite pour augmenter le pâturage, d'autant plus qu'il a besoin de grandes quantités de fourrage pour nourrir ses troupeaux pendant les longs mois d'hiver.

La création de nombreuses voies de communication, chemins de fer et routes, semblait devoir modifier l'organisation séculaire des montagnes, il n'en a rien été ; le montagnard reste attaché à ses anciennes pratiques pastorales et culturelles. Mais par contre, il subit tous les inconvénients de la situation nouvelle (1).

Il voit les habitants de la plaine concurrencer jusque sur ses marchés, ses produits, bêtes et laines, et comme ses besoins d'argent augmentent, il lui faut ou multiplier ses troupeaux ou émigrer.

Le montagnard et son bétail sont donc des ennemis acharnés de la forêt, et par là les grands destructeurs de la montagne elle-même. Maints faits prouvent cette haine sourde du paysan contre l'arbre qu'il rend responsable de sa misère.

En 1848 on vit dans le pays de Foix des bandes de bergers, vêtus de chemises blanches, parcourir les bois et les incendier, c'est ce qu'on appela la Jacquerie des Demoi-

(1) Cardot. *Restauration, aménagement et mise en valeur des pâturages de montagne* (Paris, 1900).

selles (1). De nos jours les actes de vandalisme sont fréquents.

M. Belloc (2) rapporte qu'il vit sur la route de Bagnères à Luchon (Haute-Garonne) des sycomores quasi centenaires, mutilés par les riverains, les uns brûlés par un feu allumé au pied, d'autres ceinturés de coups de hache, d'autres décortiqués complètement. De semblables actes sont fréquents, pour un oui, pour un non le paysan abat les plus beaux arbres. Veut-il confectionner un instrument ou seulement un collier rustique pour un bétail ? Il coupera le plus beau baliveau.

Il est d'usage dans la vallée d'Ossau de porter des sabots à bouts recourbés. Comme pour faire un sabot, il faut une souche de hêtre de dix à quinze ans, nombre d'arbres sont sacrifiés chaque année pour satisfaire cette coutume (3).

A plus forte raison les montagnards ne veulent-ils pas entendre parler de reboisement. Ils considèrent toute mesure qui tend à diminuer les surfaces pâturées comme devant les conduire à la ruine et à la famine. Les lois sur la restauration des montagnes ont soulevé de vives protestations. Récemment la commune de Chalmazelles (Loire) refusait le concours de l'administration et une subvention du Touring-Club de 2,500 francs : on voulait faire une expérience d'amélioration pastorale sur un terrain de 500 hectares absolument dénudé et l'administration s'était engagée à ne pas planter un arbre avant d'avoir amélioré les prairies (4).

(1) Cavailès. Le déboisement dans les Pyrénées. *Revue de Paris*, 15 novembre 1903.

(2) Belloc. L'arbre et ses ennemis. *La Nature*, 11 avril 1908.

(3) Cotture. *Nécessité de répandre l'enseignement sylvo-pastoral dans les montagnes*. II^e congrès de l'A. C. A. M. 1908.

(4) *Déboisements pyrénéens*. T. C. F., février 1907.

A cette hostilité viennent s'ajouter pour ruiner le montagnard de mauvaises méthodes pastorales.

Un usage très répandu, c'est le pâturage en forêts (1) ; il est un obstacle au bon fonctionnement de la vie agricole, la forêt pâturée donne une mauvaise récolte et en bois et en herbe ; elle tend à s'éclaircir de plus en plus sous la double action du troupeau qui nuit à sa génération et des usagers qui réclament des coupes trop nombreuses et trop importantes (Fron).

Peu à peu, les vides vont s'agrandissant, le bois devient plus rare, laissant la place aux genêts, aux ronces d'abord, à la bruyère ensuite, et finalement la forêt fait place à la garrigue et à la lande. Et pour peu que le terrain soit en pente, c'est la dénudation et l'érosion.

Aussi doit-on repousser cet usage comme dangereux au point de vue forestier. Pour parvenir à le supprimer, il faut procurer au bétail une plus abondante nourriture dans les pâturages, il faut améliorer les étendues gazonnées et pour cela éviter la surcharge du bétail.

C'est à cette surcharge qu'il faut attribuer la ruine progressive de la montagne et du montagnard. Voyons tout d'abord comment se comportent envers les arbres et envers le gazon les divers animaux que l'on rencontre dans nos pâturages montagneux.

Gros bétail : Les vaches et, d'une façon générale, tout le gros bétail, dégradent peu le pâturage. S'il est surchargé, c'est l'animal qui en pâtit. Aussi faut-il encourager dans la montagne l'élevage du gros bétail qui se limite par une « régulation automatique ».

Les statistiques constatent une augmentation constante

(1) Fron. *Forêts, pâturages et prés-bois* (Paris, Hachette, 1909).

dans le nombre des animaux de l'espèce bovine, pendant seconde moitié du dix-neuvième siècle : les départements pyrénéens comptent actuellement (1906) 652,698 bêtes à cornes, 403,692 de plus qu'en 1856 (1) ; dans les Alpes, on en compte 613,000 (2).

Espèce caprine : La chèvre a l'avantage de coûter peu et d'être en même temps très productive, aussi l'a-t-on appelée la vache du pauvre. Mais c'est aussi l'animal le plus malfaisant. Elle détruit tout ce qu'elle attaque. Elle préfère à toute autre nourriture les bourgeons des jeunes arbres et, dressée sur ses pattes de derrière, elle peut atteindre jusqu'à 2 mètres au-dessus du sol (3). Aussi doit-on l'écarter de tous les baliveaux qui n'ont pas encore franchement dépassé cette stature.

Le caractère noscif de la chèvre est connu depuis fort longtemps ; de nombreuses municipalités ont pris des mesures pour empêcher les dégâts de cet animal, certaines le prohibent purement et simplement, d'autres lui imposent une capitation élevée.

Espèce ovine : Le mouton ne mérite pas la mauvaise réputation qu'on lui a faite ; en nombre modéré, il est inoffensif ; il se contente du gazon, qu'il préfère à toute autre chose. Mais en général les pâturages à moutons sont surchargés, et alors ces animaux trop nombreux commettent des dégâts multiples. Avant de dépérir, ils ruinent le pâturage ; affamés, ils s'attaquent à tous les arbres,

(1) Descombes. *Étude sur l'aménagement des montagnes dans la chaîne des Pyrénées* (Bordeaux, 1909).

(2) Briot. *Les Alpes françaises*. Nouvelles études d'économie alpestre (Paris, 1907).

(3) Audebrand. *La houille blanche et la question sylvo-pastorale* (Grenoble, 1907).

même résineux ; ils arrachent les plantes d'herbe pour en dévorer les racines.

Réunis en grands troupeaux, leurs pieds étroits et pointus attaquent d'une façon continuelle et répétée le sol, le gazon est découpé, le terrain disjoint, et le piétinement tend à faire glisser sur les pentes les parties désagrégées. Les versants inclinés que les moutons fréquentent sont zébrés de longs sillons décharnés où l'érosion a toute prise.

Cette surcharge des pâturages a son origine dans la transhumance (1). Depuis longtemps, les communautés pastorales ont pris l'habitude de louer leurs pâtures surabondantes à des capitalistes propriétaires de moutons. Ces animaux hivernent dans les régions de plaines restées incultes : dans la Crau, les garrigues du Languedoc ou les landes de Gascogne ; puis, sitôt les neiges fondues, on les voit par ramades de plusieurs milliers se ruer à l'assaut des Alpes, du plateau central et des Pyrénées, « véritables torrents de laines » qui s'en vont dévaster nos pâturages. On peut évaluer à 1.800.000 moutons, dont 200.000 moutons espagnols et italiens, le nombre des transhumants en France.

Un fait économique fort heureux pour nos montagnes ressort des statistiques agricoles, c'est la diminution constante des moutons en France (2).

De 32 millions en 1840, leur nombre s'est abaissé à 17 millions en 1907 ; les départements pyrénéens accusent

(1) Fabre. *L'exode du montagnard et la transhumance en France* (Paris, 1909). — Descombes. *Étude sur l'aménagement des montagnes dans la chaîne des Pyrénées*.

(2) Fabre. *L'exode du montagnard et la transhumance en France*. — Descombes. *Étude sur l'aménagement des montagnes*.

depuis 1856 une diminution de 4,024,826 têtes. On doit attribuer cela à la concurrence que font aux moutons indigènes les moutons des pays neufs, Australie et Amérique du Sud et aussi à la baisse de la laine, conséquence de l'extension de la culture du coton.

La surcharge des pâturages est une des causes primordiales de la ruine des montagnes et les populations sont dans l'impossibilité de sortir par elles-mêmes de la situation lamentable qui les décime. En effet, dans ces régions montagneuses, plus de la moitié du sol est en propriétés communales livrées à la vaine pâture. Dans la chaîne des Pyrénées, les 45 pour 100 de la superficie sont propriété communale (1). Dans le seul département des Hautes-Pyrénées sur les 322,360 hectares de la zone montagneuse 187,710 hectares sont propriété des communes ; sur ce chiffre 136,686 hectares sont formés de landes et de pâtures livrées aux parcours (2).

Les communes surappauvries par la dénudation et la dépopulation, accablées par des dépenses collectives toujours croissantes, voient dans la transhumance une source de revenus qui leur permet de boucler leur budget. Elles louent leurs terrains dévastés à des capitalistes propriétaires de moutons moyennant une redevance de 0 fr. 75 à 1 franc par tête de bétail. Plus elles accueillent d'animaux, plus la recette municipale est élevée ; mais aussi plus vite et plus profondément la montagne s'abîme.

Mais telle est l'attraction du profit immédiat que ces communes pauvres visent uniquement à avoir le plus de

(1) Descombes. *La propriété communale dans les Pyrénées* (Bordeaux, 1906).

(2) De Roquette-Buisson. *Statistique de la propriété communale*. 1er congrès international de A. C. A. M. (1907).

prés possible et par là plus de transhumants. On a vu des lisières de forêts et même des forêts entières livrées aux flammes et anéanties pour agrandir le domaine pastoral de la communauté.

Ajoutez à cela, que les méthodes pastorales (1) sont encore celles des pasteurs de la Bible. Sitôt la neige fondue, chaque berger se rue sur les pâturages dans la crainte qu'un autre le devance et lorsque l'endroit sur lequel il a jeté son dévolu ne peut plus nourrir son troupeau, il va plus loin. L'herbe, à laquelle on demande des récoltes incessantes sans jamais rien lui restituer, finit par s'épuiser. Comme engrais, elle doit se contenter du fumier des troupeaux qui passent.

L'unique procédé de culture pastorale connu est l'éco-buage. On incendie la lande épuisée et la cendre forme un maigre engrais destiné à la rénover. Ce procédé rudimentaire a de graves inconvénients ; souvent l'incendie s'étend à la forêt.

On voit dans quelle situation déplorable se trouvent nos régions de hautes montagnes. Il est urgent d'y remédier, de couvrir les Alpes, les Pyrénées et le Plateau Central d'arbres et de pâturages en bon état.

Nous verrons plus loin combien notre législation est insuffisante pour susciter une telle renaissance et quels sont les procédés et les méthodes susceptibles de donner de bons résultats.

(1) Descombes. *Une expérience d'aménagement pastoral et forestier dans les Pyrénées*. (Bordeaux, 1906).

L'INDUSTRIE DESTRUCTIVE DES FORÊTS.

Nous avons vu précédemment que la production du bois est insuffisante dans la majeure partie des États pour faire face à la consommation, et que ce déficit n'est comblé que par la destruction des réserves forestières : nous avons même envisagé la possibilité de voir un jour notre globe manquer de bois. C'est que l'industrie consomme d'énormes quantités de matière ligneuse. On avait cru à un certain moment que le fer, l'acier et la houille supplanteraient le bois, il n'en a rien été. S'il n'est pas employé aux mêmes usages, de nouvelles industries nées d'hier dévorent aujourd'hui de grandes quantités d'arbres.

Jadis le bois était la seule matière employée à la construction (1) des navires ; là l'acier s'est entièrement substitué au bois et il faut s'en féliciter, car les bois de chêne et de teck du monde entier ne suffiraient pas à construire les flottes qui parcourent aujourd'hui les mers.

Le bois est aussi de moins en moins employé comme combustible (2), on lui préfère la houille. La ville de Paris ne consomme plus pour le chauffage que 0 stère 20 par habitant et par an, au lieu de 1 stère 80 en 1845. Le chauffage au bois est regardé comme un luxe dans les villes ; à la campagne il est encore très répandu dans les pays de forêts. L'industrie n'emploie plus guère comme combustible ni le bois, ni le charbon de bois.

Cette décadence du bois de feu a occasionné une crise

(1) Huffel. *Économie forestière* (Paris, 1904).

(2) Huffel. *Économie forestière*.

dans la production forestière, une bonne partie des forêts françaises étant aménagée en taillis destinés à le produire. On s'est efforcé de remédier à cet état de choses par l'exportation ; mais à l'étranger, comme en France, on recherche de moins en moins le bois de feu, tandis que les gros bois manquent. Le meilleur remède consisterait à convertir les taillis en futaies ou tout au moins à augmenter leurs révolutions.

Dans les constructions le bois est toujours très employé malgré la concurrence du fer et de l'acier. Il a sur ceux-ci l'avantage de la légèreté et n'a pas en cas d'incendie les inconvénients du fer qui se dilate, renverse les murs, et par sa conductibilité peut communiquer le feu. Ce sont les résineux, moins chers que le chêne, qui sont le plus employés pour la charpente (1).

Le bois est toujours très utilisé en ébénisterie et en menuiserie, dans la fabrication des tonneaux sous le nom de merrain.

Les découvertes du dix-neuvième siècle ont permis d'employer la matière ligneuse à une foule d'autres usages.

Si la houille noire concurrence le bois comme combustible, elle lui offre un nouveau débouché comme étais de mine. Pour extraire une tonne de houille, il faut 0^{me} 025 de bois. Les seules houillères de Saint Étienne consomment annuellement 170,000 mètres cubes de bois, ce qui représente la production de 50,000 hectares de forêts parfaitement aménagées (2). La Belgique (3) a employé de

(1) Huffel. *Économie forestière*.

(2) Fabre. *L'exode du montagnard et la transhumance du mouton*.

(3) Lair. Les forêts françaises. *Revue économique internationale*, juillet 1903.

ce chef en 1903 un million de mètres cubes de bois d'une valeur de 23 millions.

Les chemins de fer emploient une grande quantité de bois sous forme de traverses destinées à soutenir les rails; c'est le hêtre, le chêne et les pins qui sont les plus employés. Ces traverses s'usent rapidement, leur durée varie entre quinze et vingt-cinq ans pour le hêtre injecté et six à huit ans pour le pin et l'épicéa. On les débite dans les arbres d'âge moyen, dont le diamètre est trop faible pour obtenir des sciages.

En 1901 nos voies ferrées consommaient annuellement au moins 5 millions de traverses représentant un volume en grume de 800,000 mètres cubes (1). Depuis cette époque le réseau des chemins de fer français, accru de toutes les lignes départementales, a considérablement augmenté et on n'exagère pas en disant que nos voies ferrées dévorent un million de mètres cubes de bois par an.

Les arbres d'éclaircie et d'âge moyen sont employés à la confection des poteaux. Les réseaux télégraphiques et téléphoniques, le transport à distance de l'énergie électrique, en demandent de plus en plus.

Le bois sert à paver les rues de nos grandes villes. Ce pavage présente de grands avantages, il est bon marché, son entretien ne coûte que 1 fr. 194 à 1 fr. 242 par an et par mètre carré, à peine plus que l'asphalte et moitié moins que l'empierrement (2). A Paris le pavage en bois suit une progression constante de 60 à 70,000 mètres carrés par an; alors qu'on comptait au 1^{er} janvier 1897, 912,000 mètres carrés pavés en bois, il y en avait en

(1) Huffel. *Économie forestière*.

(2) *Revue générale de la construction*, 29 octobre 1906.

1907, 1,917,750 mètres carrés (1). C'est le pin des Landes qui est le plus employé.

D'autres industries demandent aussi des quantités importantes de matière ligneuse.

Le noyer sert à fabriquer les crosses de fusils de guerre (2).

En 1907 on a employé 4,343 mètres cubes de bois pour la fabrication de 41,367 milliards d'allumettes (3). Réduit en mince copeau le bois forme une espèce de paille très employée pour les emballages.

La chimie tire du bois certains produits. Par la distillation du bois en vase clos (4) on obtient des goudrons et certains succédanés employés dans l'industrie et la pharmacie : méthylène, dont on consomme annuellement en France 15,000 hectolitres ; acide acétique ; créosote, extrait de bois de hêtre.

En tannerie on employait jadis l'écorce de chêne, mais aujourd'hui l'ancien procédé des fosses a été remplacé par un procédé plus rapide, on extrait l'acide gallique surtout du châtaignier qui en contient de grandes quantités 4 à 8 pour 100. Cette nouvelle industrie amène la disparition rapide des châtaigniers ; en 1900 il y avait trente usines se livrant à cette fabrication (5) ; c'est surtout dans l'île de Corse qu'elle exerce ses ravages. La fabrication de l'acide gallique détruit annuellement trente à trente-cinq mille arbres et elle augmente rapidement.

(1) *Journal scientifique*, 9 février 1907.

(2) Lair. *Les forêts françaises*.

(3) *Journal scientifique*, 6 juin 1908.

(4) Payen. Les emplois industriels du bois. *Economiste français*, 1900.

(5) Ruau. Rapport sur le budget de l'exercice 1904. *Agriculture*, 1903. S. O, p. 1796.

Elle produisait en 1906 ; 20,000 hectolitres alors que dix ans auparavant la production n'était que de 2,000 hectolitres (1). Du train dont va la destruction du châtaignier on peut prévoir le jour où il disparaîtra complètement et il est probable qu'alors les industriels s'attaqueront aux essences moins riches en extraits taniques comme le chêne.

A côté de ces grands destructeurs d'arbres, il y a les petits, les pauvres et les miséreux qui, pour des industries de quatre sous, mettent les forêts au pillage. Les uns dérobent des baliveaux de belle venue pour confectionner des cannes, des piquets ; d'autres parcourent au printemps les forêts résineuses, cueillant les bourgeons terminaux des jeunes plants de sapins, pour les vendre ensuite au pharmacien, ils retardent ainsi la croissance de l'arbre et nuisent à la valeur du bois en provoquant la formation de nœuds.

Mais ces industries consomment relativement peu d'arbres, en comparaison des quantités énormes qui sont employées sous forme de pâte de cellulose ; le bois sert ainsi à la fabrication d'une foule de produits d'un usage commun, on en tire le collodion, le celluloïd, la soie artificielle et surtout le papier.

C'est Guétard et Glétich qui, vers le milieu du dix-huitième siècle, eurent les premiers l'idée d'employer la cellulose extraite du bois à la confection du papier. Mais ce procédé ne devint pratique que vers 1850 ; depuis cette industrie a pris une extension extrêmement rapide et on se demande où elle s'arrêtera.

(1) *Revue du T.-C. F.*, janvier 1907. — De Kirwan. La déforestation. *Le Correspondant*, 10 octobre 1908.

En 1908 la production mondiale du papier était estimée à plus de 5 millions de tonnes (1). Ce sont les États-Unis qui sont les plus gros producteurs avec 2,061,000 tonnes, la France n'en produit que 520,000 tonnes. La consommation du papier est très inégale : alors que les États-Unis en consomment annuellement 17^k 5 par habitant, la France 9^k 3, l'Allemagne 13^k 6 et l'Angleterre 16^k 6, les Indes n'en emploient que 0^k 1 et la Serbie 0^k 5 (2).

Le papier sert à fabriquer les objets les plus variés, roues de voiture, canons, fers à chevaux, tuyaux pour le gaz (3), câbles de transmission, poteaux télégraphiques, pavés, tonneaux, meubles. Au Japon on peut se procurer des complets confectionnés uniquement avec du papier (4). On fabrique tout avec lui, depuis des imitations de porcelaine et des draps de billards, jusqu'à des fausses dents et des fils à tisser les bas (5) ; on peut voir en Norwège une église pouvant contenir mille personnes toute en papier (6).

Mais ce sont les journaux et les livres qui emploient le plus de papier. Les innombrables quotidiens du monde entier qui tirent à des millions d'exemplaires absorbent des millions de tonnes de pâte, surtout quand ces journaux sont des journaux anglo-saxons qui paraissent sur seize, vingt ou trente-deux pages, comme le *Times* de Londres, le *New-York Herald*, ou la *Presse de Montréal*.

(1) Boyer. Machines à papier à grande production. *La Nature*, 5 juin 1909.

(2) *Journal scientifique*, 18 août 1906.

(3) *La Nature*, 23 mai 1908.

(4) *Les emplois industriels du papier*, S. F. B., 1903.

(5) Maire. Le papier moderne. *Journal scientifique*, 23 septembre 1906.

(6) *Bulletin de la librairie*, 20 mars 1903.

Notre *Petit Journal* mange à lui seul 150,000 arbres par an. La quantité de bois consommée annuellement par le *New-York Herald* représente une valeur de 4 millions. Un grand quotidien américain publiait récemment un numéro spécial de quatre-vingts pages, la fabrication du papier nécessaire pour ce tirage a nécessité la coupe de 10,000 arbres de 20 mètres de haut (1).

Ajoutez à cela les revues, les papiers administratifs, les élucubrations électorales, les réclames, les affiches et les cent mille livres nés chaque année dont, comme le dit l'éminent géographe O. Reclus, 99,000 au moins auraient dû se dispenser de voir le jour (2).

En somme c'est chaque année plus d'un milliard de mètres cubes de bois que demande aux forêts de notre globe la nourriture intellectuelle de l'humanité. Ce chiffre énorme correspond à la production normale de 320 millions d'hectares de forêts, plus que n'en possède l'Europe (274 millions d'hectares).

Pour tout ce papier il faut beaucoup d'arbres, d'autant plus que leur rendement en cellulose n'est pas très élevé. Le tremble et le peuplier sont ceux qui en donnent le plus, 60 pour 100 de leur poids ; après viennent le pin et le sapin 50 pour 100, le saule et le marronnier 38 pour 100, le chêne et le noyer 26 à 29 pour 100 (3). Un sapin de cinquante ans cubant un mètre cube donne 500 kilos de pâte.

Devant une consommation si colossale de papier, on voit quel danger nous menace : « le journalisme et la

(1) *Journal des voyages*, 7 novembre 1909.

(2) Reclus. *A l'œuvre*, T.-C. F., novembre 1905.

(3) Maire. *Le Papier moderne*.

réclame finiront par peler complètement notre globe et y rendre toute vie impossible. » (Reclus).

Il est urgent de prendre des mesures, mais comment ? Restreindre la consommation du papier est difficile. Le meilleur remède serait de trouver un succédané inépuisable du bois qui donnerait à la presse son aliment indispensable. Des recherches ont été faites dans ce but ; l'alfa d'Algérie (1) apporte déjà à la fabrication de la pâte de cellulose un tribut de 150,000 tonnes. On a essayé de faire du papier avec des genêts (2) (Italie), de la bagasse (3), des tiges de maïs (4), du lin (5) et des tiges de cotonnier (6) ; toutes ces expériences ont donné de bons résultats, il serait à souhaiter qu'elles réussissent et se vulgarisent. Le maïs et le coton surtout seraient précieux, très communs ils fourniraient à la fabrication des stocks considérables qui permettraient d'épargner de nombreux arbres (7). On pourrait aussi employer à la préparation de la pâte à papier les sarments de vigne ; ceci aurait le double avantage de faire faire un pas à la question des succédanés et d'augmenter les revenus de la viticulture.

La consommation croissante du bois n'est pas faite pour enrayer le déboisement ; d'autant plus qu'elle a comme conséquence une hausse constante dans les prix. La valeur des gros bois a augmenté pendant tout le dix-neuvième siècle surtout depuis 1850. Cette hausse s'est ralentie de

(1) *La Nature*, 20 septembre 1908.

(2) *Bulletin de la S. F. B.*, 1907.

(3) *Cosmos*, 5 décembre 1908.

(4) *La Nature*, 23 mai 1906.

(5) *La Nature*, 16 novembre 1907.

(6) Audebrand. *La houille blanche et la question sylvo-pastorale*.

(7) *Bulletin de la S. F. B.*, décembre 1909.

1885 à 1900, pour reprendre ensuite, lentement d'abord, puis très rapidement depuis 1906 et actuellement les prix se maintiennent à des taux inconnus jusque là.

Des chênes de 0^m 80 qui il y a quarante ans valaient sur pied 30 francs le mètre cube, se vendent aujourd'hui 50 francs le mètre cube. A Paris le mètre cube de noyer qui se vendait 200 francs, il y a vingt ans, atteint maintenant le prix de 320 francs (octroi et transport compris).

La valeur du bois augmente avec la grosseur de l'arbre : les chênes de 1 mètre de diamètre n'ont plus de prix ; un noyer de 4 mètres de circonférence se vend 950 francs. M. Billecart, conservateur des eaux et forêts à Gap, cite le cas d'un noyer dont la bille cubait 15 mètres cubes qui, vendu sur pied 1,500 francs, fut revendu à destination 6,000 francs.

Les sapins ont aussi augmenté de valeur : la ville de Remiremont vendait dans le même bois une coupe de sapins 7 fr. 50 le mètre cube en 1830, 15 francs en 1869, 24 fr. 28 en 1907. Dans les forêts domaniales du Doubs et du Jura, le mètre cube de sapin qui, en 1897, se vendait 17 fr. 65 se maintient depuis 1907 au prix de 21 fr. 40.

Le cours de tous les autres bois est dans la même progression constante (1). Les prix sont doubles, triples, quadruples de ce qu'ils étaient il y a cinquante ans. Ceci explique l'empressement des propriétaires à vendre leurs forêts ; qu'on leur offre 100,000 francs ou 1 million de ce qui il y a quarante ans était estimé 50,000 francs ou

(1) Pour l'augmentation des prix des bois, *Revue du T.-C. F.*, notamment janvier 1908. — *Bulletin de la S. F. B.*, comptes rendus annuels de la vente des bois domaniaux. — Audiffred. Rapport sur la proposition de loi ayant pour but de favoriser le reboisement et la conservation des forêts. Sénat, 1909, n° 185.

500,000 francs, ils seront séduits et se hâteront de vendre. Ceci explique aussi l'ardeur des spéculateurs et des marchands de bois à acheter, ils escomptent l'ignorance du propriétaire, lui achètent en bloc des bois qui revendus en détail leur rapportent d'énormes bénéfices.

CHAPITRE V

LA LÉGISLATION FORESTIÈRE CONTEMPORAINE

I

Le code forestier de 1827.

La législation forestière au lendemain de la Révolution. — Vote du code forestier. — Le code forestier. — Organisation de l'administration forestière. — Situation des forêts domaniales. — Situation des forêts communales. — Situation des forêts particulières. — La loi de 1859 sur les défrichements. — Répression des délits forestiers. — Loi du 18 juillet 1906. — Critique du code forestier : ses imperfections, ses lacunes.

II

Les lois sur la restauration des montagnes.

Causes qui amènent une nouvelle législation. — Lois du 29 juillet 1860 et du 8 juin 1864. — Leur échec : ses causes — Loi du 4 avril 1882. — Résultats obtenus au 1^{er} janvier 1908. — Imperfection et insuffisance de la loi de 1882.

III

Législation algérienne du 21 février 1903.

Innovations qui étendent le régime protecteur de nos lois de 1827 et de 1882.

I

L'État est le représentant de la perpétuité sociale, il doit veiller à ce que les conditions générales d'existence

de la nation ne se détériorent pas et par conséquent protéger les populations contre les ravages des cours d'eau, contre la sécheresse. Il est donc le protecteur né des forêts et il doit les défendre par des mesures législatives contre l'imprévoyance et la cupidité des générations présentes, parer à toutes les causes de destruction qui les menacent.

Nous allons voir comment l'État français s'est acquitté de ce devoir dans le courant du XIX^e siècle et quelles lois défendent nos bois contre les destructeurs.

Au lendemain de la Révolution française qui avait détruit l'œuvre de Colbert, la législation française était formée d'un ensemble de lois rédigées à la hâte et fort incomplètes, le gouvernement de la Restauration entreprit la refonte de ces lois et leur réunion en un tout homogène forma notre code forestier.

Ce code, déposé à la Chambre des Députés le 19 décembre 1826, voté par elle le 9 avril 1827 et par les pairs le 19 mai 1827, fut promulgué le 31 juillet 1827. Une ordonnance réglant son application parut le lendemain. Cette législation, avec quelques remaniements de détails, est celle qui nous régit encore aujourd'hui.

Le code, dans son article premier, déclare soumis au régime forestier (1) :

- 1^o Les bois et forêts qui font partie du domaine de l'État ;
- 2^o Ceux qui font partie du domaine de la couronne ;
- 3^o Ceux qui sont possédés à titre d'apanage et de majorats réversibles à l'État ;
- 4^o Les bois et forêts des communes et sections de communes ;

(1) Dalloz. *Code forestier et code rural* (Paris, 1909). — Becquet et Laferrière. *Répertoire de droit administratif*.

5° Ceux des établissements publics ;

6° Les bois et forêts dans lesquels, l'État, la couronne, les communes ou les établissements publics ont des droits de propriété indivis avec les particuliers.

Il n'existe plus aujourd'hui de bois possédés à titre d'apanage et de majorats réversibles à l'État, d'autre part les forêts du domaine de la couronne ont, en 1870, été réunis au domaine forestier de l'État (Décrets des 6 septembre et 10 novembre 1870) (1).

Nous n'aurons donc à nous occuper que des forêts de l'État, des communes, des établissements publics et des particuliers.

Les forêts soumises sont régies par l'administration forestière. Celle-ci a été rattachée au Ministère de l'Agriculture par un décret du 1^{er} décembre 1877, elle dépendait auparavant du Ministère des Finances.

Créée sous la Révolution, réorganisée en 1824 (ordonnance du 11 octobre 1820 et 26 août 1824), l'administration forestière a subi depuis de nombreux changements. Actuellement on distingue l'administration centrale des eaux et forêts et le service extérieur.

L'administration centrale est assurée par le directeur des eaux et forêts, celui-ci concurremment avec le conseil des forêts assiste le ministre. Ce conseil comprend le directeur et trois administrateurs, ceux-ci se répartissent les diverses parties du service. L'administration des eaux et forêts forme une des cinq directions du Ministère de l'Agriculture ; elle se subdivise en bureaux et sous-bureaux ; le personnel est recruté dans le service extérieur.

Le territoire de la France est divisé en un certain nombre

(1) D. P., 70, 4, 86 et 103.

de conservations, actuellement trente-deux, ayant à leur tête un conservateur ; celui-ci a la haute surveillance sur le personnel de sa circonscription.

Les conservations sont divisées en inspections administrées par un inspecteur assisté, lorsque les besoins du service l'exigent, d'un inspecteur-adjoint.

Ces inspections se subdivisent en cantonnements ayant à leur tête un garde général, mais ce peut être un inspecteur adjoint ou un garde général stagiaire.

Tous ces fonctionnaires sont désignés sous le nom d'agents forestiers.

Au-dessous d'eux se trouvent les préposés, gardes et brigadiers forestiers, qui ont pour fonction la garde, la surveillance et la constatation des délits commis dans les forêts.

De l'administration forestière dépendent aussi certains services composés d'inspecteurs, d'inspecteurs-adjoints et gardes généraux : service des aménagements et service des reboisements et gazonnements.

Agents et préposés forestiers sont organisés militairement par les décrets du 2 avril 1875 et du 18 novembre 1890.

Sauf les administrateurs et les conservateurs, pour lesquels un décret du président de la République est nécessaire, ils sont nommés directement par le ministre de l'Agriculture.

Les agents forestiers se recrutent, soit parmi les élèves sortant de l'école nationale des eaux et forêts de Nancy, soit parmi les brigadiers et gardes ayant au moins deux ans d'exercice et ayant passé par l'école secondaire des Barres.

Les préposés sont soit d'anciens sous-officiers, soit des individus ayant des capacités suffisantes.

L'administration des eaux et forêts surveille, administre et exploite les forêts soumises au régime forestier.

Les forêts domaniales sont soumises de plein droit au régime forestier. Elles sont aliénables et prescriptibles, depuis la loi du 25 mars 1817, mais toute vente doit nécessairement être autorisée par une loi, quand la forêt à aliéner est supérieure à 150 hectares, ou que, moindre de 150 hectares, la distance qui la sépare d'une grande masse forestière est inférieure à un kilomètre.

Ces forêts ne paient pas le principal de l'impôt foncier, mais elles sont grevées des centimes additionnels établis au profit des départements et des communes.

Elles sont soumises à un aménagement réglé par décret du président de la République (art. 15). Toute coupe extraordinaire ou ayant pour objet des quarts de réserve nécessite une autorisation spéciale à peine de nullité (art. 16). Aucune vente de bois ne peut se faire autrement que par adjudication (art. 15) ; toute contravention à cette disposition entraîne la nullité de la vente et rend l'agent vendeur et l'acquéreur passibles d'une amende. Tout un ensemble de mesures assurent la bonne marche de l'adjudication (titre 3, section 3) et de l'exploitation (titre 3, sections 4 et 5).

Comme les législations précédentes, le code forestier de 1827, s'est occupé des droits d'usage pour les réglementer (titre 3, section 8). Il interdit à l'avenir la concession de tout droit d'usage nouveau (art. 62) ; les usages des particuliers et des communes « se règlent suivant leur titre » (art. 61), sauf s'il s'agit d'un titre donnant droit de passage pour les moutons et les chèvres, lequel est considéré comme non avenu, l'introduction de ces animaux en forêt étant formellement défendu (art. 78).

L'usager est soumis à un certain nombre d'obligations :

son droit peut être réduit suivant l'état et la possibilité de la forêt (art. 63) ; il doit employer le bois à l'usage en vue duquel la délivrance a été faite (art. 83 et 84).

De nombreuses formalités sont requises pour la délivrance (art. 79 à 82) et des mesures sont prises surtout pour les droits de pâturage, afin d'empêcher tous les délits possibles (art. 66 à 78).

L'État se reconnaît en outre le droit d'affranchir ses forêts de tout droit d'usage soit par rachat, soit par cantonnement (art. 64). Ce dernier mode ne s'applique qu'aux usages au bois ; c'est le droit d'affranchir une forêt de la servitude par la cession en pleine propriété à l'usager d'une partie de celle-ci. L'État a profité largement de cette facilité qui lui est donnée pour affranchir ses forêts des usages qui les grevaient.

Les forêts domaniales sont soumises à des servitudes en faveur de certains services publics. Le code en établit deux : l'une en faveur de la marine (titre 9, section 1^{re}), l'autre en faveur des ponts et chaussées pour les travaux sur le Rhin (titre 9, section 2). Mais si elles existent encore dans les textes, en fait elles ont disparu par non usage car depuis 1870 le Rhin ne coule plus en terre française et nos modernes flottes de guerre ont remplacé dans leur construction le bois par le fer et l'acier.

Nos forêts ne sont plus grevées que par une seule servitude créée postérieurement à 1827 en faveur du service de la guerre ; celui-ci est autorisé à faire couper sous la surveillance des agents forestiers le bois nécessaire à la défense des places fortes (ordonnance du 24 décembre 1830), aux travaux de fascinaux exécutés par les écoles et directions d'artillerie (décret du 10 octobre 1874) et à la fabrication des poudres (décret du 19 octobre 1874).

Les forêts communales sont depuis fort longtemps placées sous la surveillance de l'administration forestière. Déjà l'ordonnance de 1553 interdisait aux communautés la coupe sans autorisation de leurs arbres de haute futaie, le législateur de 1827 s'est montré moins sévère que ses prédécesseurs, alors que l'ordonnance de 1669 soumet au régime forestier les bois, prés appartenant aux communautés et habitants des paroisses, le code fait une distinction.

Sont seuls soumis au régime forestier les taillis ou futaies des communes et établissements publics, qui auront été reconnus susceptibles d'aménagement ou d'exploitation régulière, par l'autorité administrative, sur la proposition de l'administration forestière, et après avis des conseils municipaux ou des administrateurs des établissements publics (art. 10).

Cette distinction de deux catégories de bois communaux, les uns soumis, les autres non soumis, est une innovation malheureuse du code. Les municipalités retrouvèrent la libre disposition de plusieurs milliers d'hectares de forêts, de prés, de prés-bois que l'ordonnance de 1669 et la loi du 19 ventôse an X avaient confié à l'administration forestière et beaucoup de ces bois furent dévastés et ruinés ; Nous avons vu en effet dans quel état lamentable se trouvent la plupart de ceux-ci.

Les forêts soumises au régime forestier peuvent en être distraite par décret.

L'aménagement et la coupe est réglée de la même façon que pour les forêts domaniales (titre 3, sections 2 et 3, art. 101-103). Pourtant par décision du conseil municipal la coupe peut-être affouagère c'est-à-dire répartie entre les habitants ayant domicile réel et fixe dans la commune

(art. 103 et 106) soit par tête, soit par feu, soit moitié par tête moitié par feu (art. 106).

Les opérations d'aménagement et de régie sont faites par les agents et préposés de l'administration forestière. Tous les frais, sauf ceux nécessités par les opérations de délimitation et de régie, sont à la charge de l'État (art. 107). L'État s'en dédommage en percevant une somme de 5 pour 100 sur les produits principaux des bois, sans toutefois que la somme perçue puisse dépasser annuellement 1 franc par hectare (loi du 14 juillet 1856 modifiée par la loi du 29 mars 1897) (1).

Les communes et établissements publics ont également à leur charge les frais de garde (art. 108 et 109). Elles paient la contribution foncière et sont soumises à l'impôt qui grève les biens de mainmorte; le produit des coupes est spécialement affecté au paiement de ces taxes.

La propriété forestière communale est en outre soumise à certaines restrictions : interdiction de défricher sans l'autorisation du ministre (art. 91); défense de partager les biens communaux entre les habitants (art. 92); mise en réserve d'un quart de leurs bois (art. 93).

Les droits d'usage sont soumis à la même réglementation que dans les forêts domaniales (art. 110-111).

Les particuliers ont la libre administration de leurs forêts, sauf le cas de défrichement. Ils peuvent avoir des gardes particuliers, ceux-ci doivent être agréés par le sous-préfet, sauf recours au préfet (art. 117). Le pâturage ne peut être établi dans leurs forêts que dans les parties reconnues défendables par les agents forestiers (art. 118). Les droits d'usage sont soumis à peu près aux mêmes

(1) D. P., 56, 4, 84.

réglementations que pour les forêts soumises (art. 120), ils peuvent être rachetés (art. 118).

La loi du 9 floréal an IX astreignait tout particulier voulant défricher à une déclaration préalable. Cette loi était établie pour une période de vingt-cinq ans. Ce provisoire fut prorogé de vingt ans en 1827 et ce ne fut que la loi du 18 juin 1859 qui établit définitivement l'interdiction de défricher sans autorisation ; cette loi jointe au code forestier en forme le titre quinzisième.

Tout particulier qui veut défricher doit en faire au moins quatre mois à l'avance la déclaration à la sous-préfecture ; pendant ce temps l'administration peut signifier au propriétaire son opposition au défrichement (art. 219).

C'est le conservateur qui fait cette opposition ; le préfet donne alors son avis et c'est le ministre, assisté du conseil des forêts, qui décide s'il y a lieu d'interdire le défrichement. Si dans les six mois qui suivent la décision du ministre n'est pas rendue et signifiée, le propriétaire du bois est autorisé à défricher (art. 219).

Pour qu'une opposition puisse être formée, il faut que la conservation de la forêt soit reconnue nécessaire :

1° Au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes ;

2° A la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves, rivières et torrents ;

3° A l'existence des sources et cours d'eau ;

4° A la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et l'envahissement des sables ;

5° A la défense du territoire dans la partie de la zone frontière qui sera déterminée par un règlement d'administration publique ;

6° A la salubrité publique (art. 220).

Tout particulier qui défriche sans déclaration préalable encourt une amende ; « il doit, en outre, s'il en est ainsi ordonné par le ministre, rétablir les lieux défrichés en nature de bois dans un délai qui ne peut excéder trois années » (art. 221) ; s'il néglige d'effectuer les plantations, l'administration fait les travaux à ses frais (art. 222).

Certains bois peuvent être défrichés sans qu'il soit besoin d'en faire la déclaration. Ce sont les bois de moins de vingt ans, les parcs ou jardins clos attenants à une habitation, les bois d'une superficie inférieure à 10 hectares lorsqu'ils ne font pas partie d'un autre bois qui compléterait une contenance de 10 hectares ou qu'ils ne sont pas situés sur le sommet ou la pente d'une montagne (art. 224).

La prescription pour les délits de défrichement est de deux ans (art. 225).

La législation de 1859 n'a oublié qu'une chose, c'est de définir ce que l'on doit entendre par défrichement. De l'interprétation de cette loi donnée par la jurisprudence, il ressort que l'on doit considérer comme tel : tout fait qui a pour résultat de transformer une forêt en un terrain de culture ou d'en empêcher le repeuplement, soit par arrachement des souches, soit par destruction des jeunes pousses, soit par tout autre moyen ayant pour conséquence la destruction du bois. Par conséquent est considéré comme défrichement et soumis à la déclaration le fait d'arracher une forêt avec intention de la replanter en nouvelles essences (Avis du Conseil d'État du 13 novembre 1860).

L'introduction de bestiaux dans une coupe non défendable ne constitue pas un défrichement, pas plus qu'une

coupe à blanc étoc (1), car ils n'empêchent pas le bois de se reproduire par rejets ou par graines.

Mais une coupe rase suivie de pacage par les bestiaux qui détruisent les nouvelles pousses constitue le défrichement prévu par l'article 219 (2), et alors même que la coupe et les actes de pâturage auraient été accomplis par deux propriétaires successifs (3).

Il y a également défrichement, lorsqu'après une coupe à blanc étoc le propriétaire n'a pas assuré le repeuplement, au besoin par des moyens artificiels et n'a pas protégé les jeunes pousses contre le pacage des animaux des tiers (4).

C'est l'administration des eaux et forêts qui est chargée des poursuites en réparation de tous les délits et contraventions commis dans les bois soumis au régime forestier (titre 11, section 1^{re}) et constatés par ses agents et proposés, ainsi que des infractions à la loi sur le défrichement commises dans les bois des particuliers.

Les actions et poursuites exercées au nom de l'administration des forêts sont portées devant les tribunaux correctionnels, sauf lorsque la peine encourue n'excède pas 15 fr. d'amende et cinq jours de prison et qu'il n'y a pas de circonstance aggravante. Dans ce cas le juge de paix est compétent depuis la loi du 31 décembre 1906 (art. 171). L'administration forestière est autorisée à transiger même après le jugement ; la transaction ne peut alors avoir pour objet que les peines et réparations pécuniaires.

Dans les bois non soumis les délits et contraventions

(1) Forêts. Ct Lebaudy. Bourges, 1906. — D. P., 1907, 2, 6.

(2) Forêts. Ct Mouret. Riom, 1846. — D. P., 1846, 2, 79.

(3) Cour de Chambéry, 1877. — D. P., 1878, 3, 283.

(4) Forêts. Ct Lebaudy. Bourges, 1906. — D. P., 1906, 2, 6.

sont constatés, soit par les gardes particuliers, soit par les officiers de police judiciaire.

Les peines et amendes à appliquer dans le cas de délit sont celles du code pénal (art. 207-208), sauf lorsque le code forestier spécifie des sanctions spéciales (titre 12), comme dans le cas de falsification de marteaux (art. 200), de pacage (art. 199), de coupe et d'enlèvement d'arbres.

Dans ces deux derniers cas une loi du 18 juillet 1906 a affaibli dans de très fortes proportions les peines édictées par le code forestier. Une telle mesure était bien inutile ; ce n'est pas le cas, lorsque de toute part on se plaint de la diminution de nos forêts, de venir diminuer le régime protecteur de celle-ci.

Dans l'ancien texte le délit de pâturage en forêt était puni d'une amende de 1 à 5 francs, celle-ci n'est plus aujourd'hui que de 0 fr. 20 à 2 francs. Récemment un propriétaire intentait des poursuites au sujet d'un troupeau de cent vingt bêtes à laine pris en délit dans une coupe à blanc étoc repeuplée de trois ans et cela à la fonte des neiges ; l'ancienne législation eut donné lieu à une amende de 480 francs et conformément à l'habitude des tribunaux le montant des dommages-intérêts alloués au propriétaire eut atteint la même somme ; en application du nouvel article 199 le délinquant fut condamné à 48 francs d'amende et le propriétaire dut se contenter de la même somme pour réparer la perte subie (1).

Une réduction de peine analogue a été faite dans le cas de délit de coupe et d'enlèvement d'arbres.

Comme dans l'ancien texte tous les arbres sont divisés

(1) Breton. *Vœu relatif à l'abaissement des pénalités en matière forestière*. S. F. B., juin 1909.

en deux classes, l'amende varie de taux suivant l'essence et la circonférence : dans la seconde catégorie, on fait rentrer tous les résineux. La peine d'emprisonnement n'est maintenue que lorsqu'il s'agit d'arbres ayant moins de 0^m 20 de circonférence. Un individu qui coupe un épicéa de 32 décimètres de circonférence encourt une amende de 64 francs avec les dommages-intérêts ; or, un tel arbre se vend dans les plus mauvais coins des Alpes au moins 90 francs (1).

Une telle législation est une prime offerte aux délinquants, ils ont tout avantage à voler le bois dont ils ont besoin plutôt qu'à se le procurer par des moyens licites.

La conséquence de la loi de 1906 a été l'augmentation des délits forestiers, augmentation lente il est vrai, mais continue. Les gardes sont découragés dans leur rôle répressif, beaucoup ne constatent plus que les délits graves et ferment les yeux sur une foule de petits délits ; ils savent en effet qu'ils n'aboutiront qu'à une amende de 0 fr. 20 à 0 fr. 40 et qu'il est bien inutile de s'attirer des haines tenaces pour un aussi mince résultat.

Le vol de bois est beaucoup moins puni que le vol ordinaire et encore c'est au propriétaire de se défendre (2) ; aussi certains bois de montagne de peu de valeur et difficiles à défendre sont délaissés de leur propriétaire, et abandonnés aux déprédations des communes.

Notre code forestier, on le voit, se contente de prendre des mesures pour la conservation des forêts existantes. Il reconnaît l'utilité des arbres au point de vue de l'intégrité des sources, du maintien des terres en montagne et de

(1) *Commission des pelouses et forêts*. T. C. F. juin 1906.

(2) Broilliard. *De la reprise de nos montagnes*. S. F. B., juin 1907.

l'égalité des climats (art. 220), mais il ne fait rien pour empêcher la dégradation progressive du sol des montagnes : il se borne à maintenir l'exemption d'impôts créés par la loi du 3 frimaire an VII.

« Les semis et plantations de bois sur le sommet et le penchant des montagnes, sur les dunes et dans les landes, seront exemptés de tout impôt pendant trente ans », (art. 226).

Dans son rôle protecteur on peut également reprocher au législateur de 1827 bien des imperfections. Il aurait pu, en proclamant l'inaliénabilité des forêts domaniales, leur épargner les nombreuses mutilations qu'elles éprouvèrent au dix-neuvième siècle. On ne voit pas non plus pourquoi il a écarté du régime forestier toute une catégorie de forêts communales et tous les prés-bois si utiles en montagne.

Quant aux délits combien restent impunis ? La prescription de deux ans est beaucoup trop courte ; on a vu des propriétaires reboiser intentionnellement en mauvais plants, la plantation échoue, mais l'administration forestière ne peut plus rien, il y a prescription.

En outre cette loi est mal appliquée, la surveillance sur les forêts particulières s'exerce où il y a des forêts soumises à proximité, mais lorsqu'il n'y en a pas elles sont ignorées ; les agents forestiers sont en trop petit nombre pour pouvoir efficacement contrôler les actes des propriétaires.

Malgré toutes ces imperfections, nous devons à la législation de 1827 et aussi aux efforts persistants et intelligents de nos forestiers de posséder aujourd'hui des forêts communales et nationales bien aménagées, dont le seul défaut est d'être trop peu nombreuses.

II

Déjà en 1827 on commence à réclamer des mesures pour enrayer la dégradation des montagnes : des savants comme Humbold et Moreau de Jonnes, des ingénieurs comme Fabre et Teulère, proclament le rôle bienfaisant de la forêt en montagne (1).

En 1841, Surell fait paraître son étude sur les torrents des Hautes-Alpes et préconise les mesures qui seront prises plus tard en 1860 et en 1882. La législation du reboisement est née dans les esprits ; un crédit de 800,000 francs est voté en 1847, pour des études sur les travaux hydrauliques et les travaux de reboisement. Mais il faut la terrible leçon de 1856 et 1857 pour décider le gouvernement à agir. Déjà un projet élaboré par la direction générale des eaux et forêts est resté dans les cartons.

Un nouveau projet est plus heureux, il aboutit à la loi du 29 juillet 1860 (2). Cette année marque une date dans notre histoire forestière, désormais l'État ne se contente plus du rôle passif de protecteur, il devient reboiseur.

La loi de 1860 favorise par des subventions, soit en argent, soit en graines ou plants, tous les travaux de reboisement en montagne qu'entreprendront de leur plein gré les particuliers, les communes ou les établissements publics (art. 1 à 3).

(1) Teissier. *L'idée forestière dans l'histoire*. 1^{er} congrès de l'A. C. A. M. (1905).

(2) *Bulletin des lois*, II^e série n° 8021.

Lorsque les travaux de reboisement sont exigés par l'intérêt public, ils sont obligatoires (art. 4). Les périmètres de restauration sont fixés par décret (art. 5 et 6) ; les travaux sont à la charge du propriétaire avec subvention. En cas de non exécution l'État l'exproprie, mais le propriétaire peut être réintégré dans sa propriété après le reboisement, soit en remboursant l'État, soit en lui abandonnant la moitié de sa propriété (art. 7).

Il en est de même lorsque les terrains périmétrés sont communaux, seulement dans ce cas la commune garde le droit de pâturage sur la totalité des terrains reboisés sitôt que les peuplements ont été reconnus défendables (art. 8 et 9).

Une somme de 10 millions à dépenser en dix ans est affectée à ces travaux. Cette somme devait être fournie moitié par des aliénations de forêts, moitié par des coupes extraordinaires.

Cette loi amena de nombreuses protestations de la part des populations montagnardes ; on l'accusa de vouloir détruire l'industrie pastorale et d'acculer le paysan à la ruine et à l'émigration.

C'est dans un but de conciliation qu'on vote alors la loi du 8 juin 1864 (1). Elle accorde aux communes la faculté de remplacer dans certains cas le reboisement par le gazonnement avec indemnité pour privation de pâturage. Un crédit de 5 millions est affecté à l'exécution des travaux.

Ces deux lois ne donnèrent pas les résultats que l'on en attendait ; elles procédaient du même esprit que celles employées pour la mise en valeur des Landes et de la So-

(1) *Bulletin des lois*, 11^e série, n^o 12392.

logne ; elles réduisaient les charges de l'État en faisant appel au concours des intéressés, mais elles tombaient dans un milieu mal préparé, hostile à toute idée de reboisement (1).

La grande cause de leur échec fut l'abstention des capitaux ; les pays de montagne n'eurent pas la bonne fortune d'attirer les particuliers et les sociétés qui avaient si puissamment contribué à la mise en valeur des terrains pauvres des Landes et de la Sologne. Le concours des communes fut nul ; celles dont les terrains étaient compris dans les périmètres étaient en effet fort pauvres.

Cette abstention des capitaux ressort des chiffres donnés sur les travaux accomplis jusqu'au 1^{er} janvier 1877, par la statistique forestière publiée par le ministre de l'Agriculture (1878) (2). Les travaux facultatifs s'étendaient sur 69,926 hectares, dont 40,326 étaient reboisés ou enherbés. Pour les travaux obligatoires, à cette époque, 126,512 hectares étaient englobés dans les périmètres créés ; mais les travaux effectués ne portaient que sur 26,668 hectares, dont 1,179 seulement avaient été reboisés ou gazonnés par les propriétaires eux-mêmes avec subvention.

La loi de 1860 présentait de grosses difficultés d'application. La possibilité laissée aux communes et aux particuliers de rentrer en possession de leurs terrains restaurés sans leur imposer de condition exposait les terrains périmétrés à subir de nouvelles dégradations. La liberté de parcours laissée aux municipalités ouvrait la porte à une multitude de conflits.

(1) Descombes. La défense des montagnes. *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1907.

(2) *Statistique publiée par le Ministère de l'Agriculture* (Paris, 1878).

Aussi dès 1873 cherche-t-on une nouvelle solution au problème du reboisement, et le 4 avril 1882 une loi est votée. C'est la loi actuelle sur la conservation et la restauration des terrains en montagne (1).

Elle distingue des travaux de restauration et des mesures de conservation (art. 1^{er}).

Il faut une loi pour ordonner les travaux de restauration reconnus d'utilité publique, et rendus nécessaires « par la dégradation du sol et des dangers nés et actuels » art. 2).

Les travaux sont à la charge de l'État qui acquiert, soit amiablement, soit par expropriation, les terrains nécessaires. Toutefois les particuliers et les communes ont la faculté de les exécuter sous la surveillance et le contrôle de l'administration (art. 4).

En dehors des périmètres l'État continue à accorder des subventions à tous ceux qui entreprendront des travaux de consolidation et de restauration (art. 5).

En même temps la loi édicte des mesures destinées à la conservation des terrains en montagne.

A la requête de l'administration forestière un décret peut déclarer la mise en défens des terrains et pâturages dont la dégradation n'est pas assez avancée pour nécessiter des travaux de restauration (art. 7) ; cette mise en défens donne lieu à une indemnité pour privation de jouissance (art. 8-9) et laisse à l'administration forestière le pouvoir d'accomplir les travaux de consolidation qu'elle jugera utiles (art. 10).

Enfin dans toutes les communes qui ont des terrains

(1) Dalloz. Petite collection Dalloz. *Code forestier* (Paris, 1909), p. 121.

mis en défens ou compris dans les périmètres les municipalités devront réglementer le pâturage (art. 12).

Ces règlements entreront en vigueur après avis du préfet, s'il n'y a aucune contestation (art. 14). Si les communes se dérobent, le projet de réglementation sera élaboré par une commission spéciale (art. 13).

On estimait à 200 millions les sommes qui devraient être dépensées pour faire face aux travaux nécessités par la nouvelle loi.

Quels résultats a donné la loi de 1882 ? Au 1^{er} janvier 1907, l'état des travaux accomplis depuis 1860 était le suivant : on a créé successivement cent vingt-quatre périmètres d'une superficie de 345,140 hectares, à savoir : pour les Alpes, soixante-six périmètres d'une contenance de 211,948 hectares ; pour le Massif Central et les Cévennes quarante périmètres de 95,342 hectares ; et pour les Pyrénées dix-huit périmètres de 37,850 hectares seulement (1).

En y ajoutant les quinze projets de 1907 englobant 31,526 hectares (2), on arrive à un total de 376,666 hectares de terrains périmétrés. Sur ce nombre 208,093 hectares étaient du 1^{er} janvier 1908 acquis par l'État et 140,717 hectares effectivement reboisés. On peut ajouter à ces chiffres environ 25,000 hectares boisés acquis par l'État en dehors des périmètres.

Quant au concours des particuliers, que la loi avait escompté, il a été nul ou à peu près. Au 1^{er} janvier 1909 on estimait que, tant pour les communes que pour les par-

(1) Dupuy. Rapport sur le budget pour 1908. *Agriculture*. Sénat, p. 72.

(2) Noulens. Rapport sur le budget pour 1909. *Agriculture*. Chambre. *Journal officiel* Doc. S. O., p. 1426.

ticuliers, les reboisements facultatifs s'étendaient à 106,380 hectares (1).

L'État depuis 1882 a dépensé tant en subventions qu'en travaux 90 millions (2). Chaque année pour faire face aux dépenses, le budget de l'Agriculture, sous le titre de conservation et restauration des terrains en montagne, prévoit un crédit. La somme allouée fut jusqu'en 1905 de 3,500,000 francs ; puis par mesure d'économie on l'abaisse à 3,275,000 francs ; l'année suivante on portait le crédit à 3,376,000 francs, puis à 3,500,000 francs pour le budget de 1909 : ce chiffre a été maintenu pour l'année 1910.

Tout le monde est unanime à reconnaître l'insuffisance et l'imperfection de la loi de 1882 : elle ne déclare d'utilité publique que les travaux rendus nécessaires « par la dégradation du sol et des dangers nés et actuels ». Ce qu'il faut entendre par là, M. le sénateur Michel le dit dans son rapport (3) : « Les travaux de restauration seront entrepris partout où le sol profondément attaqué, déchiré, dégradé, sera menacé d'une ruine immédiate ou d'un éboulement certain ; ils seront restreints aux parties les plus abruptes où le bois seul peut venir et que le bois seul peut défendre. L'expropriation ne dépassera pas les limites du torrent... Elle s'étendra à tout ce qui dans le torrent constitue la plaie et les lèvres des parties atteintes ».

En conséquence, on a vu nos agents forestiers se transformer en ingénieurs pour réduire les torrents indiscipli-

(1) Audiffred. *Rapport sur une proposition de loi tendant à favoriser le reboisement*. Sénat, 1909, n° 185, p. 30.

(2) Bauby. *Le reboisement et les questions économiques*. II^e congrès de l'A. C. A. M. 1906.

(3) Michel. Rapport. *Journal officiel* du 16 juin 1879, p. 246.

nés ; il les ont entourés de murs et, sur leur parcours très pentueux, ils ont établi des barrages en pierres destinés à ralentir leur course. Ces travaux ont coûté fort cher et n'ont pas donné les résultats que l'on en attendait. Les agents des forêts sortis de leur rôle ont complètement échoué ; mais on ne peut leur en faire un grief, ils ont été victimes d'une regrettable erreur, mise en vogue par Demontzey il y a vingt-cinq ans, et dont la loi de 1882 fut l'expression (1).

Il est indispensable de faire au torrent sa part et de se borner à limiter ses ravages. Vouloir l'anéantir, c'est entreprendre une lutte impossible. L'expérience a démontré que, pour les grands travaux de correction, la méthode qui consiste à panser les torrents « avec des moëllons » (2), non seulement ne conjure pas le péril, mais encore augmente le danger, les barrages étant toujours susceptibles d'être emportés.

Les reboisements tiennent peu de place dans la correction des torrents, telle que l'entend la loi de 1882. Ils présentent pourtant le double avantage d'être bien meilleur marché et d'être beaucoup plus efficaces. Or les surfaces que l'on abandonne au reboisement sont absolument insuffisantes. Dans les périmètres des environs de Grenoble, Romanche, Basse-Isère et Drac, qui s'étendent sur 11,716 hectares, l'État a dépensé, sans parler de l'achat des terrains qui a absorbé plus d'un million, trois millions en travaux de consolidation et de correction, et seulement un million et demi pour le reboisement. Dans certains péri-

(1) Audiffred. *Rapport sur une proposition de loi tendant à favoriser le reboisement*. Sénat, n° 183.

(2) Briot. *Les Alpes françaises*.

mètres, comme ceux de la Basse-Isère, les travaux de reboisement n'entrent que pour 5 pour 100 dans la dépense totale (1).

On considère le reboisement comme le complément des travaux de correction, alors qu'au contraire la force de résistance à donner aux travaux de correction doit dépendre de l'effet produit par le reboisement dans le bassin d'alimentation. On estime qu'en montagne, pour qu'un massif forestier puisse régulariser le régime des eaux, il doit recouvrir le tiers au moins de la surface du bassin. A ce point de vue, notre législation est tout à fait insuffisante.

La loi de 1882 paralyse l'action des agents forestiers. A côté des étendues où la dévastation s'étale dans toute son horreur et où s'exécutent les travaux, il y en a d'autres bien plus considérables, sur lesquels se poursuit l'œuvre de destruction, conséquence de la jouissance abusive des populations pastorales ; c'est sur ces terrains qui commencent à s'effriter, qui se déboisent sans cesse, que des mesures de préservation seraient utiles. Mais là les forestiers doivent attendre pour intervenir que le montagnard ait achevé complètement son œuvre de destruction.

En dehors des périmètres, la loi accorde bien des subventions à tous les propriétaires qui veulent mettre en valeur leurs terrains forestiers frappés d'improduction. Les sommes affectées à ces subventions restent, pour la plupart, inemployées.

Chaque année, le budget porte un crédit de 100,000 francs pour le reboisement des terrains communaux improduc-

(1) Servais. *Notice forestière de l'arrondissement de Grenoble*. S. F. B., novembre 1907.

tifs ; sur cette somme, 7,554 francs ont été distribués en 1906 et 28,109 francs en 1907 (1).

Les mesures prises par la loi de 1882 pour la conservation des montagnes n'ont pas été appliquées. Les décrets de mise en défens sont restés lettre morte. La réglementation du pacage n'a pas été mieux observée ; on s'est heurté à la mauvaise volonté des populations. Les commissions spéciales qui doivent remplacer les municipalités en cas d'inaction de leur part n'ont jamais fonctionné.

Notre loi de restauration est loin de s'étendre à tous les terrains où des mesures protectrices sont utiles. La superficie des terrains à restaurer en France a été successivement estimée à un million d'hectares en 1861 (de Forcade), à 100,000 hectares en 1882 (l'idée pastorale), à 315,062 hectares en 1900 (2), et enfin définitivement à 345,140 hectares en 1905 (3).

De semblables estimations ne peuvent être que fort problématiques ; elles ne tiennent aucun compte de la torrentialité croissante, du ravinement, de toutes les terres ruisselantes, où hier encore le danger n'était pas né et actuel, mais où il se révèle tout à coup, parfois par une catastrophe, comme à Bozel et aux Fourneaux.

Ce qui est certain, c'est que nous avons en France (statistique de 1892) dans la zone montagneuse à influences torrentielles (trente et un départements) 2,236,098 hectares de landes, vagues, pâtis et terres à bruyère, non

(1) Noulens. Rapport sur le budget de l'agriculture pour 1909. *Journal officiel*, Chambre, 1908. S. O., p. 1487.

(2) *Restauration et conservation des terrains en montagne*. Compte rendu publié par le Ministère de l'Agriculture (Paris, 1900).

(3) Ruau. Rapport sur le budget de l'agriculture pour 1905. *Journal officiel*. Chambre, 1904. S. O., p. 506.

compris les rochers et terres incultes (1,972,994 pour la France entière). La surface reboisée, tant par l'État que par les particuliers et les communes a été en quarante neuf ans de 247,097 hectares. La seule comparaison de ces deux chiffres suffit à prouver l'insuffisance de la législation de 1882.

Il est certain que les progrès de la déforestation sont plus rapides (1). « En regard de l'action sylvo-pastorale, dit M. David, il faut compter avec les forces contraires de la nature et surtout avec les progrès inverses des déboisements, qui, si l'on n'y met ordre, causeront dans le même temps plus de ruines que les travaux de reboisement ne permettront d'en prévenir. »

Si l'on considère les travaux de restauration accomplis dans nos diverses chaînes de montagnes ; on voit que c'est dans les Pyrénées que les travaux de restauration sont le moins étendus. Pourquoi ?

C'est que c'est dans cette région que l'on a rencontré le plus d'opposition. En 1888, le jury d'expropriation des Pyrénées Orientales fixait à 4,000 francs l'hectare la valeur des vacants que l'État se proposait de périmétrer et qui valaient tout au plus de 40 à 80 francs, à grand peine l'État parvint à faire casser la décision et à ne payer le terrain que 260 francs, mais depuis cette époque on a tenu les Pyrénées en dehors de l'œuvre de restauration et les travaux entrepris ne servent qu'à protéger des stations thermales (2).

Dans les Alpes on a moins rencontré de résistance ; des populations miséreuses offrent en abondance leurs terres

(1) Fabre. *L'exode montagnoux en France* (Paris, 1909).

(2) Fabre. *L'exode montagnoux en France*.

pauvres et abandonnent volontiers leur sol pour aller coloniser ailleurs ; on a vu des villages entiers offrir à l'État leurs terres et s'expatrier, c'est le cas de Chaudun, de Chatillon-le-Désert et de plusieurs autres.

L'insuffisance de crédits est aussi pour quelque chose dans l'insuccès de l'œuvre entreprise depuis un demi siècle. Ce n'est pas 3 millions et demi qu'il faudrait inscrire annuellement au budget pour pouvoir faire œuvre utile, mais bien une dizaine.

A chaque discussion du budget tout le monde est d'accord pour déplorer l'insuffisance de ce que l'on a fait pour reconstituer notre domaine forestier, mais lorsqu'il s'agit de trouver des fonds ce beau zèle s'évanouit. Et pourtant on trouve bien chaque année des millions pour réparer les dégâts causés par les eaux que la forêt saccagée ne retient plus.

Mais le grand défaut de la loi de 1882 c'est de subordonner le reboisement à une question d'argent, d'obliger l'État à acquérir coûte que coûte les terrains sur lesquels des travaux sont reconnus d'utilité publique. Cette expropriation forcée a de graves inconvénients : elle oblige l'État à acheter fort cher des terrains qui absolument dégradés n'ont plus aucune valeur. Le prix moyen payé est de 158 francs l'hectare et le quart des 90 millions dépensés depuis 1882 a été consacré à ces acquisitions (1).

C'est cher pour des terres dévastées ; c'est une indemnité que l'on paye aux montagnards pour les ruines qu'ils ont accumulées par leur imprévoyance. Lorsque le sol dénudé par l'abus du pâturage glisse et se dégrade, lors-

(1) Pierre Buffault. *Insuffisance de notre législation en matière de conservation et de restauration des montagnes* (Paris, 1902).

qu'il devient impuissant à nourrir les habitants et les troupeaux, l'État survient qui nationalise ces épaves, il alloue au montagnard une forte indemnité en échange de son sol qu'un usage abusif a ruiné et rendu dangereux. C'est ce qui a fait dire à M. Fabre que la loi de 1882 est « anti-sociale » (1).

Et encore si l'État devenait propriétaire absolu de ces terres à l'achat desquelles il dépense des millions. On voit communes et particuliers, largement payés, crier à la spoliation, réclamer sans cesse le droit de remettre le bétail sur un sol qui n'est plus à eux. A chaque instant dans les périmètres l'État se voit obligé de concéder à qui un chemin, à qui un canal, à qui un passage pour les bestiaux, et le moment viendra ou devant les protestations incessantes des riverains, il devra ouvrir quelques parties à leur bétail affamé. Entouré de voisins aussi exigeants, il ne peut se défendre contre tous. A quoi sert alors à l'État d'acheter tous ces terrains ?

Pris entre l'obligation d'acquérir avant tout travail et d'autre part l'hostilité des populations montagnardes, qui persistent à voir dans le reboisement la cause de leur ruine, il se trouve paralysé et condamné à l'impuissance ou à des demi mesures inefficaces (2).

L'administration forestière a essayé de tourner les difficultés que présente la nationalisation obligatoire. Depuis 1882 elle achète les terrains qui lui sont offerts à des prix raisonnables en dehors des périmètres (3). Les acquisitions

(1) Fabre. *L'achèvement de la restauration des montagnes*. I^{er} congrès de l'A. C. A. M. (1905) p. 53.

(2) Pierre Buffault. *L'obstacle au reboisement*. II^e congrès de l'A. C. A. M. (1906) p. 189.

(3) Bauby. *Le reboisement et les conditions économiques*. II^e congrès de l'A. C. A. M. (1906), p. 253.

faites ainsi à l'amiable s'élevaient en 1900 à 20,229 hectares. C'est dans les Alpes que l'on a obtenu les meilleurs résultats, l'administration y a acquis 16,774 hectares, alors qu'elle n'a pu acheter que 247 hectares dans les Pyrénées ; chaque année une somme de 200,000 francs est inscrite au budget pour ces achats à l'amiable.

Ce procédé ne donne pas lieu aux critiques de l'expropriation, mais la nature même de la propriété en montagne s'oppose à son développement. Les particuliers, propriétaires de montagnes pastorales, peuvent bien les vendre sans difficulté à l'État. Mais nous l'avons vu la grosse majorité des pâturages et landes est la propriété des communes qui les gardent jalousement pour nourrir d'immenses troupeaux indigènes ou transhumants.

Toutefois malgré son insuffisance et ses imperfections la loi de 1882 a produit, grâce aux millions dépensés et à la science profonde des forestiers, des effets appréciables au point de vue de la restauration de certaines parties de nos montagnes auparavant ruinées et dangereuses. Des travaux remarquables ont été exécutés, auxquels nous sommes redevables de la disparition d'un bon nombre de torrents.

En somme de tout ceci on peut tirer les conclusions suivantes : la restauration des terrains dont l'état de dégradation avancé présente un danger immédiat se poursuit dans son ensemble sur les périmètres. Quant à l'œuvre proprement dite du reboisement, dont le rôle est de régulariser le débit des fleuves et rivières et qui par conséquent doit s'étendre sur de vastes surfaces, on peut dire qu'elle reste entièrement à faire.

En résumé notre législation forestière renferme de nombreuses imperfections et de nombreuses lacunes, il est

urgent de la compléter et de la perfectionner si nous voulons conserver les beaux massifs qui couvrent notre sol et sauver nos grandes chaînes de la ruine et de la dénuation.

III

Il nous faut dire quelques mots de la législation forestière algérienne (1). Notre grande colonie méditerranéenne a été dotée en 1903 d'une loi forestière spéciale. Celle-ci, calquée sur le code de 1827 et la loi de 1882, présente certaines innovations fort heureuses et consacre un système protecteur plus étendu et par tant plus efficace que celui qui nous régit.

Le régime forestier est le même qu'en France. Y sont soumis, outre les forêts de l'État, des établissements publics et des communes, les terrains, soit couverts de broussailles, soit nus, dont le reboisement aura été reconnu nécessaire et déclaré d'utilité publique (art. 1^{er}).

La grande majorité des forêts est soumises. Sur 2,816,000 hectares que possède l'Algérie, 2,145,776 hectares appartiennent à l'État, 67,000 hectares aux communes et 600,000 hectares seulement à des particuliers.

Le principe d'expropriation forcée tient un large place dans la législation algérienne. Art. 76 : pourra être déclarée d'utilité publique l'expropriation des terrains dont le reboisement ou la restauration seront reconnus nécessaires :

(1) Dalloz. *Code forestier*, p. 91. — Guyot. *Commentaire de la loi forestière algérienne* (Paris, 1904).

1° Pour le maintien des terres sur les montagnes ou pentes ;

2° Pour la défense du sol contre les érosions des rivières ou torrents ;

3° Pour assurer l'existence des sources ou cours d'eau ;

4° Pour la fixation des dunes maritimes ou sahariennes et pour la protection contre les érosions de la mer et l'envahissement des sables ;

5° Pour la défense du territoire dans la partie de la zone frontière qui sera déterminée par un règlement d'administration publique ;

6° Pour la salubrité publique.

Il y a également lieu à expropriation dans le cas d'enclave dans les forêts domaniales (art. 77) et lorsqu'il s'agit d'ouvrir pour celles-ci un chemin d'exploitation (art. 78).

Mais l'expropriation n'a lieu que lorsqu'on se trouve en présence de terrains appartenant à des particuliers ; si ce sont des terrains communaux qui rentrent dans les cas prévus par l'article 76, ils sont soumis au régime forestier (art. 80), peu importe qu'ils soient ou non boisés.

Le défrichement est soumis aux mêmes formalités de déclaration préalable, seulement la loi algérienne réprime également le défrichement indirect : « les exploitations abusives, l'exercice du parcours après exploitation, recépage ou incendie qui auraient pour conséquence la destruction de tout ou partie de la forêt dans laquelle ils sont pratiqués seront assimilés à des défrichements et par conséquent donneront lieu contre ceux qui les auront ordonnés aux peines prévues » (art. 104).

En dehors de ces innovations la loi forestière algérienne du 21 février 1903 reproduit toutes les prescriptions de notre code forestier de 1827.

CHAPITRE VI

LES REMÈDES AU DÉBOISEMENT

I

Insuffisance de la législation française.

La législation forestière à l'étranger : Japon, Allemagne, Autriche, Hongrie, Suisse, Italie. — Inaction du gouvernement français ; ses causes. — Les forêts et la politique électorale.

II

État économique à réaliser en montagne pour arriver au reboisement.

La situation économique des montagnes. — Ce qu'elle doit être. — Mesures nécessaires pour améliorer les pâturages. — Substitution de la vache au mouton. — Expulsion des transhumants. — Culture pastorale. — Réglementation pastorale. — Utilité du regazonnement. — Son insuffisance pour empêcher l'érosion. — Le reboisement. — Les forêts de montagne peuvent-elles être rémunératrices. — Exemples. — Solidarité de la forêt et du pâturage, leur place. — Importance des prés-bois. — Comment rendre les forêts productrices, aménagements, création de routes. — Importance de l'utilisation électrique des chutes d'eau. — Leur influence sur le reboisement.

III

Comment réaliser cet état économique.

Persuasion et exemple. — Échec de l'État. — L'initiative privée. — L'Association centrale pour l'aménagement des montagnes : sa méthode, les résultats qu'elle obtient. — L'Association Dauphinoise pour l'aménagement des montagnes. — Coopération de l'État. — L'État doit seconder les initiatives : avantages qu'il en retirera. —

Rôle capital de la réglementation pastorale. — Points sur lesquels elle doit porter. — Comment convertir les populations. — Leçons de choses. — Création de syndicats pastoraux.

IV

Le problème forestier.

Points sur lesquels doit porter la réforme. — Mouvement général en faveur de la forêt.

V

Rôle de l'État.

Nécessité de l'intervention de l'État. — La loi de 1882 et la nationalisation des terres pauvres en montagne. — Défauts de cette méthode. — Elle ne doit pas être étendue. — Projet David. — Nécessité de créer des forêts de protection. — Projets et propositions de lois. — Projet de la Commission de l'agriculture. — Trop compliqué, défauts et difficultés d'application. — Proposition du Touring-Club de France. — Proposition de la Société Forestière de Franche-Comté. — Proposition de M. Guyot. — Quelles sont les meilleures mesures à adopter. — Acquisitions de forêts par l'État. — Procédés. — Exemple des nations étrangères. — Nécessité de réformer l'impôt forestier. — Défauts de la méthode actuelle. — La forêt et l'impôt sur le revenu. — La nouvelle évaluation de la propriété non bâtie. — Principes qui doivent régir toutes réformes de l'impôt forestier. — Nécessité de réformer les mesures pénales concernant les délits forestiers. — L'État doit créer des pépinières et des stations d'expériences : leur importance, leur rôle. — Il faut encourager la production du gros bois. — Les routes forestières : leur nécessité. — Comment favoriser la création de chemins d'exploitation. — Les servitudes occultes. — Proposition de M. Saignat. — L'enseignement sylvo-pastoral.

VI

Rôle des particuliers.

La propriété particulière et les forêts. — Mauvaise gestion des forêts particulières. — Remèdes. — Syndicats. — Soumission facultative au régime forestier.

VII

Rôle des collectivités.

Les avantages que retireraient les collectivités de la possession des

forêts. — Les forêts, bon placement. — Communes. — Comment mettre en valeur les communaux incultes. — Aliénation partielle. — Bail. — Emprunts. — Mesure prise par le préfet de la Creuse et les départements du Massif Central. — Rôle des départements. — Sociétés forestières. — Compagnies d'assurance. — Sociétés de secours mutuels. — Associations déclarées et d'utilité publique. — Caisses d'épargne et Caisse nationale des retraites. — Caisse des retraites ouvrières. — Nécessité d'orienter les capitaux collectifs vers la forêt. — Avantages que l'on peut en retirer.

I

Nous venons de voir quelles lois régissent en France la propriété forestière. Elles sont impuissantes à arrêter le déboisement de plus en plus rapide.

Pourtant il est de toute évidence que l'État ne peut se désintéresser de la question. Les forêts par leur influence sur le régime des eaux, sur le climat, par leur rôle en montagne où elles maintiennent les terres sur les pentes, sont un des dons des plus précieux de la nature, et l'État comme représentant de la perpétuité sociale se doit de défendre contre l'imprévoyance des générations présentes une richesse dont la disparition ne tendrait à rien moins qu'à rendre notre sol inhabitable.

L'intervention du pouvoir central en matière forestière se justifie donc d'elle-même, et tous les auteurs, même les moins suspects d'interventionisme comme M. Leroy-Beaulieu, sont d'accord pour reconnaître sa nécessité.

De nos jours tous les peuples civilisés ont compris combien est utile à la prospérité de l'État la bonne gestion des massifs forestiers. Partout on fait des efforts pour enrayer le déboisement, tous les États modernes ont une législa-

tion forestière plus ou moins parfaite. Nous ne voulons pas passer en revue toutes ces législations nous nous bornerons à celles qui nous semblent les plus parfaites et de nature à inspirer notre législation future. Nous étudierons les lois forestières du Japon, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Hongrie, et de la Suisse, ainsi que les mesures prises par l'Italie dans certaines régions particulièrement déboisées.

JAPON (1).

Le Japon compte une superficie forestière de 16,356,643 chos (16,193,000 hectares) pour un territoire de 38,181,200 hectares, soit un taux de boisement de 42 pour 100 ; alors que les terres cultivées ne couvrent que 15 pour 100 de la superficie.

Les forêts sont dans la proportion de 33 pour 100 propriété de l'État et de la couronne, et de 45 pour 100 propriété des particuliers.

Malgré l'étendue des forêts, le gouvernement japonais a cru bon de les protéger par une législation rigoureuse (lois forestières de 1897 et de 1899).

Les forêts se divisent en forêts protégées par l'État et en forêts non protégées.

On peut classer dans la première catégorie tout massif boisé dont la conservation paraît nécessaire, soit pour empêcher la dénudation du sol ou le ravage des eaux, soit pour maintenir l'alimentation des sources, soit à cause de leur importance comme point de repère marin, soit pour

(1) Gonnard. La production agricole au Japon. *Revue économique internationale*, 1907, 2, p. 136.

améliorer l'hygiène publique ou conserver le pittoresque d'une contrée.

Dans les forêts protégées, non seulement tout défrichement est interdit, mais l'administration forestière peut prescrire le mode d'exploitation qu'elle juge le plus convenable. Elle peut même, si le besoin s'en fait sentir, interdire toute coupe d'arbres. Comme compensation, ces forêts sont exemptes de toute contribution foncière.

Une loi de 1899 complète cette législation : elle proclame l'inaliénabilité des forêts domaniales et favorise par diverses mesures les reboisements.

ALLEMAGNE (1).

La superficie totale des forêts allemandes est (statistique de 1900) de 13,995,900 hectares. Sur ce : 32,7 pour 100 sont à l'État, 19 pour 100 aux communes et 48,3 pour 100 aux particuliers.

Chacun des États allemands a une législation qui lui est propre.

Celle de la Prusse est une des plus intéressantes au point de vue de l'effort fait pour améliorer la situation de la propriété forestière privée.

La loi du 6 juillet 1875 crée des forêts de protection. Sont considérées comme telles, celles dont la conservation est nécessaire à l'intérêt public. Pour cela, deux conditions sont nécessaires : il faut d'abord que le dommage auquel

(1) *Annuaire de législation étrangère.* — Madelin. *Les restrictions légales au droit de propriété forestière privée en France, en Allemagne, en Autriche-Hongrie et en Suisse* (Paris, Rousseau, 1905).

il y a lieu de parer soit supérieur au préjudice que causeront les restrictions à la propriété. Il est essentiel aussi qu'il y ait, soit danger d'ensablement, de dégradation du sol ou de formation de torrents, soit danger menaçant par suite du défrichement des forêts situées sur les rives des cours d'eau ou des canaux, les terrains riverains d'érosion, ou les constructions ou travaux publics de débâcles de glaces ; il y a également lieu de déclarer la forêt protectrice, lorsque sa disparition pourrait amener une diminution dans l'étiage des rivières ou occasionner du fait du vent des dégâts dans les cultures et villages voisins ; ou bien lorsque, située sur les sommets et flancs des montagnes, elle protège contre les éboulements ou les avalanches les propriétés inférieures, les routes et les habitations.

Les propriétaires de forêts de protection sont tenus à une servitude de non défrichement ou de reboisement, et même dans certains cas à des travaux de consolidation et de restauration. Ils sont tenus à participer aux travaux jusqu'à concurrence de la plus-value que la propriété retirera du fait de ces travaux. Ils ont également droit à une indemnité au cas où ils auraient à souffrir pécuniairement de la situation qui leur est faite.

Les propriétaires de terrains menacés doivent contribuer aux travaux dans la proportion des dommages à prévenir.

Tout ceci est du ressort d'un tribunal spécial : le tribunal de la protection des forêts.

La loi prussienne de 1875, pour remédier aux morcellements de la propriété forestière, crée des associations forestières entre propriétaires de forêts voisines ou enclavées sous la haute surveillance du tribunal de protection.

Celles-ci ont pour but soit une exploitation en commun, soit de créer une entente afin d'obtenir une protection commune ou de prendre des mesures favorables à une bonne exploitation. L'association est même obligatoire entre propriétaires indivis depuis la loi du 14 mars 1881.

Cette législation, parfaite en théorie, n'a pas donné en pratique les bons résultats que l'on en attendait ; elle a trop compté sur l'initiative privée ; de plus, elle ne protège pas assez la forêt contre ses ennemis, elle ne prohibe ni les exploitations abusives, ni la coupe rase, ni même le défrichement.

La législation bavaroise est plus sévère (Bavière, 2,504,732 hectares ; 33 pour 100) ; elle classe aussi les forêts en protectrices et non protectrices (loi du 28 mars 1852 complétée et modifiée par les lois des 18 août 1879 et 17 juin 1896). Les premières, déterminées par l'administration forestière, sont celles utiles à la conservation en bon état des montagnes, à la régularité des cours d'eau, et pour empêcher les effets nuisibles des vents.

Dans ces forêts, le défrichement est interdit, ainsi que les coupes rases et toutes mesures pouvant amener la destruction de la surface boisée. C'est une des lois les mieux conçues et les plus claires de celles relatives à la protection des forêts contre la dégradation.

Le Wurtemberg (599,976 hectares de forêts ; 31 pour 100) assure la conservation de ses massifs d'une manière toute différente.

Les lois des 2 et 8 septembre 1879 ont établi un fond forestier, c'est-à-dire une certaine superficie entièrement réservée à la sylviculture et sur laquelle s'exerce la souveraineté forestière de l'État. Ce fond déterminé par l'administration est soumis au contrôle de l'État et à un régime

spécial : toute mesure capable d'amener la destruction de la surface boisée y est formellement interdite, et le propriétaire qui compromet cet état boisé peut se voir enlever pour un certain temps la libre administration de son bien.

Les lois forestières des autres États allemands ne présentent pas de grandes particularités. En Saxe c'est le régime de la liberté absolue. Dans le Grand Duché de Bade l'exploitation des forêts particulières est soumise à des règles spéciales. En Alsace-Lorraine les bois sont encore régis par notre code.

AUTRICHE-HONGRIE.

L'empire Austro-Hongrois est le plus riche pays forestier de l'Europe centrale ; ses exportations en bois sont supérieures à ses importations, quoiqu'elles aillent sans cesse en diminuant par suite de sa population croissante et de l'emploi de plus en plus grand de la matière ligneuse.

Les deux grands États qui forment l'empire ont chacun une législation particulière.

L'Autriche (1) possède 9,782,400 hectares de forêts (32 pour 100). Celles-ci sont régies par le code forestier du 3 décembre 1852 : tout défrichement, ainsi que toute exploitation abusive, est interdit à peine d'une amende et d'un reboisement aux frais du délinquant. En outre l'exploitation est réglementée, lorsque la forêt par sa situa-

(1) Madelin. Les restrictions légales de la propriété forestière. — *Annuaire de législation étrangère*.

tion est une défense contre les vents, l'effritement du sol, les éboulements et les érosions.

Dans certains cas l'administration des forêts échappe complètement aux propriétaires (art. 49), c'est la mise au ban. Lorsqu'un bois protège les agglomérations ou les fonds inférieurs contre les avalanches, les chutes de pierres ou de rochers, les éboulis de montagne, les glissements de terrain, il est mis au ban et assujetti à un régime spécial qui consiste essentiellement dans l'application du traitement forestier le mieux en rapport avec sa situation. La mise au ban est décidée par une commission spéciale à la demande des intéressés.

Cette législation a été complétée par des lois spéciales aux régions montagneuses : Tyrol, Carinthie (loi du 1^{er} mars 1883) et Styrie ; dans ces contrées toute coupe à blanc étoc est soumise à une déclaration préalable susceptible d'opposition. On prohibe même la coupe des bois rabougris qui poussent aux hautes limites de la végétation.

Enfin une loi du 30 juin 1884 analogue à notre loi de 1882 vise la correction des torrents et établit des périmètres de restauration.

Le royaume de Hongrie (1) possède également un beau domaine forestier de 9,050,000 hectares de forêts (28 pour 100), situées surtout en Croatie-Slavonie et dans les provinces frontières qui sont en même temps les régions montagneuses.

La législation forestière postérieure à celle de l'Autriche fut la conséquence des dévastations sans nombre, commises à la suite de la révolution de 1848.

(1) Gonnard. La défense du sol en Hongrie. *Revue économique internationale*, 1908, 41, p. 67.

La loi XXXVI de 1879 forme un véritable code forestier ; elle se propose de conserver les forêts là où le terrain est impropre à toute autre culture et là où elles sont nécessaires comme moyen de défense. Dans ce double but tout défrichement est interdit d'une part « dans les forêts dont la suppression favoriserait l'extension des sables mouvants et dont le sol ne se prêterait pas d'une façon permanente à une autre branche de culture » (art. 4). Il en est de même lorsque les arbres sont nécessaires pour la conservation des terrains en montagne ou « si la destruction des forêts compromet la fertilité des superficies ou la sécurité des voies de communication situées plus bas, ou enfin si cette destruction ouvre un passage aux vents dangereux » (art. 2).

En même temps la loi prescrit des reboisements (art. 165 et suiv.) là où ils seront reconnus utiles. Ceux-ci sont faits soit par le propriétaire, soit par l'administration forestière, soit par des associations entre possesseurs des terrains menacés ; ces associations jouissent du droit d'expropriation (loi LV de 1868).

L'État favorise les reboisements par des dégrèvements, par des distributions de plants, par des subventions ou bien encore par des prêts d'argent.

En outre les personnes morales doivent gérer leurs bois d'après les plans d'aménagement approuvés par les autorités compétentes (art. 17 à 24).

La loi de 1879 a été complétée par la loi XXI de 1898. Celle-ci soumet au régime forestier de l'État les forêts des communes, de toutes les personnes morales, publiques et privées ; celles devenues à la suite de l'abolition du servage propriété des anciens serfs et exploitées en commun, lorsqu'elles sont forêts de protection conformément

à la loi de 1897 ; elle y soumet également les terrains à boiser, appartenant à ces mêmes personnes.

On jugera de l'importance des forêts, ainsi soumises, lorsque l'on saura que dans tout le royaume magyar 2,665,000 hectares seulement constituent des propriétés privées individuelles.

Les propriétaires particuliers ont la faculté de soumettre au régime forestier les forêts de défense et les terrains à boiser qui leur appartiennent.

On le voit l'Autriche et la Hongrie ont fait de notables efforts pour conserver et régénérer leurs forêts. Leur exemple devrait servir de ligne de conduite à bon nombre d'États Européens beaucoup trop négligents.

SUISSE (1).

Dans un pays essentiellement montagneux, comme la Suisse, l'aménagement forestier de la montagne présente un intérêt capital qui n'a pas échappé à la vigilance de l'État, comme en témoigne la loi fédérale de 1902.

La Confédération helvétique possède 847,284 hectares de forêts (statistique de 1900) 20,5 pour 100. Le Jura, les Alpes du versant nord, et le canton des Grisons sont les régions les mieux boisées. Les forêts (66,9 pour 100) sont pour la plupart la propriété des communes ou des corporations, l'État n'en possède que 4,4 pour 100 et les particuliers 28,7 pour 100.

(1) Clerget. La Suisse au vingtième siècle.— *Annuaire de législation étrangère*.— David. Rapport sur divers projets de loi tendant à mettre fin au déboisement de la France. Chambre, *Documents parlementaires*, 1908, n° 1993, p. 37.

Depuis longtemps la Suisse s'est préoccupée de la conservation de ses massifs forestiers : loi du 24 mars 1876. Une loi fédérale du 11 octobre 1902 a définitivement établi les règles propres à la défense de ses montagnes.

Toutes les forêts publiques et privées, y compris les pâturages boisés, sont placées sous la haute surveillance du pouvoir fédéral (art. 1 et 2).

Elles sont classées en forêts protectrices et non protectrices : sont réputées protectrices, « celles qui se trouvent dans le bassin de réception des torrents et celles qui par leur situation assurent protection contre les influences climatologiques nuisibles, les avalanches, les affouillements, ou contre les écarts considérables dans le régime des eaux » (art. 3).

Les forêts publiques protectrices ou non protectrices sont aménagées et administrées selon les instructions cantonales, de manière à ce que leur conservation soit assurée et qu'elles remplissent leur rôle protecteur (art. 13 à 25). En principe toute coupe rase est interdite dans les forêts protectrices (art. 18). La Confédération peut subventionner la création de chemins d'exploitation et le propriétaire de la forêt peut poursuivre par voie d'expropriation, le raccordement de ses chemins avec les voies publiques (art. 25).

Pour les forêts particulières l'État encourage la réunion parcellaire en vue de leur exploitation et de leur aménagement suivant un plan commun (art. 26) ; celle-ci est même obligatoire lorsque les forêts se trouvent dans des situations « exceptionnellement exposées ».

Les forêts protectrices sont soumises à peu près à toutes les dispositions relatives aux forêts publiques : interdiction de faire des coupes rases, de créer des servi-

tudes ; rachat de servitudes anciennes ; création de chemins ; maintien de la superficie forestière des pâturages boisés. Seule cette dernière mesure s'applique également aux forêts non protectrices (art. 27 à 30).

La loi de 1902 proclame que « l'aire forestière de la Suisse ne doit pas être diminuée » (art. 31). Le canton veille en outre à ce que tout vide occasionné fortuitement dans un massif soit repeuplé dans un délai de trois ans (art. 32).

La loi Suisse s'occupe aussi du reboisement : « Il sera pourvu au reboisement des forêts non boisées qui pourraient être converties en forêts protectrices au sens de l'article 43. La Confédération et les cantons peuvent ordonner la création de forêts protectrices ainsi que l'exécution de travaux de défense contre les avalanches et les chutes de pierres, lorsque ces mesures contribuent à la protection des forêts existantes ou à créer » (art. 36). Le propriétaire peut, soit exécuter les travaux lui-même, soit demander l'achat ou l'expropriation de son terrain.

La Confédération encourage dans une large mesure les travaux de reboisement. Les subventions accordées qui s'élevaient en 1885 à 4,083 francs, et en 1895 à 290,459 francs, atteignaient en 1906 le chiffre de 752,431 francs.

La loi fédérale sanctionne par de fortes amendes toutes les contraventions aux mesures prescrites ; ainsi toute coupe interdite est punie d'une amende de 2 à 10 francs par mètre cube. Tout défrichement entraîne une amende de 100 à 500 francs par hectare, réserve faite de la question de reboisement (art. 46 et 47).

Conformément à la loi de 1902 les cantons ont élaboré des lois forestières particulières en harmonie à la loi fédérale (art. 4 et 50).

Celles-ci ne sont dans leurs grandes lignes que la reproduction de la loi de 1902 avec plus de détails.

On voit par cette législation quelle importance la Suisse attache à ses forêts et quel soin elle met à les conserver : 76 pour 100 de ses massifs sont considérés comme forêts protectrices et on ne peut y couper un arbre sans contrôle. Aussi ce petit État essentiellement montagneux doit-il à la prévoyance de son gouvernement d'être resté prospère et ses vallons verdoyants attirent chaque année des milliers d'étrangers qui font sa fortune.

ITALIE (1).

L'Italie (4,093,000 hectares ; 14 pour 100) est déboisée depuis fort longtemps ; ses chaînes montagneuses, Alpes et Apennins, ruinées par l'abus du pâturage sont dans un état de dénudation pire que les nôtres ; certaines régions jadis fertiles sont devenues malsaines et inhabitables, comme la campagne romaine ; d'autres incapables de nourrir leurs habitants se dépeuplent (Calabre).

Depuis l'unification, le gouvernement italien a fait de remarquables efforts pour remédier à cet état de choses. Deux lois du 4 juillet 1874 et du 1^{er} mars 1888 visant le reboisement des régions montagneuses n'ont pas donné les résultats que l'on attendait. La première prescrivait la mise en culture des communaux incultes et le reboisement d'une partie de ceux-ci, mais 7 pour 100 seulement ont été rendu à la forêt. La seconde cherchait un remède

(1) Pierre Buffault. *La protection forestière en Italie*. 1^{er} congrès international de l'A. C. A. M. (1907), p. 129.

dans la mise en defens avec indemnité, elle preconisait la formation d'associations de reboisement, mais elle a échoué devant le manque de ressources des communes et l'hostilité des montagnards.

C'est alors que le gouvernement a eu recours à des dispositions legislatives speciales dans le but de protéger certains travaux d'intérêt general et de regénérer certaines provinces particulièrement atteintes par le fléau du déboisement.

Quatre lois ont été mises en vigueur successivement, elles intéressent : la Sardaigne (loi du 2 août 1897), le bassin de la Sêle (26 juin 1902), le Basilicate (31 mars 1904), et la Calabre (1^{re} juillet 1906).

Ces lois reconnaissent que la forêt est nécessaire, non seulement au maintien des grands travaux publics, et à la consolidation du sol, mais aussi à la prospérité d'une région (Sardaigne, Calabre); elles ne limitent pas le reboisement à la seule montagne, mais elles l'étendent à des régions de plaine.

L'Etat italien encourage mieux que l'Etat français les reboisements ; outre les exemptions d'impôts et les subventions, il place dans la classe la moins imposée les bois soumis à une servitude forestière. Il crée des caisses de credit agricole destinées à avancer aux cultivateurs l'argent nécessaire pour des améliorations agricoles ou des reboisements et il dote ces caisses de terrains boisés ou à reboiser.

Les travaux de reboisement sont à la charge des particuliers ; on ne les exproprie que s'ils refusent d'exécuter les travaux reconnus nécessaires.

Comme compensation on leur accorde de fortes primes et des exemptions d'impôts ; l'Etat prend à sa charge le

reboisement des terrains des communes et des provinces, tout en les laissant propriétaires, il contribue pour les quatre cinquièmes ou les cinq sixièmes des dépenses et la province pour un cinquième ou un sixième.

En même temps l'État surveille étroitement la propriété forestière : les propriétaires conservent entièrement leur droit de propriété; mais ils sont limités quant à la jouissance; les coupes sont soumises à des règles spéciales.

Telles sont dans leurs grandes lignes les mesures prises en Italie pour régénérer certaines provinces. Partout les travaux sont en bonne voie d'exécution, et il est probable qu'avec le reboisement, la Sardaigne, la Calabre et le Basiliicate retrouveront leur ancienne fertilité, Naples et la province de Pouille l'eau que les Apennins dénudés ne lui fournissent plus.

Ces États ne sont pas les seuls à défendre leurs forêts. Partout les gouvernements s'efforcent d'enrayer le déboisement et de susciter des replantations.

La Russie a des forêts protectrices (1). En Suède (2) trois lois du 24 juillet 1903 édictent des mesures sévères pour empêcher le défrichement, la coupe des jeunes arbres et pour conserver en bon état les forêts nécessaires à la protection contre les inondations et les éboulements.

D'autres pays moins riches en bois se préoccupent de la question forestière. L'Espagne s'efforce de combattre par des reboisements la sécheresse du sol. L'Angleterre (3)

(1) Pierre Buffault. *Solutions du problème forestier à l'étranger*. (Toulouse 1905).

(2) *Annuaire de législation étrangère* (1903).

(3) Vigouroux. Le reboisement en France et en Angleterre. *Idées modernes*, février 1909.

projette le reboisement de 30,000 hectares par an. La Belgique (1) assainit par des plantations ses fagnes des Ardennes.

Les pays forestiers de l'Amérique du Nord agissent de même. Aux États-Unis (2), grâce aux efforts de l'American Forestry Association, on crée de vastes réserves forestières qui s'accroissent chaque année. Certains Etats particuliers prennent des mesures protectrices : la Louisiane (3) a créé un ministère des forêts (loi du 14 juillet 1904) ; en Pensylvanie (4) les propriétaires qui reboisent ou conservent leurs forêts en bon état sont exonérés de 80 pour 100 de l'impôt. Enfin au Canada (5) il s'est créé une association analogue à l'American Forestry, elle se propose d'enrayer les exploitations abusives et de créer des lois protectrices.

Pendant qu'à l'étranger on fait des efforts considérables pour améliorer la situation forestière, en France, malgré l'impuissance reconnue de nos lois, malgré les progrès croissants du déboisement, on se contente de déplorer les ravages de nos forêts, mais le Parlement ne fait rien pour améliorer la situation actuelle. Il vote tous les ans des millions pour les victimes des inondations et des éboulements, sans prendre aucune mesure pour remédier à la dénudation du sol qui en est la cause première.

A quoi attribuer cette inaction du pouvoir législatif ? M. le conservateur Guénot dit à ce propos : « On ne res-

(1) Crahay. *De l'assainissement et du boisement des fagnes en Belgique*. S. F. B., septembre 1909.

(2) *La Géographie*, 11, 4, 15 avril 1905.

(3) *Annuaire de législation étrangère*, 1904.

(4) *Annuaire de législation étrangère*, 1905.

(5) *Revue des Eaux et Forêts*, 1905.

taure pas les montagnes, on ne replante plus les forêts, on ne protège pas les plaines contre les inondations parce que le reboisement est impopulaire. Or, la question électorale est la grande affaire, toutes les bonnes volontés fuient devant elle. »

Populaire, le reboisement l'est bien dans une partie de la classe éclairée de la population, mais où il ne l'est pas, c'est justement là où il faudrait planter des arbres. Le montagnard est opposé à toute mesure qui tend à diminuer l'étendue des landes où il mène paître ses troupeaux ; or le berger est maire, conseiller général, grand électeur, il vote et fait voter, et ses mandataires se gardent bien de le contrarier, ils n'ont qu'un souci qui les préoccupe bien plus que l'intérêt général, leur réélection.

Tout élu qui s'aviserait de se montrer favorable à l'aménagement des montagnes est certain de tourner contre lui la masse des électeurs. On cite le cas d'un député pyrénéen qui s'est vu dépouiller de son mandat pour avoir demandé le reboisement des pentes croulantes du Pégùère et sauvé ainsi Cauteret. Un autre a vu sa candidature échouer, parce que dans sa jeunesse il avait loué en vers la beauté de la forêt (1).

Le Touring-Club cite un exemple qui démontre l'action néfaste de la politique électorale en montagne. Les habitants d'une commune pyrénienne avaient incendié une forêt communale pour augmenter les pâturages, l'administration mit aussitôt le territoire en défens, mais comme on se trouvait à la veille des élections, une délégation se rendit chez le préfet et lui déclara que, si la forêt n'était pas rendue au pacage, on voterait en bloc pour le candidat

(1) *Revue du T.-C. F.*, février 1907.

hostile au gouvernement (1). Et le territoire dévasté fut rendu à la dépaissance.

« Pour parler clair, comme dit M. Defert, le sympathique président de la Commission des pelouses et forêts du Touring-Club, la désorganisation de nos forêts est due à la politique électorale. »

Le montagnard ne considère que son intérêt personnel et immédiat, et ses élus qui visent avant tout à conserver leurs précieux mandats s'opposent à tout ce qui pourrait contrarier ses habitudes dévastatrices ; ils le défendent contre les « empiètements » et « l'oppression » de l'administration forestière. M. Belloc (2) rapporte cette réponse que lui fit un garde forestier, auquel il manifestait son étonnement de voir rester impunies des mutilations d'arbres : « Verbaliser contre eux, serait vouloir mettre la population contre nous, la contravention n'aurait peut-être pas de suite et si le délinquant était protégé, je perdrais ma place. »

Mais vienne à se produire la catastrophe, que la sécheresse ou l'inondation désolent les campagnes, immédiatement les parlementaires sortent de leur torpeur, chacun se précipite à la tribune et demande quelques centaines de mille francs de secours. Durant la seule année 1905 les demandes de crédit pour orages, inondations, grêle, etc., déposées à la Chambre, dépassèrent 20 millions. Eux, si avares des deniers des contribuables, lorsqu'il s'agit d'entreprendre de grandes œuvres d'utilité générale, comme celle de la restauration des montagnes, deviennent prodigues lorsque leur popularité est en jeu.

(1) *Revue du T.-C. F.*, mai 1906.

(2) Belloc. *L'Arbre et ses ennemis. La Nature*, 11 avril 1908.

Les discussions parlementaires ne soulignent que trop le désintéressement des pouvoirs publics dans la question forestière ; on fuit les responsabilités, on se dérobe aux initiatives trop pressantes, on vote à la hâte un maigre crédit, tout en en déplorant l'insuffisance. Il s'est bien constitué à la Chambre un groupe forestier, mais la plupart du temps les efforts de ses membres se heurtent à l'inertie de leurs collègues.

Non seulement le Parlement ne fait rien pour les forêts, mais il a voté certaines dispositions de nature à leur nuire. Une loi du 26 juillet 1906 a diminué dans de notables proportions les peines en matière forestière et rendu la repression à peu près illusoire. Lors de la discussion de l'impôt sur le revenu, la Chambre a rayé du nouveau texte les dégrèvements d'impôts établis par la loi du 3 frimaire an VII et la loi des finances de 1897.

Cette insouciance du gouvernement en présence des déprédations forestières est une des conséquences du régime politique actuel trop soumis aux influences électorales. Cet état de choses persistera tant que les montagnards resteront hostiles à la forêt et tant que nos députés placeront l'intérêt particulier de leur arrondissement avant l'intérêt général du pays. A ce point de vue le scrutin de liste avec représentation proportionnelle constituera un grand progrès ; il donnera aux élus l'indépendance qui leur manque.

Pourtant le Parlement semble vouloir enfin sortir de sa torpeur et entrer dans la voie des réformes. Une commission extra-parlementaire a été instituée le 28 février 1908. Diverses propositions et projets de lois ont été étudiés par la Commission de l'agriculture et ont fait l'objet de rapports présentés par MM. David et Vigouroux.

Enfin une proposition de loi tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées a été adoptée le 12 mars 1909 par la Chambre des Députés.

II

Comme on l'a vu par ce qui précède, notre législation forestière est radicalement insuffisante ; malgré les travaux exécutés, malgré les millions dépensés, notre domaine forestier diminue au lieu de s'accroître. Il est urgent de remédier à cet état de choses.

Il est nécessaire tout d'abord d'aménager les montagnes. Mais qu'entendre par là ? Il faut tenir compte de l'étroite solidarité de la plaine et de la montagne : on devra donc l'aménager de la façon qui conciliera le mieux les intérêts des gens de la plaine et ceux des montagnards (1).

Cette harmonie existe-t-elle ? Si l'on considère l'intérêt de la plaine, l'état superficiel le plus désirable en montagne est l'état boisé, car c'est la forêt qui est la plus efficace pour empêcher l'érosion du sol et pour régulariser le régime des eaux.

Mais l'intérêt du montagnard est-il d'avoir beaucoup de bois. Dans les Vosges et le Jura, les forêts facilement exploitables par suite de l'abondance des voies de communication et du peu de déclivité des pentes peuvent donner de beaux revenus, aussi les habitants ont tout intérêt à leur conservation et à leur extension. Mais dans nos hautes montagnes, Alpes, Pyrénées et Massif Central, l'élevage

(1) Bauby. *La montagne industrielle et forestière*. II^e congrès de l'A. C. A. M. (1906).

du bétail est la principale ressource du pays, aussi la forêt qui restreint les pâturages a peu la sympathie du paysan. Là il y a incomptabilité entre l'intérêt actuel du montagnard et le reboisement, celle-ci est la conséquence de la situation économique de ces régions.

Nous avons vu comment les montagnards ont pendant une longue série de siècles aménagé leur pays en vue de leurs besoins ; ils se sont adonnés à l'élevage du bétail et leurs efforts continuels ont tendu à augmenter autant que possible les pâturages, soit pour nourrir les troupeaux, soit pour les ouvrir aux transhumants. Lorsque le développement des moyens de communication est venu tirer le montagnard de l'isolement où il se trouvait, il n'en a pas moins continué ses anciennes pratiques agricoles et pastorales mais il a subi tous les inconvénients de la situation nouvelle ; la concurrence des pays de plaine a abaissé le prix des laines et des autres produits agricoles. Il en est résulté que la montagne ne peut plus aujourd'hui dans de telles conditions nourrir ses habitants, aussi se dépeuple-t-elle rapidement.

C'est dans cette situation qu'il faut chercher la cause de la ruine de la montagne et du montagnard : la surcharge de bétail, la disparition des forêts, l'absence complète de toute culture pastorale ont dénudé le sol qui est devenu inculte et incapable de nourrir le bétail. En même temps cette dénudation constitue un danger permanent pour les habitants de la plaine, éboulements et inondations se multiplient.

Il est nécessaire de remédier à cet état de choses. Nous ne voulons pas dire qu'il faille supprimer le pâturage, mais il faut transformer l'économie agricole et pastorale, restaurer les pâturages et planter des forêts.

Quelle devra être la nouvelle situation économique ? On

peut résumer ainsi la réforme qu'elle devra entraîner : suppression de la culture des céréales, substitution de la vache au mouton, éloignement des transhumants, amélioration des pâturages par une exploitation rationnelle, enfin réglementation des pâturages.

Étant donné la facilité actuelle des transports, le montagnard peut sans inconvénient renoncer à la culture des céréales et transformer ses champs en prairies. Les terres labourées et défoncées n'offrent aucune résistance aux pluies qui les entraînent ; de plus à ces hautes altitudes la culture des céréales ne se fait qu'au prix d'un travail pénible et ne donne qu'un rendement ridicule en qualité et en quantité ; elle n'a donc plus de raison d'être. Avec les moyens de communication actuels, les denrées les plus diverses viennent sur le marché de la montagne meilleures, plus abondantes et à aussi bon prix.

En substituant aux champs des prairies qu'il s'efforcera de rendre aussi fertiles que possible par quelques travaux d'irrigation, le montagnard ne perdra certainement pas au change. Avec bien moins de travail et de peine il obtiendra un surplus de foin qui lui permettra de nourrir plus de bétail durant l'hiver. Il pourra augmenter leur rendement par la plantation d'arbres fruitiers, noyers ou châtaigniers, dont les fruits aisément transportables sont d'un écoulement facile.

Il y aurait aussi intérêt à substituer la vache au mouton et l'industrie du lait à l'élevage. Le mouton est une des principales cause de la dégradation de nos montagnes. La vache au contraire ne ruine jamais un pâturage ; elle est en outre d'un bon rapport. M. Descombes (1) estime que

(1) Descombes. *Étude sur l'aménagement des montagnes dans la chaîne des Pyrénées* (Bordeaux, 1905).

sept vaches coûtent et produisent autant que cent moutons, alors que leur ration d'entretien correspond seulement à celle de soixante-dix moutons. M. Briot (1) estime que, dans les Alpes, l'exploitation des vaches peut rapporter du 17 pour 100.

Mais remplacer le mouton par la vache n'est pas tout, il faut organiser l'exploitation laitière et pour cela créer des fruitières, tantôt celles-ci sont organisées par l'association des habitants, tantôt par des industriels. L'industrie du lait est très rémunératrice et les débouchés ne lui manquent pas ; c'est elle qui fait la richesse du Danemark et de la Suisse ; en France le Jura et les Vosges, où la production du beurre et du fromage est admirablement organisée et fournit aux habitants de beaux revenus, doivent servir d'exemple aux montagnards des régions à mouton. Les Alpes ont déjà de nombreuses fruitières notamment dans les Savoies, le Dauphiné et le Queyras.

Mais dans les Pyrénées toutes les tentatives faites dans ce sens n'ont pas donné jusqu'à ce jours de résultats.

Il serait bon que les grandes villes tentent la mise en train de quelques fruitières villageoises dans les régions qui les entourent, lorsqu'il n'en existe pas. L'État et les départements doivent également s'efforcer d'encourager par des subventions toutes les tentatives faites dans cette voie (art. 5 de la loi 1882).

Pour que l'industrie laitière soit rémunératrice, il est nécessaire que les animaux soient bien nourris il faut pour cela que les pâturages soient en bon état et non surchargés de bétail.

Les pelouses tendent constamment à se dégrader, les

(1) Briot. *Nouvelles études d'économie alpestre* (Paris, 1907).

touffes végétales fauchées ou pâturées s'épuisent et disparaissent, les bonnes plantes cèdent la place à des parasites impropres à la nourriture des bestiaux, bruyères, rhododendrons, la couche végétale s'appauvrit peu à peu. Il faut assurer le renouvellement des bonnes plantes, la régénération des gazons et donner aux pelouses les soins nécessaires.

Il existe en matière pastorale des règles de culture.

Malheureusement dans toutes nos régions montagneuses on a toujours considéré que l'herbe est un produit naturel du sol qui ne demande aucun soin et qu'il n'existe pas de culture pastorale.

Pour maintenir les pâturages en bon état certaines mesures s'imposent (1). Il faut rendre au sol les éléments de fertilité qu'il perd ; pour cela l'engrais est nécessaire. Le fumier des animaux bien réparti favorise la végétation ; il est souvent aussi nécessaire d'y ajouter des engrais complémentaires.

Il ne faut mettre sur le pâturage que le nombre de têtes de bétail qu'il peut nourrir convenablement, eu égard à la surface, à la qualité de l'herbe et au parcours.

Enfin il est indispensable que l'entretien du pâturage soit dirigé en vue de favoriser la production des bonnes espèces d'herbes et des plantes utiles au bétail qui entrent dans la composition du gazon et cela au détriment de toutes les mauvaises espèces auxquelles le bétail ne touche pas, sinon celles-ci encombrant les pâturages et réduisent sa surface utilisable.

Le meilleur procédé est l'extirpation des plantes inutiles et envahissantes et la mise en défens complète. Celle-

(1) Fron. *Forêts, pâturages et prés-bois* (Paris, 1909).

ci permet à la terre végétale de se réformer, aux bonnes espèces végétales de murir leurs graines et de les répandre autour d'elles ; elles remplissent ainsi les vides, s'installent partout et prennent de la force : « cette mise en défens, dit M. Cardot, équivaut à un labour, à une fumure et à un semis de bonnes graines fourragères ; elle constitue l'épargne, la réserve nécessaire pour compenser l'usure végétale. »

Une culture pastorale ainsi comprise rendrait certainement la fertilité aux montagnes et arrêterait l'exode si rapide depuis quelques années des montagnards, en leur permettant de tirer un produit plus rémunérateur de leurs troupeaux. Mais, pour que l'aménagement pastoral soit efficace et surtout durable, une réglementation est nécessaire ; nous en verrons plus loin les grandes lignes.

Mais le gazonnement seul est incapable de mettre fin au vagabondage de nos rivières. La pelouse augmente bien l'hygroscopité et la capillarité du sol, elle résiste aux actions directes de la pluie et de la grêle, mais elle est impuissante à absorber toute l'eau qui tombe pendant l'orage. L'exédent coule à la surface et pour peu que les inflexions soient rapides et étroites, le gazon est attaqué par l'eau courante, la terre se dénude sur ce point, un ravinement se produit qui ira toujours en s'accroissant si de nouveaux orages se produisent. Le gazon est donc impuissant à empêcher les inondations et même l'érosion. L'amélioration des pâturages n'est qu'un palliatif insuffisant et ne doit être considéré que comme une étape vers le reboisement.

Comme le dit M. Broilliard, « pour constituer une action vraiment défensive contre les inondations, pour ralentir notablement l'écoulement des eaux et en prévenir

l'accumulation, il faut beaucoup de bois et sur tous les versants des montagnes ».

Nous l'avons vu les montagnards sont hostiles au reboisement. Mais c'est par suite d'un faux préjugé, datant des siècles lointains, où le bois abondait et où par suite du manque de voies de communication la matière ligneuse était sans valeur en montagne. Aujourd'hui par suite de la facilité des transports, toutes les régions se font concurrence, chacune doit cultiver ce qu'elle est le plus apte à produire avec avantage ; or les produits par excellence de la montagne sont l'arbre et le pré. Il faut obtenir que l'intérêt actuel des montagnards ne soit plus opposé au reboisement.

Le faible rendement des forêts de montagne est pour beaucoup dans leur impopularité. En 1894, M. le conservateur de Gorse estimait à 10 fr. 30 par hectare, le rendement net moyen des forêts dans les Pyrénées. On rencontre dans les Alpes, les Cévennes et le Massif Central des bois dont les produits ne payent pas les frais de garde.

Est-ce à dire que nos chaînes montagneuses ne puissent produire des bois rémunérateurs. Assurément non : dans le Jura (1), les forêts domaniales donnent un produit net moyen (période de 1888-1897) de 6^m 51 à l'hectare, ce qui représente au prix actuel des bois un rendement brut de 136 fr. 70 à l'hectare. Dans les Vosges (2) le rendement est de 6^m 28 à l'hectare.

Dans les Alpes (3) la forêt de Thônes sise à plus de

(1) Roux. Le produit des forêts domaniales du Jura. *Revue des Eaux et Forêts*, 1899.

(2) Mongenot. Le produit des forêts domaniales des Vosges. *Revue des Eaux et Forêts*, 1899.

(3) Schæffer. Une jolie forêt. *Revue des Eaux et Forêts*, 1901.

700 mètres donne annuellement 7 mètres cubes de bois ; les forêts suisses de Boveresse et de Couvet produisent respectivement 8^{me} 4 et 9^{me} 7. La forêt de Callong (1) (Aude) dans la chaîne des Pyrénées, située à 1,050 mètres d'altitude, a donné par hectare et par an 19^{me} 3 de gros bois de 1888 à 1896, ce qui représente un rendement de 347 fr. 40 à l'hectare. Ces quelques chiffres donnent un aperçu de ce que peuvent rendre des forêts de montagne bien exploitées et bien aménagées.

Elles supportent victorieusement la comparaison avec les pâturages les mieux aménagés. D'après M. Marchand (2) le revenu moyen d'un pâquier en Suisse est de 40 fr. 45, ce qui donne un rendement de 22 fr. 35 par hectare et par an. Dans nos Alpes, d'après M. Briot, on peut affirmer que les alpages les mieux exploités ne donnent pas un rendement supérieur à 70 francs.

Dans certaines régions de montagne les forêts sont une source de richesses pour les communes. Dans le département du Doubs, arrondissement de Pontarlier, de nombreuses communes rurales tirent chaque année de leurs bois des revenus de 10 à 20,000 francs, quelquefois même de 40 à 50,000 francs (3).

La petite commune de La Chapelle-d'Huin (4) (569 habitants) possède un revenu forestier de 24,000 francs qui lui a permis de supprimer toute espèce d'impôts et pourtant elle a consacré depuis dix ans plus de 100,000 francs d'excédent de recettes à des travaux d'utilité publique.

(1) *Revue des Eaux et Forêts*, 1896.

(2) Marchand. *Les torrents des Alpes et le pâturage* (Aubais, 1872).

(3) *Revue du T.-C. F.*, décembre 1907.

(4) Descombes. *Étude sur l'aménagement des montagnes*

Une autre, la commune de Martignat (1), vallée de l'Ange (Ain), endettée et sans ressource, a su en moins de cinquante ans se créer, en reboisant 300 hectares, des revenus tels que non seulement elle n'a plus de dettes, ni d'impôts, mais que ses habitants touchent chaque année une petite rente.

Les landes et les pâtures communales des Alpes et des Pyrénées sont loin d'être aussi rémunératrices. Dans le bassin du gave de Pau (2), quarante communes possèdent 12,045 hectares de landes et pâtures qui leur procurent un revenu annuel de 20,891 francs, alors que les 5,783 hectares de forêts soumises leur rapportent 27,076 francs. Le syndicat de la vallée de Barrèges (3), qui administre les vacants et pâturages de vingt trois communes, soit 30,000 hectares, accusait en 1905 une recette de 41,247 fr. 45 ; mais les divers droits de pacage sur environ 20,000 hectares, ne rentrent dans ce chiffre que pour 1,250 francs, il faut dire que la jouissance du pâturage est gratuite pour les habitants des communes qui entretiennent 4,000 bovins et 17,500 ovins.

Si l'on compare ces divers chiffres, si l'on considère en outre que l'insuffisance reconnue de matière ligneuse tend de plus en plus à faire hausser la valeur des bois de futaie, on peut conclure que la culture forestière apparaît d'une façon générale comme plus rémunératrice dès maintenant en montagne que la culture pasto-

(1) Cazal. Histoire d'une forêt. *Lyon républicain*, 7 août 1908.

(2) De Roquette-Buisson. *Statistique de la propriété communale dans les Hautes-Pyrénées*. 1er congrès international de l'A. C. A. M. (1907).

(3) Cardot. *La vallée de Luz-Bargelès*. II^e congrès de l'A. C. A. M. (1905).

rale et avec une supériorité plus grande encore dans l'avenir.

L'intérêt général qui veut une montagne couverte de sombres massifs et de pelouses bien entretenues n'est donc pas incompatible avec l'intérêt du montagnard, et l'on peut dire que la prospérité des hautes régions renaîtra le jour où ses habitants, abandonnant leur pernicieuse méthode d'exploitation, reconstitueront une abondante végétation sur les sommets.

Pâturages et forêts ont en montagne leur place bien déterminée. Là où les pentes se ravinent, où le terrain s'affouille et glisse, la plantation de massifs forestiers est le seul remède efficace ; elle sera complétée par quelques travaux élémentaires de protection, barrage, clayonnage ou drainage. Il y aura également intérêt à reboiser dans de grandes proportions les bassins de réception des torrents, afin de diminuer leur volume d'eau en temps de crues.

Partout ailleurs la meilleure culture à employer pour restaurer la montagne sera le pâturage boisé ou pré-bois. Tous les auteurs qui se sont occupés des questions pastorales voient dans la culture sylvo-pastorale le salut de la montagne.

« Le pâturage boisé bien aménagé, bien soigné, dit M. Cardot (1), peut être le salut et la fortune pour la plupart de nos régions montagneuses ; c'est la forme idéale qu'il faut généraliser partout où la pâture nue s'appauvrit et se dégrade, c'est le seul moyen pratique de tirer parti des mauvaises terres délaissées par la culture agricole ».

(1) Cardot. *Restauration, aménagement et mise en valeur des pâturages de montagne*, (Paris, 1900).

M. Piccioli (1), directeur de l'institut forestier de Val-lombrosa (Italie) vante également le pré-bois. « En créant des pâturages boisés et mettant les bois en rapport avec le pâturage selon les conditions du terrain, les uns deviendront le complément et le perfectionnement de l'autre et tous deux unis nous permettront d'utiliser toute la production du terrain ».

Le pâturage boisé présente de multiples avantages : il laisse au montagnard suffisamment d'herbe pour la nourriture des troupeaux, il augmente d'une façon considérable la résistance des pelouses à l'érosion ; les bouquets de bois, étagés sur le flanc de la montagne, retiennent une grande quantité d'eau et conservent dans leur voisinage une humidité favorable à la conservation des herbages ; ils les protègent contre l'ardeur du soleil et l'action des vents desséchants ; ils enrichissent le sol par leurs décompositions foliacées et lui rendent des matières minérales puisées dans les couches profondes.

Quelle forme devra affecter le pré-bois ? D'après M. Cardot, les bouquets de bois doivent occuper les parties les plus infertiles, arêtes, affleurements rocheux, talus d'éboulement ; ce n'est qu'exceptionnellement pour couper de trop grandes étendues ou donner les ombrages indispensables que l'on pourra en établir sur les surfaces aptes à produire du bon gazon ; dans ce cas on pourra déplacer périodiquement l'emplacement des bosquets après leur exploitation pour faire profiter ainsi la pâture proprement dite des herbages extrêmement abondants qui se produiront sur la partie défrichée, enrichie par les accumulations d'humus.

(1) Piccioli. *Le problème des montagnes*. 1^{er} congrès international de l'A. C. A. M. (1907).

M. d'Aulan (1) préconise un reboisement en damier, les bouquets de bois répartis symétriquement occuperaient environ un sixième de l'étendue à restaurer.

Ces deux méthodes peuvent trouver leur application ; la première convient aux pâturages de nos hautes chaînes de montagne des Alpes et des Pyrénées, tandis que la seconde peut-être employée à la mise en rapport des vastes plateaux du centre de la France. « Les pâturages boisés doivent affecter des aspects très différents suivant les climats, les sols, les expositions, les altitudes et aussi suivant le mode de traitement et de jouissance qu'on leur impose » (Fron).

Mais pour que le montagnard consente à planter des arbres, il faut que ceux-ci soient pour lui une source de revenus. Pour cela il faut augmenter autant que possible le rendement des forêts, les aménager de façon à leur faire atteindre la production maxima. C'est ce que s'efforce de faire l'administration des eaux et forêts ; dans les bois soumis à sa gestion, la production en matière va généralement en augmentant, soit en qualité, soit en quantité ; il y aurait donc intérêt à lui confier le plus de forêts possible.

Une cause influe grandement sur la valeur des coupes, c'est la difficulté que présente souvent le transport. Dans beaucoup de régions le bois se vend mal parce que les transports sont coûteux et abîment les arbres ; parfois il ne peut se vendre parce que l'enlèvement est trop onéreux et même impossible.

Il est donc urgent de développer les routes forestières.

(1) D'Aulan. *Reboisements en montagne*. 1^{er} Congrès international de l'A. C. A. M. (1907).

A ce point de vue la Suisse et nos régions du Jura et des Vosges peuvent servir d'exemple, là les routes sont nombreuses et le bois se vend bien.

Comme les chemins ne peuvent pas passer partout, l'État devrait faire étudier et essayer ensuite sur ses domaines certains moyens de transport employés dans d'autres pays et susceptibles de donner de bons résultats, câbles porteurs, trainages à la corde.

Un autre facteur qui semble devoir influencer les conditions économiques de la montagne et dont il faut dire quelques mots, c'est l'utilisation électrique des chutes d'eau. Les populations montagnardes ont à leur portée une force motrice incomparable comme puissance, bon marché, facilité de transport, elles doivent venir industrielles. Lorsque ces forces auront été convenablement aménagées, elles n'auront plus à aller à la plaine pour trouver les ressources qui leur manquent, l'émigration industrielle se portera vers les hautes vallées.

La montagne a tout ce qu'il faut pour devenir industrielle. Ses habitants joignent à une grande finesse d'esprit une énergie et une persévérance remarquables, qui leur permettront de s'adapter à tous les métiers (Bauby). Les cultures reconnues les plus avantageuses, forêts et prairies, exigent peu de main d'œuvre, les longs mois d'hiver leur imposent un chômage forcé, l'industrie occupera ce temps de loisir, aujourd'hui cause de leur ruine.

Le développement de l'industrie est de nature à favoriser la culture forestière ; lorsque les montagnards auront vu les avantages que leur procure la houille blanche, ils comprendront l'importance qu'il y a à régulariser le débit des cours d'eau. L'industrie étant plus rémunératrice fera oublier « les maigres avantages de ce pâturage en mon-

tagne, qui n'est aujourd'hui si précieux et si intangible qu'en raison de l'impossibilité de trouver dans le pays d'autres sources de bénéfice » (Bauby).

En outre le bois que produira la montagne fournira la matière première à une foule d'industries qui l'emploieront et sa production deviendra rémunératrice.

En fait on constate aujourd'hui que l'attachement des populations pour la forêt concorde avec le développement de l'industrie. Les Vosges et le Jura sont les régions les mieux boisées en même temps que les plus industrielles de France. Dans le Midi la petite contrée de la Montagne Noire a su conserver intactes ses forêts ; l'industrie y est très développée, mines, usines métallurgiques, filatures, tissages, fabriques, se rencontrent dans chaque village.

Forêts et industrie, tel est l'avenir de nos montagnes. C'est par le reboisement et par l'aménagement prudent de toutes leurs forces hydrauliques que l'on arrivera à les restaurer.

« C'est, dit M. Maurice Schwob (1), dans cette restauration que l'homme peut le plus ressembler à Dieu puisqu'il ne se bornera pas à créer, là où il ne restait qu'une surface aride, des plantes, des êtres vivants, mais qu'il créera aussi des forces nouvelles bienfaisantes. »

Telle est l'évolution qu'il serait désirable de réaliser pour créer en montagne un milieu favorable à la forêt. L'amélioration des pâturages permettra de tirer un produit plus rémunérateur des troupeaux et de reboiser certaines parties peu favorables à la pâture. L'augmentation de production de la forêt mettra en évidence ses avantages et poussera le montagnard à reboiser. Enfin le développement de l'industrie facilitera le reboisement en introduisant

(1) Schwob. *Le siècle de l'eau* (Toulouse, 1903).

dans les régions montagneuses des sources de bénéfices bien supérieurs à ceux qu'ils retirent aujourd'hui de leurs pâturages dévastés.

III

Les montagnards sont incapables de réaliser seuls cette évolution économique ; il faut les guider et leur montrer la route à suivre, il faut les amener à aimer l'arbre, car sans leur concours le reboisement est impossible. On ne peut songer à employer des mesures coercitives, si l'État voulait du jour au lendemain imposer sa tutelle à tous les terrains à restaurer, il se heurterait à une opposition violente, dont il ne pourrait triompher. C'est par la persuasion et l'exemple bien plus que par la violence qu'on arrivera à restaurer la montagne.

Avant tout puisque le reboisement ne pourra se faire que par une transformation de l'économie pastorale et agricole, il faut pousser à cette transformation et la favoriser par tous les moyens.

La loi du 4 avril 1882 prévoyait tout un ensemble de mesures destinées à sauver la montagne. Nous avons vu quels ont été les résultats ; seuls les travaux obligatoires ont été exécutés moyennant de lourds sacrifices d'argent. Le reste de la loi est resté lettre morte.

Devant cet échec, des esprits généreux pensèrent que l'initiative privée devait apporter son concours à la solution des problèmes ardues de la montagne. De toute part se formèrent des ligues de reboisement et d'amis des arbres : Société Forestière de Franche-Comté et Belfort. Société des amis des arbres. « Groupe d'études limousines ».

Avec elles les grands groupements dévoués à la navigation : « Loire navigable ». « Sud-Ouest navigable, » comprenant que jamais la Loire et la Garonne ne deviendront navigables, si on ne replante pas les montagnes qui les alimentent, s'attachèrent à faire connaître au public les bienfaits du reboisement.

Le Touring-Club de France, que l'on trouve toujours à l'œuvre lorsqu'il s'agit de la beauté et la prospérité de notre sol, se fit l'apôtre de la forêt. Il enseigna aux montagnards en herbe à aimer et à respecter l'arbre, suscitant partout l'éclosion de nombreuses sociétés scolaires forestières. Il a même entrepris des travaux de reboisement comme nous le verrons plus loin.

Enfin estimant que la plume et la parole sont impuissantes à convaincre le montagnard, l'Association centrale pour l'Aménagement des montagnes a résolument joint l'œuvre à la parole ; elle a entrepris des leçons de choses sur des terrains communaux pris en location (1).

Fondée à Bordeaux le 21 avril 1904 par M. Paul Descombes, l'A. C. A. M. s'est proposé de montrer qu'il est possible d'arrêter rapidement et à peu de frais la marche accélérée de la dégradation.

Considérant que la surcharge du pâturage est la principale cause de la ruine de nos montagnes, elle s'est attachée à la supprimer sans que les populations pastorales aient à

(1) A. C. A. M. *Compte rendu des assemblées générales*, 1908 et 1909. — Descombes : *La première étape de l'A. C. A. M.* (Bordeaux, 1909). — *Les territoires de l'A. C. A. M.* — *La propriété communale dans les Pyrénées* (Bordeaux, 1906). — *La leçon de choses de l'A. C. A. M.* Congrès des sciences sociales et économiques (Bordeaux, 1907). — *Rapport adressé au Ministère de l'Agriculture sur l'œuvre accomplie de 1904 à 1909* par l'A. C. A. M. (Bordeaux, 1909).

en souffrir. Elle s'est d'abord occupé des pâturages soumis à la transhumance. Sa méthode consiste simplement à les louer au lieu et place des propriétaires de transhumants. Ceci lui permet :

« De maintenir l'équilibre du budget des communes, en y versant autant pour restaurer leur domaine que les occupants antérieurs y versaient pour le dévaster. »

« De faire profiter gratuitement les usagers de l'herbe qui ne détruisent plus les transhumants. »

« De rendre libre une partie du terrain pour l'exécution des travaux de restauration et de reboisement. » (Descombes).

On arrive ainsi à une amélioration spontanée des pâturages. Ici la solution n'est qu'une question d'argent compliquée par la durée de l'opération et les habitudes séculaires des habitants.

Sur les terrains sans transhumance la solution du problème est plus ardue ; il faut alors faire accepter par les populations pastorales une réglementation indispensable.

Dans les terrains qu'elle loue l'A. C. A. M. s'efforce d'accomplir tous les travaux qui peuvent favoriser le retour à la prospérité des communes ; elle améliore la pelouse, reboise les pentes arides, crée des pépinières, entretient ou construit des chemins, chalets, abreuvoirs.

Ses efforts ont été couronnés de succès. 3,000 moutons transhumants ont été expulsés de la Gela, 6,000 de Peyreleu, etc. Dans tous les territoires occupés, la végétation envahit des surfaces d'où on la croyait à jamais bannie et les ruisseaux débitent une eau constamment claire.

Le plus difficile est de faire accepter des bergers de se soumettre à une réglementation pastorale, de jouir du pâturage en bon père de famille. L'association a entrepris de

leur montrer les bienfaits que peut procurer une bonne réglementation. Elle s'est attachée tout d'abord à choisir un règlement d'application facile en le faisant porter sur un petit nombre de points : cantonnement du bétail, fumure par le parquetage, marquage et gardiennage permanent, application aux chèvres du tarif le plus élevé.

Les procédés employés par l'A. C. A. M. offrent l'avantage de restaurer la montagne à bon marché : dans le territoire de la Gela, qui comprend 2,000 hectares loués pour cinq ans en 1904 et où l'érosion et la torrentialité ont entièrement disparu, l'expérience se clôt avec une dépense globale de 3 fr. 62 l'hectare.

En généralisant cette méthode une dépense de 15 millions serait suffisante pour mettre en état d'amélioration spontanée les 4 millions d'hectares en voie de dégradation dans la zone montagneuse.

L'expérience tentée par l'A. C. A. M. n'a pas été sans porter ses fruits dans l'esprit des populations montagnardes, l'excellence de ses méthodes a été reconnue, de nombreuses communes sont venues lui offrir des concessions de terrains. Dans le courant de 1908 six locations nouvelles ont été consenties ce qui porte à dix le nombre des territoires de l'association d'une superficie totale de 6,760 hectares (1^{er} janvier 1909).

En outre les baux sont de plus en plus favorables. Le dernier en date comprend 1,275 hectares, sis sur les flancs du Pic du Midi, cédés par la ville de Bagnères-de-Bigorre pour soixante ans, avec possibilité pour l'association de faire « tous les travaux qu'elle jugera utiles pour la consolidation du sol, le reboisement ou l'établissement de pâturages boisés, l'amélioration et la mise en valeur, ainsi que la création des pépinières et clôtures qu'elle jugera nécessaires ».

Ce qui montre aussi combien les communes ont compris l'utilité des travaux de l'association c'est le bon marché auquel elles consentent souvent la location :

Vignec dans la vallée de l'Aure concède gratuitement 30 hectares de communaux ; Saint-Aventin loue 50 francs un territoire de 245 hectares qui, cédé aux transhumants, lui rapportait annuellement 400 francs ; le syndicat du Bas-Ossau lui afferme pour dix-huit ans 1,872 hectares au prix de 0 fr. 08 l'hectare.

Enfin, grâce à l'impulsion donnée par l'A. C. A. M., certaines communes ont pris des mesures salutaires dont la généralisation serait de nature à enrayer la dégradation des montagnes. Argelès a soumis volontairement ses bois au régime forestier ; Campan a spontanément supprimé la transhumance sur son territoire ; Bazus-Aure propriétaire indivis du territoire de la Gela a pris une délibération pour l'exploiter sans transhumance. Enfin le syndicat du Haut-Ossau s'occupe de rendre obligatoire sur ses pâturages le parquage méthodique des moutons.

En même temps l'A. C. A. M. s'attache à développer toutes les mesures capables d'améliorer la situation des montagnes. Elle étudie les procédés à employer pour substituer la vache au mouton et dans ce but elle se propose d'établir une fruitière dans la vallée de la Gela.

Une campagne analogue est menée dans les Alpes où M. le commandant Audebrand a fondé, en 1906, à Grenoble, sur les mêmes bases, l'Association Dauphinoise pour l'Aménagement des montagnes (1).

Dès 1906 moyennant le paiement annuel de 300 francs à

(1) A. D. A. M. *Compte rendu des assemblées générales*, 1907, 1908 et 1909.

la commune de Venosc, cette association expulsait trois cents transhumants de la vallée de la Selle, admettant seulement à la pâture les moutons indigènes jusqu'à la concurrence de cent cinquante.

L'État lui-même, comprenant l'importance qu'à la modération du bétail, est entré dans cette voix (1). En 1907 il se rendait adjudicataire de 5,000 hectares de pâturages, propriété de la commune de Saint-Christophe-en-Oisans, pour une somme de 5,260 francs qui sera payée moitié par l'État, moitié par l'A. D. A. M. et diverses sociétés intéressées. Le résultat a été la disparition d'environ cinq mille transhumants qui chaque année dévoraient les pentes élevées du bassin du Vénéon et la dégradation a cessée. L'année suivante l'État s'est également rendu adjudicataire pour cinq ans des communaux de Revel en coopération avec l'A. D. A. M.

L'initiative privée a montré le moyen pratique de prévenir la dégradation sur la plus grande partie des terres montagneuses. Elle a montré également que l'hostilité du montagnard n'est pas irréductible.

Il importe de continuer et d'étendre l'œuvre commencée, de pousser au relèvement de la culture pastorale. Mais l'effort à réaliser est immense, l'État ne veut ni ne peut prendre à sa charge toute la dépense et toute la responsabilité de cet effort ; il doit donc aider et encourager les initiatives qui lui ont apporté leur concours, subventionner l'A. C. A. M. et ses filiales pour leur permettre d'étendre leurs opérations.

Jusqu'à ce jour, l'État a fait peu de choses dans ce sens ; les subventions qu'il a accordé à l'A. C. A. M. sont loin

(1) Fabre. *L'exode montagnoux en France* (Paris, 1909).

d'être en rapport avec l'utilité de l'œuvre entreprise. Elle a dépensé depuis sa fondation, à gérer et à créer ses territoires, 63,396 fr. 15 (1^{er} janvier 1910) ; dans ce chiffre, les sommes accordées par l'État ne rentrent que pour 10,700 francs ; en 1909, deux demandes de subvention adressées au ministre de l'Agriculture restèrent sans réponse ; il fut répondu à une troisième par une allocation de 750 francs, somme inférieure à celles accordées les années précédentes.

L'État doit seconder énergiquement les opérations des associations. On pourrait par exemple leur attribuer une partie du reliquat des crédits affectés chaque année au reboisement. On pourrait aussi prélever sur les sommes du pari mutuel 1 pour 100 pour l'aménagement des montagnes et le reboisement, comme cela se fait pour subventionner les travaux communaux d'adduction d'eau potable. Il serait aussi fort utile d'accorder aux associations la reconnaissance d'utilité publique, qui leur permettrait de recevoir des dons et legs.

En agissant ainsi, l'État, tout en n'engageant pas sa responsabilité, profiterait des modifications successives de la mentalité des montagnards pour appliquer les lois existantes ou celles qu'il conviendra d'y adjoindre.

Encouragées et secondées, les initiatives privées poursuivront en montagne leurs leçons de choses. Par des subventions, par la propagande, par la persuasion, elles s'attacheront non seulement à faire disparaître la surcharge du pâturage, mais à compléter l'outillage pastoral, à favoriser l'élevage de l'espèce bovine par la création de fruitières pour l'utilisation du lait, à développer les prairies fauchables produisant des fourrages d'hiver pour faciliter la stabulation et prévenir la dégradation des pâturages de

printemps. Enfin et surtout, elles s'efforceront de convertir les populations à l'idée d'une réglementation pastorale (1).

Cette réglementation est absolument nécessaire si l'on veut aboutir à un résultat utile et durable en montagne. Elle doit consister essentiellement à déterminer la possibilité du pâturage, c'est-à-dire le nombre d'animaux qu'il pourra nourrir, à fixer la durée et les époques d'introduction.

Il faut également soumettre le bétail au gardiennage, si on ne veut pas le voir divaguer hors des limites de la pelouse et abîmer les plantations qui pourront être faites.

Enfin il est indispensable de prendre certaines dispositions pour maintenir les pâturages en bon état, pour permettre au gazon de se renouveler. Le parquelage méthodique du bétail et la mise en défens nous semblent approprier les meilleures mesures à préconiser. Le parquelage permet d'utiliser sur place le fumier des animaux comme engrais.

La mise en défens, préconisée par les hommes les plus expérimentés dans les questions pastorales, consiste à diviser le pâturage en un certain nombre de cantons qu'on laisse reposer à tour de rôle, autrement dit qu'on met successivement en défens pendant le temps nécessaire à leur restauration.

Au début de chaque saison, un canton nouveau est fermé au bétail, tandis qu'un autre canton lui est ouvert; lorsque tous les cantons ont été successivement mis en défens, on recommence une nouvelle rotation.

Établir un aménagement de la sorte, c'est diminuer la

(1) Fron. *Forêts, pâturages et prés-bois*.

surface mise chaque année à la disposition du bétail, mais il ne faut pas un long traitement de ce genre pour accroître d'une façon notable la production du pâturage et le bétail qu'il peut utilement nourrir.

Telles sont dans leurs grandes lignes les mesures que doit prévoir toute réglementation pastorale, mais comment les faire adopter par les populations montagnardes.

La première idée qui vient serait de charger l'État, en vertu de son pouvoir de haute police, de faire appliquer ces règles après les avoir compulsées dans un texte de loi. Mais de nos jours l'État est déjà surchargé de besogne, il n'a plus assez d'argent pour mener à bout de nouvelles entreprises ; on ne saurait d'ailleurs raisonnablement le charger de toutes les dépenses d'une transformation économique ; ceci ne rentre pas dans ses fonctions.

En outre, une telle loi, édictant des règlements inflexibles, bien souvent contraires aux conditions des lieux et des populations, rencontrerait certainement des oppositions insurmontables. Pour qu'une réglementation pastorale puisse être acceptée et suivie, il faut avant tout y préparer l'opinion publique par de sérieux enseignements, et là c'est l'exemple qui est le plus efficace. A ce point de vue, celui qu'offrent l'A. C. A. M. et ses filiales promet de bons résultats et demande à être encouragé.

Certaines dispositions législatives favorisent l'orientation des administrations communales vers la réglementation. La loi du 4 avril 1882 et le décret du 30 décembre 1897, créant au Ministère de l'Agriculture un service des améliorations pastorales, leur offrent des avantages capables d'atténuer les sacrifices pécuniaires qu'entraîne fatalement toute restauration. Cette loi et ce décret permettent au service des eaux et forêts d'allouer aux communes,

associations et particuliers des indemnités pour la mise en défens et des subventions pour tous les travaux concernant l'amélioration, la mise en valeur et l'exploitation des pâturages ; ils permettent même d'obtenir le concours d'agents techniques pour la surveillance et la direction de ces travaux.

Ces dispositions devraient apporter un précieux appoint à la mise en valeur des montagnes. Malheureusement elles sont peu connues ; c'est à ceux qui sont le plus souvent en contact avec ces populations, particulièrement aux instituteurs et aux professeurs d'agriculture, qu'il appartient de les faire connaître.

Il serait bon également de provoquer et d'encourager la formation de syndicats pastoraux qui, bien mieux et plus facilement que les communes, travailleraient à la restauration et à la mise en valeur des pâturages mis à leur disposition.

Il existe déjà dans la région pyrénéenne de vastes organisations de ce genre administrant les pâturages d'une ou plusieurs vallées : Syndicats de Barrèges, du Bas et du Haut-Ossau, de Saint-Savin. Ces organisations devraient donner l'exemple et arrêter la dégradation des pâturages qu'elles administrent.

A côté il faudrait développer de petits syndicats locaux (1), grouper les habitants d'un village, d'un hameau ou d'un groupe de chalets, les associer pour l'amélioration et l'entretien des pâturages, pour l'exploitation du fourrage, enfin pour la fabrication et la vente des produits laitiers. Ces associations réduiraient considérablement les

(1) Cardot. *La vallée de Luz-Barèges*. II^e congrès de l'A. C. A. M., (1906), p. 78.

frais d'exploitation et accroîtraient les profits ; elles supprimeraient en même temps les effets si désastreux de la jouissance commune.

Pour parer aux dépenses nécessaires le syndicat établirait une taxe pastorale modique imposée à chaque usager par tête de bétail introduite, comme cela se fait dans certaines régions, Franche-Comté et Savoie. D'accord avec les municipalités, il imposerait à ses membres des journées de prestation pour les travaux d'entretien et d'amélioration.

Enfin lorsqu'il s'agirait d'entreprendre des travaux importants, demandant de plus fortes sommes, comme la construction d'une fruitière, le syndicat pourrait demander une subvention et obtenir des caisses régionales agricoles des avances (1).

A ce propos signalons l'organisation du crédit agricole comme un des moyens les plus propres à favoriser la transformation économique de la montagne. C'est souvent en effet le manque de fonds qui empêche le cultivateur d'accomplir bien des améliorations et qui le retient dans l'inertie et l'indolence.

En conclusion, c'est en transformant l'économie agricole des régions montagneuses que l'on arrivera à leur restauration et, comme on ne prend bien l'homme en général que par l'intérêt, c'est en montrant au montagnard qu'une culture forestière et pastorale bien comprise peut lui procurer des revenus que l'on arrivera à la transformation désirée.

Il faut mettre nos montagnards sur la voie du progrès et de l'aisance. Il faut les orienter vers l'exploitation col-

(1) Loi du 29 décembre 1906.

lective et coopérative, la seule rationnelle et vraiment rémunératrice.

IV

Mais, nous l'avons vu, le regazonnement n'est qu'un palliatif insuffisant, l'aménagement des pâturages ne peut être qu'une étape vers la mise en valeur complète des régions montagneuses ; celle-ci doit comporter généralement le reboisement d'un tiers, le reste étant laissé à la pâture. La forêt devra recouvrir certaines parties aujourd'hui dénudées, pentes escarpées, bassins de réception de torrents.

Mais le reboisement ne doit pas s'étendre uniquement à la haute montagne ; si dans ces régions l'existence de la forêt est nécessaire, partout ailleurs elle est fort utile ; elle maintient la fraîcheur, protège les cultures contre les vents desséchants, régularise le régime des pluies et la température ; elle est aussi le meilleur moyen de mise en valeur des terres pauvres et incultes : l'exemple des Landes, de la Sologne et de la Champagne pouilleuse, en est la preuve indiscutable.

Partout, aussi bien dans les régions de moyenne montagne que dans la plaine, on rencontre des terres abandonnées par l'agriculture ; friches, landes, garrigues, terrains incultes ou dégradés, où il serait possible de créer sans grands frais des bois, qui leur donneraient la fertilité.

La France compte 6 millions d'hectares (1) de terres

(1) Descombes. La défense des montagnes. *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1907.

incultes, 44 pour 100 de son territoire, c'est beaucoup trop. Celles-ci sont loin de se trouver toutes dans la haute montagne; il existe un million d'hectares de landes dans les plaines qui bordent l'Océan (1).

Dans le centre, le Limousin (2) renferme 298,000 hectares incultes.

Pour la plupart de ces terres incultes le reboisement serait le procédé le plus efficace de mise en valeur. Leur replantation aurait le double avantage de procurer de beaux revenus à leurs propriétaires et de permettre à la France de trouver un jour chez elle la matière ligneuse que l'importation sera impuissante à lui fournir. La diminution de nos ressources forestières constitue un véritable péril national, qu'il est nécessaire de conjurer.

Aujourd'hui grâce aux efforts de nombreuses sociétés forestières et de certaines associations de sport (Touring-Club, Club Alpin Français), grâce aux sociétés scolaires et aux fêtes de l'arbre, on commence à reconnaître les bienfaits de l'arbre et à réclamer des mesures contre la déforestation de notre sol.

Lors des désastreuses inondations de 1907 la presse a été, pour la première fois, unanime à en accuser le déboisement. De même on a reconnu que les récents ravages que vient de causer la Seine à Paris et dans sa banlieue avaient pour cause première la déforestation du Morvan.

Des symptômes d'un puissant réveil forestier se manifestent de toutes parts, surtout dans les régions méridionales souvent éprouvées par les flots destructeurs de nos

(1) Fabre. *L'exode montagnoux en France*, p. 27.

(2) De Clermont. Le plateau de Millevaches. II^e congrès de l'A. C. A. M. (1906).

cours d'eau. On n'en est plus à compter les vœux émis (1), tant par les Conseils généraux et municipaux que par les Chambres de commerce et autres groupements de toutes sortes en faveur d'une réforme forestière.

Beaucoup de corps élus ne se contentent plus de déplorer la situation, ils favorisent la replantation dans la mesure de leurs ressources (2). Le Conseil général du Rhône affecte chaque année 11,000 francs à l'entretien de pépinières qui fournissent gratuitement des plants aux communes et aux particuliers. Le Conseil général des Bouches-du-Rhône consacre annuellement 15,000 francs au reboisement; celui de la Côte-d'Or 1,500; ceux du Doubs et du Jura chacun 2,000 francs. Les Conseils généraux de la Seine, de la Gironde, de l'Aude, des Hautes et Basses-Pyrénées subventionnent l'A. C. A. M., celui de l'Isère l'A. D. A. M.

Beaucoup de Conseils municipaux entrent aussi dans le mouvement, plantent des terrains communaux soit eux-mêmes, soit en participant aux travaux des scolaires forestières; le nombre de celles-ci va sans cesse grandissant, et l'on en rencontre dans toutes les régions de la France.

Avec les corps élus une multitude de groupements se préoccupent de la question; Chambres de commerce, sociétés industrielles subventionnent toutes les entreprises forestières. Dans le détail des subventions accordées à l'A. C. A. M. (3) on relève à côté des noms des Conseils

(1) *Revue du T.-C. F.*, décembre 1907, janvier et février 1908.

(2) Descombes. *Le centime du reboisement*. Limoges, 1908. — *Bulletin de S. F. B.*, novembre 1909.

(3) A. C. A. M. *Compte rendu de l'assemblée générale* (1909), p. 20.

généraux pyrénéens, des villes de Bordeaux, de Barrèges et de nombreuses petites localités, ceux des Chambres de commerce de Bordeaux, de Bayonne, de Paris, du Club Alpin, du Touring-Club de France, de l'Automobile-Club du nord de la France, de l'Association française pour l'avancement des sciences et de la Compagnie générale des eaux. L'A. D. A. M. (1) s'est adjoint comme collaborateurs la Compagnie P. L. M. et diverses sociétés industrielles de la Romanche.

On peut donc dire que l'on assiste à une résurrection de l'idée forestière et les amis de l'arbre voient leur nombre s'accroître chaque jour.

Mais reboiser n'est pas tout, nous possédons en France 6,514,502 hectares de forêts qui sont à la libre disposition de leurs propriétaires, ceux-ci peuvent en user à leur gré et souvent ne se font pas faute d'user de la liberté qui leur est laissée. Il est urgent de remédier à une telle situation. « Il nous paraît indispensable, dit M. Brunhes (2), directeur de l'observatoire du Puy-de-Dôme, d'indiquer dans la loi elle-même que le propriétaire appelé à jouir librement des produits du sol qui est le sien n'a nullement droit à l'abus, c'est-à-dire qu'il n'a pas droit de faire de sa propriété un usage nuisible à la société. » Ceci nous paraît très juste.

Il est nécessaire de prendre des mesures énergiques pour protéger efficacement les massifs forestiers contre les destructeurs et contre leurs propriétaires eux-mêmes.

(1) Audebrand. L'A. D. A. M. 1^{er} congrès international de l'A. C. A. M. (1908), p. 107.

(2) Brunhes. *Le progrès de la dégradation des pentes du Puy-de-Dôme*. 1^{er} congrès de l'A. C. A. M. (1905), p. 144.

Donc reboiser le plus de terres incultes qu'il est possible et sauvegarder les forêts existantes, tel est le double but à atteindre pour restaurer notre domaine forestier. Mais cette restauration est une œuvre de longue haleine et pour aboutir elle a besoin de toutes les bonnes volontés : l'État, les particuliers, les collectivités doivent concourir à la solution du problème.

VI

L'État ne peut se désintéresser de la question forestière, surtout en montagne, où les forêts ont un caractère d'utilité publique.

Les lois de 1860 et de 1882 ont prescrit des travaux de restauration là où le danger d'érosion est né et actuel ; nous avons vu les multiples défauts de cette législation, elle s'étend à des espaces restreints, elle oblige l'État à acheter les terrains qu'il veut reboiser et entraîne d'énormes dépenses.

Il est nécessaire de réformer cette législation, de soumettre de plus grandes étendues à l'action de l'État. Mais cette action doit s'exercer diversement : on ne saurait étendre à la majorité de la zone montagneuse le principe de l'expropriation forcée, voir l'État nationaliser toutes les terres pauvres de montagne.

Cette nationalisation n'est que l'application à nos montagnes de la théorie de la réappropriation du sol, chère aux socialistes contemporains, et que M. Faguet (1) définit ainsi : « On exproprie le propriétaire qu'on juge qui admi-

(1) Faguet. *Le socialisme en 1907*, p. 25.

nistre mal sa propriété ou qu'on juge qui nuit à l'État comme trop riche propriétaire de biens dont la société ne tire aucun profit. On l'exproprie, cela fait on donne sa propriété à ceux que l'on juge qui l'administreront mieux et de telle sorte que la société en tirera davantage. »

Les collectivités montagnardes n'ont pas géré les étendues sylvo-pastorales conformément au bien général et l'État cherche à se les approprier, s'estimant seul capable de leur faire rendre les services que la société doit en retirer. Telle est la méthode que consacre la loi de 1882. C'est la première étape vers la socialisation du sol (1), « elle commencera par les terres pauvres pour englober ensuite de plus enviables ». (Fabre).

La restauration des montagnes par nationalisation a de graves inconvénients. Elle engloutit dans les périmètres des millions pour acquérir des terrains pauvres, de situation difficile, qui lui seront plus à charge qu'à profit. Elle enlève au montagnard la propriété de ce sol auquel depuis des siècles il arrache de quoi subvenir à ses besoins au prix de longs et durs labeurs ; elle rompt ainsi le lien ancestral qui lie l'homme à la terre et favorise l'exode rural ; elle diminue ces inépuisables gisements de bras robustes qu'est la montagne, où nos campagnes recrutent la main-d'œuvre qui leur fait défaut.

Et l'État peut-il répondre que le jour où il aura accompli son œuvre de restauration, il ne sera pas obligé de laisser couper, piller, pâturer ces domaines péniblement restaurés.

(1) Fabre. *L'exode montagnoux en France. — Le mouvement sylvo-pastoral et le programme agro-socialiste en France*. 1^{er} congrès de l'A. C. A. M. (1905).

L'engrenage des lois sociales ne conduira-t-il pas un jour les terrains ainsi accaparés dans les mains de quelque puissante compagnie fermière, de quelque grand syndicat qui aura tôt fait de les réaliser et d'anéantir l'œuvre accomplie ?

La socialisation du sol se traduira fatalement par un retour à cette jouissance indivise qui a caractérisé les longs siècles du début de l'époque féodale. La propriété de l'État sera considérée comme la propriété de tous, chacun voudra en profiter, il en résultera un pillage général que rien ne pourra arrêter.

Déjà des symptômes de cet état se manifestent dans les périmètres et il est certain que l'État éprouvera de plus en plus de difficultés à se défendre contre d'après convoitises, appuyées sur l'intérêt électoral ; et s'il arrive à réaliser le monopole de fait que certains voudraient lui attribuer, ces difficultés seront portées au maximum. De toute part ou se verra obligé d'accorder des concessions soi-disant précaires qui à la longue deviendront définitives. On est déjà entré dans cette voie, et le procédé ne tardera pas à se généraliser.

L'expropriation du sol ne saurait donc être un procédé à préconiser ; c'est comme le dit l'éminent ministre russe, M. Stolypine « un remède de cannibales ». Nous ne voyons pas dans la loi de 1882 une méthode à généraliser, et nous ne croyons pas avec M. David qu'il serait bon « de donner à l'administration forestière le droit d'acquérir tous les terrains dont le reboisement lui paraîtra nécessaire » (1) et, « de modifier la loi de 1882 de façon de per-

(1) David. Rapport sur le budget de l'exercice 1908. *Agriculture*, p. 143.

mettre à l'État de créer à côté des périmètres de restauration des périmètres de simple reboisement ».

Une proposition de loi déposée sur le bureau de la Chambre le 18 novembre 1907 (1) par M. David demande l'extension du domaine d'application de la loi du 4 avril 1882.

Il propose une rédaction nouvelle de l'article 2 ainsi conçue : « L'utilité des travaux de restauration et de reboisement nécessaires pour le maintien et la protection des terrains et pour la régularisation du régime des eaux ne peut être déclarée que par une loi (2). »

On voit sans peine ce qui résulterait de l'adoption d'un semblable projet : il permettra d'accaparer petit à petit toutes les terres pauvres ; « il équivaut aux mesures violentes que le gouvernement prussien a inaugurées pour réduire les terriens polonais ». (Fabre).

Il faut donc rejeter comme inacceptable et dangereuse la méthode qui veut restaurer la montagne en développant l'expropriation du sol. La nationalisation devra être restreinte aux terres absolument dénudées et dégradées : berges, rives de torrents, couloirs d'avalanches, versants ravinés et instables ; partout ailleurs on devra prévenir la dégradation du sol sans l'arracher à celui qui le détient.

La France aurait tout avantage à imiter les nations voisines et à créer en montagne des zones de protection pour empêcher et arrêter la dégradation ; les terrains frappés de cette servitude seraient soumis à un régime particulier

(1) David. Proposition de loi ayant pour but de compléter et de modifier la loi du 4 avril 1882. *Documents parlementaires*. Chambre, 1907, n° 1315.

(2) Avant de se séparer, la Chambre a adopté sans discussion cette proposition de loi (avril 1910).

et l'État prendrait à sa charge tout ou partie des frais de restauration.

L'utilité de semblables mesures a été comprise et il y a actuellement à l'étude toute une série de projets et de propositions de lois tendant à créer des forêts protectrices. Deux propositions l'une de M. David (1), l'autre de MM. David et Baudin (2), cette dernière élaborée par le Touring-Club, ont, avec un projet (3) présenté par M. Ruau, ministre de l'Agriculture, fait l'objet d'un rapport de M. David déposé sur le bureau de la Chambre le 11 juillet 1908.

C'est le projet Ruau qui a rallié les suffrages de la commission de l'agriculture, qui s'est bornée à lui apporter quelques modifications (4).

En même temps que ce projet officiel plusieurs autres ont été étudiés par des forestiers éminents et ont recueilli les suffrages de nombreuses sociétés s'intéressant aux questions forestières. Nous citerons notamment ceux de M. Guyot (5), directeur de l'école forestière de Nancy, de M. Reynard (6), ancien conservateur des eaux et forêts et celui présenté par la commission de législation de la société forestière de Franche-Comté (7), présidée par M. Deroye inspecteur des eaux et forêts.

Dans le projet du gouvernement il n'est pas question de

(1) *Journal officiel*. Chambre, documents parlementaires 1907, n° 843, p. 235.

(2) *Revue du T.-C. F.*, novembre 1907.

(3) *Journal officiel*. Chambre, documents parlementaires, 1908, n° 1526.

(4) *Journal officiel*. Chambre, documents parlementaires, 1908, n° 1993.

(5) 1^{er} congrès de l'A. C. A. M. (1905), p. 296.

(6) II^e congrès de l'A. C. A. M. (1906), p. 226.

(7) *Bulletin S. F. B.*, juin 1907.

forêts de protection, on se contente de reviser le titre 15 du code forestier relatif au défrichement, et à l'exploitation des bois des particuliers. C'est là le premier défaut du projet, il ne s'occupe que des forêts existantes, laissant de côté les près-bois et les terrains à boiser.

Il aggrave et complique considérablement la législation relative au défrichement (1).

Tout d'abord l'opposition au défrichement de facultative devient obligatoire. Article 220 : « l'opposition au défrichement doit toujours être formée pour les bois dont la conservation est nécessaire » ; suit l'énumération des six cas prévus par le code auxquels on en ajoute un septième : « 7^o au maintien des conditions économiques existantes ».

Ce motif basé uniquement sur l'intérêt économique constituerait une intervention injustifiée et abusive de l'État. Le rapporteur se base pour justifier cette innovation sur ce fait que l'exploitation abusive de grands massifs pousse des villages entiers de bûcherons vers les villes où les attend la misère ; ceci n'est malheureusement que trop vrai. Néanmoins admettre l'immixtion de l'État en pareille matière serait un précédent dangereux ouvrant la porte à toutes sortes d'abus. Pourquoi n'interdirait-on pas d'étendre la culture de la vigne puisque la surproduction du vin entraîne les vignerons du Midi à la ruine et à l'émigration ?

L'article 221 contient une innovation dont l'adoption n'offre aucune difficulté. L'entrepreneur de la coupe est rendu solidairement responsable pour la réparation pénale encourue dans le cas de non déclaration de défrichement : cette mesure est de nature à assurer l'application plus exacte de l'article 219.

(1) Voir le texte aux annexes (annexe 2, p. 279).

La nouvelle proposition de loi ne considère plus comme défrichement le seul fait de soumettre un fonds boisé à un autre mode de culture. L'exercice du parcours après exploitation, recépage ou incendie sera assimilé au défrichement et puni comme tel jusqu'à ce que le bois ait été déclaré défendable dans les conditions prévues par l'article 119. Rien ne s'oppose à l'adoption de ce texte qui sera la consécration d'une jurisprudence constante.

Mais on va plus loin, les dispositions relatives au défrichement sont, « dans les forêts traitées autrement qu'en taillis simple, applicables aux coupes rases et aux coupes qui, par leur étendue et l'importance de leurs produits, dépassent un dixième du matériel sur pied existant dans la forêt. Elles s'appliquent en outre, dans celles de ces forêts situées sur la pente d'une montagne ou d'une colline, aux coupes qui laisseraient sur pied par hectare moins de quatre-vingts mètres cubes de matériel, quand ils s'agit de futaies, et moins de quatre-vingts arbres de réserves dans les taillis sous futaies. Elles sont également applicables aux semis et plantations exécutés par suite de la décision ministérielle en remplacement des bois défrichés » (art. 223).

En somme ce texte fixe la quotité exploitable aussi bien dans les forêts de plaine que dans celles de montagne. Or si une telle mesure peut se justifier en montagne où les forêts ont un caractère d'utilité publique, il n'en est pas de même en plaine où leur utilité présente un caractère surtout économique.

L'application d'une telle législation rencontrera toutes sortes de difficultés, elle nécessitera un contrôle de l'administration forestière sur toutes les coupes, une multitude de calculs pour déterminer le rapport de la coupe avec la production, car celle-ci varie avec chaque forêt.

On aboutira à des conflits, la plupart du temps les propriétaires et l'administration ne seront pas d'accord.

Et malgré les nombreuses vexations que suscitera l'application d'une telle mesure, sera-t-elle efficace ? Le propriétaire ne pourra couper que le dixième du matériel sur pied, soit ; mais qui l'empêchera de recommencer l'année suivante ? En coupant pendant dix ans un dixième de son bois, il arrivera malgré la loi à ruiner sa forêt. La disparition de nos forêts sera retardée, mais non empêchée.

Enfin la proposition de la commission comporte un certain nombre d'autres réformes dont l'adoption ne présente pas de difficultés. L'étendue des bois que l'on peut défricher sans autorisation est réduite à 5 hectares (art. 224). Le délai de prescription pour la poursuite des contraventions est fixé à trois ans au lieu de deux (art. 223) ; cette dernière mesure faciliterait la répression des défrichements délictueux, car souvent leur impunité vient de ce que l'administration n'a pas le temps d'agir.

Comme on le voit, le projet soumis au Parlement présente de gros inconvénients, et son application rencontrera certainement beaucoup de difficultés. Il propose des mesures que l'on ne peut admettre : opposition au défrichement pour le maintien des conditions économiques, réglementation de la quotité des coupes en plaine ; il soumet la propriété forestière à une réglementation tracassière peu faite pour engager les particuliers à planter des arbres.

Des deux projets écartés par la commission, celui de M. David est un essai d'acclimatation en France de la législation forestière suisse ; il pose dans son article 1^{er} que l'aire forestière de la France ne peut être diminuée. Une telle législation, excellente chez nos voisins, ne peut se jus-

tifier pour la France, car notre zone montagneuse est infiniment moins étendue qu'en Suisse.

La seconde proposition, due à l'initiative du Touring-Club de France (1), fut présentée par MM. David et Baudin. Son idée dominante ressort de l'article 1^{er} : « Seront déclarés d'utilité publique les bois, forêts et terrains dont la conservation à l'état boisé ou à l'état de pâturage, ou le reboisement et la restauration comme forêts et pâturages seront reconnus nécessaires. »

Les articles suivants édictent un régime spécial, dit régime de protection, auquel seront assujettis les bois et terrains déclarés d'utilité publique. Leur aménagement devra être approuvé par le conservateur des eaux et forêts ; on ne pourra y faire aucun défrichement, aucune extraction de pierres, terres et morts bois sans autorisation de l'administration. Cette autorisation sera aussi nécessaire pour le pâturage. Les travaux de repeuplement et de défense contre les érosions pourront être ordonnés dans des conditions déterminées. En compensation, les terrains intéressés seront dispensés de la moitié du montant de l'impôt foncier, et l'État devra subventionner, dans une proportion qui varie du tiers aux trois quarts, les travaux reconnus nécessaires. Enfin le propriétaire pourra requérir l'expropriation de sa parcelle si l'intervention de l'État dans son domaine venait à réduire son revenu de moitié. Cette proposition de loi présente beaucoup de ressemblance avec les solutions proposées par M. Guyot et par la Société forestière de Franche-Comté.

Cette dernière propose de classer comme forêts de protection : les forêts, bois, pâturages boisés et prés-bois,

(1) *Revue du T.-C. F.*, novembre 1907, p. 485.

dont la conservation est reconnue nécessaire au maintien du sol contre les érosions et envahissements des fleuves, à l'existence et à la salubrité des sources et cours d'eau, à la protection contre les avalanches, les chutes de glace et les influences climatologiques nuisibles (art. 49) (1).

Les forêts protectrices appartenant aux communes sont soumises au régime forestier. Dans celles appartenant à des particuliers, toute exploitation doit être soumise à une déclaration préalable susceptible d'opposition.

Les propriétaires ont en outre la faculté de confier l'administration de leurs bois au service des eaux et forêts. Comme compensation, les forêts protectrices sont exonérées de tout impôt, taxe ou contribution revenant à l'État.

M. Guyot diminue le nombre de cas où il y a lieu de créer des zones de protection ; ceci n'a lieu que lorsque le maintien de l'état boisé est reconnu nécessaire (2) :

1° Au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes ;

2° A la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves et des torrents ;

3° A la protection des dunes et des côtes contre les érosions et les envahissements des sables (art. 49).

Lorsque ces forêts sont communales, elles sont soumises au régime forestier ; lorsqu'elles sont particulières, elles sont soumises à un régime spécial qui consiste essentiellement dans la surveillance par les agents et préposés de l'État, et dans un aménagement fixé par l'administra-

(1) *Bulletin de la S. F. B.*, juin 1907.

(2) Guyot. *Les forêts de protection et le régime des forêts particulières*. 1^{er} congrès de l'A. C. A. M.

tion. Comme compensation, elles ne payent ni impôt foncier ni centimes additionnels.

Ces trois projets de loi, se complétant les uns les autres sur certains points, nous semblent contenir la meilleure formule de nature à assurer une protection efficace. Une distinction entre les forêts de protection et les autres s'impose ; il y a trop de différences entre elles pour que l'on puisse les confondre dans une réglementation uniforme.

Nous allons dire quelles sont à notre avis les meilleures mesures à adopter (4).

Art. 1^{er}. — Peuvent être classées comme forêts protectrices les forêts, bois, prés-bois et pâturages boisés dont la conservation est reconnue nécessaire.

1° Au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes ;

2° A l'existence des sources et cours d'eau ;

3° A la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves, rivières et torrents ;

4° A la protection contre les écarts considérables dans le régime des eaux ;

5° A la protection contre les avalanches et les chutes des neiges ;

6° A la protection des dunes et côtes contre les érosions de la mer et l'envahissement des sables.

Art. 2. — Le classement doit s'opérer de façon à embrasser des zones dites de protection, et ayant, autant que possible, des limites naturelles et à l'intérieur desquelles les forêts, bois, prés-bois et pâturages boisés seront considérés comme forêts protectrices.

(4) On trouvera aux annexes les trois propositions de loi d'où sont tirées les dispositions qui vont suivre (annexes 3, 4 et 5).

Des décrets rendus après enquête sur la proposition du ministre déterminent le périmètre de chaque zone. Les formes de l'enquête sont déterminées dans un règlement d'administration publique.

(Cette rédaction empruntée au projet de la S. F. B. semble la meilleure, elle englobe à côté des forêts, les prés-bois et pâturages boisés.

Il nous a paru préférable de ne pas mentionner dans cet article les pâturages, malgré leur importance, ceux-ci devant faire l'objet d'une réglementation à part.

Mais nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de créer des zones de protection dans tous les cas où l'administration forestière peut s'opposer au défrichement. Car si l'on comprend que le législateur ait cru devoir autoriser assez facilement l'intervention administrative pour une mesure qui, malgré sa gravité, n'entrave en rien la jouissance et la liberté de gestion du propriétaire, il ne saurait plus en être de même pour l'application d'un régime beaucoup plus restrictif. On doit donc déterminer beaucoup plus étroitement les cas dans lesquels le classement pourra être opéré. Ces cas doivent répondre à une nécessité absolue ; c'est pourquoi nous avons écarté des zones de protection les forêts intéressant la défense nationale et la salubrité publique pour lesquelles l'opposition facultative au défrichement reste une mesure suffisante. En se bornant ainsi, la sphère du projet reste encore considérable.)

Art. 3. — Les dispositions exceptionnelles de l'article 224 du code forestier ne sont pas applicables aux forêts protectrices.

Art. 4. — Les forêts protectrices appartenant à des communes, sections de commune, ou établissements publics sont toujours soumises au régime forestier, sans

que l'exception fondée sur l'impossibilité d'aménagement ou d'exploitation puisse dans aucun cas être opposée à cette soumission.

(Ceci n'offre aucune difficulté, l'application depuis près d'un siècle du code forestier a montré de quelle manière l'administration faisait prospérer les bois qui lui sont confiés. La soumission de la totalité des bois communaux englobés dans les zones de protection sera une garantie suffisante de leur maintien en bon état.

Pour les forêts particulières, elle seront soumises à la haute surveillance de l'administration forestière qui réglera leur aménagement et leur coupe et prendra toutes les mesures destinées à leur faire remplir leur rôle. La loi ne devra contenir que des règles très générales ; ceci permettra à l'administration de faire pour chaque région des réglementations en tenant compte des climats, des essences et des usages qui sont si différents pour chacune d'elles.)

Art. 5. — Les forêts de protection appartenant à des particuliers sont soumises à un régime forestier spécial. Elles sont surveillées par les agents et préposés de l'État. L'administration des eaux et forêts leur impose un aménagement, détermine la nature et la quotité des coupes, le mode d'assiette de ces coupes, ainsi que les autres mesures tendant à la conservation de l'immeuble.

Les détails de ce régime sont précisés dans un règlement d'administration publique.

Toutes les contraventions commises par le propriétaire aux règles de jouissance qui lui sont imposées sont considérées comme délits forestiers commis dans la forêt d'autrui et punis en conséquence.

(De telles restrictions à l'exercice du droit de propriété

ne peuvent aller sans compensation. Diminuant les revenus des forêts, l'État doit également diminuer la contribution qu'elles payent, pour rétablir l'équilibre. Nous ne pensons pas qu'il y ait lieu d'aller jusqu'à leur suppression complète, comme le voudrait M. Guyot, car les terrains soumis au régime protecteur pourront encore par leurs coupes procurer des revenus considérables à leurs propriétaires; et l'État a tant de peine actuellement à boucler son budget qu'on ne peut lui demander de trop lourds sacrifices. Une réduction de moitié jointe aux exemptions accordées en cas de reboisement, sera de nature à favoriser l'accroissement des forêts dans la zone de protection.)

Art. 6.— Les forêts de protection quels qu'en soient les propriétaires bénéficieront d'un dégrèvement égal à la moitié de l'impôt foncier en principal et en centimes départementaux et communaux.

(Les dispositions qui précèdent sont certes de nature à assurer la conservation des forêts existantes, mais bon nombre de celles-ci mal exploitées, ont besoin d'être repeuplées ou restaurées. Il y a également en montagne des terrains nus, dont le reboisement s'impose pour assurer la régularité des torrents ou prévenir des éboulements.

Qui aura la charge de ces travaux ? Puisque c'est à l'administration des eaux et forêts qu'est confiée la gestion des forêts de protection, c'est à elle qu'incombera la tâche d'ordonner les travaux indispensables pour le maintien en bon état des forêts protectrices ainsi que le reboisement des terrains compris dans les zones, dont l'état boisé sera reconnu nécessaire.

Ces travaux se feront avec une subvention de l'État variant de un tiers aux trois quarts suivant l'utilité des

travaux. Les reboisement reconnus nécessaires s'exécuteront de la même façon.

Pourtant il faut prévoir le cas où communes et particuliers se trouveront hors d'état d'exécuter les plantations demandées, ou bien s'y refuseront.

Pour les communes on pourrait alors employer un système analogue à celui qui fut mis en vigueur par le décret du 27 décembre 1810 pour les dunes. L'État louerait d'office les terrains à reboiser au prix fixé par les rôles du cadastre et les rendrait boisés à leur propriétaire, une fois ses dépenses de boisement et de location remboursées.

Quand aux particuliers ils auront toujours la faculté de demander l'expropriation. Celle-ci n'aura plus les mêmes inconvénients que dans la loi de 1882, n'étant plus obligatoire et ne devenant qu'une exception.

Enfin en dehors des travaux obligatoires on continuera à subventionner tous travaux ayant pour but le reboisement, la restauration, la consolidation du sol et la mise en valeur des pâturages conformément à l'article 5 de la loi de 1882.) Nous proposons donc la rédaction suivante :

Art. 7. — Des travaux pourront être ordonnés par l'administration des eaux et forêts pour assurer le repeuplement des vides et clairières, l'entretien des peuplements en bon état, la défense de la propriété contre tous dangers, et notamment contre ceux provenant des ravine-ments, érosions coulées de pierres, avalanches, incendie, invasions d'insectes....

L'État subventionnera tous les travaux d'amélioration, d'entretien et de défense exécutés dans les zones protectrices, suivant un devis approuvé par l'administration. La subvention pourra varier de un tiers aux trois quarts de

la dépense suivant le caractère plus ou moins prononcé d'utilité publique que présenteront les travaux.

Art. 8. — Il sera pourvu au reboisement des fonds non boisés dont la conversion en forêts protectrices sera reconnue nécessaire pour une raison d'intérêt général. Les propriétaires particuliers ou communes pourront exécuter eux-mêmes les travaux ou confier leur exécution au service des eaux et forêts, à charge de payer les indemnités et frais de déplacement prévus dans un tarif dûment approuvé. Le propriétaire aura droit à la subvention prévue dans l'article précédent.

Si les communes ou établissements publics se trouvaient hors d'état d'exécuter les travaux commandés ou s'y refusaient, l'administration forestière peut être autorisée à louer d'office ces terrains au prix fixé d'après les rôles du cadastre et à les replanter à ses frais. Dans ce cas elle conserve la jouissance de ces terrains jusqu'à l'entier recouvrement des dépenses qu'elle aura faites et des intérêts.

Art. 9. — Dans tous les cas où les restrictions à l'exploitation ou les travaux imposés par les dispositions ci-dessus entraîneront une diminution de revenu, le propriétaire pourra requérir l'expropriation pour cause d'utilité publique conformément à la loi du 3 mai 1841.

Art. 10. — Conformément à la loi du 4 avril 1882 des subventions continuent à être accordées aux communes, aux associations pastorales, aux fruitières, aux établissements publics, aux particuliers, à raison des travaux entrepris par eux pour le reboisement, l'amélioration, la consolidation du sol et la mise en valeur des pâturages.

Les zones de protection, établies conformément à l'article 2, renfermeront à côté des forêts un grand nombre

de pâturages. Il importe qu'ils soient maintenus en bon état, il sera donc utile de les réglementer et de subventionner les travaux d'amélioration les concernant. Cette réglementation devra être faite par les communes ; la variété des usages, des coutumes exclut par elle-même toute réglementation immuable.)

Art. 11. — Dans la zone de protection le pâturage ne pourra être exercé qu'en application d'un règlement approuvé par l'agent forestier local et fixant le nombre et la nature des bestiaux, les périodes de parcours et toutes les conditions reconnues nécessaires pour assurer son innocuité. Des subventions continueront à être accordées pour tous travaux accomplis pour la mise en valeur et l'amélioration des pâturages.

(Comme toute législation nouvelle pour être efficace doit entraîner des sanctions contre les contrevenants, nous appliquerons ici les dispositions pénales contenues dans le titre 7 du code forestier. En outre toute coupe délictueuse sera punie d'une amende proportionnelle à la valeur de celle-ci.)

Art. 12. — Les contraventions aux dispositions contenues dans la présente loi seront punies des peines édictées par le code forestier.

Dans le cas de coupes de bois non autorisées, l'amende sera proportionnelle à la valeur de la coupe sans qu'elle puisse être inférieure au dixième ni excéder la moitié de la valeur de cette coupe.

(A côté des forêts dont la conservation sera ainsi assurée par des mesures protectrices il y en a un grand nombre d'autres sises, soit en basses montagnes, soit en plaines. Celles-ci, quoique à un moindre degré, sont nécessaires en raison de leur rôle météorologique et hygiénique comme au

point de vue économique. Leur existence intéresse la prospérité même de l'agriculture. Nous ne saurions donc être de l'avis de M. Reynard (1) qui propose de les abandonner au caprice de leurs propriétaires.

Nous ne considérons pas ces forêts comme négligeables et nous croyons que pour elles, il importe de maintenir l'application du droit actuel, c'est-à-dire le titre 15 du code forestier concernant le défrichement. Nous n'ignorons pas les critiques dirigées contre cette partie de notre législation forestière. Nous estimons néanmoins qu'il n'y a rien de mieux à faire que de la conserver à l'égard de toutes les forêts qui ne présentent qu'un intérêt relatif pour l'utilité publique.)

En conséquence,

Art. 13. — Les forêts des particuliers non classées comme forêts protectrices demeurent soumises aux dispositions du titre 15 du code forestier concernant le défrichement.

(On pourrait compléter cette partie du code en y faisant entrer certaines mesures que prévoit le projet de la commission de l'agriculture et dont l'adoption nous semble devoir produire de bons effets : solidarité de l'acquéreur de la coupe, assimilation au défrichement de l'exercice du parcours après exploitation, récépage ou incendie et augmentation du délai de prescription.)

Art. 14. — L'article 221 est modifié ainsi qu'il suit :

En cas de contravention à l'article 219 le propriétaire et l'entrepreneur de la coupe sont solidairement condamnés à

(1) Reynard. I^{er} congrès de l'A. C. A. M. (1905), p. 262. — II^e congrès de l'A. C. A. M. (1906), p. 291. — *Bulletin S. F. B.*, novembre 1906.

une amende calculée à raison de 500 francs au moins et de 1,500 francs au plus par hectare de bois défrichés.

L'exercice du parcours après exploitation, récépage ou incendie, est assimilé au défrichement et puni comme tel jusqu'à ce que le bois ait été déclaré défendable dans les conditions prévues à l'article 119.

Le propriétaire doit en outre, dans tous les cas, rétablir les lieux en nature de bois dans le délai que devra fixer le ministre de l'Agriculture.

Art. 15.— L'article 219 du code forestier est complété et modifié ainsi qu'il suit :

Les actions ayant pour objet des défrichements commis en contravention des articles 219 et 221 se prescrivent par cinq ans, à dater de l'époque où le défrichement aura été consommé.

Telles sont groupées dans un texte de loi qui n'a pas la prétention d'être parfait les mesures qui nous semblent destinées à assurer à la fois le maintien en bon état des forêts de montagne et la reforestation des pentes dénudées. Une telle législation portera certes atteinte à la pleine jouissance de la propriété privée, mais d'une façon moins tracassière et mieux déterminée que le projet proposé au Parlement.

Cette forme de législation qui classe le domaine forestier d'un pays en deux catégories : forêts protectrices d'une part, forêts non protectrices d'autre part, les premières étant astreintes à un régime plus sévère que les secondes, est celle adoptée par tous les Etats européens soucieux de conserver leurs massifs forestiers.

Cette loi n'a pas les inconvénients que présenterait l'extension de la loi de 1882, telle que le propose M. David, elle permettra d'employer, en travaux de reboisement et d'amé-

lioration, les millions qui autrement seraient consacrés à la nationalisation des sols pauvres.

Avec une telle loi devra-t-on maintenir celle du 4 avril 1882 ? Il nous semble que oui. Seulement son application devra être restreinte ; l'État continuera à exproprier pour les restaurer les berges vives des torrents et leurs abords immédiats, les terres profondément ravинées et instables.

Mais le rôle de l'État, conservateur et créateur de forêts, ne doit pas se borner là, il doit faire tout ce qui est de nature à favoriser la conservation et l'augmentation du domaine forestier de la France.

Si nous réprouvons l'expropriation forcée du sol forestier et la nationalisation de la totalité des forêts de la France, nous pensons que l'État doit augmenter son domaine forestier par l'acquisition de certaines forêts que leurs propriétaires sont dans l'obligation d'aliéner (1).

On trouverait facilement les fonds nécessaires pour de telles acquisitions ; le Parlement inscrirait au budget un certain nombre d'annuités pour parer à la dépense, comme il en inscrit lorsqu'il s'agit de la construction ou de la réfection de bâtiments nationaux.

On pourrait encore procéder d'une autre manière, ce serait de réaliser un emprunt, et d'en servir l'intérêt et l'amortissement avec le produit régulier des coupes de la forêt acquise avec un léger supplément ajouté chaque année au budget.

L'État pourrait encore se faire avancer les fonds néces-

(1) Audiffred. *Rapport sur diverses propositions de loi tendant au reboisement et à la conservation des forêts particulières*, Sénat, 1909, n° 183, p. 32. — *Revue du T.-C. F.*, février 1908 et juillet 1908.

saires par le Crédit Foncier qu'il rembourserait par de faibles annuités.

A ce point de vue nos voisins nous offrent des exemples remarquables. Alors qu'avec un énorme budget de 4 milliards la France consacre une somme dérisoire de 100,000 francs à l'acquisition de parcelles boisées, un petit État voisin, la Belgique y consacre des millions. En dix ans l'État belge a acheté pour 6,414,958 francs, 5,365 hectares de bois et 1,751 hectares de terrains dénudés pour être boisés : en 1907 il s'est rendu acquéreur de plusieurs forêts particulières, entre autres de celles de Chimay et de Colfontaine d'une superficie de 1,400 hectares pour la somme de 1,935,000 francs.

Beaucoup d'autres États agissent de même. Le budget de la Prusse prévoit un crédit de 6,912,500 francs pour achats de forêts et terrains à reboiser. L'Alsace-Lorraine consacre 50,000 marks par an au même objet et de 1871 à 1900 les forêts domaniales se sont accrues de 3,200 hectares. Durant ces vingt dernières années le canton de Berne a acquis 200 hectares de forêt. On pourrait en dire autant de la Suède. Les États-Unis constituent un vaste domaine national depuis quelques années.

En France le gouvernement s'est toujours refusé à entrer dans cette voie et pourtant rien ne lui serait plus facile. On objecte que ce serait gréver de nouvelles charges le budget. Mais ne pourrait on pas pendant quelques années diminuer les dépenses de maçonnerie faites pour régulariser les torrents ? Ce sont travaux fort coûteux et qui ne présentent souvent pas une absolue nécessité ; les économies ainsi réalisées seraient employées à l'achat de quelques belles forêts de montagne.

Lorsque les forêts de Marchenoir et d'Amboise furent

vendues, le Touring-Club, les sociétés forestières et toute une partie de la presse, firent appel à l'État pour qu'il sauvât en les achetant ces superbes massifs ou tout au moins qu'il aidât les départements, et les villes intéressés à leur conservation ; mais il resta sourd à tous les appels et se déroba à toute combinaison. L'administration forestière a même refusé la rétrocession partielle ou totale de l'ancienne forêt domaniale d'Amboise qui lui était offerte.

Pourquoi l'État se dérobe-t-il à toute acquisition ?

« En temps ordinaire dit M. de Kirwan (1), ancien inspecteur des eaux et forêts, et sous un régime normal se serait chose facile. Mais aujourd'hui le trésor est obéré comme il ne l'a jamais été. Puis il s'agit d'une mesure de simple utilité publique qui serait à la vérité accueillie aux applaudissements de toute la partie éclairée et patriote de la population, mais qui n'aurait aucun effet électoral appréciable. C'est assez pour que nos honorables, sauf quelques-uns, s'en désintéressent. « On trouve des millions pour racheter l'Ouest, mesure déplorable au point de vue économique, mais il n'y a pas un sou pour acquérir les anciennes forêts de la couronne. »

Même au point de vue économique l'État retirerait de grands avantages de ces acquisitions. La plupart de ces anciens massifs sont d'un bon rapport. Lors de sa mise en vente la forêt d'Amboise, traitée en taillis sous futaie, rapportait un revenu annuel de 150,000 francs ; 30 francs à l'hectare. Transformée en futaie pure, elle serait susceptible de donner un revenu encore bien supérieur, étant donné la valeur toujours croissante des bois d'œuvre.

(1) De Kirwan. La déforestation et les moyens de la conjurer. *Le Correspondant*, 10 octobre 1908.

Le pays tout entier aurait avantage à voir l'État aggrandir son domaine : les populations voisines ne perdraient pas leur gagne-pain, comme cela s'est vu maintes fois et l'exemple de l'État favoriserait l'entrée dans cette voie des personnes morales impérissables, communes, départements, établissements publics ou d'utilité publique, que l'on a tant d'intérêt à voir devenir propriétaire du plus grand nombre de forêts possibles, comme nous le verrons plus loin.

En dehors de son rôle de gardien, de défenseur de la propriété boisée, l'État a le devoir de favoriser le maintien et le développement des forêts existantes ou la création de nouveaux massifs.

Un facteur qui joue un rôle prépondérant dans la question forestière, c'est l'impôt. Il faut accorder des diminutions d'impôt à ceux qui reboisent et ne pas surcharger la propriété forestière.

Il existe depuis fort longtemps des exemptions ou diminutions d'impôts destinées à favoriser le reboisement (loi du 3 frimaire an VII et code forestier de 1827) : on semble, bien à tort, vouloir les supprimer.

On n'a pas maintenu dans le projet de l'impôt sur le revenu ces dégrèvements indispensables (1).

Lors de la discussion de ce projet un amendement a été soumis à la Chambre en vue de maintenir en faveur des semis et plantations l'exonération actuelle (amendement de MM. Bonnevey et F. David). Celui-ci ne fut pas adopté, le ministre de l'Agriculture ayant donné l'assurance que le nouvel impôt ne frapperait que le revenu réel et que la

(1) Discussion du projet de loi d'impôt sur le revenu. Séance des 12 et 16 mars 1908 Chambre des Députés.

future forêt jouirait de fait de l'immunité puisqu'elle ne serait pas taxée tant qu'elle ne rapporterait rien. « L'impôt, a déclaré M. Caillaux, ne sera établi qu'à partir de l'époque où la première coupe sera effectuée ou plutôt sera possible. »

Nous croyons que ces avantages ont été exagérés. On dit : les bois ne seront taxés que lorsqu'ils seront productifs de revenus et que, ne l'étant pas avant trente ans, ils ne payeront pas d'impôts. Ceci n'est pas exact, un bois produit avant trente ans ; s'il s'agit de taillis sous futaies, il y aura deux coupes ; si on plante des résineux, il y aura les éclaircissements ; si ce sont des pins maritimes, on commencera à gémmer dès qu'ils auront quinze ans. Dans ces conditions, on a un produit de beaucoup inférieur au seul intérêt des capitaux immobilisés et ce produit sera frappé par l'impôt. Donc dans la plupart des cas les bois seront taxés avant trente ans.

On dit : l'exemption profitera aux gros propriétaires. Certes, il y en a qui replantent et on ne saurait trop les féliciter, mais à côté beaucoup de petits propriétaires transforment en bois leurs terres incultes ; ils confient à la terre pour longtemps une partie de leur capital, se privent d'intérêts pendant un nombre d'années considérable, font des avances dont ils ne profiteront pas eux-mêmes.

En compensation de ces sacrifices, ils reçoivent une maigre exemption d'impôts, et alors qu'on devrait les récompenser davantage, on va au contraire faire table rase de l'indemnité dérisoire qu'on leur accordait jusqu'ici. Appliquer une telle mesure, ce sera décourager les bonnes volontés de jour en jour plus nombreuses.

Le ministre des Finances argue aussi que les forêts de plaine n'ont pas d'intérêt général ; qu'il n'y a pas lieu de

créer des privilèges et de différencier la culture forestière des autres.

Mais alors pourquoi grève-t-on la propriété forestière dans l'intérêt général d'une servitude spéciale (interdiction de défricher) qui est un véritable impôt en nature ? Pourquoi ce même gouvernement propose-t-il par la bouche du ministre de l'Agriculture des mesures destinées à aggraver encore les restrictions à la libre jouissance des bois ? Personne, certes, ne serait d'avis qu'il faille faire disparaître ces entraves.

S'il en est ainsi, c'est que la culture forestière présente un intérêt d'utilité générale que n'ont pas le pré et la vigne, quoi qu'en dise M. Pelletan. Et si on lui impose des charges, il est tout juste de lui accorder des compensations. Si le ministre des Finances s'est si vivement opposé au maintien des dégrèvements, c'est uniquement parce que cela coûte, et qu'il est toujours opposé à tout ce qui peut diminuer les ressources du budget.

Nous pensons donc que ce n'est pas le moment aujourd'hui, où les coupeurs de bois menacent plus que jamais nos réserves forestières, de biffer ces dégrèvements indispensables, et nous espérons que le Sénat aura la sagesse de les rétablir lorsque le projet de l'impôt sur le revenu viendra devant lui.

Mais ce n'est pas tout, le meilleur moyen d'assurer la conservation des richesses forestières, aujourd'hui surtout où l'on veut orienter les capitaux collectifs vers la forêt, c'est d'alléger les charges qui pèsent sur les bois (1). Ceux-

(1) De Sailly. La déforestation de la France. *S. F. B.*, juin 1908.
— Deroye. Le revenu imposable des forêts. *S. F. B.*, 1908. — Arnould.
L'impôt sur le revenu et les forêts. *S. F. B.*, juin 1908. — Arnould.
Exagération des impôts frappant la propriété forestière. *S. F. B.*, 1903.

ci sont écrasés d'impôts au point, comme nous l'avons vu précédemment, que ceux-ci absorbent parfois la totalité des revenus.

Beaucoup de ces exagérations proviennent de la méthode d'évaluation cadastrale qui prend pour base du revenu moyen la moyenne arithmétique du prix des coupes. D'autres viennent de ce que l'on a parfois fait porter l'impôt sur le capital-bois, c'est-à-dire sur des réserves constituées par le propriétaire ; imposer ce capital-bois, c'est comme si l'on imposait le rentier pour les coupons de ses titres qu'il ne détache pas.

En effet, quel est le revenu annuel d'une coupe ? Pour la plupart, rien ne semble plus facile à déterminer ; il suffit simplement de se rendre compte de la valeur des bois au moment de l'exploitation et de diviser le chiffre obtenu par l'âge du bois à ce moment. C'est la méthode consacrée par le *Recueil méthodique des lois et règlements du cadastre de 1811*.

Soit par exemple : un bois exploité tous les vingt cinq ans, la coupe produit 2,500 francs ; d'après la méthode cadastrale le revenu moyen sera de $\frac{2.500}{25} = 100$, en déduisant par exemple 20 francs pour frais de garde, d'entretien, etc..., il ressortira un revenu imposable de 80 francs. Un tel calcul peut donner dans certains cas le revenu de la forêt, jamais le revenu du sol ; celui-ci est toujours inférieur.

En effet la forêt est un immeuble à produits périodiques, le revenu d'une coupe ne peut être perçu annuellement. Or un revenu de 2,500 francs perçu tous les vingt-cinq ans n'est pas la même chose qu'un revenu de 100 francs touché tous les ans. Le propriétaire d'un champ peut chaque année placer les revenus de sa terre ainsi que les

intérêts des sommes placées antérieurement. Celui qui exploite une coupe à vingt-cinq ans a dû pendant tout ce temps économiser ses revenus et il doit retrouver à l'exploitation les intérêts accumulés de ces revenus non perçus.

En d'autres termes dans les prix de vente d'une coupe de bois, c'est-à-dire dans le revenu brut de cette parcelle boisée, sont compris outre les revenus du sol accumulés, les intérêts composés des revenus annuels successifs que le propriétaire a été dans l'impossibilité absolue de réaliser chaque année.

Donc le revenu annuel qu'il convient d'attribuer à la forêt doit être envisagé comme étant représenté par la somme à verser pendant un nombre d'années égal à l'âge de la coupe pour amortir le montant en argent du produit de cette coupe. C'est le revenu ainsi compris qui doit être imposé.

L'annuité correspondant à une coupe produisant 2,500 francs tous les vingt ans, au taux de 3 pour 100 est de 67 fr. 50, en déduisant 20 francs pour frais de garde on obtient un revenu imposable de 47 fr. 50 au lieu de 80 francs, soit une différence de 32 fr. 50. En conséquence, c'est une majoration d'impôts de 70 pour 100 que subit dans ce cas le propriétaire en dehors de toute justice.

La majoration de l'impôt forestier est d'autant plus regrettable qu'elle pèse surtout sur les petits propriétaires dont les bois ne sont pas susceptibles d'aménagement, c'est à dire d'être exploités de manière à donner des coupes annuelles.

Il résulte de ces considérations que la méthode des annuités ou des amortissements devrait être admise comme donnant seule le revenu exact imposable des forêts. La

doctrine en France et dans tous les pays où la science forestière est vulgarisée est entièrement d'accord sur ce point.

Lors de la discussion du projet d'impôt sur le revenu M. Renard avait déposé un amendement dans le but de faire déterminer d'après des règles spéciales l'impôt forestier. Il demandait l'emploi de la méthode des annuités et des amortissements. Le ministre des Finances demanda que l'on fit confiance sur ce point à son administration, déclarant que la loi d'impôt sur le revenu aurait pour préface une nouvelle évaluation du revenu de la propriété non bâtie.

Cette nouvelle évaluation a été ordonnée par la loi des finances du 31 décembre 1907, et une instruction ministérielle du 31 décembre 1908 a prescrit une méthode nouvelle destinée à remplacer celle du recueil méthodique de 1844.

M. Arnould (1), inspecteur des eaux et forêts, a montré que la nouvelle méthode loin de faire disparaître les erreurs de la méthode cadastrale les reproduit en les aggravant. L'instruction ministérielle de 1908 ordonne le calcul du revenu effectif et celui du revenu théorique des forêts. L'administration des contributions obtient le premier, en divisant par l'âge, la valeur de la coupe, en opérant une ventilation entre la valeur des taillis et celle de la futaie ; en somme c'est l'application de l'ancien principe aggravé par l'évaluation du revenu de la futaie.

Dans la pratique on se heurte à des difficultés sans nombre. S'il est facile de déterminer l'âge d'un taillis, il

(1) Arnould. Vœu demandant la non application de l'instruction du 31 décembre 1908 à l'évaluation des forêts. *S. F. B.*, juin 1909.

n'en est plus de même pour la futaie. Comment par exemple déterminer l'âge d'un taillis sous futaie, ou l'on rencontre des arbres de tout âge, sera-ce la moyenne entre les âges extrêmes ou la moyenne proportionnelle.

On devra classer les bois en catégories suivant leurs produits, leur situation, la fertilité du sol; détermination fort délicate.

On évaluera par comparaison, mais pourra-t-on agir de cette manière pour le taillis sous futaie? Deux bois de ce genre placés dans des conditions identiques produisent des revenus différents suivant la manière dont est constituée la réserve.

Enfin l'instruction considère toutes les forêts comme exploitées annuellement, elle ne tient par conséquent aucun compte de la plus-value due à l'aménagement. Elle arrive ainsi à attribuer aux petits bois un revenu supérieur au revenu réel et égal à celui des grands massifs.

L'instruction prescrit également la recherche du revenu théorique des forêts qui d'après elle est le revenu que donnerait la coupe, si la forêt était traitée en taillis simple, divisé par l'âge de ce taillis. M. Arnould montre par des exemples que ce revenu théorique, prétendu revenu du sol pourra souvent être supérieur au revenu effectif ou rente de la forêt.

On le voit, l'application d'une telle méthode ne peut donner que des résultats erronés et arbitraires, elle aboutira à majorer notablement les revenus des petits bois et surtout des futaies, et les propriétaires loin d'obtenir les dégrèvements auxquels ils ont droit seront plus que jamais surchargés d'impôts.

Nous demandons donc avec la Société forestière de

Franche-Comté et Belfort(1) que « la méthode prescrite par l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908 ne soit pas appliquée aux évaluations en matière forestière, ou tout au moins qu'elle soit modifiée de façon à mettre les procédés d'évaluation des bois en harmonie avec ceux qui sont appliqués aux autres propriétés non bâties et en conformité avec les principes généraux posés par l'instruction elle-même ».

La nouvelle législation fiscale dégrèvera-t-elle la propriété forestière? M. David nous assure que oui (2); les revenus des bois ne seront plus frappés que d'un impôt de 4 pour 100 en réalité 3,20 pour 100, une déduction de un cinquième devant être faite pour tenir compte des risques et aussi pour compenser la différence résultant de l'application de la méthode arithmétique qui sera probablement préférée à la méthode d'évaluation des annuités. On arrivera ainsi à une forte réduction d'impôts. Actuellement le principal de la contribution foncière payée par les forêts s'élève au chiffre de 11 millions au minimum. La nouvelle taxe d'après les évaluations anciennes du cadastre ne produirait que 4 millions, soit une diminution de 7 millions ou des deux tiers de l'impôt actuellement versé (David).

« Il est donc possible, dit M. David, sans encourir de préjuger par trop de l'avenir de donner l'assurance que la nouvelle loi fiscale constituera une importante amélioration pour la propriété forestière. »

Nous souhaitons qu'il en soit ainsi, mais en attendant le déboisement fait des progrès énormes ; les propriétaires

(1) Vœu adopté au congrès de Nancy, 1909.

(2) David. Rapport. Chambre, 1908, n° 1993.

profitant de la hausse des bois s'empressent de se débarrasser de propriétés que des charges trop fortes rendent moins productives que d'autres sortes de placement. Beaucoup aussi ne partagent pas la confiance de M. David, et l'on peut affirmer que la menace de l'entrée en vigueur de la nouvelle législation fiscale n'est pas étrangère aux multiples aliénations de forêts de ces dernières années.

Et n'y a-t-il pas tout lieu de craindre que, si l'on se base sur les données erronées que donnera fatalement la nouvelle méthode pour répartir l'impôt sur le revenu, on aboutisse à des injustices et à des exagérations tout aussi grandes que celles qui existent aujourd'hui.

Il faut réformer l'assiette de l'impôt forestier, évaluer le revenu des bois suivant les règles les plus conformes à l'équité.

Les grands principes qui doivent servir de base à toute réforme de l'impôt forestier ont fait l'objet de vœux multiples, émanant notamment de la Société des Agriculteurs de France (9 mars 1909) et de la Société forestière de Franche-Comté (congrès de 1908 et 1909). On peut les résumer ainsi :

1° Le rendement total d'une forêt étant la somme du revenu du sol (fonds) et du revenu du capital-bois (superficie) engagés dans l'exploitation, l'impôt foncier ne devra frapper que le revenu du sol ;

2° Les revenus fournis par les forêts étant essentiellement périodiques, la méthode des annuités devra être employée pour calculer le revenu imposable des forêts ;

3° Un agent des eaux et forêts devra être adjoint aux diverses commissions d'évaluation qui devront comprendre au moins un propriétaire forestier, régisseur, marchand de bois ou toute autre personne compétente.

Ce n'est qu'en tenant compte de ces principes que l'on pourra arriver à un impôt équitablement réparti.

Une autre réforme s'impose également ; il faut défendre davantage la forêt contre ses ennemis multiples, hommes et animaux. Le parlement de 1906 sans que le besoin s'en fit sentir, a abaissé dans de notables proportions les peines encourues par les délinquants (loi du 18 juillet 1906). Il en est résulté que la répression est devenue à peu près illusoire, aussi le nombre des délits va-t-il en augmentant.

Il serait bon d'apporter certaines modifications à cette législation (1). En ce qui concerne la coupe et l'enlèvement frauduleux d'arbres de plus de deux décimètres de tour, la loi de 1906 a diminué de moitié toutes les peines édictées dans le code de 1827 ; en outre elle a rangé dans la seconde classe, jadis réservée aux bois blancs de peu de valeur tous les résineux. La coupe frauduleuse d'épicéas, de sapins, de mélèzes n'est punie que d'une amende d'un demi centime par décimètre.

Il faudrait tout au moins, si l'on ne veut pas rétablir l'ancien tarif, placer tous les grands résineux dans la première classe. Il y aurait lieu aussi de rétablir l'emprisonnement ; beaucoup d'individus insensibles à toute condamnation pécuniaire hésitent à commettre un délit lorsqu'ils savent qu'ils encourent la prison. La peine corporelle est le seul moyen de tenir en respect toute une population de braconniers qui vit aux dépens des forêts voisines. Ce sont des gens peu intéressants d'ailleurs et on ne conçoit pas la condescendance de nos parlementaires à leur égard ; il est vrai que ce sont aussi des électeurs.

(1) Breton. Vœu relatif à l'abaissement des pénalités en matière forestière. *S. F. B.*, juin 1907.

La loi de 1906 a aussi abaissé les peines pour le délit de pâturage en forêt, elle établit un tarif minimum et un tarif maximum variant avec la nature des animaux. Or, si l'on tient compte de ce fait que les tribunaux ont une tendance systématique à appliquer toujours le minimum de l'amende, on arrive à ceci : le délinquant ne paye plus que quatre sous par cochon ou mouton trouvé en forêt et huit sous par chèvre, vache, cheval. Autant dire rien.

On sait pourtant combien est nuisible l'introduction du bétail en forêt ; il faut donc si l'on veut rendre son interdiction efficace sanctionner davantage le délit et substituer une amende fixe au système de minimum et maximum ; celle-ci devrait être de 1 franc pour les animaux les moins nuisibles, 2 et 3 francs pour les autres.

Le ministre de l'Agriculture pourrait favoriser considérablement l'extension de la forêt, s'il employait une partie des crédits de reboisement à établir au centre des régions à repeupler des pépinières que les cultivateurs visiteraient et où ils pourraient s'approvisionner sans déplacement onéreux. L'éloignement de celles-ci empêche souvent les propriétaires d'en profiter et lorsqu'ils le font, le transport, le séjour dans les gares occasionnent souvent la perte d'un certain nombre de sujets. Ces pépinières contiendraient non seulement des résineux, mais des arbres de toute sorte ; on y cultiverait surtout les espèces qui conviennent le mieux à la région.

Pour cela il conviendrait de créer dans chaque conservation des stations d'expérience. On exécuterait des semis de différentes espèces dont les résultats seraient comparés ; car l'arbre est susceptible d'améliorations ; il faut sélectionner les espèces, les améliorer.

En employant de bonnes semences, en plantant dans

chaque sol les arbres qui conviennent le mieux, on arriverait facilement à augmenter la production de bois de la France.

Il faut donc multiplier les pépinières ; on peut le faire en dépensant des sommes peu élevées. Dans le département de la Loire (1), l'administration forestière a créé une pépinière près de Saint-Just-en-Chevalet contenant 1,800,000 plants. L'utilité en ressort d'elle-même, les demandes affluent et l'administration a peine à les satisfaire ; elle a donné un vigoureux essor au reboisement dans la région. La dépense initiale pour l'établissement a été de 10,000 francs et son entretien annuel coûte 1,500 francs.

Dans ces créations de pépinières l'administration pourrait demander le concours du département. C'est ainsi que le département du Rhône (2) d'accord avec l'État, entretient trois pépinières, notamment celle de Vauxrenard. Le département de la Loire a participé à la création de la pépinière dont nous venons de parler. Ces exemples devraient être généralisés.

Les stations d'expérience et les pépinières ne devraient pas se borner à étudier et améliorer les espèces indigènes ; elles devraient cultiver les espèces étrangères et acclimater celles qui paraîtront devoir rendre des services. Certaines sont déjà fort répandues, pin laricio, cembro, douglas, etc., et beaucoup sont susceptibles de donner de bons résultats.

A ce point de vue la France pourrait prendre modèle sur l'Italie : M. Floris, directeur du jardin forestier de

(1) Audiffred. Blenot. Rapport, n° 183, p. 44.

(2) Hulin. Le Haut-Beaujolais. *S. F. B.*, juin 1909. p. 134.

Lequal, a établi avec le concours du gouvernement italien un jardin d'expérience qui contient plus de 200,000 plants provenant de toutes les parties du monde. On y étudie la pousse des arbres, les conditions de climat et de culture qui leur conviennent le mieux.

Les essais ne devraient pas porter uniquement sur les arbres, mais aussi sur les plantes fourragères, il faudrait rechercher quelles sont celles qu'il convient de propager en montagne pour la régénération de la pelouse.

Nous avons vu précédemment combien est minime en France la production du bois d'œuvre, comparée à celle des bois de feu; les taillis sont trop nombreux et l'étendue des futaies trop réduite. Le produit en argent de nos forêts ne dépasse pas annuellement 200 millions. Ce produit pourrait être doublé en s'attachant à produire davantage de gros bois.

C'est ce qu'a fort bien compris l'administration forestière; la production en bois d'œuvre des forêts domaniales, qui était annuellement de 1826 à 1830 de 400,000 stères, s'est élevée durant tout le dix-neuvième siècle, la moyenne de 1896 à 1900 a été de 2,500,000 stères de gros bois par an, et cette production s'accroîtra encore, un certain nombre de cantons étant en transformation (1).

Il serait à souhaiter que communes et particuliers fassent de même; à ce point de vue il serait fort regrettable d'imposer, comme semble vouloir le faire la nouvelle législation fiscale, la portion des revenus forestiers provenant du capital bois et nous demandons que si elle doit être taxée, elle le soit d'une façon légère. Car il faut que le propriétaire trouve son intérêt à produire des gros bois,

(1) Audiffred, Sénat, 1909. Rapport, n° 183.

cette production entraînant une immobilisation plus longue de ses capitaux.

Il faut que l'État par des diminutions d'impôts, les forestiers par des exemples et des enseignements poussent à la conversion des taillis en futaies.

Nous avons vu également quel rôle important jouent, au point de vue de la conservation de nos massifs boisés, les routes. Si souvent les bois de montagne se vendent à vil prix, neuf fois sur dix c'est l'absence de voies de communication qui en est cause ; aussi dans de telles régions les spéculateurs ont bon temps ; ils trouvent des propriétaires disposés à leur céder à bon compte des forêts, qui, vu l'impossibilité d'une exploitation rationnelle, ne leur rapportent rien.

Le remède à une telle situation serait la création de vastes réseaux de routes en montagne, d'autant plus qu'il n'est point rare de rencontrer des villages non encore desservis, ce qui est inadmissible.

C'est à l'État et surtout aux départements, mieux à même de connaître les besoins des habitants, qu'incombe la construction de ces routes. Ces derniers peuvent, si leurs ressources sont insuffisantes, demander le concours de l'État et des communes intéressées.

Les routes ainsi construites devront approcher le plus possible des forêts. Les intéressés pourront alors facilement ouvrir des chemins d'exploitation les raccordant à celles-ci.

Dans les forêts communales rien n'est plus facile que d'ouvrir de tels chemins. Voici comment on procède : la commune qui se propose d'établir un chemin dans ses forêts, en fait la demande à l'administration qui établit plans et devis. Lorsque la forêt n'est pas soumise, c'est la

commune qui fait dresser les plans et exécuter les travaux.

Pour créer ces chemins on peut employer, soit la totalité, soit une partie de la somme produite par la vente des arbres sis sur le tracé. La commune peut les faire exécuter par adjudication si ses ressources le lui permettent. Mais le moyen le plus pratique consiste à imposer aux habitants une ou plusieurs journées de prestation suivant les besoins. Parfois aussi l'administration impose aux adjudicataires des coupes à exploiter, des charges portées sur le cahier des ventes et dont le produit est employé à l'exécution des travaux d'entretien.

Pour les particuliers, ils peuvent, conformément à la loi sur les chemins ruraux, du 20 août 1884, se former en syndicats pour l'ouverture de chemins ; mais cette loi très bonne surtout lorsqu'il s'agit de travaux d'entretien, offre des difficultés, lorsqu'il s'agit d'ouvrir une voie nouvelle ; dans ce cas, en effet, le consentement unanime des intéressés est nécessaire (art. 20). Il suffit donc du mauvais vouloir d'un seul voisin pour empêcher la création d'un chemin nécessaire à l'exploitation d'une forêt.

Les dispositions de la loi fédérale suisse du 11 octobre 1902 nous semblent bien préférables et leur introduction chez nous donnerait de précieux avantages.

Voici par quelles mesures elle favorise l'ouverture de chemins d'exploitation :

Art 25. — La confédération peut subventionner l'établissement dans les forêts protectrices de chemins de dévestiture et de toute autre installation permanente, destinée au transport des bois.

Le propriétaire de forêts a le droit de poursuivre au besoin par voie d'expropriation et moyennant indemnité

équitable aux propriétaires des fonds le raccordement de ces chemins et installations qui ne sont pas ou sont insuffisamment reliés à la voie publique. La confédération peut aussi subventionner ce raccordement.

Les propriétaires qui utilisent le chemin ainsi créé sont tenus de contribuer à son entretien.

S'ils ne peuvent s'entendre à l'amiable sur la construction et l'entretien des chemins, ou sur la répartition des frais des travaux, l'autorité cantonale statuera.

Ces dispositions ont été reproduites dans les lois particulières appliquées dans chaque canton, conformément à l'article 50 de la loi fédérale de 1902. Certains mêmes leur ont donné une plus grande extension les appliquant, non plus seulement aux forêts protectrices, mais à toute l'étendue boisée. C'est ainsi que dans le canton de Vaud, les dispositions de l'article 25 reproduites à l'article 29 de la loi forestière du 24 novembre 1904, sont comprises dans le titre 2 : dispositions générales applicables aux forêts de toutes classes quelqu'en soient les propriétaires.

L'introduction dans la législation française d'un texte analogue pourrait, croyons-nous, rendre de grands services.

Lorsque l'effort à faire pour la création de ces chemins serait trop grand pour les ressources du propriétaire, l'État viendrait à son aide par des avances, prêts ou subventions. Là encore, les caisses de crédit agricole pourront apporter un appui efficace. Quand le particulier sera subventionné, il devra, en compensation, comme le dit fort bien M. Soullier (1), président de la section du Canigou du Club

(1) Soullier. *Sur l'utilité des chemins forestiers*. 1^{er} congrès international de l'A. C. A. M. (1907), p. 237.

alpin, s'engager formellement « à exploiter sa forêt d'une façon normale et rationnelle et à prendre, d'accord avec le service forestier, toutes les mesures pour assurer la conservation et la régénération de sa forêt ».

Il y a aussi en montagne un autre point sur lequel il serait bon d'attirer l'attention des pouvoirs publics, nous voulons parler des servitudes occultes. La gêne qui résulte de leur existence est de nature à paralyser bien des bonnes volontés.

Un particulier achète-t-il sur les flancs d'une montagne quelques hectares de rocailles, et manifeste-t-il l'intention de se clore et de planter ? Il s'aperçoit bientôt aux réclamations qui surgissent de toutes parts que son terrain est soumis à une multitude de servitudes : ici, c'est un droit de breuvage sur les rives du torrent ; là, un droit de passage ; ailleurs, un droit de pacage ou de séjour pour les troupeaux.

Les servitudes sont extrêmement nombreuses ; on les ignore et elles ne se révèlent que lorsqu'on entreprend des travaux d'aménagement. La plupart datant d'époques très reculées, remontent au Moyen-Age.

Aujourd'hui la loi du 23 mars 1855 dit que l'acte constitutif des servitudes n'est opposable aux tiers que s'il a été inscrit au bureau des hypothèques. Il n'y a donc pas lieu de se préoccuper des servitudes établies depuis cette époque, le registre des hypothèques étant public. Mais ce sont celles de beaucoup les plus nombreuses antérieures à cette époque qui nous intéressent. Pour elles, il n'existe aucun moyen de les connaître ; de là toutes sortes d'inconvénients.

Ne pourrait-on pas faire disparaître leur caractère occulte ? L'Association centrale pour l'Aménagement des

montagnes a, la première, compris l'utilité qu'il y aurait à rendre publiques toutes les servitudes, et sur sa demande un jurisconsulte éminent, M. Léo Saignat, professeur honoraire à la faculté de droit de Bordeaux, a étudié une proposition de loi (1) dont le but est de rendre obligatoire dans un délai déterminé la déclaration des servitudes occultes, avec date et nature de leurs titres constitutifs.

Voici quelles sont les mesures que préconise M. Saignat :

Tous ceux qui ont un droit de servitude, de pacage, de passage ou tout autre, devront en faire la déclaration, et cela dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi sous peine d'être déchu de leurs droits (art. 1 et 2).

Cette déclaration sera faite au greffe de la justice de paix du canton où se trouve située soit la totalité des immeubles grevés, soit la majeure partie de ceux-ci (art. 1 et 3).

La déclaration se fera d'une façon fort simple, le greffier tiendra un registre en quatre colonnes indiquant la date de la déclaration, le nom du déclarant, les immeubles grevés, la date et la nature du titre de la servitude (art. 4).

Il y a aussi la question de dépenses, il faut intéresser les personnes à tenir les registres, si l'on veut qu'elles s'y prêtent. A ce point de vue, il sera bon de faire acquérir au greffier un petit salaire. On ne peut imposer aux détenteurs de servitudes l'obligation de payer le greffier ; il serait préférable de lui allouer une indemnité toutes les fois qu'il donnera communication du registre ou qu'il en fournira des extraits (art. 5).

(1) Voir le texte aux annexes (annexe n° 6).

Ces différentes mesures préconisées par M. Saignat nous semblent contenir un excellent moyen de faire perdre aux servitudes leur caractère occulte. La proposition de loi qui les renferme, non encore déposée sur le bureau de la Chambre, a fait déjà l'objet d'un grand nombre de vœux, émanant de conseils généraux et de sociétés agricoles. Nous citerons ceux émis dans ce sens (1) par l'A. C. A. M. (5 mars 1909), par le congrès de l'élevage du bétail (11 mars 1909), par le congrès des sociétés pyrénéistes (22 mars 1909), par la Société de géographie de Bordeaux (5 avril 1909), et par le congrès de l'arbre et de l'eau (11 juillet 1909).

Enfin si l'État doit contribuer à la restauration forestière en sa qualité de gros propriétaire de bois et de protecteur des richesses du pays ; il a également un rôle à remplir comme éducateur. Il doit s'efforcer de rendre l'arbre populaire en introduisant dans les programmes de l'enseignement primaire des notions sylvo-pastorales et en aidant de ses subventions les sociétés scolaires forestières qui se multiplient un peu partout.

Le ministre de l'Instruction publique est entré dans cette voie, cédant aux instances du Touring-Club ; il a, d'accord avec le ministre de l'Agriculture, complété par deux circulaires des 2 et 9 février 1906 l'enseignement agricole donné dans les écoles par des notions sylvo-pastorales.

Dans la première (2) de ces circulaires adressées aux préfets, M. Bienvenu-Martin, ministre de l'Instruction publique, déclare qu'il sera tenu compte aux instituteurs des

(1) Descombes. *La première étape de l'A. C. A. M.* (Bordeaux, 1909).

(2) Descombes. *Guide pour la création de sociétés scolaires forestières.* (Bordeaux, 1909), p. 30.

notions de sylviculture ou d'amélioration pastorale qu'ils auront données à leurs élèves et de leur collaboration aux sociétés scolaires forestières.

Le 9 février suivant (1), le directeur général des eaux et forêts, M. le conseiller d'État Daubrée, par une circulaire adressée aux conservateurs des eaux et forêts prescrivait aux agents forestiers de prêter leur concours aux instituteurs ; il esquissait en même temps le programme des matières à recommander à l'effet d'assurer l'uniformité dans l'enseignement des notions de sylviculture et d'amélioration pastorale.

En même temps l'État s'est efforcé d'aider par des subventions toutes les sociétés scolaires forestières. Aussi grâce à ces efforts, grâce aussi au dévouement d'un grand nombre d'instituteurs, et à l'appui puissant prêté par de grandes associations dévouées à la forêt, comme le Touring-Club et les sociétés forestières, l'enseignement sylvo-pastoral s'est développé dans beaucoup de départements.

Telle est le rôle multiple qui incombe à l'État. Gardien naturel de nos massifs forestiers, il a pour premier devoir de ne laisser ni périr ni périliter nos forêts. Il doit les défendre contre leurs détenteurs trop cupides, là surtout où l'intérêt public est en jeu ; comme dans les régions de haute montagne. Il doit en second lieu favoriser leur développement et leur accroissement par tous les moyens en son pouvoir, soit par des subventions, soit en aplaissant les obstacles qui entravent le reboisement. Enfin propriétaire lui-même de forêts, il doit donner l'exemple d'une administration aussi parfaite que possible.

(1) *Revue du T. C. F.*, mars 1906.

Pour multiple que soit le rôle de l'État, il n'est pas au-dessus de ses forces. Pour le bien remplir il suffit d'un peu de bonne volonté, de méthode et d'esprit de suite.

VI

Le rôle des particuliers n'est pas moindre que celui de l'État, il faut les rendre favorables à la cause du reboisement, car si tout est possible avec leur concours, sans eux et malgré eux on n'aboutira à rien.

Comme nous l'avons vu, si l'on veut que le montagnard cède à la forêt une partie de ses landes, il faut lui montrer le moyen d'accroître le revenu de ses champs. Lorsqu'un aménagement bien compris lui donnera le moyen de tenir un plus grand nombre de bestiaux, mieux nourris, rapportant plus par tête, il n'opposera plus une résistance irréductible à la forêt, il comprendra son utilité et acceptera d'avoir, à côté de ses pelouses, des prés-bois et des bois.

Mais l'action des particuliers ne peut se borner à ce rôle passif, il ne faut pas oublier que les deux tiers des forêts françaises, soit plus de 6 millions d'hectares, sont entre leurs mains. Ils peuvent donc être des auxiliaires précieux dans l'œuvre de conservation et de restauration forestière.

On a beaucoup critiqué la façon dont les propriétaires traitent leurs bois, la facilité avec laquelle ils cèdent aux offres des spéculateurs ; mais en se basant sur des exploitations abusives malheureusement trop nombreuses, on a trop généralisé. Il est facile de trouver encore de grandes forêts particulières bien gérées et garnies d'un matériel ligneux aussi complet que maintes forêts de l'État.

Pourtant il est certain que beaucoup sont moins riches qu'elles ne l'étaient il y a cinquante ou cent ans. Autrefois la forêt était considérée comme un luxe, on avait à cœur de la conserver et de l'embellir au même titre que le château des ancêtres, les vieilles futaies étaient regardées comme le symbole de l'ancienneté de la famille.

Aujourd'hui c'est un luxe de plus en plus rare ; les partages des héritages ont morcelé à l'infini les massifs, le besoin d'argent, la diminution progressive des grosses fortunes, ajoutées aux occasions fréquentes de pratiquer des coupes sombres procurant de beaux bénéfices, ont diminué dans maints endroits le matériel ligneux d'antiques futaies ou les ont transformées en maigres taillis.

Mais dans ces exploitations abusives l'État a sa part de responsabilité ; il n'a pas su ménager les propriétaires, il n'a vu dans leurs bois que la matière imposable et il a frappé d'une manière exagérée sans s'inquiéter des funestes conséquences.

Et à côté de ces forêts soumises à des coupes exagérées, combien d'autres quoique convenablement tenues ne donnent pas à leur propriétaire tout le revenu qu'elles seraient susceptibles de fournir. Il y a beaucoup trop de taillis, c'est le bois d'œuvre qu'il faut produire et le propriétaire français produit surtout du bois de feu.

Et puis on considère les forêts comme un genre de propriétés dont on n'a pas besoin de s'occuper ; les notions de sylviculture sont à peu près inconnues des particuliers ; on laisse le bois pousser comme il veut. Lorsqu'il s'agit de faire une coupe, on s'adresse à des gens peu au courant, celle-ci est faite au petit bonheur, bien beau quand la possibilité de la forêt n'est pas dépassée.

N'y aurait-il pas moyen de remédier à cet état de

choses ? Pour qu'une forêt soit bien administrée, il faudrait pouvoir la confier aux bons soins d'un sylviculteur éclairé. Bien peu de particuliers possèdent des étendues de bois assez vastes pour pouvoir se procurer cet aide. Mais les petits propriétaires pourraient fort bien se grouper en association en vue de la gestion commune de leurs bois.

Les syndicats agricoles ont rendu et rendent encore de grands services à l'agriculture, ils ont contribué dans une large mesure à accroître le rendement des cultures. Les syndicats forestiers (1) peuvent rendre les mêmes services à la sylviculture ; en s'associant, les propriétaires confieraient la gestion de leurs bois à un sylviculteur capable, ceux-ci soumis à une administration et à un aménagement rationnels verraient leur productivité augmenter dans une large mesure.

Les syndicats centraliseraient les adjudications des coupes, il en résulterait une plus sérieuse concurrence et une augmentation dans le prix de vente.

Certaines nations étrangères ont bien compris l'importance de l'administration commune ; elles encouragent la création de syndicats forestiers et rendent même celle-ci obligatoire dans certain cas. (Prusse, Suisse).

En France dans certaines régions les propriétaires forestiers ont compris l'intérêt capital du groupement pour l'administration et l'exploitation rationnelle de leurs bois. Il existe déjà un certain nombre de syndicats de ce genre. Nous citerons notamment le syndicat forestier de Sologne fondé par le baron de Larnage. Il serait à souhaiter que les associations entre propriétaires forestiers se multiplient,

(1) Descombes. *Les syndicats forestiers*. (Bordeaux, 1906).

là surtout où la propriété est très morcelée, car il est impossible à un propriétaire qui ne possède que quelques hectares de bois de les aménager convenablement.

Il y a encore un autre moyen d'arriver à une bonne gestion des bois particuliers, c'est d'autoriser les propriétaires à les soumettre au régime forestier ; on sait, en effet les garanties que présente la gestion par l'administration des eaux et forêts.

La soumission facultative au régime forestier, après avoir été étudiée et demandée dans de nombreux congrès, (vœu présenté par M. Descombes au V^e congrès du Sud-Ouest navigable 1906) fit l'objet d'une proposition de loi déposée sur le bureau de la Chambre le 7 mars 1907, par MM. F. Bougère et David (1).

Aux termes de cette proposition les propriétaires et locataires ont la faculté de demander la soumission au régime forestier de leurs bois, ainsi que des terrains nus qu'ils s'engagent à replanter. La soumission doit être faite pour une période d'au moins dix ans, renouvelable par tacite reconduction. Pour leur administration ces bois sont assimilés à ceux des établissements publics.

Cette proposition fut soumise à la commission de l'agriculture et, jointe à deux autres ayant pour but de permettre à diverses associations et établissements de coopérer à l'œuvre du reboisement, fit l'objet d'un rapport de M. Vigouroux déposé le 26 juin 1908 (2).

Ce rapport est venu en discussion devant la Chambre

(1) Bougère et David. Proposition de loi relative à la faculté pour les particuliers de soumettre leurs bois au régime forestier. *Journal officiel*. Chambre 1907. Docum. parl. S. O. n^o 843, p. 191. — Voir texte aux annexes (annexe 1).

(2) *Journal officiel*. Chambre. Docum. parl. 1908, n^o 1835.

des députés et a été voté le 12 mars 1909, puis il a été rapporté au Sénat par M. le sénateur Audiffred le 6 juillet 1909 (1).

Le texte présenté aux votes du Parlement diffère de celui proposé par MM. David et Bougère. Il admet la soumission facultative au régime forestier, mais une soumission moins entière que celle admise pour les bois des communes et établissements publics.

Dans son article 1^{er}, il déclare la possibilité de soumettre au régime forestier les bois, forêts et terrains à boiser des particuliers. Le texte primitif portait « des propriétaires et des locataires » ; la commission n'a pas cru utile de donner à ces derniers la faculté de se placer sous le régime forestier sans le consentement du propriétaire.

Les particuliers qui veulent soumettre leurs bois au régime forestier doivent en faire la demande à l'administration forestière (art. 3). Celle-ci peut se charger en tout ou partie de la conservation et de la régie de ces bois, elle a toute liberté pour fixer la durée pendant laquelle devra s'exercer sa tutelle. « Elle devra proposer, dit le rapporteur, celle qui lui paraîtra nécessaire pour sauvegarder les intérêts du trésor. Il appartiendra aux intéressés d'accepter ou de refuser les conditions qu'elle aura proposées ».

L'administration sera rémunérée par une redevance annuelle ou des perceptions établies d'après les règles édictées par l'article 106 pour les établissements publics. (art. 3).

Les bois ainsi gérés par l'administration forestière sont soumis aux mêmes dispositions que celles qui régissent

(1) *Journal officiel*. Sénat. Docum. parl., 1909, n° 485.

les bois des établissements publics, sauf en ce qui concerne la vente et les droits d'usage.

On a pensé qu'il était préférable de laisser aux propriétaires la libre disposition de leurs coupes, néanmoins celles-ci doivent être autorisées et faites dans certaines conditions à peine de nullité. Art. 3, § 3 : « Seront déclarées nulles les conventions et les ventes conclues par les propriétaires de ces bois qui auraient consenti à des tiers des droits d'usages, ou procédé à des coupes tant ordinaires qu'extraordinaires sans autorisation de l'administration forestière ou en dehors des conditions fixées par elle. »

Tel est le régime auquel sont soumis les bois, dont on demandera la soumission au régime forestier. Le propriétaire conservera une grande liberté, mais il ne pourra pas abuser de son bien, pratiquer des défrichements déguisés ou des exploitations abusives ; il garde le *jus utendi*, mais perd le *jus abutendi*.

Une grande latitude est laissée à l'administration pour consentir à se charger de la gestion des bois particuliers, nous avons confiance en sa sagesse et croyons qu'elle fera son possible pour encourager les particuliers à s'adresser à elle et pour concilier l'intérêt général avec celui des propriétaires.

L'application d'une telle loi offrira des difficultés dans les régions où il y a peu ou pas de forêts soumises. L'administration ne pourra créer de nouveaux postes pour gérer quelques hectares de bois. Les propriétaires auront alors tout intérêt à se grouper en syndicats de façon à fournir une étendue boisée suffisante.

Nous souhaitons que les propriétaires profitent des avantages que leur offrira la nouvelle législation. Beau-

coup retireront de grands avantages à faire régir leurs bois par l'État. Ils seront garantis contre leur propre imprévoyance, et leurs bois exploités avec méthode leur donneront des revenus plus rémunérateurs.

M. Descombes propose une mesure destinée à encourager les propriétaires à soumettre leurs bois. Ce serait d'appliquer « un droit fixe de 1 franc aux acquéreurs de forêts qui donneront des garanties de conservation en se soumettant au régime forestier autorisé par la nouvelle loi, sauf à prévoir la répétition des droits ordinaires d'enregistrement quand le propriétaire reprendrait la gestion directe de ses bois avant un délai de trente ans par exemple ». (Descombes). Ce droit de 1 franc est celui appliqué aux mutations provenant d'expropriations.

Nous croyons que le développement des syndicats forestiers et la soumission facultative sont des mesures propres à favoriser la conservation et l'amélioration des massifs aux mains des particuliers ; mais à une condition toutefois, c'est que l'État dégrève la propriété forestière, car, nous ne saurions trop le répéter, la surcharge d'impôts est la grande cause de la déforestation de notre sol.

Néanmoins il existera toujours une certaine incompatibilité entre la forêt et la propriété particulière, surtout avec la petite propriété. La division des héritages, les changements de propriétaires nuisent à sa bonne administration et l'exposent à devenir la proie des exploiters.

La longue immobilisation de capitaux que nécessite tout reboisement avant d'être productif arrête souvent les particuliers désireux d'entreprendre des travaux de ce genre.

Ce n'est pas à dire que les particuliers soient incapables de bien gérer leurs domaines forestiers, et de reboiser ;

une multitude d'exemples sont là pour prouver le contraire. Beaucoup de forêts particulières sont exploitées avec méthode. L'initiative des particuliers a reboisé la Sologne, la Champagne pouilleuse, une partie des Landes de Gascogne. Certains propriétaires donnent l'exemple en replantant leurs friches. Nous citerons notamment dans le plateau central les plantations faites par MM. de Bélinay, Dupic, Girardin, etc.

VII

Néanmoins la durée des spéculations forestières sera toujours un obstacle à l'amélioration de la totalité des forêts particulières. Aussi il nous semblerait désirable de voir passer la propriété forestière aux mains d'une autre classe de propriétaires. Mais quelle sera-t-elle ? L'État ; nous avons vu les graves inconvénients qu'entraînerait la nationalisation du sol forestier. Nous sommes ainsi amené à nous demander si les personnes morales impérissables ne rempliraient pas mieux ce rôle. N'y aurait-t-il pas lieu de les pousser à acheter des forêts pour les conserver et des terrains pour les repeupler ?

Beaucoup de ces collectivités possèdent de gros capitaux et elles pourraient employer utilement en placements forestiers une partie de leurs réserves disponibles. Elles en retireraient de beaux bénéfices, car la propriété forestière est d'un bon rapport.

On cite le cas d'un propriétaire pyrénéen qui, après avoir acheté des pentes dénudées pour 20,000 francs et après avoir dépensé 10,000 francs pour les reboiser, laissa

quarante-cinq après à ses héritiers une forêt contenant pour 270,000 francs de bois (1).

Dans le Berry et la Champagne (2) les terres se louent en moyenne 15 francs et les bois rapportent de 30 à 45 francs (taillis et sous futaies).

Nous avons vu que dans les Vosges et le Jura (3) les forêts domaniales donnent un produit net moyen de 70 à 120 francs à l'hectare. Nous avons vu également que la forêt d'Amboise donne un revenu de 30 francs par hectare et par an.

Les forêts domaniales rapportent en moyenne 32 millions par an, soit 28 francs à l'hectare et dans le nombre on compte tous les terrains de montagne expropriés qui sont improductifs et plusieurs milliers d'hectares de vides.

Les reboisements sont aussi des opérations avantageuses. M. Descombes (4) cite le cas d'une forêt communale du Jura, dont la création coûta en 1859 100 francs et qui valait en 1905 8,000 francs. Certaines sapinières à 70 ans rapportent plus de 190 francs, soit près de 40 pour 100 du capital engagé. (Comte du Sablon) (5). Une terre inculte achetée 150 à 200 francs et reboisée vaut au bout de 25 à 30 ans de 5 à 10,000 francs (Cardot) (6). Dans les environs de Saint-Dié des épicéas, vendus comme perches, valent à 40 ans 5,000 francs l'hectare (Broilliard) (7).

(1) Descombes. *L'aménagement des eaux dans le sud-ouest*, (Bordeaux, 1906).

(2) Desjobert. *Causerie forestière*. *S. F. B.*, novembre 1904.

(3) Bauby. *Le reboisement et les conditions économiques*.

(4) Descombes. II^e congrès de l'A. C. A. M.

(5) Du Sablon. *Reboisement des montagnes et culture forestière dans le département du Rhône*.

(6) Cardot. *Manuel de l'arbre*.

(7) Broilliard. *Traitement du bois en France*.

On pourrait multiplier les exemples. Comme le dit M. Risler (1), ancien directeur de l'Institut agronomique, les reboisements bien faits sont des placements à 6 ou 7 pour 100 ou quelquefois à 10 pour 100.

En admettant même que ces taux dépassent la moyenne des placements forestiers ordinaires et qu'il faille les ramener aux taux de 3 pour 100, il serait encore permis de les envisager comme suffisamment rémunérateurs pour tenter l'initiative des collectivités, surtout si on tient compte de la plus value presque assurée des bois. De plus ces placements ont l'avantage d'être extrêmement sûrs.

Quelles sont les collectivités qu'il serait désirable de voir devenir propriétaires de forêts. Elles sont fort nombreuses ; en première ligne nous placerons les communes et les départements.

Nous avons vu que les communes ont tout intérêt à posséder des forêts ; seules les communes propriétaires de bois sont riches. On compte en France 1,450,000 hectares de communaux incultes dont la replantation serait la meilleure méthode de mise en valeur. Les communes pourraient s'imposer un léger sacrifice et les reboiser.

De nombreuses municipalités ont compris les avantages multiples qu'elles retireraient à agir ainsi. Le Touring-Club de France nous signale sans cesse ces initiatives qu'il encourage d'ailleurs de ses subventions. Nous citerons (2) parmi les communes qui s'efforcent d'améliorer leur situation forestière : Lavesnière (Cantal) qui a acquis 250 hectares de bois qu'un marchand se proposait

(1) Audiffred. Rapport Sénat, 1909, n° 185.

(2) *Revue du T. C. F.*, septembre et décembre 1907, janvier et février 1908, mars 1909.

de couper ; Tarascon, Cabris (Alpes-Maritimes) Buxy (Saône et-Loire) Monnetier-Mornex (Haute-Savoie) ont entrepris le reboisement de leurs communaux.

Mais la plupart des communes manquent des fonds nécessaires pour entreprendre des travaux de mise en valeur. Plusieurs procédés (1) s'offrent pour trouver les ressources nécessaires.

Les municipalités peuvent aliéner une partie de leurs landes et employer la somme ainsi obtenue à restaurer le reste. Ce procédé fut fort à la mode lors de la mise en valeur des landes de Gascogne. C'est ainsi qu'ont été transformés en forêts de pins 291,525 hectares de landes dont 102,834 sont restés propriété communale.

La ville de Saint-Dié a eu recours à un procédé fort ingénieux pour augmenter son domaine forestier. En 1806 elle louait un pâturage par bail emphytéotique pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans à des particuliers, sous condition qu'ils le reboiseraient en totalité. La location était consentie au prix de 0 fr. 33 par hectare et par an, et le locataire avait la jouissance jusqu'à l'expiration du bail, des revenus forestiers tels qu'ils seraient déterminés par l'administration forestière. La ville n'a pas attendu l'expiration du bail en 1860 ; elle a racheté pour 21,439 francs la jouissance des terrains loués au prix de 30 francs (2).

Un procédé analogue a été employé par M. de Saint-Félix pour le reboisement des communaux de Liginiaac (Corrèze). Ceux-ci furent divisés en lots et répartis entre les habitants de la commune pour une période de vingt-

(1) Descombes. *Etude sur l'aménagement des montagnes dans la chaîne des Pyrénées*. Bordeaux, 1903.

(2) Algan. Une emphytéose forestière. *Revue des Eaux et Forêts*, 10 septembre 1893.

neuf ans. Le bail est renouvelable à condition de laisser sur le terrain un certain nombre de jeunes arbres. Actuellement 450 hectares sont reboisés sur 672.

Cette manière de procéder présente plus d'inconvénients que la précédente ; un manque d'unité et de méthode résulte fatalement de cette division, de plus la conservation à l'état boisé n'est pas suffisamment assurée à l'avenir.

C'est également en louant des terrains communaux que M. de Bélinay a pu en reboiser 140 hectares dans la région de Neuvic (Corrèze).

Ce procédé de restauration des communaux par des tiers, particuliers ou sociétés prend aujourd'hui un développement considérable (1).

C'est par ce moyen que l'Association centrale pour l'Aménagement des Montagnes restaure les pâturages dégradés des Pyrénées, que les sociétés scolaires forestières se procurent le terrain nécessaire à leurs travaux ; elles obtiennent de la commune la concession de quelques hectares, que les enfants replantent ou restaurent.

Nous signalerons aussi la location par le Touring-Club de 1^h25 de communaux à Mercurey (Saône-et-Loire). Ce terrain connu sous le nom de la Chiquette a été entièrement reboisé.

Les communes peuvent aussi reboiser elles-mêmes leurs terrains, en se procurant les capitaux nécessaires au moyen d'emprunts. Elles peuvent demander au Crédit Foncier (2), l'argent dont elles ont besoin. Une telle opération offre de grandes difficultés pour les communes pauvres.

(1) Pardé. Congrès de « l'arbre et de l'eau » *S. F. B.*, décembre 1909.

(2) Girard. L'orientation des capitaux collectifs. II^e congrès de l'A. C. A. M. (1906).

En effet le Crédit Foncier n'est autorisé à consentir aux communes que « des prêts remboursables, soit à long terme par annuités, soit à court terme avec ou sans amortissement ».

Un emprunt dans de telles conditions convient parfaitement à une ville désireuse d'acquérir des forêts. L'emprunt lui permet de se procurer la somme nécessaire au paiement, et les coupes couvrent largement le versement des annuités ; mais il est difficile à une pauvre commune de se procurer ainsi l'argent nécessaire pour la plantation de ses communaux ; car elle serait alors obligée de prélever des sommes considérables sur son budget avant de rien retirer de ses travaux.

Ceci est fort regrettable. On pourrait y remédier en autorisant les caisses de crédit agricole à prêter aux communes qui se proposent de reboiser en différant le service des intérêts et le remboursement jusqu'au moment où les bois seraient devenus productifs de revenus.

Là aussi la création de petits syndicats rendrait des services ; ceux-ci tout en exploitant les pâturages communaux en replanteraient une partie, ils pourraient facilement se procurer les fonds nécessaires aux Caisses de Crédit agricole qui sont autorisées à leur consentir des prêts.

Comme mesures destinées à favoriser le reboisement des communaux, nous signalerons aussi celles prises par M. Truc, préfet de la Creuse.

Les voici telles qu'il les expose lui-même dans une lettre qu'il adressait 13 mai 1909 au président du T. C. F. (1).

« 1° Aucune vente de biens communaux ne sera auto-

(1) *Revue du T. C. F.*, juin 1909.

risée à l'avenir que si, après l'expertise il est établi que les terrains sont propres à la culture.

Si une partie des dits terrains était reconnue impropre, elle devra être conservée par la commune et complantée ».

2° « Je me suis adressé aux chambres des notaires du département et j'ai prié leurs représentants de demander à leurs collègues de bien vouloir à l'avenir insérer dans les baux de fermage et métayage, qu'aux frais du propriétaire, le fermier ou métayer sera tenu de complanter une certaine partie ».

3° « J'ai adressé à soixante communes un questionnaire aux fins de me faire connaître avec plans à l'appui les contenances des propriétés communales et particulières dont une partie pourrait être complantée ».

Pour arriver à planter les étendues ainsi désignées, voici la méthode que propose M. Truc. « Toutes les fois qu'une contenance de terrain communal sera complantée, il sera versé dans la caisse communale une somme de x , représentant le revenu du terrain; après un certain délai les bois devenant productifs, la commune jouira librement, et sous certaines conditions d'exploitations, des terrains complantés, et restituera au département et aux sociétés les intérêts qu'elle aura reçus. »

Pour parer aux dépenses, le préfet fait appel au département et aux sociétés désintéressées. Il demande aussi la création de pépinières pour fournir les plants nécessaires.

L'accomplissement d'un tel programme est de nature à amener une amélioration considérable. Une telle tâche demande beaucoup d'argent, mais les bonnes volontés ne manquent pas et déjà le T. C. F. a promis son concours.

Il serait désirable que l'État aussi secondât ces efforts en créant des pépinières.

On ne peut que louer l'initiative prise par M. le Préfet de la Creuse et aussi le groupe d'études limousines qui s'efforce de provoquer le reboisement du plateau dénudé du centre de la France.

Grâce à ses efforts (1) les conseils généraux de la Creuse, de la Corrèze et de la Haute-Vienne ont créé une commission interdépartementale dans le but d'étudier les moyens de mettre en valeur le plateau de Millevaches. Cette commission vient de faire acquérir par l'État 300 hectares de landes à Millevaches même pour servir de champ d'expérience.

Il serait à désirer que partout l'administration départementale suivit ces exemples. Les départements peuvent apporter un précieux concours pour la mise en valeur des communaux : ils doivent guider les communes, ils peuvent les aider, soit en créant des pépinières et en distribuant des plans, comme cela se fait dans le Rhône et dans la Loire, soit en les encourageant par des subventions en argent. Pourquoi aussi ne créerait-on pas des forêts départementales ?

M. Descombes au congrès de l'arbre et de l'eau tenu à Guéret en 1908 proposait la création d'un centime départemental et communal (2), dont le produit serait affecté au reboisement. Cette mesure produirait une somme de 8 millions par an.

Il serait désirable que les départements prennent l'ini-

(1) De Clermont. Le plateau de Millevaches. IIe congrès de l'A. C. A. M. (1906).

(2) Descombes. *Le centime du reboisement*. Limoges, 1908.

tiative de cette nouvelle imposition, ils apporteraient sous la forme d'un sacrifice minime une contribution précieuse et aideraient à parer aux ruines que produit chaque année le fleau du déboisement.

Mais reboiser n'est pas tout, il faut que les forêts qui pourront ainsi être reconstituées ne risquent pas d'être un jour à nouveau détruites ; un moyen très simple s'offre : c'est de les soumettre au régime forestier.

En dehors des départements et des communes il existe toute une série de propriétaires impérissables disposant de gros capitaux, dont l'orientation vers la propriété forestière serait un puissant apport.

En première ligne nous citerons les syndicats de création, dont l'objectif est d' « orienter vers le reboisement des terres incultes les capitaux privés ».

Il existe déjà un certain nombre de sociétés de ce genre ; le syndicat forestier de France au capital de 200,000 francs se propose de reboiser certaines étendues de communaux incultes. En Corse, le syndicat agricole de Bastia (1) crée, avec les fabricants d'acide gallique, des pépinières pour reconstituer les châtaigneraies.

Nous citerons, comme visant au même but, les « œuvres forestières » dont la Société botanique et d'études scientifiques du Limousin propose la fondation. Elle entend par là de petites sociétés communales ou cantonales au capital de 10,000 à 15,000 francs qui reboiseraient des terrains sis à proximité ; les actionnaires et administrateurs surveilleraient les travaux.

(1) Donati. Le déboisement et la reconstitution des forêts en Corse. 11^e congrès de l'A. C. A. M. (1906).

Les compagnies d'assurances (1) fort nombreuses et fort riches peuvent aussi consacrer une partie de leur fortune en placement forestier. Rien ne s'oppose à ce qu'elles agissent ainsi. Le seul obstacle est la difficulté de gestion, mais l'adoption d'une loi les autorisant à confier leurs bois au service forestier le fera disparaître.

Aucune entrave légale n'empêche les compagnies d'assurances de devenir propriétaires de forêts.

A une lettre adressée par M. Descombes (2), M. Viviani, ministre du Travail, répondait en ces termes :

« J'ai l'honneur de vous informer qu'en ce qui concerne les assurances sur la vie assujetties à la surveillance et au contrôle de mon administration par la loi du 17 mars 1903, rien ne paraît s'opposer à ce qu'elles opèrent, dans les limites fixées par le décret du 9 juin 1906, le placement de leur actif en immeubles de la nature ci-dessus spécifiée. »

Or ces assurances seules sont soumises à une réglementation, en ce qui concerne l'emploi de leurs fonds. Il serait désirable que les compagnies d'assurances consacrent à des placements forestiers une partie de leurs réserves statutaires qui ne s'élèvent pas à moins d'un demi-milliard, pour la seule branche vie. Elles pourraient acquérir des massifs en plein rapport et consacrer à des travaux de reboisement l'excédent des revenus qu'elles retireront de là.

Déjà, plusieurs compagnies ont donné l'exemple et récemment l'« Utrecht » a acquis en Hollande 1,600 hectares de bruyères qu'elle a reboisés.

(1) Journal *Le Bois*, 15 avril 1909.

(2) Descombes. *Les immeubles forestiers des compagnies d'assurances*. (Bordeaux, 1909).

De semblables placements conviennent aussi parfaitement aux sociétés de secours mutuel (1), dont la plus grande partie des fonds est immobilisée en vue d'une retraite. Dans l'état actuel de notre législation, elles ont la faculté de placer en immeubles une partie de leur avoir jusqu'à concurrence des trois quarts, sous certaines conditions (art. 20, loi du 1^{er} avril 1898).

Ces sociétés dont le nombre et les dépôts augmentent avec une grande rapidité, pourraient en affectant une partie de leurs revenus en placements forestiers assurer la conservation et le reboisement de nombreux hectares.

M. Audiffred, dans un rapport adressé au T. C. F. en 1906, estimait à 400 millions les capitaux dont disposaient alors les sociétés de secours mutuel, et on peut affirmer que depuis cette époque ils ont considérablement augmentés.

Seulement ces sociétés se soucient peu d'acquérir des immeubles forestiers, leurs fonds sont attirés vers la caisse des dépôts et consignent par la promesse qui leur est faite de rémunérer leurs dépôts sur le pied de 4 1/2 pour 100.

Aussi les statuts de la plupart ne prévoient-ils qu'une sorte de placement pour leur réserve, la caisse des dépôts et les caisses d'épargne.

Ceci est fort regrettable. Nous admettons que chacune d'elles individuellement ne puisse pas entreprendre des travaux de ce genre, mais réunies comme la loi les autorise il leur serait facile de se concerter en vue d'étudier

(1) Descombes. *Le reboisement par l'initiative privée* (Bordeaux, 1908). — Descombes. Orientation des capitaux vers le reboisement. 1^{er} congrès de l'A. C. A. M. (1905). — Girard. Orientation vers le reboisement des capitaux collectifs. 11^e congrès de l'A. C. A. M. — *Revue du T. C. F.*, avril 1906.

les avantages qu'il serait possible de retirer de placements forestiers.

Leur but principal est de constituer une retraite à leurs membres ; pour y parvenir, elles doivent faire fructifier des capitaux pendant trente ou quarante ans ; or la propriété forestière nous semble une sorte de placement fort avantageux en même temps que très sûr. Comme le dit M. Cardot dans son *Manuel de l'Arbre* : « Les forêts sont de véritables caisses d'épargne, où le père prévoyant peut placer ses économies. »

Des opérations de reboisement conviennent parfaitement aux sociétés de secours mutuel. On ne saurait trop les encourager à entrer dans cette voie.

Certains forestiers voudraient même les obliger à employer une partie de leurs recettes en placements forestiers ; c'est l'opinion de M. Guyot (1), directeur de l'école forestière de Nancy. Dans une proposition de loi qu'il présentait en 1905 au premier congrès de l'Association centrale pour l'Aménagement des montagnes on trouve un article 3 ainsi conçu :

« Les sociétés de secours mutuel ayant obtenu la reconnaissance d'utilité publique sont tenues d'employer annuellement en acquisitions de forêts ou de terrains à convertir en bois une partie des fonds qui leur seront versés pour servir des pensions de retraite à leurs membres dont la quotité sera déterminée par un règlement d'administration publique. »

L'adoption d'une semblable mesure serait fort désirable, mais son application de nos jours risquerait de soulever

(1) Guyot. La nationalisation du sol forestier. 1^{er} congrès de l'A. G. A. M. (1905).

de vigoureuses résistances. Avant de pouvoir en arriver là, il faut convertir les sociétés à l'idée forestière, leur montrer les avantages qu'elles retireront à devenir propriétaires de bois ; il faut que quelques-unes d'entre elles donnent l'exemple ; il est certain qu'il sera suivi.

Mais comme pour les sociétés d'assurances, les difficultés que comporte la création et l'administration des bois s'opposent à ce qu'elles acquièrent de semblables immeubles. Mais ces difficultés n'existeront bientôt plus, lorsque la loi votée par la Chambre le 12 mars 1909 sera entrée en vigueur ; en effet, aux termes de celle-ci, les bois appartenant aux sociétés de secours mutuel approuvées seront de plein droit soumis au même régime que ceux des établissements publics.

A côté de ces propriétaires impérissables qui ont d'ores et déjà la faculté d'acquérir des bois, il y en a d'autres disposant de capitaux bien plus considérables encore, qui pourront concourir à la restauration forestière lorsque la loi leur en aura donné l'autorisation.

Ce sont d'une part, les associations d'utilité publique et déclarées ;

De l'autre les grandes institutions de prévoyance :

La caisse nationale des retraites qui dispose de plus d'un milliard ;

Les caisses d'épargne dont les dépôts dépassent quatre milliards ;

Et bientôt les caisses de retraites ouvrières.

Les associations conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, ne peuvent posséder que les immeubles strictement nécessaires au but qu'elles se proposent. Une crainte irraisonnée du spectre de la mainmorte a poussé le législateur à restreindre leur personnalité.

Cette loi a eu aussi pour résultat de faire disparaître une catégorie de propriétaires impérissables possesseurs de forts beaux massifs ; nous voulons parler des congrégations religieuses. Celles-ci avaient su conserver intactes, pendant de longs siècles, de belles forêts. Déjà la Révolution leur en avait ravi une partie, qui forme aujourd'hui les plus belles forêts communales et domaniales. Leur dissolution a mis le reste à la merci des exploiters.

Aussi, au point de vue forestier, la loi de 1901 a eu des conséquences regrettables. Non seulement elle n'a point donné aux associations l'accès de la propriété forestière, mais elle a fait disparaître des propriétaires impérissables possesseurs de forêts.

Depuis quelques années on a compris l'importance qu'il y aurait à faire passer les forêts aux mains de propriétaires impérissables ; et, le 7 mars 1907, M. F. Bougère déposait sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à modifier dans un sens plus libéral la loi de 1901 (1).

D'après cette proposition toute association régulièrement déclarée pourrait acquérir à titre onéreux, posséder et administrer « des bois, des forêts, et des terrains qu'elle s'engage à reboiser à ses frais, avec ou sans le concours de subventions à utiliser pour le reboisement ».

En outre les associations reconnues d'utilité publique pourraient recevoir par don et par legs des bois et des forêts.

La commission de l'agriculture, n'a cru devoir ouvrir

(1) Bougère, Proposition de loi portant modification des articles 6 et 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901. *Journal officiel*, 1907, n° 874, p. 191.

l'accès de la propriété forestière qu'aux seules associations reconnues d'utilité publique (1).

Art. 4. — « Le deuxième paragraphe de l'article 11 de la loi du 1^{er} juillet 1904 sur le contrat d'association est complété ainsi qu'il suit :

« Cependant elles peuvent acquérir à titre onéreux ou à titre gratuit des bois, forêts et terrains à boiser. »

Ceux-ci sont soumis de plein droit au régime forestier (art. 2).

Quant aux associations déclarées elles resteront incapables comme par le passé. Le rapporteur a donné comme raison, l'insuffisance de leurs ressources qui ne leur permet que difficilement des achats de massifs boisés et la facilité qu'elles ont d'obtenir la déclaration d'utilité publique.

Ceci est parfaitement juste. Néanmoins il nous semble qu'on eut pu sans inconvénient leur donner la possibilité d'acquérir des bois. La législation française est animée envers les associations d'un esprit de méfiance fort regrettable ; elles sont réduites à un état de semi-incapacité qui les paralyse. A ce point de vue, la liberté dont les associations jouissent dans certains pays comme l'Angleterre et les États-Unis nous semble bien préférable.

Il existe en France de grandes institutions de prévoyance, qui disposent de plusieurs milliards (2) : Caisse nationale de retraites, caisses d'épargne et bientôt caisses des retraites ouvrières.

(1) Vigouroux. Rapport. *Journal officiel*, 1908, n° 1835.

(2) Guyot. *La nationalisation du sol forestier*. — Descombes. *Orientation des capitaux vers le reboisement*. — Girard. *Orientation vers le reboisement des capitaux collectifs*. — Descombes. *L'aménagement des eaux dans le sud-ouest*.

La loi oblige ces caisses à employer la plus grande partie des fonds dont elles disposent en achat de rentes sur l'État et ceci n'est pas sans présenter des inconvénients.

On dit que ces achats continuels soutiennent le cours de la rente, il serait plus juste de dire qu'ils le faussent. L'intervention forcée de ces grands établissements publics que dirige l'État donne à la rente française un cours fictif et non un cours réel, elle encourage l'État à multiplier les emprunts.

Si ces placements obligatoires en valeurs de l'État français offrent une garantie sérieuse en temps ordinaire, il n'en serait pas de même en temps de crise. Cette sécurité sera alors gravement compromise, il n'y aura alors aucun moyen de soutenir la rente et les caisses d'épargne se verront dans l'impossibilité de faire face aux demandes des déposants ; quelle responsabilité encourra l'État qui promettait la sécurité à tout le monde.

Cette sécurité nous semblerait bien mieux assurée, si dans le patrimoine des caisses d'épargne, de retraites ou des sociétés de secours se trouvait une forte proportion de capitaux immobiliers et surtout de forêts. Ceux-ci gardent toujours leur valeur et ne sont pas soumis aux variations imprévues des valeurs mobilières. Il y aurait donc tout avantage à donner à ces institutions la faculté d'acquérir des immeubles de ce genre.

M. Descombes le premier a compris l'importance qu'il y aurait à orienter vers la forêt ces gros capitaux et en 1905 le premier congrès de l'A. C. A. M., adoptait un vœu dans ce sens ; depuis ils se sont multipliés et cette campagne est sur le point d'aboutir, du moins en ce qui concerne les caisses d'épargne.

La proposition de loi adoptée par la Chambre le 12 mars

1909 autorise celles-ci à employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le cinquième du capital de cette fortune, en acquisitions de bois, forêts et terrains à à boiser.

Les caisses d'épargne disposent d'une fortune personnelle de 160 millions (1) (au 31 juillet 1905), c'est donc un capital assuré de 36 millions qui devient disponible pour le reboisement.

A ce point de vue la commission est allée plus loin que les auteurs du projet primitif de MM. David et Baudin (2). Ceux-ci proposaient d'autoriser les caisses d'épargne à employer leur fortune personnelle en acquisitions de forêts et terrains à boiser jusqu'à concurrence de un cinquième.

Mais MM. David et Baudin proposaient également d'accorder la faculté à la Caisse des dépôts et consignations d'employer les sommes provenant des dépôts faits aux caisses d'épargne, « en acquisitions de forêts et terrains à boiser jusqu'à concurrence de x millions par an ».

Ils demandaient également que la Caisse nationale de retraites put employer une partie de ses fonds en acquisitions du même genre.

La commission de l'agriculture n'a pas cru devoir maintenir ces dispositions, car, dit M. le rapporteur Vigouroux, « il serait dangereux de donner la forme immobilière à des sommes dont le remboursement est toujours exigible ». Ce danger nous semble quelque peu chimérique, car on ne voit pas comment les déposants pourraient être appelés à retirer la totalité des sommes mises en dépôt,

(1) Vigouroux. Rapport. Chambre, 1908, n° 1835.

(2) *Journal officiel*. Chambre, 1907, n° 1352, p. 417.

surtout si l'on considère que pour les caisses d'épargne ces sommes se chiffrent par cinq milliards.

Les retraits ne peuvent jamais être que partiels. En cas de panique les caisses d'épargne sont autorisées à ne rembourser que des sommes limitées. Et même à supposer que ceci se réalise, que la Caisse des dépôts et consignations se trouve dans l'obligation de rembourser la totalité des dépôts, elle se verrait dans l'obligation de vendre ses titres à bas prix, et dans l'impossibilité de faire face à ses obligations.

Mais de telles suppositions sont invraisemblables. On peut affirmer que quoiqu'il arrive les caisses d'épargne conserveront la majorité des dépôts qui leur sont confiés. On pourrait donc sans difficulté les autoriser à employer une partie de l'argent des déposants en acquisitions d'immeubles.

Comme le dit M. le sénateur Audiffred, rapporteur de la proposition de loi au Sénat. « Quel danger y aurait-il à leur permettre d'acquérir soit des forêts, soit des terrains à boiser jusqu'à concurrence d'une somme totale de cent millions par exemple, à répartir sur vingt ou trente exercices ? En quoi cela gênerait-il le fonctionnement de ces caisses qui ont en dépôt quatre milliards » (1).

Ce que nous venons de dire à propos des caisses d'épargne, peut s'appliquer aussi à la Caisse nationale des retraites. Elle n'a pas besoin d'avoir continuellement sous la main tous ses capitaux pour faire face au paiement des rentes. Elle pourrait fort bien distraire quelques millions, du milliard dont elle dispose pour les employer en immeubles forestiers.

(1) Audiffred. Rapport. Sénat, 1909, n° 185.

Néanmoins les mesures prises par la commission de l'agriculture nous semblent déjà un grand progrès ; en allant plus loin on risquerait de se heurter à de vives oppositions. Lorsque les caisses d'épargne auront compris les avantages qu'elles peuvent tirer de là, on pourra alors les autoriser à aller plus loin. Pour le moment, elles ne semblent guère favorables aux placements forestiers.

En effet la commission supérieure des caisses d'épargne a adopté, à la suite du rapport Vigouroux, le vœu suivant, sur la proposition de M. Motheroz (1).

« La commission supérieure émet un avis contraire à l'inscription par la proposition de loi rapportée à la Chambre des Députés le 26 juin 1908, des acquisitions de bois, de forêts, de terrains à boiser, parmi les valeurs locales que l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 autorise pour le placement des fortunes personnelles, l'exploitation des forêts et le reboisement à longue échéance représentant, à raison notamment de l'indisponibilité, de l'improductivité, des risques et des incendies, des opérations aussi peu appropriées que possible aux emplois du patrimoine des caisses d'épargne. »

Nous estimons que ceci est fort exagéré, que des placements forestiers sont tout aussi rémunérateurs que ceux en construction, ou acquisitions d'habitations à bon marché que la loi les autorise à faire.

Quant à dire que les forêts sont improductives, c'est, comme le dit M. Audiffred, une pure hérésie, en contradiction avec les faits.

Enfin l'œuvre du reboisement trouvera aussi un auxiliaire puissant dans les caisses de retraites ouvrières. En

(1) Audiffred. Rapport. Sénat, 1909, n° 185.

effet, le projet de loi (1) voté par le Sénat autorise ces caisses sur l'avis favorable du Conseil supérieur des retraites ouvrières à faire emploi des fonds jusqu'à concurrence d'un quatre centième en acquisitions de terrains incultes à reboiser ou de forêts existantes (art. 16).

M. Cochery, ministre des Finances, proposait un dixième, mais le Sénat n'a pas maintenu cette disposition.

M. le sénateur Cazeneuve s'est opposé avec force à l'adoption de cette mesure, reproduisant à peu près les mêmes arguments que le conseil supérieur des caisses d'épargne : « Les forêts, dit-il, risquent toujours de brûler, et l'assurance est très coûteuse. Elles sont d'un revenu très douteux. » Et ailleurs : « Nous sommes tous d'accord sur la nécessité de reboiser, mais il ne faut pas le faire avec les capitaux provenant de l'épargne ouvrière. »

Il est certain que la propriété forestière comporte des risques, mais ne peut-on pas en dire autant de toutes les formes de la propriété ? Sur ce qui est de l'improductivité des forêts, nous avons vu autre part ce qu'il faut en penser. La propriété forestière est très rémunératrice, c'est l'opinion unanime de tous les forestiers ; si parfois elle ne donne pas de beaux revenus, c'est la faute d'une mauvaise administration et souvent aussi d'impôts écrasants.

Nous pensons également que la restauration forestière de la France est une œuvre d'intérêt national et qu'il importe d'y faire concourir tous les capitaux disponibles, d'autant plus que le reboisement sera un placement très sûr pour les énormes capitaux dont disposent les caisses ouvrières.

(1) Séance du 25 janvier 1910.

M. le sénateur Méline (1) dit à ce propos : « Quel meilleur et plus solide placement pourrait-on rencontrer que celui du reboisement de la France, c'est-à-dire la transformation successive des versements de la caisse des retraites en belles et bonnes forêts immuables comme la terre de France, d'un revenu assuré à l'époque où doit s'ouvrir le droit à la pension de la plupart des assurés ? La combinaison offre ce double avantage de produire l'accumulation des capitaux indispensables pour faire face aux retraites à une date éloignée, et d'obliger l'État à immobiliser les fonds qui lui sont confiés, sans pouvoir y toucher. »

Tels sont les nombreux capitaux collectifs, dont l'orientation vers la forêt serait fort désirable. Certains ont déjà la faculté de posséder des bois, les autres ne sauraient tarder de l'avoir, car d'une part la loi sur les retraites ouvrières vient d'être adoptée ; de l'autre, la proposition de loi votée par la Chambre n'attend que la ratification du Sénat.

Dans sa séance du 23 décembre 1908, la commission extra-parlementaire des forêts déclarait la nécessité de voter la loi restrictive concernant la réglementation des coupes abusives avant de discuter « les dispositions législatives si utiles, si nécessaires, qui permettront à l'État, aux départements, aux communes, aux établissements de bienfaisance, etc., d'acheter les forêts des particuliers avec un revenu égal à celui des rentes sur l'État ».

Cette solution proposée par la commission n'est autre chose que l'application aux forêts de la garantie d'inté-

(1) Méline. Le reboisement et les caisses ouvrières. *République française*, 29 novembre 1904.

rêts, dont le concours fut si précieux lors de la création des voies ferrées. L'idée d'une semblable intervention de l'État fut émise pour la première fois par le Syndicat des Agriculteurs de France, en 1908, pour faciliter à la ville de Blois le rachat de la forêt d'Amboise ; depuis, cette idée a été reprise et a fait l'objet de nombreuses publications.

Il est certain que l'adoption d'une semblable mesure serait de nature à attirer vers la forêt de grandes masses de capitaux. Mais son adoption nécessitera des études et l'inscription de crédits au budget. Aussi malgré son utilité, nous ne croyons pas qu'elle doive retarder l'application de la loi Vigouroux.

Il faut donner, le plus tôt possible, aux propriétaires impérissables, l'accès à la propriété forestière. Ils pourront ainsi acheter les forêts et les terrains de reboisement les plus rémunérateurs. Ensuite, la garantie d'intérêt viendra compléter cette œuvre et permettre le rachat des bois moins productifs.

Mais la possibilité donnée aux caisses d'épargne et aux associations d'utilité publique d'acheter des forêts, la possibilité donnée à tous les propriétaires impérissables de faire régir leurs bois par l'administration forestière, dont on connaît la valeur, décidera-t-elle ceux-ci à orienter leurs capitaux vers la propriété forestière.

Nous le souhaitons ardemment, car la possession des forêts par les collectivités dans de telles conditions est le meilleur gage de leur conservation. L'état des forêts qui, depuis la Révolution, sont aux mains des communes et de l'État, en est une preuve irréfutable.

Il est impossible aujourd'hui, avec la division des héritages, les changements brusques de fortune, que de

grandes forêts restent longtemps dans les mêmes mains. Or, la forêt ne peut que souffrir de ces changements continuels de propriétaires. Les grandes collectivités ont tout ce qu'il faut pour posséder ces patrimoines forestiers ; elles ont pour elles la durée. Aussi leur appartient-il de les acquérir et de les conserver. C'est d'ailleurs un placement sûr et avantageux, si la gestion est faite avec méthode.

On peut en dire autant du reboisement de nos six millions d'hectares de terres incultes. L'immobilisation de capitaux que ces opérations nécessitent, convient admirablement à ces grands propriétaires disposant d'énormes capitaux. Certes, nous ne pouvons leur demander de faire tout le travail, il leur appartient seulement de reboiser là où de tels travaux sont susceptibles de leur donner des revenus ; leur champ d'action est dans la moyenne montagne et dans la plaine. La restauration des terrains entièrement dégradés et improductifs incombe à l'État, aux associations désintéressées, aux départements et aux villes menacés dans leur sécurité ou leur intérêt.

L'entrée en ligne des capitaux collectifs est fort désirable, elle présente de multiples avantages. Elle offre à l'État, dont le budget est si obéré, un moyen d'enrayer le déboisement sans qu'il lui en coûte rien. Certains objecteront qu'agir ainsi c'est vouloir reconstituer les biens de mainmorte. Nous répondons que c'est là une crainte fort exagérée.

« Chez nous, dit M. Guyot (1), on se laisse toujours dominer par ce que nous appellerons le spectre de la

(1) Guyot. La nationalisation du sol forestier. 1er congrès de l'A. C. A. M. (1905.)

mainmorte, la crainte irraisonnée d'un accaparement du sol par des personnes impérissables. Chose curieuse, si cet accaparement doit profiter à l'État, on n'y voit aucun obstacle; alors pourquoi tant de terreurs vaines pour des établissements susceptibles de rendre le même service sans présenter les mêmes inconvénients? »

Il nous semble bien préférable de laisser acheter les bois par les associations d'utilité publique et autres, plutôt que de pousser à la nationalisation du sol forestier. Les personnes morales ont une individualité propre, ce qu'elles possèdent n'est pas le bien de tout le monde, et bien mieux que l'État elles peuvent se défendre.

Il nous semble désirable de développer ces personnes morales à côté de l'État, de leur donner des capacités plus grandes, et « nous croyons que cette attribution de la forêt à des établissements impérissables, distincts de l'État, peut être un moyen très efficace pour barrer la route au socialisme agraire, dont nous avons envisagé le danger » (Guyot).

Il faut donc orienter vers la forêt le plus de capitaux possible, le vote de la loi donnant la capacité aux caisses d'épargne et aux sociétés de secours mutuels ne saurait tarder. Mais il est probable qu'il y aura au début des hésitations et des résistances.

Il appartient à tous les amis des arbres, aux grandes sociétés, comme l'Association centrale pour l'Aménagement des montagnes, le Touring-Club et bien d'autres de les vaincre. Il faut leur montrer par des exemples, par des leçons de choses, les avantages qu'elles pourront retirer de la forêt. L'État devrait donner l'exemple, mais nous avons vu qu'il s'est énergiquement refusé à acquérir certains massifs. Il faut espérer que les départements, les com-

munes, les sociétés et les associations de tout genre seront moins difficiles à convertir. D'autant plus que beaucoup sont dirigés par des hommes soucieux de l'avenir de la France et animés d'un esprit d'initiative qui fait défaut aux administrations publiques. Mais il faut se hâter, car les déboisements vont bon train, les exploiters, sous la menace de lois conservatrices dont nous avons parlé, multiplient leurs efforts. Les désastres se multiplient, nos cours d'eau, qui avaient la réputation d'être tranquilles, imitent leurs tumultueux voisins. Il est vrai que l'effort est considérable, ce n'est pas moins de deux milliards qu'il faut pour conjurer le péril national. « L'ampleur de l'effort n'a d'ailleurs rien d'effrayant chez une nation dont l'épargne crée chaque année des capitaux atteignant ce chiffre, et qui a consacré, depuis un demi siècle, 17 milliards à ses chemins de fer. Il faut seulement y faire concourir toutes les initiatives et tous les genres de ressources avec une volonté ferme et persévérante. » (Descombes.)

CHAPITRE VII

LES AMIS DES ARBRES

I

Les sociétés scolaires forestières et les fêtes de l'arbre.

II

Groupements et sociétés dévoués à l'œuvre du reboisement.

Touring-Club. — La Loire navigable. — Groupe d'études limousines.

III

Les sociétés forestières.

Société forestière de Franche-Comté et Belfort. — Société forestière des amis des arbres.

IV

Les associations pour la restauration des montagnes.

Association centrale. — Association dauphinoise.

I

Les sociétés scolaires forestières (1).

Nous avons vu quelle place importante tient dans la solution des problèmes du reboisement la propagande et l'exemple. Aussi nous semble-t-il bon de dire quelques

(1) Descombes. *Guide pour les sociétés scolaires*. Mangeot. Les

mots des nombreuses sociétés qui se consacrent à l'aride tâche de rendre l'arbre populaire.

En premier lieu nous citerons les sociétés scolaires forestières.

Ces petites sociétés sont extrêmement intéressantes, car elles habituent, dès leur jeune âge, les enfants à aimer et respecter l'arbre.

Elles virent le jour après le vote de la loi du 1^{er} avril 1898 ; celle-ci ouvre aux enfants l'accès des associations de prévoyance et autorise les mutualités scolaires à acheter sous certaines conditions précises et préalables des étendues de terrains destinées à être mises en valeur par les membres même de ces petites associations. (Ratton).

Conformément à cette loi, M. Audiffred, sénateur de la Loire organisa dans son département des mutuelles scolaires cantonales forestières. Dans ces sociétés les enfants sont groupés par canton, à chacune on affecte un terrain de quelques hectares qui est reboisé. Ces organisations ont un inconvénient, souvent le terrain est éloigné de certaines communes.

Les sociétés forestières ayant pour unité la commune nous semblent préférables. La première société de ce genre fut créée dans le Jura, à Avignon-lez-Saint-Claude en 1899 par M. Cochon, alors inspecteur des forêts ; Mayet, instituteur, et Delsérès, inspecteur primaire.

Nous allons voir rapidement comment elles sont organisées. C'est à l'instituteur qu'incombe la tâche de créer la société, dont il devient d'ailleurs le président. Celle-ci est

fêtes de l'arbre en Espagne, II^e congrès de l'A. C. A. M. — Ratton. Le rôle des sociétés scolaires forestières, II^e congrès de l'A. C. A. M. — Descombes. *La défense des montagnes*. — *Revue du T. C. F.* — *Bulletins de la S. T. B.*

placée sous le patronage du maire, de l'inspecteur des eaux et forêts, et de l'inspecteur primaire. Les enfants de l'école forment l'élément principal ; c'est le noyau autour duquel viendront se grouper les habitants de la commune.

Comme il faut des ressources, celles-ci sont constituées : par la main-d'œuvre des membres actifs qui sont les bambins de l'école ; par la cotisation des membres honoraires que l'on recrute parmi les habitants de la commune, les parents des écoliers, — cette cotisation peu élevée, est en général de 1 fr. 50 à 2 francs, — par des subventions en nature et en argent accordées par l'État, le département, la commune, les sociétés ou les particuliers.

La société créée et les ressources trouvées, il faut s'occuper des travaux. Ceux-ci s'exécutent en général sur des terrains concédés gratuitement par la commune. Ils sont de plusieurs sortes.

Tout d'abord il convient de créer une pépinière pour élever et cultiver les arbres qui seront ensuite replantés. Cette pépinière a un double but ; une partie des plants est distribuée aux sociétaires qui en font la demande, à des prix moindres que ceux des pépiniéristes. Ce qui encourage beaucoup les paysans à reboiser.

Mais la plus grande partie est employée à reboiser quelques hectares de communaux. La main-d'œuvre est fournie par les membres actifs et les membres honoraires de bonne volonté, et la plantation s'exécute sous la direction des agents des eaux et forêts et de l'instituteur. Souvent aussi les scolaires forestières exécutent des travaux d'amélioration pastorale. Elles plantent des arbres le long des routes et sur les places publiques.

Les fêtes de l'arbre, chaque année plus nombreuses,

viennent compléter l'œuvre des sociétés. Elles sont l'occasion de distributions de récompenses dues à la générosité des pouvoirs publics et des sociétés forestières ou autres ; livrets de caisse d'épargne pour les petits, distinctions honorifiques pour les grands. Ces fêtes constituent une utile contribution à l'œuvre de notre restauration forestières ; elles laissent un souvenir durable dans les jeunes esprits. Comme le dit M. Mengeot, vice-président de la société de géographie de Bordeaux : « les enfants ne se contentent pas, et ne peuvent se contenter d'explications théoriques et même de leçons de choses pratiques. Il faut les intéresser davantage, c'est pour cela que des récompenses et des fêtes scolaires doivent être créées. C'est par et pour l'arbre qu'on a des réjouissances, aimons donc l'arbre qui nous les a procurées ; tel est le premier raisonnement de l'enfant, et il est alors tout disposé à appliquer les leçons qui lui sont données. »

Telle est l'organisation des sociétés scolaires forestières. On ne saurait trop multiplier les groupements de ce genre qui associent à l'œuvre patriotique du reboisement la jeunesse des écoles ; ils servent à développer le goût de l'arbre dans les jeunes générations de qui dépend l'avenir de nos forêts. Bien plus, en intéressant ainsi l'enfant à l'œuvre de la protection des arbres, on parviendra en même temps à y intéresser plus facilement les populations rurales. L'enfant répète dans sa famille les enseignements de l'instituteur ; le petit bois créé est une leçon de chose pour les cultivateurs et ne peut que les encourager à planter aussi.

D'une année à l'autre les scolaires forestières, voient leur nombre s'accroître, grâce à la générosité du Touring-Club de France, et des sociétés forestières, grâce surtout

au dévouement de nombreux instituteurs ; c'est dans l'Est que ces groupements se sont le plus multipliés. Le département du Jura, qui fut le berceau des sociétés scolaires, en compte aujourd'hui soixante-quatre, le Doubs quarante-cinq, la Haute-Saône dix-sept. Ces trois départements qui au 1^{er} janvier 1910 possèdent cent vingt-six sociétés, n'en avaient au 1^{er} janvier 1903 que soixante-trois ; leur nombre a doublé en six ans.

La fédération des sociétés scolaires forestières, pastorales et fruitières et des amis de l'arbre de l'Ain compte actuellement vingt-sept sociétés. Celles-ci depuis la fondation de la première scolaire créée à Dortan par M. Prost ont reboisé 240 hectares. Pendant la période 1908-1909 elles ont planté 35 hectares de communaux et aidé à la replantation de 40 hectares de terrains particuliers.

Si toutes les communes de France agissaient de même, ce serait un reboisement annuel de 45,000 hectares. Malheureusement il n'en est pas ainsi, les sociétés scolaires sont bien moins nombreuses dans les autres parties de la France. On commence pourtant à rencontrer, même dans les régions les plus hostiles au reboisement, comme les Alpes-Méridionales (Beuil), les Pyrénées (Juncalas, Consac).

Nous souhaitons que ces groupements se multiplient : c'est « un admirable instrument d'une puissance d'extension incroyable, qui réunit au reboisement effectif la leçon de chose, la propagande, la mutualité et la prévoyance » (Descombes).

II

Groupements et sociétés dévoués à l'œuvre du reboisement.

Nous n'entendons parler ici que des groupements et sociétés dont le reboisement n'est pas le but principal, mais qui néanmoins s'intéressent activement à tout ce qui peut contribuer à la restauration forestière de la France.

Ces groupements sont aussi nombreux que divers. Ce sont les Chambres de commerce, dont plusieurs subventionnent l'A. C. A. M. ; les syndicats d'initiative certains travaillent activement à la reforestation ; en 1909 celui de Nantua a mis gracieusement à la disposition des scolaires forestières de l'Ain, un terrain destiné à devenir une pépinière, celui de Monestier de Clermont a mis en terre 12,000 sapins.

On trouve parmi les amis de la forêt des sociétés savantes ; comme la Société botanique et d'études scientifiques du Limousin, l'Association française pour l'avancement des sciences ; la Société de géographie commerciale de Bordeaux. Des sociétés artistiques, comme la Société pour la protection des paysages de France. Des sociétés industrielles et commerciales, comme la Compagnie P. L. M. et le Syndicat des forces hydrauliques qui subventionnent l'A. D. A. M. et des associations de sports, comme le Club-Alpin et le Touring-Club de France. Des associations dont le but est le développement de la navigation ; comme la Loire navigable et le Sud-Ouest navigable. Des sociétés d'agriculture comme la Société des agriculteurs de France.

Toutes ces sociétés dans leurs congrès et leurs publica-

tions, par des subventions, s'efforcent de rendre l'opinion publique favorable à la forêt. Pourtant certains groupements ne se contentent pas de ce rôle passif, ils vont plus loin et prennent part d'une façon plus active à la solution du problème du reboisement.

En première ligne nous citerons le Touring-Club de France (1), cette puissante association avec ses cent vingt mille membres et son budget de plus d'un million, s'est donné pour programme la beauté et la prospérité de la France. Aussi s'est elle faite l'apôtre de la forêt.

Un des premiers le Touring-Club a signalé les dangers qui résultent de la dénudation du sol ; il s'efforce d'enrayer le déboisement. Chaque mois sa revue signale à l'opinion publique les dégâts de massacreurs. Il encourage les communes et les particuliers qui reboisent par des subventions et des récompenses ; il organise des conférences en faveur du reboisement.

En 1906 le Touring-Club crée une commission des pelouses et forêts ; celle-ci présidée par M. Defert a fait des efforts considérables pour améliorer notre situation forestière. Elle a élaboré des projets de lois qui ont été déposés sur le bureau de la Chambre par MM. David et Baudin.

Enfin grâce à la générosité d'un ami des arbres, M. Jansen, qui lui a légué 250,000 francs, une caisse forestière a été créée. Le Touring-Club se propose d'intervenir directement en acquérant des forêts et des terrains à boiser. Déjà il a loué en Saône-et Loire un petit territoire de 1^h 25, connu sous le nom de la Chiquette qui a été entièrement reboisé.

(1) *Revue du Touring-Club de France* (1904-1910).

Mais c'est surtout au développement des sociétés forestières que le Touring-Club s'est appliqué. Aucune n'échappe à sa générosité. Des subventions aident leur création ; puis chaque année les fêtes de l'arbre sont l'occasion d'amples distributions de livrets de caisse d'épargne pour les petits, et de médailles pour les maîtres. Afin de développer l'éclosion des sociétés et rendre la popularité à l'arbre, il a répandu à profusion le *Manuel de l'Arbre* et le *Manuel de l'Eau*.

On peut se faire une idée de la propagande ardente et généreuse du T. C. F. si l'on considère que depuis 1890 il a dépensé 150,000 francs en subventions et en propagande pour la forêt et la restauration en montagne.

Des sociétés formées pour rendre la navigabilité à nos grands fleuves torrentiels la Loire et la Garonne ont compris l'importance qu'aurait pour la réalisation de leur programme la reforestation du Massif Central et des Pyrénées.

La société, la Loire navigable (1), s'est donné comme but la création d'une voie navigable, Nantes, Orléans, Briare se rattachant au réseau général français, en utilisant sur le plus long parcours possible, le fleuve lui-même qui sera aménagé. Les travaux ont déjà commencé sous la direction de M. l'ingénieur Guénot. Le procédé employé est fort ingénieux ; des épis transversaux sont disposés dans le fleuve obliquement à la rive. Là viennent s'amonceler les sables mouvants qui forment de petites plages en pente douce. De cette façon les sables ne se fixent qu'aux points où il est utile qu'ils se fixent, et le

(1) Schwob. *La Loire navigable* (Paris, 1900). — Le journal *La Loire navigable*.

fleuve est amené à se creuser son lit que là où il convient qu'il se creuse.

Mais le grand obstacle à la navigation de la Loire se sont les sables qui l'encombrent. Or d'où viennent ces sables ; ils sont formés par la terre que chaque orage entraîne des flancs dénudés du Massif Central, que chaque crue arrache aux berges du fleuve. Pour diminuer ces dépôts il n'y a qu'un moyen, restaurer par des travaux mixtes de reboisement et de gazonnement la montagne, planter des arbres le long des berges.

Depuis longtemps les propagandistes de la Loire ont compris la nécessité du reboisement pour compléter et rendre durable leur œuvre ; dans leurs congrès l'arbre tient une grande place. Ils ne cessent de réclamer l'entreprise de travaux dans le centre de la France. L'œuvre du reboisement a donc trouvé un auxiliaire puissant dans la société de la Loire navigable qui a à sa tête des hommes d'une rare énergie, M. Linyer, son président, M. Guénot, qui, par sa science hardie, assure le succès de l'œuvre et son inlassable propagandiste, M. Schwob, directeur du « Phare de la Loire ».

Puisque nous venons de parler du massif central de la France, il nous faut dire quelques mots d'une société qui depuis quelques années fait des efforts considérables, pour faire recouvrer à une partie de cette région sa prospérité, nous voulons parler du « Groupe d'études Limousines » (1).

Ce groupe fondé en 1904 à Paris se propose d'intéresser ses adhérents aux questions relatives à leur pays d'ori-

(1) *Le Limousin*, années 1907 et 1908. — De Clermont : Le plateau de Millevaches. II^e Congrès de l'A. C. A. M. — Les travaux du groupe d'études limousines (I^{er} Congrès international de l'A. C. A. M.).

gine. Se préoccupant de tout ce qui peut contribuer à la prospérité du Limousin, la disparition des châtaigneraies, et l'état de dénudation de cette région n'ont pas tardé à attirer son attention.

A la suite d'une enquête le groupe comprit la nécessité d'entreprendre des travaux mixtes de reboisement et regazonnement, et des démarches furent faites au ministère de l'agriculture, à la suite desquelles M. Daubrée chargea un inspecteur d'une mission spéciale au plateau de Millevaches.

Le groupe se propose de créer dans le Limousin une vaste association agricole forestière. Il a obtenu la formation par les Conseils généraux de la Creuse et de la Corrèze et de la Haute-Vienne d'une commission interdépartementale. Il a amené l'État à acquérir 300 hectares de landes destinés à servir de terrain d'expérience. Il a pris part au Congrès de l'A. C. A. M. où M. Raoul de Clermont a exposé ses travaux. Enfin d'accord avec cette association, et avec la société Gay-Lussac, de Limoges, il a organisé les congrès de l'arbre et de l'eau tenus successivement à Limoges 1907, Guéret, 1908, Tulle-Brive 1909.

III

Les sociétés forestières.

Il existe en France un certain nombre de sociétés purement forestières, dont le but est de favoriser la plantation, la protection et l'amélioration des arbres et des forêts.

La plus importante est la société forestière de Franche-Comté et de Belfort qui fut fondée en 1890 par celui qui

fut son premier président, M. Viillard. En 1891 elle comptait deux cents vingt-deux adhérents, elle a aujourd'hui treize cent quarante-cinq membres (1).

Grâce à son influence les départements Francs-Comtois et celui de la Côte-d'Or inscrivent annuellement des crédits importants pour le reboisement ; ceux-ci joints aux subventions de l'Etat et aux crédits communaux ont permis la replantation de 1,500 hectares de 1902-1908.

La société s'est donné comme tâche, d'encourager l'expansion des espèces exotiques ; elle a dépensé de grosses sommes à fournir des graines et des plants aux particuliers, aux communes et aux sociétés désireuses de faire des expériences. Elle a amené l'administration forestière à faire des essais dans ce sens, deux arboretum ont été créés l'un près de Nancy, l'autre à Frasnes (Doubs).

Elle s'efforce de développer dans l'Est les scolaires forestières par des subventions en plants et en argent, par des récompenses. Elle travaille également à l'embellissement des sites de la région, aidée en cela par le Touring-Club qui la seconde par de généreuses subventions.

La Société de Franche-Comté se préoccupe des réformes législatives capables d'améliorer la situation forestière. Elle a organisé une commission législative qui a publié des études fort intéressantes, notamment sur l'impôt forestier et les forêts de protection.

Elle fait connaître ses idées au moyen d'un bulletin trimestriel où sont traitées d'une façon remarquable toutes les questions à l'ordre du jour. Chaque année les membres

(1) *Bulletins de S. F. B.* — Discours de M. Bouvet au Congrès de Nancy. *S. F. B.*, septembre 1909.

de la société se réunissent en congrès, le dernier en date a eu lieu à Nancy sous la direction de son distingué président M. Bouvet.

Il existe en France d'autres sociétés. La Société forestière française des amis des arbres, dont le siège est à Paris, a pour but d'encourager la plantation, l'amélioration des arbres, d'aider par son concours au groupement des bonnes volontés, et à la défense des intérêts des propriétaires au moyen d'encouragements et de récompenses, de conférences, de publications ; enfin par l'organisation des syndicats forestiers.

Des sections locales de cette association ont été créées dans divers départements.

Nous citerons encore : la Société des amis des arbres et du reboisement des Alpes-Maritimes ; la Société forestière provençale « Le Chêne », et la Ligue du reboisement de l'Algérie.

IV

Les associations pour la restauration des montagnes.

Nous avons déjà eu plusieurs fois à parler de ces associations, quoique plus jeunes que la plupart de celles dont nous venons de parler, elles ont déjà obtenu des résultats considérables, grâce à l'initiative inlassable des hommes de valeur qui président à leurs destinées.

L'Association centrale pour l'Aménagement des montagnes fut fondée en 1904 à Bordeaux par M. P. Descombes, directeur honoraire des manufactures de l'État. Celui-ci pensait que pour arriver à sauver les montagnes de la ruine, on ne pouvait faire mieux que de prêcher le retour à

la forêt, et d'encourager les bonnes volontés par des subventions et des récompenses : qu'il fallait montrer aux paysans les bienfaits du reboisement judicieux et de la culture pastorale ; c'est pour entreprendre ces leçons de chose que fut créée cette association.

Nous ne reviendrons pas sur la méthode de l'A. C. A. M. Elle a montré la possibilité de restaurer à peu de frais les pentes dégradées, de convertir les montagnards à l'idée d'une réglementation si utile. Son œuvre prend chaque année un développement plus considérable et les montagnards séduits commencent à suivre son exemple.

En cinq ans et avec une dépense de 3 fr. 62 par hectare, l'association a amélioré dans de notables proportions son premier territoire de la Gêla, dont la location a pris fin au 1^{er} janvier 1910. L'érosion a complètement cessé, l'herbe a repoussé en des endroits d'où on la croyait à jamais bannie.

L'association continue son œuvre, elle a actuellement en location au 1^{er} janvier 1910 dix territoires d'une superficie totale de 6,761 hectares.

En même temps elle fait une propagande active en faveur de l'arbre, par des congrès, par des conférences, par des publications, par des subventions. Son infatigable président va partout porter la bonne parole et faire appel aux amis de l'arbre. L'association a suscité et provoqué la formation de tout un essaim de sociétés scolaires dans les régions pyrénéennes, réfractaires à toute mesure de ce genre, jusqu'à ces dernières années.

Enfin elle s'est préoccupée de la législation forestière, depuis sa fondation elle n'a cessé de réclamer l'accession à la forêt des capitaux collectifs. Cette campagne est sur le point d'aboutir. Et déjà elle en a entrepris une seconde

visant les moyens propres à faire disparaître le caractère occulte des servitudes.

Des hommes d'action ont pensé que des leçons de choses analogues à celles entreprises dans les Pyrénées seraient fort utiles dans les Alpes, et dans ce but M. le commandant Audebrand créait en 1906 à Grenoble l'Association Dauphinoise pour l'Aménagement des montagnes. Les travaux entrepris sont venus confirmer l'excellence des méthodes inaugurées à la Gêla. L'A. D. A. M. a loué et expulsé les transhumants de montagne de la Selle. Elle coopère avec l'État à l'amélioration des pâturages de Saint-Christophe d'Oisans et de Revel.

Elle favorise dans la mesure de ses moyens tout ce qui peut amener le reboisement et l'aménagement des montagnes. Dans ce but elle s'efforce de s'assurer la coopération des sociétés industrielles de plus en plus nombreuses dans les vallées alpines, et qui ont tout intérêt à voir se régulariser les cours d'eau dont elles utilisent la force.

Quoique cette association ne dispose pas encore de ressources considérables elle a abouti à des résultats fort encourageants, grâce à l'activité des hommes éminents qui la dirigent, MM. Audebrand, de Montal, et Offner.

Comme on le voit les amis des arbres sont déjà fort nombreux et leur nombre se multiplie sans cesse ; l'opinion publique devient de plus en plus favorable à la forêt. Mais les ruines accumulées depuis plusieurs siècles par la négligence des pouvoirs publics, l'insouciance et l'égoïsme des populations sont grandes. Et l'effort à faire pour restaurer entièrement les montagnes, leur rendre leur manteau de verdure, leur prospérité et leurs habitants, pour couvrir de bois les terres incultes trop nombreuses, pour améliorer les forêts de plaine, est considérable.

Mais pour être considérable il n'est pas impossible. Le déboisement et la dégradation des montagnes constituent un péril national. Pour y parer il est besoin de toutes les bonnes volontés. Les pouvoirs publics doivent faire disparaître les obstacles qui les entravent; et les initiatives toujours nombreuses dans notre France, toujours fertile en idées généreuses, uniront leurs efforts pour sauver la terre de la patrie.

Vu :

Le 4 mars 1910,

Le Président du jury de la thèse,

R. GONNARD.

Vu :

Le 18 mars 1910

Pour le doyen,

L'assesseur,

L. JOSSERAND.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 19 mars 1910,

Le Recteur,

Président du Conseil de l'Université,

J. JOUBIN.

ANNEXES

ANNEXE I

Proposition de loi tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées. (Votée par la Chambre des Députés le 12 mars 1909. Rapportée au Sénat le 6 juillet 1909).

L'article 1^{er} du code forestier est ainsi complété :

Art. 1^{er}. — Sont soumis au régime forestier et seront administrés conformément aux dispositions de la présente loi :

1° Les bois et forêts qui font partie du domaine de l'État ;

2° Les bois et forêts des communes et des sections de communes ;

3° Ceux des établissements publics ;

4° Les bois et forêts dans lesquels l'État, et les communes ou les établissements publics ont des droits de propriété indivis avec des particuliers ;

5° Les bois, forêts et terrains à boiser des associations reconnues d'utilité publique et des sociétés de secours mutuels ;

6° Ceux des particuliers mentionnés par le § 3 de l'article 147.

Art. 2. — Les dispositions du code forestier relatives aux bois des établissements publics sont applicables aux bois des associations reconnues d'utilité publique et des sociétés de secours mutuels approuvées.

Art. 3. — L'article 147 du code forestier est ainsi complété :

Les dispositions des articles 94, 93, 94, 97, 107 (§ 2), 108, 109 (§ 1^{er}), relatives aux bois des établissements publics, ainsi que les dispositions de la section 2 du titre 10 ; celles de la section 1^{re} du titre 11 à l'exception du § 2 de l'article 169 ; celles du § 2 de l'article 189 et celles de la section 1^{re} du titre 13 seront applicables aux bois des propriétaires et des sociétés qui en auront fait la demande à l'administration forestière.

L'administration forestière pourra se charger, en tout ou en partie, de la conservation et de la régie de ces bois moyennant une redevance annuelle ou des perceptions établies d'après les règles édictées par l'article 106 pour les établissements publics.

Seront déclarées nulles, les conventions et les ventes conclues par les propriétaires ou les administrateurs de ces bois qui auraient consenti à des tiers des droits d'usage ou procédé à des coupes tant ordinaires qu'extraordinaires sans l'autorisation de l'administration forestière ou en dehors des conditions fixées par elle.

Art. 4. — Le deuxième paragraphe de l'article 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association est ainsi complété :

« Cependant elles peuvent acquérir à titre onéreux ou à titre gratuit des bois, forêts ou terrains à boiser. »

Art. 5. — L'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne est ainsi complété :

Les caisses d'épargne sont autorisées à employer leur fortune personnelle ; 1^o 2^o 3^o 4^o. Elles pourront en outre employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le cinquième du capital de cette fortune en valeurs locales énumérées ci-dessous à la condition que ces valeurs émanent d'institutions existant dans le département où les caisses fonctionnent ; bons de mont-de-piété, ou d'autres établissements reconnus d'utilité publique ; prêts aux sociétés coopératives de crédit ou à la garantie d'opération d'escompte de ces sociétés ; acquisition de bois, forêts ou terrains à boiser ; acquisitions ou construction d'habitations à bon marché, etc.

Art. 6. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

ANNEXE II

Projet de loi tendant à mettre fin au déboisement de la France présenté au nom de la commission de l'agriculture.

—

Article unique. — Le titre xv et les articles 219, 220, 221, 223, 224, 225 et 159 du code forestier, sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :

TITRE XV.

Défrichement et exploitation des bois des particuliers.

Art. 219. — Aucun particulier ne peut user du droit d'arracher ou de défricher ses bois qu'après en avoir fait la déclaration à la sous-préfecture, au moins quatre mois d'avance, durant lesquels l'administration peut faire signifier au propriétaire son opposition au défrichement. Cette déclaration contient élection de domicile dans le canton de la situation des bois.

Avant la signification de l'opposition, et huit jours au moins après avertissement donné à la partie intéressée, un agent des eaux et forêts procède à la reconnaissance de l'état et de la situation des bois et en dresse un procès-verbal détaillé, lequel est notifié à la partie, avec invitation de présenter ses observations.

Le préfet, en conseil de préfecture, donne son avis sur cette opposition.

L'avis est notifié à l'agent forestier du département, ainsi qu'au propriétaire des bois et transmis au ministre de l'Agriculture qui prononce administrativement, la section de l'agriculture du Conseil d'État préalablement entendue.

Si, dans les six mois qui suivront la signification de l'opposition, la décision du ministre n'est pas rendue et signifiée au propriétaire des bois, le défrichement peut être effectué.

Art. 220. — L'opposition au défrichement doit toujours être formé pour les bois dont la conservation est nécessaire :

1° Au maintien des terres sur les montagnes ou sur les pentes ;

2° A la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves, rivières ou torrents ;

3° A l'existence ou à la régularité des sources et cours d'eau ;

4° A la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et l'envahissement des sables ;

5° A la défense du territoire, dans la partie de la zone frontière déterminée par un règlement d'administration publique ;

6° A la salubrité publique ;

7° Au maintien des conditions économiques existantes.

Art. 221. — En cas de contravention à l'article 219, le propriétaire et l'entrepreneur de la coupe sont solidairement condamnés à une amende calculée à raison de 500 francs au moins et de 1,500 francs au plus par hectare de bois défriché.

L'exercice du parcours après exploitation, recépage ou incendie, sera assimilé au défrichement et puni comme tel jusqu'à ce que le bois ait été déclaré défensable dans les conditions prévues à l'article 119.

Le propriétaire doit en outre, dans tous les cas, rétablir les lieux en nature de bois dans le délai que devra fixer le ministre de l'Agriculture.

Art. 223. — Les dispositions des quatre articles qui précèdent sont, dans les forêts traitées autrement qu'en taillis simple, applicables aux coupes rases ou aux coupes qui, par leur étendue et l'importance de leurs produits, dépassent un dixième du matériel sur pied existant dans la forêt.

Elles s'appliquent, en outre, dans celles de ces forêts situées sur la pente d'une montagne ou d'une colline, aux coupes qui laisseraient sur pied par hectare moins de 80 mètres cubes de matériel quand il s'agit de futaies, ou moins de quatre-vingts arbres de réserve dans les taillis sans futaies.

Elles sont également applicables aux semis et plantations exécutés, par suite de la décision ministérielle, en remplacement des bois défrichés.

Art. 224. — Sont exceptés des dispositions des articles 219 et 223 :

1^o Les jeunes bois pendant les vingt premières années après leur semis ou plantation, sauf le cas prévu par le deuxième paragraphe de l'article précédent ;

2^o Les parcs ou jardins clos et attenant aux habitations ;

3^o Les bois non clos, d'une étendue au-dessous de cinq hectares, lorsqu'ils ne font pas partie d'un autre bois qui compléterait une contenance de cinq hectares, ou lorsqu'ils ne sont pas situés sur le sommet ou sur la pente d'une montagne ou d'une colline, ou qu'ils ne peuvent intéresser l'existence ou la régularité d'une source.

Art. 225. — Les actions ayant pour objet des exploitations effectuées en contravention des articles 219 et 223 se prescrivent par trois ans, à dater de l'époque où elles auront été consommées.

Toutefois l'administration forestière pourra permettre, même en cas d'opposition, des défrichements ou cultures temporaires, sous condition du reboisement dans un délai déterminé.

Elle peut également autoriser, même en cas d'opposition, les coupes qui font l'objet des dispositions des deux premiers paragraphes de l'article 223, notamment dans les forêts de pins, sous condition à déterminer par elle.

Dans ces différents cas, s'il n'est pas satisfait aux conditions imposées, dans le délai fixé, ce n'est qu'à l'expiration de ce délai que le délit sera réputé également consommé, et que la prescription de l'action à laquelle il pouvait donner lieu commencera à courir.

Art. 159. — L'administration forestière est chargée, tant dans l'intérêt de l'État que dans celui des autres propriétaires de bois et forêts soumis au régime forestier, des poursuites en réparation de tous délits et contraventions commis dans ces bois et forêts.

Elle est également chargée de la poursuite en réparation des délits et contraventions spécifiés aux articles 134, 143, 219, 221 et 223.

Les actions et poursuites seront exercées par les agents forestiers, au nom de l'administration forestière, sans préjudice du droit qui appartient au ministère public.

L'administration des forêts est autorisée à transiger, avant jugement définitif, sur la poursuite des délits et contraventions mentionnés aux deux paragraphes du présent article. Après jugement définitif, la transaction ne peut porter que sur les peines et réparations pécuniaires.

ANNEXE III

*Proposition de loi présentée par M. Guyot au I^{er} congrès
de l'A. C. A. M. (1905).*

Art. 1^{er}. — Peuvent être classées, comme forêts de protection, les forêts dont le maintien à l'état boisé est reconnu nécessaire.

1° Au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes.

2° A la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves et des torrents.

3° A la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et les envahissements des sables.

Art. 2. — Des décrets rendus, après enquête sur la proposition du ministre de l'Agriculture, déterminent les forêts qui sont classées comme forêts de protection. Les formes de l'enquête sont déterminées dans un règlement d'administration publique.

Art. 3. — Les forêts de protection appartenant à des particuliers sont soumises à un régime spécial.

Art. 4. — Les forêts de protection appartenant à des communes ou sections de communes ou établissements publics sont toujours soumises au régime forestier communal, sans que l'exception fondée sur l'impossibilité d'aménagement ou d'exploitation régulière puisse dans aucun cas être opposée à cette soumission.

Art. 5. — Les forêts de protection quelque en soient les propriétaires, sont exemptes de tout impôt et de tous centimes additionnels, départementaux ou communaux.

Art. 6. — Il n'est rien changé au régime des autres forêts de particuliers qui n'auraient pas été classées comme forêts de pro-

tection. Elles demeurent notamment soumises au titre 15 du code forestier concernant le défrichement.

Art. 7. — En montagne l'expropriation des forêts des particuliers, classées ou non comme forêts de protection, continue à être régie par la loi du 9 avril 1882.

ANNEXE IV

Proposition élaborée par le Touring-Club et déposé sur le bureau de la Chambre par MM. David et Baudin.

Art. 1^{er}. — Seront déclarés d'utilité publique, les bois, forêts et terrains dont la conservation à l'état boisé ou à l'état de pâturage ou le reboisement et la restauration comme forêts ou pâturages seront reconnus nécessaires.

1° Au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes ;

2° A la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves, rivières, torrents ;

3° A l'existence des sources et cours d'eau ;

4° A la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et l'envahissement des sables ;

5° A la défense du territoire, dans la partie de la zone frontière déterminée par un règlement d'administration publique ;

6° A la salubrité publique.

La déclaration aura lieu par décret et dans la forme déterminée par un règlement d'administration publique.

Art. 2. — Les bois, forêts et terrains déclarés d'utilité publique seront assujettis à un régime spécial dit « régime de protection », défini ainsi qu'il suit :

1° Tout aménagement ou règlement d'exploitation forestière ne pourra y être appliqué que s'il a été approuvé dans les six mois de sa présentation par le conservateur des eaux et forêts, toutefois en cas de circonstances exceptionnelles ou de force majeure, le conservateur aura toujours le droit d'imposer les modifications qu'il jugera nécessaires ;

2° A défaut d'aménagement ou de règlement d'exploitation justement approuvé, aucun abatage d'arbres, aucune coupe de

bois ne pourra être faite sans une autorisation préalable de l'inspecteur local donnée dans les trois mois de la présentation de la demande et spécifiant les conditions imposées pour assurer la protection visée par la loi.

3° Aucun défrichement, aucune extraction de pierres, terres, morts bois, gazons, de nature à nuire à la stabilité du sol ne pourra y être faite sans l'autorisation de l'agent forestier local dans les deux mois de la présentation de la demande ;

4° Le pâturage ne pourra y être exercé qu'en application d'un règlement approuvé par l'agent forestier local et fixant le nombre et la nature des bestiaux, les périodes de parcours et toutes les conditions reconnues nécessaires pour assurer son innocuité ;

5° Des travaux pourront être ordonnés par l'inspecteur local pour assurer la plantation des surfaces dénudées, le repeuplement des vides et clairières, l'entretien des peuplements en bon état, la défense de la propriété contre tous dangers, et notamment contre ceux provenant des ravinements, érosions, coulées de pierres, avalanches, incendie, invasion d'insectes. Dans tous les cas ci-dessus, les intéressés pourront porter leur réclamation devant l'agent forestier supérieur qui prononcera définitivement.

Art. 3. — Les forêts et terrains classés d'utilité publique bénéficieront d'un dégrèvement égal à la moitié de l'impôt foncier en principal et centimes départementaux et communaux. Ils seront placés sur la surveillance du service des eaux et forêts qui sera chargé d'y assurer la constatation et la poursuite des délits dans les mêmes conditions que pour les bois soumis au régime forestier, et, en outre, de poursuivre la répression des délits constatés par procès-verbaux des gardes particuliers assermentés.

Toutes les opérations de gestion (aménagement, délimitations, bornages, arpentages, martelages et récolements de coupes) tous travaux d'amélioration et d'entretien pourront être confiés par les propriétaires au service des eaux et forêts à charge de payer les indemnités et frais de déplacement prévus dans un tarif dûment approuvé.

L'État subventionnera tous les travaux d'amélioration, d'en-

tretien et de défense exécutés dans les forêts et terrains classés suivant devis préalablement approuvé par l'administration. La subvention pourra varier du tiers aux trois quarts de la dépense, suivant le caractère plus ou moins prononcé d'utilité publique que présenteront les travaux.

Art. 4. — Dans tous les cas où les restrictions à l'exploitation ou les travaux, imposés par les dispositions ci-dessus entraîneront pour le propriétaire une diminution de revenu égale à la moitié au moins du revenu antérieur, le propriétaire pourra requérir l'expropriation pour cause d'utilité publique, conformément à la loi du 3 mai 1841.

Art. 5. — Les contraventions aux dispositions ci-dessus contenues dans les § 1, 2, 3 et 4 de l'article 2 seront punies des peines établies par le code forestier. Dans le cas de coupe de bois non autorisé, l'amende sera proportionnelle à la valeur de la coupe sans qu'il puisse être inférieure au dixième ni excéder la moitié de la valeur de cette coupe.

ANNEXE V

Projet de loi sur la conservation des forêts présenté par la Société forestière de Franche-Comté et de Belfort.

Art. 1^{er}. — Peuvent être classées comme forêts protectrices les forêts, bois, prés-bois et pâturages boisés, quels qu'en soient les propriétaires dont la conservation est reconnue nécessaire.

1° Au maintien des terres sur les montagnes ou sur les pentes ;

2° A la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves, rivières ou torrents ;

3° A l'existence ou à la salubrité des sources ou cours d'eau ;

4° A la protection contre les écarts considérables dans le régime des eaux ;

5° A la protection contre les avalanches et les chutes de glace ;

6° A la protection des dunes et des côtes contre les érosions et l'envahissement des sables ;

7° A la protection contre les influences climatologiques nuisibles.

Art. 2. — Le classement doit s'opérer de façon à embrasser les zones, dites de protection, ayant autant que possible des limites naturelles, et à l'intérieur desquelles les forêts, bois, prés-bois, et pâturages boisés seront considérés comme forêts protectrices.

Le périmètre de chaque zone est fixé, après enquête, par une loi spéciale. Les formes de l'enquête seront déterminées dans un règlement d'administration publique.

Art. 3. — Les dispositions exceptionnelles de l'article 224 du code forestier ne sont pas applicables aux forêts protectrices.

Art. 4. — Les forêts protectrices appartenant à des communes, sections de communes ou établissements publics sont toujours soumises au régime forestier, sans que l'exception fondée sur l'impossibilité d'aménagement ou d'exploitation régulière puisse dans aucun cas être opposée à cette soumission.

Art. 5. — Aucun particulier ne peut user du droit d'exploiter les bois lui appartenant et situés dans la zone de protection, qu'après en avoir fait la déclaration à la sous-préfecture au moins deux mois d'avance, etc...

Art. 6. — Les forêts protectrices appartenant à des particuliers seront, lorsque ceux-ci le demanderont, gérées par l'administration des eaux et forêts, dans les formes et à des conditions analogues à celles en vigueur pour les forêts communales ou d'établissements publics.

Elles pourront être délimitées et bornées suivant les règles prévues pour les forêts soumises au régime forestier.

Elles seront gratifiées, de préférence à tous autres terrains boisés ou à reboiser situés en dehors des périmètres de restauration prévus par la loi du 4 avril 1882, de subventions de l'État pour délimitations, bornages, repeuplements, clôtures, réunions parcellaires et suppressions d'enclaves ou de servitudes.

Les forêts protectrices sont exonérées de tout impôt, taxe ou contribution revenant à l'État, à l'exception toutefois des frais de gestion par l'administration des eaux et forêts s'il y a lieu.

Art. 7. — Les forêts des particuliers non classées comme forêts protectrices demeurent soumises aux dispositions du titre xv du code forestier concernant le défrichement.

Art. 8. — L'article 221 du code forestier est complété ainsi qu'il suit :

« L'exercice du parcours après exploitation, recépage ou incendie, qui aurait pour conséquence d'entraîner la destruction de tout ou partie de la forêt dans laquelle il est pratiqué, sera, après avertissement préalable, notifié au propriétaire de la dite forêt, assimilé au défrichement et puni comme tel. »

Art. 9. — La présente loi n'aura aucun effet rétroactif et notamment ne sera pas applicable aux forêts dont l'exploitation intensive aurait, avant sa promulgation, fait l'objet de conventions et d'organisations industrielles spéciales.

ANNEXE VI

Proposition de loi sur les servitudes occultes présentée par M. Saignot.

Art. 1^{er}. — Toute personne qui prétend avoir des droits de pacage, de passage ou tout autre servitude dont l'existence ne se manifeste par aucun signe apparent, et ce en vertu d'un titre antérieur au 1^{er} janvier 1856, doit en faire la déclaration au greffe de la justice de paix du canton dans lequel sont situés les immeubles grevés ou prétendus grevés.

Art. 2. — Cette déclaration sera faite dans un délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi. A défaut de déclaration dans ce délai, la servitude sera considérée comme non existante.

Art. 3. — Si les immeubles sont situés dans plusieurs cantons, la déclaration sera faite au greffe de la justice de paix où se trouve la portion principale des immeubles grevés.

Art. 4. — Le greffier de la justice de paix inscrira la déclaration sur un tableau en quatre colonnes, énonçant : la première, la date de la déclaration ; la seconde, le nom du déclarant ; la troisième, les immeubles grevés ; la quatrième, la date et la nature du titre constitutif de la servitude.

Art. 5. — La déclaration sera faite sans frais. Toute personne aura droit d'en prendre connaissance au greffe. Il sera dû au greffier un droit de un franc pour communication verbale et un droit de deux francs pour chaque extrait.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES DIVERS ET BROCHURES.

- D'Avenel.** — *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général de 1200 à 1800.* Paris, Nationale, 1894.
- Arnould.** — *Exagération des impôts frappant la propriété forestière.* Besançon, 1903.
- Audebrand.** — *La houille blanche et la question sylvo-pastorale.* Grenoble, 1907.
- Bauby.** — *Le reboisement et les questions économiques en montagne.* Bordeaux, 1906.
- Becquet et Laferrière.** — *Répertoire du droit administratif.* Paris, Dupont, 1900.
- Briot.** — *Étude sur l'économie alpestre.* Paris, 1896. — *Nouvelles études sur l'économie alpestre.* Paris, Laveur, 1907.
- Broilliard.** — *Traitement du bois en France.* Paris, Berger-Levrault, 1894.
- Brunhes.** — *La dégradation de l'énergie.* Paris, Flammarion, 1908.
- Buffault Pierre.** — *Les bois et forêts du Périgord.* Bordeaux, 1909. — *Insuffisance de notre législation en matière de conservation et de restauration de forêts.* Bordeaux, 1902.
- Cardot.** — *Restauration, aménagement et mise en valeur des pâturages en montagne.* Paris, 1900. — *Manuel de l'arbre.* Paris, Hachette, 1907.
- Clerget.** — *La Suisse au vingtième siècle.* Paris, Colin, 1908.
- Commentaires sur l'ordonnance des Eaux et Forêts de 1669.* Lyon, Barret, 1782.

- Dalloz.** — *Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence.* Paris, 1849. — *Code forestier et rural.* Paris, 1909.
- Dercye.** — *Le revenu imposable des forêts.* Besançon, 1908.
- Descombes.** — *Le problème pastoral et forestier.* Bordeaux, 1908. — *L'aménagement des eaux dans le sud-ouest de la France.* Bordeaux, 1906. — *Une expérience d'aménagement pastoral et forestier dans les Pyrénées.* Toulouse. — *Rapport à M. le Ministre de l'Agriculture sur l'œuvre accomplie de 1904-1908 par l'A. G. A. M.* Bordeaux, 1909. — *Première étape de l'Association centrale pour l'aménagement des montagnes.* Bordeaux, 1909. — *Étude sur l'aménagement des montagnes dans la chaîne des Pyrénées.* Bordeaux, 1905. — *Les syndicats forestiers.* Bordeaux, 1906. — *Le centime du reboisement.* Limoges, 1908. — *La mise en pratique du reboisement.* Bordeaux, 1906. — *La propriété communale dans les Pyrénées.* Bordeaux, 1906. — *Le reboisement par l'initiative privée.* Limoges, 1908. — *Les immeubles forestiers des compagnies d'assurances.* Bordeaux, 1909.
- Demontzey.** — *Travaux du reboisement des montagnes.* Paris, Nationale, 1878.
- Doin.** — *Du reboisement et du gazonnement des terrains particuliers.* Paris, 1899.
- Fabre.** — *L'exode montagnoux en France.* Paris, 1909. — *L'exode du montagnard et la transhumance du mouton en France.* Paris, 1909.
- Fron.** — *Forêts, pâturages et prés-bois.* Paris, Hachette, 1909.
- Fuzier-Hermann.** — *Répertoire général alphabétique de droit français.* Paris, Lacase, 1895.
- Girard.** — *Orientation vers le déboisement des capitaux collectifs.* Bordeaux, 1907.
- Grégoire.** — *Histoire patriotique des arbres de la liberté.* Paris, 1833.
- Guyot.** — *Commentaire de la loi forestière algérienne.* Paris, Laveur, 1904.
- Huffel.** — *Économie forestière.* Paris, Laveur, 1904.
- Joanne.** — *Dictionnaire géographique et administratif de la France.* Paris, Hachette, 1905.

- Leroy-Beaulieu.** — *Traité de la science des finances*. Paris, 1904.
— *L'État moderne et ses fonctions*. Paris, 1891.
- Madelin.** — *Les restrictions légales au droit de propriété forestière privée en France, en Allemagne, en Autriche et en Suisse*. Paris, 1909.
- Madre.** — *De la mise en rapport des forêts de l'État*. Paris, 1898.
- Maury.** — *Les forêts de la Gaule*. Paris, de Lacrange, 1867.
- Mélard.** — *Insuffisance de la production du bois dans le monde*. Paris, 1900.
- Pardessus.** — *Les ordonnances des rois de la troisième race*.
- Pecquet.** — *Lois forestières de la France*, commentaire historique et raisonné.
- Regnault.** — *Déboisement et décadence*. Bordeaux.
- Reynard.** — *L'arbre*. Clermont, 1904.
- Rougier de la Bergerie.** — *Les forêts de France*. Paris, Bertrand, 1817.
- Say.** — *Dictionnaire de science financière*.
- Schwob.** — *La Loire navigable*. Paris, 1900. — *Le siècle de l'eau*. Nantes, 1903.
- Statistique forestière publiée par le ministre de l'Agriculture*. Paris, 1878.
- Varenne-Fenille.** — *Mémoire sur l'administration forestière*. 1791.

REVUES ET PÉRIODIQUES.

Annuaire de législation étrangère, 1902-1908.

Association centrale pour l'Aménagement des montagnes, publications, statuts, compte rendu des assemblées générales 1908 et 1909. Compte rendu *in extenso* des 1^{er} et 2^e congrès et du 1^{er} congrès international de l'A. C. A. M., 1905-1907.

Association dauphinoise pour l'aménagement des montagnes. Statuts, compte rendu des assemblées générales, 1907-1909.

Association française pour l'avancement des sciences, bulletin mensuel.

Le Bois.

Bulletin trimestriel de la société forestière de Franche-Comté et de Belfort, 1903-1910.

Le Correspondant.

Le Cosmos.

Dalloz. — *Recueil périodique.*

Économiste français, 1875, 1900, 1910.

La Géographie, bulletin de la société de géographie de Paris, 1904-1910.

Idées modernes.

Journal officiel de la République française, 1904-1910.

Le journal scientifique.

Le mois littéraire et pittoresque.

Le Limousin, bulletin trimestriel du groupe d'études limousines.

La nature.

Revue des Eaux et Forêts, 1904-1909.

Revue économique internationale, 1906-1908.

Revue d'économie politique.

Revue de Paris.

Revue des Deux Mondes.

Revue industrielle et économique du Sud-Ouest.

Revue du Touring-Club de France, 1904-1910.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

I

	Pages
Le déboisement, une cause de la décadence des peuples anciens : Perse, Assyrie, Palestine, Arabie, la Grèce et l'empire Romain. — La disparition des forêts, cause de dépopulation chez les peuples modernes : l'Espagne. — La dépopulation des régions montagneuses de la France : Pyrénées, Plateau central, Alpes.....	3

II

Importance et utilité des forêts. — Action de la forêt sur le sol. — Action des forêts sur le climat : température, humidité de l'air, pluies, grêle, vents. — Action des forêts sur les sources. — Utilité spéciale des forêts de montagnes : érosions, avalanches, fonte des neiges. — Action de l'arbre sur la navigabilité des cours d'eau. — Solidarité de la forêt et du pâturage. — Rôle de la forêt dans la fixation des dunes. — La forêt et l'hygiène : Assainissement de certaines régions par des plantations d'arbres : Landes et Sologne. — Autres avantages de la forêt.....	13
---	----

CHAPITRE II

I

La richesse forestière de la France. — Étendue des forêts françaises. — Leur situation. — Principales essences forestières. — Divers modes de culture. — Taillis et futaies	33
---	----

II

La production des forêts françaises. — Son insuffisance. — Importation et exportation.....	39
--	----

III

La production mondiale du bois. — Europe. — Pays importateurs et pays exportateurs. — Les pays exportateurs de l'Amérique du Nord. — Amérique du Sud. — Afrique. — Asie	41
---	----

CHAPITRE III

Histoire forestière de la France.

I

Des Gaulois aux Carolingiens.

Les forêts de la Gaule avant la conquête romaine. — Les premiers défrichements. — Situation juridique de la propriété forestière. — Les forêts <i>Res nullius</i> . — Période d'anarchie du troisième siècle à l'avènement des Carolingiens. — Les forêts perdent leur caractère de <i>Res nullius</i>	48
--	----

II

Des Carolingiens aux premières ordonnances forestières (huitième siècle à 1518).

Le domaine forestier de la France au début du huitième siècle. — Les moines défricheurs du Moyen-Age. — État lamentable du royaume jusqu'au treizième siècle. — Période de défrichement de 1200 à 1348. — Absence de législation forestière. — La propriété communale sous le régime féodal. — Communalisation des forêts au treizième siècle. — Arrêt des défrichements pendant la guerre de Cent Ans. — Réaction nobiliaire. — Période de grands défrichements à partir de 1430. — Ordonnances sur l'administration des forêts royales.	51
---	----

III

Les premières ordonnances forestières (1518-1669).

La situation forestière du seizième siècle. — Les premières interventions du pouvoir royal. — Institution du quart de réserve. — Efforts des prédécesseurs de Louis XIV pour enrayer la déforestation.....	56
--	----

IV

L'ordonnance de 1669 (1669-1789).

L'ordonnance de Colbert. — Causes qui déterminèrent sa créa-	
--	--

tion. — Son application de 1669 à 1790. — Les grands défrichements de la fin du règne de Louis XVI.....	Pages 59
---	-------------

V

Période révolutionnaire (1789-1799).

Dévastation des forêts pendant la période révolutionnaire. — Leurs causes. — Mesures qui la favorisent. — Efforts impuissants de la Constituante pour les protéger.....	64
---	----

VI

Du Consulat au code forestier (1799-1827).

Renaissance de l'idée forestière. — Lois protectrices du Consulat et du Directoire. — Premières atteintes au principe de l'inaliénabilité des forêts domaniales en 1814 et en 1817....	68
--	----

CHAPITRE IV

Le déboisement de la France au dix-neuvième siècle et ses causes.

I

Le déboisement de la France au dix-neuvième siècle.

La France se déboise. — Défrichements. — Exploitations abusives. — Sociétés d'exploitation. — La déforestation prouvée par l'exportation. — Déplantation des routes.....	72
--	----

II

Causes du déboisement au dix-neuvième siècle.

Causes naturelles : ouragans, avalanches, incendies. — La destruction du régime forestier. — Aliénation des forêts domaniales. — Les forêts communales distraites du régime forestier. — La propriété forestière et la propriété privée. — Incompatibilité de la petite propriété et de la forêt. — Mauvaise exploitation des forêts particulières. — Cause qui incitent les particuliers à déboiser. — Surcharge d'impôts. — Manque de routes. — Droits d'usage. — Servitudes occultes. — Hostilité du montagnard contre la forêt. — Importance du bétail dans la vie du campagnard. — Extension des pâturages. — Causes de la dégradation des montagnes. — Imprévoyance des habitants. — Mauvaises méthodes pastorales. —

Pâturage en forêt. — Surchage des pâturages. — Bestiaux des régions montagneuses : espèce bovine, espèce caprine, espèce ovine ; la transhumance. — Absence de culture pastorale. — Nécessité d'un prompt remède à cette situation. — L'industrie destructive des forêts. — Besoin croissant de bois. — Divers emplois du bois. — Bois de feu, charpente, ébénisterie et menuiserie. — Étais de mines. — Traverse de chemin de fer. — Poteaux. — Pavage. — Distillation du bois : acide gallique. — Les emplois du bois sous forme de pâte de cellulose : le papier. — [*] Conséquence : la hausse du prix des bois.	76
--	----

CHAPITRE V

La législation forestière contemporaine

I

Le code forestier de 1827.

La législation forestière au lendemain de la Révolution. — Vote du code forestier. — Le code forestier. — Organisation de l'administration forestière. — Situation des forêts communales. — Situation des forêts particulières. — La loi de 1839 sur les défrichements. — Répression des délits forestiers. — Loi du 18 juillet 1906. — Critique du code forestier : ses imperfections et ses lacunes	107
---	-----

II

Les lois sur la restauration des montagnes.

Causes qui amènent une nouvelle législation. — Lois du 29 juillet 1860 et du 8 juin 1864. — Leur échec : ses causes. — Loi du 4 avril 1882. — Résultats obtenus au 1 ^{er} janvier 1908. — Imperfection et insuffisance de la loi de 1882.	121
---	-----

III

La législation algérienne du 21 février 1903.

Innovations qui étendent le régime protecteur de nos lois de 1827 et de 1882.	134
--	-----

CHAPITRE VI

Les remèdes au déboisement.

I

Insuffisance de la législation forestière française.

La législation forestière à l'étranger : Japon, Allemagne, Autriche, Hongrie, Suisse, Italie. — Inaction du gouvernement français : ses causes. — Les forêts et la politique électorale. 438

II

État économique à réaliser en montagne pour arriver au reboisement.

La situation économique de la montagne. — Ce qu'elle doit être. — Mesures nécessaires pour améliorer les pâturages. — Substitution de la vache au mouton. — Expulsion des transhumants. — Culture pastorale. — Réglementation pastorale. — Utilité du ragazonnement. — Son insuffisance pour empêcher l'érosion. De reboisement. — Les forêts des montagnes peuvent-elles être rémunératrices. — Exemples. — Solidarité de la forêt et du pâturage, leur place. — Importance des prés-bois. — Comment rendre les forêts productrices, aménagement, création de routes. — Importance de l'utilisation électrique des chutes d'eau. — Leur importance, leur influence sur le reboisement. 456

III

Comment réaliser cet état économique.

Persuasion et exemple. — Echec de l'État. — L'initiative privée. — L'association centrale pour l'Aménagement des montagnes : sa méthode, les résultats qu'elle obtient. — L'association Dauphinoise pour l'Aménagement des montagnes. — Coopération de l'État. — L'État doit seconder les initiatives : avantages qu'il en retirera. — Rôle capital de la réglementation pastorale. — Points sur lesquels elle doit porter. — Comment y convertir les populations. — Leçons de choses. — Création de syndicats pastoraux. 470

IV

Le problème forestier.

Points sur lesquels doit porter la réforme. — Mouvement général en faveur de la forêt.	481
--	-----

V

Rôle de l'État.

Nécessité de l'intervention de l'État. — La loi de 1882 et la nationalisation des terres pauvres en montagne. — Défauts de cette méthode. — Elle ne doit pas être étendue. — Projet David. — Nécessité de créer des forêts de protection. — Projets et propositions de lois. — Projet de la Commission de l'agriculture — Trop compliqué, défauts et difficultés d'application. — Proposition du Touring-Club de France. — Proposition de la Société Forestière de Franche-Comté et de Belfort. — Proposition de M. Guyot. — Quelles sont les meilleures mesures à adopter. — Acquisition de forêts par l'État. — Procédés. — Exemple des nations étrangères. — Nécessité de réformer l'impôt forestier. — Défauts de la méthode actuelle. — La forêt et l'impôt sur le revenu. — La nouvelle évaluation de la propriété non bâtie. — Principes qui doivent régir toutes réformes de l'impôt foncier. — Nécessité de réformer les mesures pénales concernant les délits forestiers. — L'État doit créer des pépinières et des stations d'expériences : leur importance, leur rôle. — Il faut encourager la production du gros bois. — Les routes forestières : leur nécessité. — Comment favoriser la création des chemins d'exploitation. — Les servitudes occultes. — Proposition de M. Laignot. — L'enseignement sylvo-pastoral.	485
---	-----

VI

Rôle des particuliers.

La propriété particulière et les forêts. — Mauvaise gestion des forêts particulières. — Remèdes. — Syndicats. — Soumission facultative au régime forestier.	227
---	-----

VII

Rôle des collectivités.

Les avantages qui retireraient les collectivités de la possession	
---	--

des forêts. — Forêts. — Bon placement. — Communes. — Comment mettre en valeur les communaux incultes. — Aliénation partielle. — Bail. — Emprunts. — Mesure prise par le préfet de la Creuse et les départements du Massif Central. — Rôle des départements. — Sociétés forestières. — Compagnies d'assurance. — Sociétés de secours mutuels. — Associations déclarées et d'utilité publique. — Caisse d'épargne et Caisse national des retraites ouvrières. — Nécessité d'orienter les capitaux collectifs vers la forêt. — Avantages que l'on peut retirer.....	Pages 234
--	--------------

CHAPITRE VII

Les amis des arbres.

I

<i>Les sociétés scolaires forestières et les fêtes de l'arbre.....</i>	239
--	-----

II

Groupements et sociétés dévoués à l'œuvre du reboisement.

Touring-Club. — Loire navigable. — Groupe d'études limousines	264
---	-----

III

Les sociétés forestières.

Société forestière de Franche-Comté et Belfort. — Société forestière des amis des arbres.....	268
---	-----

IV

Les associations pour l'aménagement des montagnes.

Association centrale. — Association dauphinoise.....	270
--	-----

Grande Imprimerie de Blois, 2, rue Haute.
